Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12692 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 19 NOVEMBRE 1985

LE SOMMET SOVIÉTO-AMÉRICAIN DE GENÈVE

Et l'Europe ?

Si l'on en croit les résultats d'un sondage Louis Harris cités par l'« Economist », la proportion des personnes qu'inquiète le « danger de guerre » a diminué depuis trois ans en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne de l'Ouest et en Italie. Curieuse constatation après les prévisions catastrophiques entendues précisément il y a trois ans de la part de tous ceux qui annonçaient une « tension inouïe » entre l'Est et l'Ouest avec le déploiement des missiles de l'OTAN en Europe. Mais aussi invitation à considérer avec mesure l'énorme « messe » du bipolarisme nucléaire qui se prépare sur les bords du Léman.

Les conditions dans lesquelles se tient ce nouveau sommet soviéto-américain le rendent sans doute tout aussi spectaculaire, mais tout de même moins dramatique, que ses devanciers. Pas de revendication brutale du côté soviétique sur un point chaud de la planète, comme c'était le cas en 1959, 1960 et 1961 avec les ultimatums de Khrouchtchev sur Berlin. Pas non plus de risque d'affrontement sur une crise incontrôlée, comme en 1967 et en 1973 à propos du Proche-Orient. Simplement, et comme en 1979, une série d'impasses sur l'énorme dossier de la maîtrise des armements, dossier d'une complexité toujours renouvelée.

Il fut un temps où l'on dénonçait de ce côté-ci de l'Atlantique, mais surtout en France, les tentatives de « condominium » auxquelles se livreraient les Deux Grands sur le dos des autres pays à l'occasion de tels sommets. Rien de tel, ou si peu, n'est observé aujourd'hui. D'abord parce que cette rencontre soviéto-américaine, la première depuis six ans, ne sert guère qu'à renouer un dialogue interrompu par une longue période de tension : il sera toujours temps d'aviser plus tard si ce dialogue débouche réellement sur une détente et des ententes, ce qui n'est nullement garanti aujourd'hui. Ensuite parce que la situation intérieure des divers pays européens n'est plus ce qu'elle était dans les années 70, la crise ayant passé par là. C'est le cas, plus encore qu'ailleurs, en France, où les affrontements, souvent artificiels, de la campagne électorale, sont en passe d'éclipser tout le reste.

Ce retrait français est néanmoins regrettable autant que paradoxal. Après tout, M. Mitterrand a été lui aussi un acteur de ce nouveau dialogue Est-Ouest, pour avoir reçu M. Gorbatchev il y a un peu plus d'un mois à Paris. Il est pourtant le seul des dirigeants occidentaux qui n'ait pas rencontré M. Reagan avant le sommet de Genève : la première fois, Paris avait jugé cavalière la convocation adressée par le président américain pour le 24 octobre à New-York, la seconde, c'est M. Reagan qui a boudé les offres de rencontre de son homologue français, notamment après le voyage de ce dernier en Amérique latine.

Paris a cessé de récriminer contre la «collusion» des Deux Grands, mais il reste que ces retrouvailles soviéto-américaines – qui ne manqueront pas d'être évoquées au sommet franco-britannique de Londres, même si elles ne figurent pas en tête de l'ordre du jour – n'en sont pas moins l'occasion d'un nouveau malentendu entre la France et les Etats-Unis.

MM. Reagan et Gorbatchev se rencontrent sans illusions

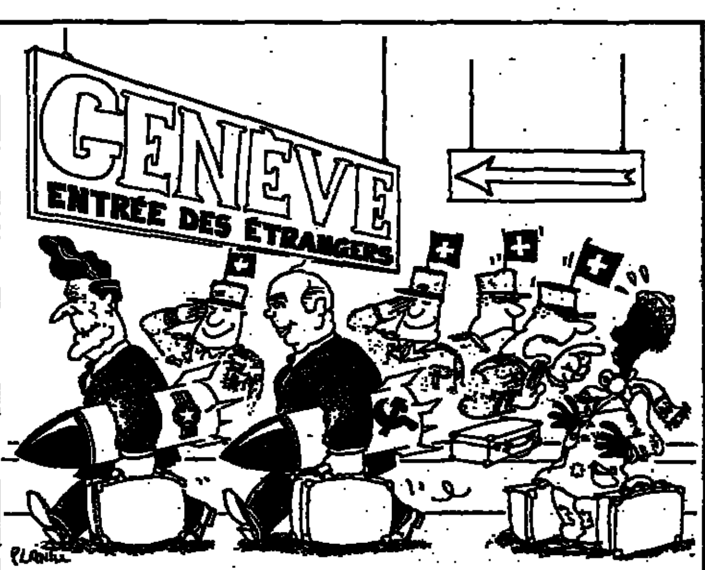
Un sondage SOFRES-«le Monde»-Europe 1 montre le scepticisme des Français devant l'offensive de charme de Moscou

Malgré la visite à Paris, en octobre, de M. Mikhaïl Gorbatchev, l'image de l'URSS continue de se dégrader en France. C'est la principale leçon d'un sondage fait par la SOFRES pour le Monde *et* Europe 1 *à la veille de l'ouverture du sommet soviéto-américain de Genève. 59 % des personnes interrogées ont une opinion « plutôt mauvaise » ou « très mauvaise » de la politique soviétique dans le monde. L'offensive de charme de M. Gorbatchev a donc laissé sceptique une majorité de Français.* (Lire les résultats détaillés du sondage, page 4.)

A Genève, un important dispositif policier et une mobilisation sans précédent des médias entourent la rencontre entre le président des Etats-Unis et le secrétaire général du PC soviétique. Les deux hommes auront huit heures d'entretiens, mardi 19 et mercredi 20 novembre. Sans illusions...

De notre envoyé spécial

Genève. – Le spectacle peut commencer. M. et Mme Gorbatchev sont en effet arrivés ce lundi 18 novembre, en fin de matinée à l'aéroport de Cointrin. M. Kurt Furgler, le président de la Confédération, était là, comme il avait été présent, samedi soir, pour accueillir M. et Mme Reagan ; et, tout comme samedi, la cérémonie, dont tous les détails ont été pesés au trébuchet par un protocole suisse qui en a vu d'autres, ne dura que quelques minutes. Après quoi, le secrétaire général du PC soviétique gagna en voiture et au milieu d'un impressionnant dispositif de sécurité la mission soviétique, où il va résider jusqu'à jeudi.



Les entretiens au sommet ne devant commencer que mardi, rien en principe n'était prévu pour ce lundi, exception faite des visites protocolaires que le président Reagan d'abord, M. Gorbatchev ensuite devraient effectuer dans l'après-midi à la résidence de M. Furgler pour le remercier de son hospitalité.

Rien, hormis une incroyable et sourde bataille psychologique entre les deux délégations. Cet affrontement dure depuis plusieurs jours.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

LA CATASTROPHE D'ARMERO EN COLOMBIE

La vie reprend, comme on dit...

Les opérations de secours continuent dans la vallée d'Armero. Les autorités ont décrété l'état d'urgence sanitaire. De nombreux avions chargés de matériel, de médecins et de scientifiques sont arrivés en Colombie, ou sont attendus.

De notre envoyé spécial

Guayabal. – On a bien cru, samedi après-midi, que tout allait recommencer. Des fumerolles s'échappaient du volcan. Quelqu'un, à la radio, disait que les rivière gonflaient, qu'une montée soudaine des eaux menaçait. Alors, Guayabal, village situé à deux pas du désastre, au cœur du système improvisé au fil des heures pour sauver les derniers rescapés, Guayabal a été pris de panique.

Les gens, tout à coup, se sont mis à courir dans tous les sens. Ils ont fui à pied ou pris d'assaut les jeeps, les ambulances. Ils ont couru sans savoir où, car il n'y avait aucune colline assez proche où se réfugier. Quelques minutes auparavant, ils étaient assis par terre, un sac de sérum entre les dents, ou il faisaient la queue sur le terrain de football, dans l'attente de l'hélicoptère qui les transporterait à 30 ou à 40 kilomètres, dans une autre ville où ils pourraient éventuellement reconnaître, entre des monceaux de cadavres, le parent qu'ils recherchaient.

Partout, un seul cri : *« Un nouvel affaissement ! »* Scènes de panique, femmes hurlant de terreur : le car de la défense civile, où nous sommes, qui est assailli ; des paysans qui trébuchent, avec leurs sacs de maïs et leurs régimes de bananes ; une femme dont le seul trésor est un perroquet qui lui picore la main.

Le chauffeur roule jusqu'au *cerro*, le plus proche, l'un de ces pitons qui donnent aux Andes leurs derniers contreforts et à la région sa splendide sauvagerie.

Le car s'arrête : les paysans descendent, se précipitent vers les hauteurs. Il y a, parmi les passagers, un gamin que ses parents ont oublié sur la route en fuyant. *« Il faut évacuer Mariquita. »* L'ordre est donné à la radio. Mariquita, l'endroit où atterrissent les avions qui emportent les blessés, Mariquita qui s'affole l'espace de quelques heures. Mais l'alarme était fausse. Les fleuves n'ont pas débordé.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 7.)

Explosion dans un parking des Champs-Elysées : deux morts

Les deux victimes auraient appartenu aux milieux d'extrême droite.

PAGE 44

L'opposition... et les socialistes redoutent l'arrivée de M. Berlusconi

La décision de confier une chaîne de télévision privée à la société constituée par le magnat italien et M. Jérôme Seydoux devrait intervenir rapidement.

PAGE 14

Sombres perspectives pour le pétrole soviétique

L'URSS tire 60 % de ses ressources en devises de l'exportation de pétrole. Mais la production s'essouffle et la reconversion de l'économie vers d'autres sources d'énergie piétine.

PAGE 38

L'immense cortège des lycéens italiens en colère

Ils réclament « une école où l'on puisse étudier », ce qui, dans beaucoup de cas, veut dire une école tout court.

PAGE 8

Mort de Roger Laroque, maire de Nouméa

Militant anti-indépendantiste convaincu et intransigeant, il régnait sur la ville depuis trente-deux ans.

PAGE 9

Les origines africaines du SIDA

La découverte d'un virus proche de celui du SIDA chez les singes verts d'Afrique pose le problème de l'innocuité de certains vaccins.

PAGE 44

Le Monde ÉCONOMIE

CGT : un recul des effectifs qui s'accentue
Les « vertus » de l'assurance-chômage
La chronique de Paul Fabra

Pages 33 à 37

« LETTRES, NOTES ET CARNETS », DE CHARLES DE GAULLE

Du domaine réservé à l'Algérie algérienne

Le huitième volume des *Lettres, notes et carnets*, de Charles de Gaulle, dû à la collation réalisée par son fils, l'amiral Philippe de Gaulle, et publié par la librairie Plon est mis en vente à l'occasion du quinzième anniversaire de la mort de l'ancien président.

Quelle prolixité ! Depuis le premier essai de politique-fiction écrit par Charles de Gaulle à l'âge de quinze ans en 1905 et qui ouvrait le premier volume des *Lettres, notes et carnets* pieusement retrouvés par son fils, l'œuvre épistolaire du général se révèle monumentale. Et encore, tout n'est pas livré au public.

L'intérêt de la publication de ces documents est de montrer qu'il y a toujours quelque chose à découvrir concernant de Gaulle. Non seulement son portrait psychologique se précise, mais son comportement politique s'éclaire. La lecture de ces textes prend en effet toute sa valeur lorsqu'on se remémore les décisions politiques ou que l'on relit les déclarations publiques faites dans le même temps par le général. Cela a été vrai avec la parution de certains des précédents volumes qui « couvraient » les temps forts de l'histoire auxquels il avait participé. C'est encore plus vrai avec la dernière livraison qui concerne la période allant de juin 1958 à décembre 1960, c'est-à-dire de son retour au pouvoir, « aux affaires » comme il disait, jusqu'au lancement de l'« autodertémination » pour l'Algérie qui sera consacrée par le référendum du 8 janvier 1961.

Alors que le général, après avoir été investi comme président du conseil par l'Assemblée nationale le dimanche 1er juin, discute le lendemain pied à pied au Palais-Bourbon pour obtenir une délégation de pouvoirs, on apprend qu'au même moment il adresse télégrammes sur télégrammes aux chefs militaires d'Alger, au roi du Maroc, au président Bourguiba, à Eisenhower, à Tchang-Kaï-Chek, etc. Le général part ensuite pour l'Algérie et y prononce, le 4 juin, le fameux discours du Forum : *« Je vous ai compris. »* Curieusement celui-ci n'est pas reproduit dans le volume. En revanche y figure celui de Mostaganem du 6 juin, mais dans une version expurgée puisque est mentionnée en conclusion la formule : *« Vive Mostaganem, vive l'Algérie, vive la République, vive la France »*, alors que le général ce jour-là, provoquant une ovation, avait en réalité lancé : *« Vive Mostaganem, vive l'Algérie française. »* etc. Il est vrai que c'est la seule fois où le général a salué cette *« Algérie française »* en laquelle il n'a jamais cru. Mais pourquoi avoir voulu en effacer la trace ?

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 10.)

هكذا من الأصل

débats

EST-OUEST

La rencontre Reagan-Gorbatchev permettra-t-elle d'engager le débat de fond sur la coexistence Est-Ouest ? Pour Samuel Pisar, ce serait la seule voie d'une détente digne de ce nom. François de Rose estime qu'une chance est en tout cas à saisir, moins ambitieuse certes, pour corriger la dissymétrie portant sur le déploiement des missiles.

Une chance à saisir

S'entendre sur un critère de protection contre une première frappe

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

« *QUAND Américains et Russes s'opposent, les Européens sont inquiets. Quand ils s'entendent, les Européens paniquent.* »

Cette boutade contient assez de vérité pour expliquer les sentiments mêlés avec lesquels les nations du Vieux Continent attendent la rencontre à Genève entre le président des Etats-Unis et le premier secrétaire du PC de l'Union soviétique.

Si l'on s'accorde à souhaiter qu'ils conviennent d'une réduction substantielle de leurs armes offensives, l'incertitude règne sur la contrepartie dont il faudrait la payer, c'est-à-dire sur les conséquences pour l'Europe d'un accord ou d'un désaccord sur les armes antimissiles, leur mise en place ou leur interdiction.

Or le fait nouveau est que la précision des vecteurs et la diminution de la puissance des charges rendent désormais concevable une première frappe désarmante contre les objectifs stratégiques fixes : missiles au sol, bases aériennes, centre de commandement et communications...

Pourtant c'est ce danger partagé de brusque rupture d'équilibre qui pourrait peut-être offrir une approche nouvelle et commune aux pays de l'Ouest et de l'Est qui ne soit plus le danger d'anéantissement mutuel dont l'énormité en rendrait la mise à exécution totalement irrationnelle. Au contraire d'une attaque qui désarmerait l'adversaire tout en gardant les dommages collatéraux dans des limites tolérables.

Effet stabilisant

Dans l'état actuel des choses, Américains et Soviétiques abordent la négociation avec des conceptions opposées sur les garanties nécessaires à leur sécurité respective. Pour Washington, il s'agit de préparer la substitution de la « survie mutuelle assurée » à la « destruction mutuelle assurée » par la mise en place d'un bouclier antimissile aussi extensif que possible. Pour Moscou, l'objectif, au moins déclaré, est d'interdire cette évolution et, par conséquent, de maintenir cette menace d'apocalypse comme fondement de la sagesse des uns et des autres, la proposition de réduction de 50 % du nombre des missiles et ogives étant certes intéressante comme une indication de tendance mais laisserait largement de quoi détruire plusieurs fois la planète.

Il serait surprenant que, partant de points de vue aussi opposés, MM. Reagan et Gorbatchev puissent trouver un terrain d'accord. Mais leurs deux propositions ne sont pas seulement contradictoires. Elles sont aussi en dehors des réalités. Les armes nucléaires ne disparaîtront pas car personne ne pourra jamais être assuré que l'autre camp aurait détruit toutes les siennes. Et la représaille massive, nous venons de le voir, est déraisonnable puisque suicidaire.

A supposer au contraire qu'un certain degré de protection contre les missiles devienne *réalisable*, il devrait être possible de trouver une formule qui associe les deux positions.

Ce serait le cas si, prenant pour base de leurs travaux la nécessité de se protéger contre cette première frappe désarmante, les deux superpuissances pouvaient convenir d'une part d'une réduction drastique des armes offensives, et de l'autre de la mise en place de systèmes défensifs des grands objectifs militaires capables d'assurer l'interception d'un nombre suffisant de missiles adverses pour qu'une attaque antiforces perde sa justification.

Supposons en effet que l'on sache que 10 %, 15 % ou 25 % seulement des cibles visées seraient atteintes, sans qu'il soit possible de prévoir lesquelles, une première frappe perdrait du coup sa vocation désarmante. Et l'agresseur ayant consommé un plus grand nombre de ses missiles que l'agressé n'en aurait perdu, il se trouverait, par là même, en position d'infériorité numérique.

L'effet stabilisant de la combinaison de ces deux mesures serait indéniable ; ce qui n'empêcherait pas de conserver un nombre restreint de missiles pour des opérations antidémographiques ou économiques, si irrationnelles qu'elles soient, mais contre lesquelles la seule garantie est la possibilité de riposte équivalente.

Le même critère de défense anti première frappe serait applicable en Europe, où il s'agirait, là aussi, de protéger les dispositifs militaires de l'OTAN et du pacte de Varsovie. Etant entendu que, pour ce qui concerne les Européens de l'Ouest, ils seraient partie prenante à l'élaboration du système devant protéger leurs forces et les trois cent mille Américains en place, contre les missiles à moyenne et courte portée qui constituent la menace spécifique dirigée contre tout ce qui se trouve à l'Ouest de l'Elbe.

Ce qui implique que la dissymétrie fondamentale qui règne sur notre continent soit corrigée. Cela fait et des moyens défensifs étant mis en place en fonction du nombre d'objectifs militaires à protéger dans les deux camps, une attaque de saturation deviendrait impossible.

Quant à la France et à la Grande-Bretagne, la condition première qu'elles ont mise à une comptabilisation de leurs arsenaux nucléaires, à savoir une diminution significative du nombre des missiles des deux Grands, serait remplie. Leurs moyens ne visant en tout cas pas des *attaques anti-forces ne seraient* pas affectés par des défenses ne couvrant que les systèmes offensifs de l'agresseur éventuel. La rationalité de leur concept visant à les mettre à l'abri du chantage nucléaire et à les empêcher d'être attaquées serait préservée par le maintien de la capacité, même à un niveau inférieur, d'infliger des dommages inacceptables.

Ainsi, l'adoption par les Occidentaux et les Soviétiques du critère commun de protection contre une première frappe désarmante pourrait-elle conduire les uns et les autres à une stabilisation de la situation telle que nous n'en avons pas connu depuis quarante-cinq ans.

C'est la chance offerte aux hommes responsables, dans les deux camps, de l'avenir de leurs peuples.

(*) Ambassadeur de France.

Les yeux ouverts

La menace totalitaire doit être considérée avec gravité et seuls les échanges économiques et culturels sont capables de l'écarter

par SAMUEL PISAR (*)

LES grands adversaires acceptent donc de se rencontrer et de négocier. Les mêmes dangers, les mêmes besoins les y poussent. Un timide espoir, sur Genève, est ainsi en train de naître. Ce sommet déterminera les relations des superpuissances et, par là, le destin de l'humanité — d'ici à la fin du siècle. Mais le débat de fond sur la coexistence Est-Ouest — problème dominant de notre temps — aura-t-il enfin lieu ?

Depuis dix ans, une inexplicable timidité, une étrange intolérance se sont installées partout. Les industriels, les scientifiques, les artistes, *tous* ceux qui s'intéressent aux échanges économiques, technologiques et culturels, ceux dont le métier est de savoir et de comprendre en arrivent à éprouver un complexe de culpabilité — la crainte de paraître « pactiser » avec le diable. On se tait, de peur d'être traité de « désinformateur ». Ce terrorisme intellectuel doit-il vraiment nous dissuader de voir la réalité en face ?

Gorbatchev est en train de bouleverser les vieilles habitudes, aussi bien à l'intérieur des frontières qu'au dehors. Faut-il le prendre au sérieux ? Quoi que nous pensions de ses objectifs, son ascension au pouvoir n'est pas comme les précédentes. Avec lui, est arrivée, d'un coup, une génération entière qui a balayé une gérontocratie sénile. Une telle occasion de mesurer les intentions, les motifs, la sincérité de ces hommes, ne se retrouvera pas d'ici des années, sinon des décennies.

Ceux qui viennent de prendre le pouvoir au Kremlin n'ont vraiment pas connu la deuxième guerre mondiale, ni l'âge « héroïque » de Lénine, ni la terreur stalinienne : ils ne sont pas responsables de l'improvisation de Khrouchtchev et de l'immobilisme de Brejnev. Ce qui les distingue des anciens, c'est aussi et surtout leur formation et la qualité de leur éducation.

J'ai souvent rencontré ces hommes. Ils ont depuis longtemps « rééchelonné » les prétentions idéologiques sur l'effondrement inévitable du capitalisme, ou le triomphe prochain du communisme. La plupart ne demandent qu'à relever les nombreux défis économiques qui s'imposent de façon urgente à leur pays. Ils savent que leur système ne fonctionne pas, que leur agriculture, leur industrie, leur technologie ont fait faillite — que le communisme a éreinté, étouffé la ressource humaine, source même de la créativité.

Ils savent aussi qu'ils ne peuvent plus se contenter d'exploiter le riche sol de la « mère Russie », et de vendre son pétrole, son gaz, ses minerais, pour équilibrer la balance commerciale avec l'Ouest. Ils se rendent compte qu'à l'heure de la troisième révolution industrielle, de l'informatique, de la robotique et de la biotechnologie, tout dépend de la capacité à inventer, du foisonnement des idées, et de la communication entre les hommes. Ils se trouvent donc devant des choix nouveaux, et décisifs.

Reagan, lui, veut-il vraiment négocier avec l'« empire du mal » ?

Extirper la méfiance idéologique

Sa prochaine rencontre avec Gorbatchev doit être éclairée à la lumière de celle qui, en 1972, réunit Nixon et Brejnev. J'ai eu le privilège de travailler à la conception de ce que l'on appellera plus tard « la détente », depuis la présidence de John F. Kennedy. Mais ce fut Nixon qui entreprit de la mettre en œuvre. Le républicain conservateur, l'anti-communiste notoire, a eu le mérite de reconnaître le premier que le monde avait évolué, et que sa vision de l'URSS et de la Chine était dépassée.

Face à la nouvelle gestion qui vient de s'ouvrir au Kremlin, il nous incombe d'expliquer sans ambiguïté que nous sommes prêts à nous engager avec eux sur une nouvelle voie. Sinon, le bloc de l'Est est voué à s'isoler dans sa forteresse armée, vers la régression et l'implosion. Ce qui risque de nous mener tous au drame.

Il faut choisir. Ou bien nous continuons à accumuler de part et d'autre les armes et les systèmes sur la terre et dans l'espace, tenant chaque jour une comptabilité hallucinante. C'est la politique la plus illusoire, la plus risquée.

Ou bien nous faisons tout pour faire saisir à Moscou combien son intérêt — comme le nôtre — est de transformer la répartition et l'utilisation des ressources pour s'attaquer sérieusement aux problèmes humains et économiques qui saignent les peuples du monde, sans exception.

Notre intérêt, bien sûr, est de les convaincre d'extirper avec nous le poison et la méfiance idéologique afin qu'un désarmement réel et planétaire puisse commencer, libérant progressivement les esprits, et les crédits, pour bâtir enfin l'avenir. Tel est, au sens propre, l'ordre du jour.

On m'a souvent reproché de sous-estimer la menace totalitaire. Je suis conscient, comme tout le monde, du danger que représente l'armée rouge. Je sais que nous devons rester forts et vigilants. Mais ce qui menace aussi et surtout la démocratie aujourd'hui — et d'abord en Europe — c'est l'affaissement économique. Les budgets déficitaires, l'obsolescence industrielle, la perte des marchés extérieurs et le chômage, conduisent, à terme, à la xénophobie, au racisme et au fanatisme. Voilà comment finissent les démocraties.

Si la menace totalitaire doit être considérée, et elle le doit, avec gravité, seuls les échanges économiques et culturels sont capables de l'écarter, en suscitant progressivement un climat plus confiant. Car, disons-le une fois pour toutes, le système soviétique ne saurait être changé ni par une pression militaire ou économique extérieure, ni — du moins dans un avenir prévisible — par une révolution intérieure. Entre « le beurre et les canons », selon le fameux dilemme des peuples qui se sentent peu assurés, ils choisiront toujours, eux qui ont été si souvent envahis, les canons. L'empire n'est pas prêt d'éclater.

La réforme ne peut venir que des impératifs économiques, qui sont immenses et urgents. Pour ces raisons fondamentales, l'Ouest devrait se garder de pousser l'URSS à engager ses ressources, ses moyens et ses hommes dans l'accumulation des armes de conquête ou de défense, en escomptant qu'elle s'y épuisera et que nous resterons à l'abri.

Cette politique-là va à l'encontre de nos propres intérêts et — j'ajouterai — à l'encontre des droits de l'homme. La détente des années 70 n'a pas été à sens unique. Les managers, les ingénieurs, les techniciens et les touristes ont su traverser les frontières idéologiques plus efficacement que les politiques, les diplomates et les militaires. A l'ombre de la détente, des pays comme la Hongrie ont connu — sur le plan économique et culturel — une réelle évolution libérale. Les rapports entre les deux Etats allemands se sont développés de manière inespérée.

La Roumanie a pu faire cavalier seul dans ses relations internationales. En Pologne, une effervescence sociale et religieuse sans précédent a secoué le pouvoir. Loin de voir l'Union soviétique « finlandiser » l'Europe de l'Ouest, c'est l'Europe de l'Est qui s'est mise à bouger, à évoluer, à se rapprocher de nous. C'est un fait.

Formules simplistes

La condition des minorités soviétiques, et notamment celle des juifs, a toujours été le baromètre des relations Est-Ouest. Les relâchements de tension et la perspective d'ouverture économique avaient permis à plus de cinq cent mille juifs et d'Allemands de souche de quitter miraculeusement l'empire communiste. Pour des milliers de dissidents et pour les émigrants, la détente n'a pas été une illusion... Mais la remontée des tensions, ces dernières années, a refermé les frontières et étouffé les esprits.

Le dilemme que nous affrontons est de taille : coexister avec un système que nous détestons, ou, à l'âge thermonucléaire, trouver un terrain d'entente. Chose difficile, mais l'esprit humain ne peut s'abandonner au vertige des formules simplistes : « plutôt rouge que mort » ou « plutôt mort que rouge ». Je dis cela avec les seules références de quelqu'un qui a subi successivement la violence d'une idéologie qui m'a voulu rouge, et d'une autre qui m'a voulu mort — lorsque les deux plus grands tyrans du siècle, Staline et Hitler, ont croisé ma vie.

Quand je me reporte aux années écoulées depuis l'invention de la détente à laquelle je suis fier de m'être si ardemment associé et identifié, j'éprouve des sentiments variés, souvent déçus, parfois amers. Quinze ans de piétinements et d'accumulation d'explosifs.

« *Dans le conflit historique qui oppose le monde occidental au communisme, ce ne sont pas nos installations militaires si vastes et si coûteuses soient-elles, qui constituent notre arme la plus efficace : c'est notre aptitude au progrès économique. Le glaive qui ouvrira l'Orient est pacifique ; c'est l'intégration économique et industrielle avec les libertés humaines qui lui font escorte. Cette conquête promet d'être d'autant plus aisée que l'adversaire la souhaite en vérité au plus profond de lui-même.* » Ces mots ouvraient, il y a quinze ans, *Armes de la paix*. Ils prennent tout leur sens à l'heure de la révolution scientifique.

(*) Avocat international, auteur de *le Sang de l'espoir* et *la Ressource humaine*.

LU

« LA GUERRE DES CENT SECONDES », de Pierre-Marie Gallois

Un manuel prémonitoire

L'ESPACE est déjà très encombré. Près de six mille objets de tailles différentes tournent autour de la Terre. Parmi eux, seulement 5 % sont des satellites qui continuent de fonctionner encore, avec, à leurs côtés, des fragments ou des résidus de leurs prédécesseurs. Cela est vrai aujourd'hui. Qu'en serait-il demain, avec le projet, s'il devait aboutir à l'horizon 2000, d'une défense spatiale si chère au cœur des Américains et de leur président Ronald Reagan ?

Le général Pierre-Marie Gallois, dont on connaît le souci didactique d'une explication pédagogique de l'art de la guerre en direction d'un public éclairé, tente de répondre à cette question dans son livre — on devrait dire son manuel — intitulé : *la Guerre des cent secondes*. En trente et un tableaux explicites, l'auteur a pour ambition de montrer les conséquences prévisibles de ce qu'on a appelé abusivement « la guerre des étoiles ».

Cet ouvrage est une véritable mise en scène de l'initiative de défense stratégique (IDS) préconisée en 1983 par le président des Etats-Unis, qui, dans un discours sur la sécurité de la nation américaine, a voulu dépasser les risques d'un affrontement nucléaire en proposant de construire des boucliers, dans l'espace, contre des attaques de missiles. La panoplie ainsi développée rappelle les mauvais films de science-fiction, à ceci près que, dans les laboratoires, aujourd'hui, les savants ont malheureusement plus d'imagination que les auteurs de scénario.

« *Plus que l'éthique,* écrit le général Gallois, *c'est la soif d'inventer qui décide. Il faut, sur-le-champ, réaliser ce qui se conçoit. S'il ne peut encore être construit, le bouclier américain est, aujourd'hui, concevable. Il sera donc édifié.* » Et l'auteur conclut, avec gravité : « *Quelles qu'en soient les implications.* »

Ces implications sont multiples. Militarisation de l'espace. Lourds investissements financiers. Accélération de l'innovation scientifique. Défi politique jeté à l'Union soviétique et à l'Europe. Robotisation des armements, qui éliminera progressivement la responsabilité politique. « *Mieux vaut ne nourrir aucune illusion,* observe encore Pierre-Marie Gallois. *La sagesse n'a pas sa place ici. Ce qui peut être fait le sera. Même si l'inutilité de cette surmilitarisation de l'espace est flagrante* »...

D'autant que ces techniques ne se contenteront pas d'escalader le ciel. Elles descendront également vers la Terre, en irriguant la recherche de nouvelles armes classiques pour le combat au sol. Ce seront les « retombées », si l'on ose écrire ce cruel jeu de mots, des armes spatiales sur la technologie des armes adaptées au combat dit horizontal. « *On imagine le formidable surcroît de croissance que possédera l'Etat maître d'un armement capable à la fois d'intervenir dans l'espace, de l'espace vers la Terre, et sur la Terre* », écrit l'auteur avec prémonition.

JACQUES ISNARD.

★ *La Guerre des cent secondes. Les Etats-Unis, l'Europe et la guerre des étoiles*, par Pierre-Marie Gallois. Edition Fayard. 31 tableaux ou dessins en couleurs. 198 p., 140 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-46-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

« LE MONDE » PUBLICITÉ SA
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

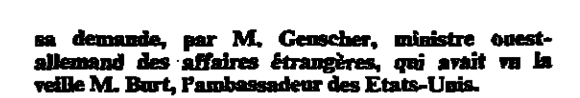
Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX°

OJD 1984

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,20 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,380 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.



étranger

LE SOMMET DE GENÈVE

Dans plusieurs grandes capitales du monde, la rencontre au sommet entre MM. Reagan et Gorbatchev – la première réunissant les numéros un américain et soviétique depuis six ans – est attendue avec l'espoir qu'elle débouche sur une diminution de la tension internationale.

● A BONN, le ministère des affaires étrangères a exprimé le vœu, samedi 16 novembre, que les entretiens de cette semaine se déroulent de façon « constructive ». Le communiqué ajoute : *« Grâce à ses consultations approfondies avec le gouvernement américain, le gouvernement fédéral sait que le président Reagan se rend à Genève avec de bonnes intentions. Il est également convaincu que le secrétaire général Gorbatchev a intérêt, lui aussi, à une issue positive de la rencontre. »* L'ambassadeur soviétique à Bonn, M. Semionov, a été reçu le même jour, sur sa demande, par M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, qui avait vu la veille M. Burt, l'ambassadeur des Etats-Unis.

● A LONDRES, les journaux se montrent plus *réservés dans leurs commentaires*, le *Sunday Times* notant, en particulier, que les Soviétiques *« font comme si seuls les Américains étaient engagés dans l'entreprise de recherches sur les armes dans l'espace »*. De son côté, l'*Observer* écrit qu'en insistant pour que le contrôle des armements soit l'objet du sommet *« les Soviétiques se comportent comme si les armes nucléaires étaient la cause de la tension Est-Ouest. En vérité, elles sont le symptôme de la méfiance »*.

● A PÉKIN, le journal du Parti communiste, *le Quotidien du peuple*, espère que la rencontre débouchera sur des *« résultats substantiels »* en matière de détente et de désarmement, en dépit des divergences *« assez nombreuses »* entre les deux Grands. Le quotidien salue le sommet comme un *« grand événement »* dans les relations entre Moscou et Washington. *« Il est bon que les dirigeants* (des deux pays) *soient assis à la même table pour parler »* ajoute *le Quotidien du peuple*.

● A MOSCOU, *la presse a poursuivi son offensive*, à la veille du sommet, sur la question des droits de l'homme aux Etats-Unis. Les articles sur le sort des Indiens ou des Noirs se sont multipliés, nous indique notre correspondant, Dominique Dhombres. Des thèmes plus inhabituels sont apparus, tels que celui de la *« répression »* qui frapperait les syndicats. *Un responsable a regretté que des représentants des* syndicats soviétiques soient *« dans l'impossibilité de se rendre aux Etats-Unis »*, ce qui révèle bien, selon Moscou, l'*« hypocrisie »* des propos de M. Reagan sur la nécessité d'élargir les contacts humains entre les peuples des deux pays.

Sur place, à Genève, plusieurs officiels soviétiques *ont laissé entendre que l'URSS ne demandait pas* mieux que de retirer ses troupes engagées en Afghanistan, à condition toutefois qu'au moment de leur départ ce pays soit *« neutre, non aligné et amical avec l'URSS »*. Un expert russe a déclaré : *« Nous ne sommes pas intéressés dans le fait de laisser nos troupes dans ce pays »*, ajoutant qu'il était *« de l'intérêt »* de son pays de les en retirer. La délégation soviétique a également précisé que, contrairement aux propos de M. Reagan tenus le 24 octobre dernier devant les Nations unies, la question du *Proche-Orient serait bien abordée dans les discussions.*

Messages, manifestations grèves de la faim...

De notre correspondante

Genève. – Une vingtaine de militants afghans ont commencé une grève de la faim dans la cathédrale de Calvin, en signe de protestation contre l'occupation de leur pays par les Soviétiques. Dans cette même cathédrale, s'est déroulé, dimanche 17 novembre, un culte œcuménique pour la paix, réunissant des prêtres de toutes les religions, en présence de conseillers d'État genevois. Le pasteur Baker, qui présidait la cérémonie, a rappelé : *« Nous sommes tous sur le même bateau. Nous mourrons ensemble ou nous serons sauvés »*, avant de conclure : *« Nous avons besoin non pas de l'esprit de Genève, mais d'un Genève de l'esprit. »*

Quatre mille journalistes

Les Super-Grands le sentent-ils ainsi ? Leurs ambassades auprès des Nations unies ne peuvent pas ignorer en tout cas les lettres et les dessins qu'elles ont reçus de la part de milliers d'enfants, ni le message en faveur de la paix qui leur a été adressé par quelque 278 000 jeunes gens et jeunes filles du mouvement international chrétien Jeunes pour un monde uni. La manifestation bariolée de samedi 16 novembre réunissant près de 10 000 personnes – un chiffre considérable à l'échelle de Genève – et une centaine d'organisations n'est pas non plus passée inaperçue. Sur les banderoles, on pouvait lire : *« L'URSS hors d'Afghanistan »*, mais aussi *« USA hors d'Amérique centrale »*, ou encore : *« Mieux vaut vivre non alignés que mourir en blocs. »*

Dimanche après-midi, quelque 150 Afghans ont défilé dans les rues de Genève avec pour principale banderole : *« Pour un Afghanistan libre. »* Presque au même moment, une manifestation d'un millier de personnes entre l'université et le Grand-Théâtre attirait l'attention sur le sort des juifs d'Union soviétique.

Certains journaux helvétiques n'hésitent pas à traiter le sommet de *« grand cirque »*, notamment à cause des moyens gigantesques rassemblés pour le répercuter. 4 000 journalistes sont présents à Genève. On évalue à 500 le nombre d'émissions de radio et de télévision qui partiront d'ici vers le reste du monde, ce qui a nécessité l'installation de neuf stations mobiles de télévision par satellite. La seule CBS américaine a loué un étage de quarante chambres dans un grand hôtel pour ses trente équipes. Les Japonais ont préféré installer un studio volant *sur le Léman* à bord du bateau *Helvétie*. Plus de quarante chaînes de télévision sont branchées sur la tour qui abrite la radio-télévision suisse romande.

La majorité des correspondants américains ont investi l'hôtel Intercontinental où se trouvent les attachés de presse de la Maison Blanche. Mais c'est au Centre international de conférences de Genève que les Soviétiques distribuent leurs textes et mènent, à grand renfort d'académiciens et de généraux, une vaste opération de charme, troublée à l'occasion par quelques couacs. C'est ainsi qu'au cours d'une de leurs conférences le porte-parole du centre d'information sur les juifs d'URSS, Youri Sern, a brandi vers la tribune l'agrandissement d'une caricature violemment antisémite parue dans un journal soviétique. Au cours d'une autre conférence, la journaliste Irina Gravnina, qui a quitté l'URSS depuis peu, a interpellé les orateurs soviétiques sur les cas des détenus politiques. Pas de réponse, et pour cause ; il avait déjà été affirmé qu'il n'y avait pas de détenus politiques en URSS.

ISABELLE VICHNIAC.

MM. Reagan et Gorbatchev se rencontrent sans illusions

(Suite de la première page.)

Ce sont les Soviétiques, présents ici depuis jeudi dernier, qui *ont ouvert les hostilités* sous forme de meetings, conférences de presse et exposés au Centre international de conférences.

M. Zamiatine, le porte-parole du Kremlin pour les grandes occasions, mène le jeu, assisté notamment par M. Arbatov, le directeur de l'Institut soviétique pour les Etats-Unis et le Canada, et par le général Tchervov, porte-parole militaire spécialisé bien sûr dans les questions de contrôle des armements. La liste n'est pas exhaustive et comprend de nombreux académiciens aptes à traiter ou à éluder les sujets les plus variés.

Mis à part quelques incidents dus pour la plupart à l'intervention des dissidents réfugiés en Occident, les choses ne sont devenues sérieuses que dimanche. Le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, avait offert, il est vrai, un bel « os » à la délégation soviétique en faisant en sorte que le *New York Times* puisse publier une des six lettres au président Reagan dans lesquelles il l'adjure de ne faire à Genève aucune concession à M. Gorbatchev en matière de désarmement qui puisse compromettre la réalisation de l'Initiative de défense stratégique (IDS).

La lettre elle-même – qui accompagne un rapport du Pentagone dénonçant les violations soviétiques du traité Salt-2 – ne contient à vrai dire rien que l'on ne sache déjà. M. Weinberger – qui a été prié de ne pas faire le voyage de Genève et dont l'influence à la Maison Blanche est en déclin depuis plusieurs mois au bénéfice de celle du secrétaire d'Etat George Shultz – est bien connu pour son hostilité de principe au processus de la maîtrise des armements (arms control). Il n'en demeure pas moins que la publication de sa lettre, trois jours avant la rencontre Reagan-Gorbatchev est du plus mauvais effet puisqu'elle rappelle l'existence de divergences fondamentales au sein de l'administration. C'est la fissure que n'ont pas manqué d'exploiter, dimanche, M. Arbatov et le général Tchervov. Le premier a dénoncé dans le geste de M. Weinberger une *« tentative de sabotage du sommet »* et s'est interrogé benoîtement pour savoir qui parle au nom des Etats-Unis. *Le second a dénoncé, quant à lui*, l'obstination que met Washington à ne pas vouloir abandonner, à la veille de la négociation, sa principale carte, à savoir l'IDS.

Une fuite « malheureuse »

Il ne restait plus aux Américains fort embarrassés qu'à tenter de s'expliquer. C'est ce qu'ils firent toute la journée par l'intermédiaire du porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, du conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité, M. Robert McFarlane, et du vétéran des négociations sur les armements qu'est M. Paul Nitze. Tonalité générale de ces exercices laborieux : *la publication de la lettre Weinberger est « malheureuse »*. La fuite qui l'a rendue publique est inadmissible et exige l'ouverture d'une enquête. Cela dit, on connaît depuis longtemps les positions du chef du Pentagone...

Il n'empêche : l'incident ne *conforte pas la position de* M. Weinberger. Mais peut-être est-ce cela qu'il recherchait en faisant donner une grande publicité à son « testament » puisqu'il serait quasiment démissionnaire depuis quelques mois. M. Reagan, qui aurait été fort irrité par l'incident, a cherché cependant à le minimiser dimanche, excluant notamment un limogeage de M. Weinberger. Un de ses proches conseillers non identifié – il pourrait s'agir de M. McFarlane – avait pourtant parlé samedi, tout comme le fit M. Arbatov dimanche, à bord de l'avion présidentiel qui conduisait M. Reagan à Genève, de *« tentative de sabotage »*.

L'affaire Weinberger n'a pas, on s'en doute, renforcé le clan des optimistes dans la ville de Calvin. Mais peut-être est-ce mieux ainsi. A qui pouvait-on faire croire, de toute façon, que MM. Reagan et Gorbatchev vont venir à bout en seulement huit heures d'entretiens (dont la moitié sera occupée par la traduction) des innombrables différends qui les opposent ? Tout accord sur les armements, en particulier, est exclu, tant les approches du dossier sont opposées. Mais il existe des zones de flou qui méritent d'être explorées ici et maintenant, mais aussi plus tard, toujours à Genève – à condition que les experts américains et soviétiques chargés des négociations se voient donner des *nouvelles consignes*.

C'est mardi matin que commencera officiellement le sommet de Genève. La première rencontre aura lieu à « Fleur d'eau », une résidence mise à la disposition des Américains et où M. Reagan recevra M. Gorbatchev. Une seconde rencontre aura lieu au même endroit l'après-midi. Le lendemain, c'est M. Reagan qui se rendra à deux reprises à la mission soviétique. Mardi, un dîner restreint sera offert par M. Gorbatchev. Mercredi, c'est M. Reagan qui régalera.

Personne ici ne sait encore si le sommet prendra fin avec ce dîner ou s'il se prolongera jeudi matin pour permettre éventuellement à MM. Reagan et Gorbatchev de signer des accords bilatéraux dont la négociation est déjà très avancée et qui concernent les échanges culturels, le transport aérien et la création de nouveaux consulats. Une chose est sûre en tout cas ; les deux hommes ne donneront pas de conférence de presse commune.

JACQUES AMALRIC.

LA LETTRE DU SECRÉTAIRE A LA DÉFENSE

Dans sa lettre, M. Weinberger affirme que la violation par l'URSS des traités existants *« nous place dans une position particulièrement vulnérable et dangereuse, si l'on rapproche ces violations des importantes réductions opérées sur nos demandes de financement des armements stratégiques »*.

M. Weinberger ajoute : *« Vous allez sans doute être soumis à de fortes pressions pour accepter trois choses qui risquent de limiter sévèrement vos possibilités de répondre aux violations soviétiques. »*

Il s'agit, selon M. Weinberger, des demandes soviétiques concernant l'adhésion des Etats-Unis au traité SALT 2, de la limitation de la recherche en matière de défense spatiale et de la signature d'un document qui *« rendrait impossible la mise en évidence des violations soviétiques en faisant référence à l'acquiescement* (à ce contrôle) *par l'une et l'autre parties »*.

LE NEUVIÈME SOMMET SOVIÉTO-AMÉRICAIN

Si l'on excepte les sommets Est-Ouest à trois ou à quatre tenus à Téhéran en 1943, à Yalta et à Potsdam en 1945, à Genève en juillet 1955 et à Paris en mai 1960 (cette dernière rencontre tourna court à la suite de l'incident de l'avion-espion américain U-2 abattu sur le territoire soviétique), les rencontres soviéto-américaines au sommet ont été les suivantes :

– Septembre 1959 : Eisen- hower-Khrouchtchev à Camp David (Etats-Unis) ;

– Juin 1961 : Kennedy-Khrouchtchev à Vienne ;

– Juin 1967 : Johnson-Kossyguine à Glassboro (Etats-Unis) ;

– Mai 1972 : Nixon-Brejnev à Moscou : signature des accords SALT-1 ;

– Juin 1973 : Nixon-Brejnev à Washington ;

– Juillet 1974 : Nixon-Brejnev à Moscou ;

– Novembre 1974 : Ford-Brejnev à Vladivostok (URSS) ;

– Juin 1979 : Carter-Brejnev à Vienne : signature des accords SALT-2.

Le chef de la Maison Blanche conforté par les sondages

New-York *(AFP)*. – Le président Reagan aborde la rencontre de Genève à un moment où sa cote de popularité *atteint presque son record et où la majorité* des Américains soutiennent le projet de « guerre des étoiles », indique un sondage récent de la chaîne de télévision ABC et du *Washington Post*.

Sur 1 507 Américains interrogés par téléphone du 10 au 13 novembre, 67 % approuvent l'action du président américain. Le record absolu de la cote de M. Reagan – 73 % d'approbation – avait été enregistré juste après l'attentat *perpétré contre lui en avril 1981*.

Une majorité de personnes interrogées estiment que le renforcement de la puissance militaire américaine mis en œuvre par le chef de l'exécutif a permis de diminuer les risques de guerre : 64 % sont favorables à sa politique à l'égard de Moscou, soit une progression de vingt points depuis 1982, et 54 % estiment que leur pays est plus fort sous la présidence de M. Reagan qu'auparavant.

Si 55 % des Américains approuvent *l'initiative de défense stratégique (IDS)*, sept sur dix estiment toutefois qu'un accord *« substantiel »* avec l'URSS sur la réduction des armes stratégiques est *plus important que ce projet*.

Un catalogue de «problèmes régionaux»

Outre les questions relatives aux armements et aux relations bilatérales, différents problèmes régionaux seront abordés lors du sommet de Genève. Dans son discours aux Nations unies, le 24 octobre, le président Reagan a déjà proposé de discuter avec M. Gorbatchev des possibilités de règlements de cinq conflits régionaux – dont les Etats-Unis, imputent la responsabilité essentielle à l'URSS. Ces cinq conflits sont les suivants :

● **L'AFGHANISTAN**, où les troupes soviétiques sont intervenues dans les derniers jours de 1979 et où elles poursuivent, depuis cette époque et avec les forces du gouvernement de Kaboul, la lutte contre les mouvements de la résistance afghane. Ces derniers bénéficient d'une aide limitée des Etats-Unis qui accordent d'autre part une assistance, *notamment militaire*, au Pakistan voisin où sont réfugiés plusieurs millions d'Afghans.

● **L'ANGOLA.** – Le gouvernement de Luanda reçoit une aide militaire décisive de l'URSS (matériel militaire et présence, selon Washington, d'environ 1 200 « conseillers » soviétiques). En outre, près de 30 000 soldats *cubains sont stationnés en* Angola. *De leur côté*, tout en dénonçant le régime de l'apartheid, les Etats-Unis ne sont pas mécontents de voir Pretoria s'opposer à l'influence soviétique en appuyant militairement l'UNITA de M. Jonas Savimbi, en rébellion armée contre le régime du président Dos Santos.

En ce qui concerne la Namibie, en revanche, Washington dénonce l'occupation illégale de ce territoire par les troupes sud-africaines (d'où celles-ci lancent des raids en territoire angolais) et réclament l'application de la résolution 435 des Nations unies qui exige l'indépendance de la Namibie.

Le conflit angolais ne saurait cependant être isolé de la situation générale en Afrique australe, en particulier s'agissant du conflit au Mozambique. Le gouvernement de Maputo reçoit une aide militaire vitale de l'Union soviétique dans la lutte contre la rébellion (RNM) soutenue pour les mêmes raisons qu'en Angola par l'Afrique du Sud.

● **L'ÉTHIOPIE.** – Ainsi que le souligne un communiqué conjoint diffusé par la *Pravda* le 12 novembre à l'issue de la visite en URSS du président Menguistu, les deux pays dénoncent *« la politique des milieux impérialistes, des Etats-Unis avant tout, qui proclament arbitrairement telle ou telle région du monde sphère de leurs intérêts vitaux »*. L'Ethiopie, qui *« soutient intégralement les initiatives pacifiques constructives de l'URSS »*, reste sourde aux appels de Washington, qui propose un dialogue à Addis-Abeba et souhaite améliorer les relations entre les *deux pays*.

● **LE CAMBODGE.** – Les troupes vietnamiennes sont entrées au Cambodge fin décembre 1978, ont chassé de Phnom-Penh les Khmers rouges pour y installer *un gouvernement à leurs ordres*. Le Vietnam a été soutenu dans cette opération par l'URSS à laquelle le lie un traité de coopération comportant des clauses militaires conclu en novembre 1978. Des combats sporadiques se poursuivent entre la résistance khmère (coalition coiffée par le prince Sihanouk mais qui comprend également les Khmers rouges et les *nationalistes de M. Son Sann*) et les forces vietnamiennes, particulièrement à proximité de la frontière thaïlandaise.

La Chine soutient la résistance khmère et refuse jusqu'ici toute négociation avec le Vietnam, tant que celui-ci n'aura pas amorcé réellement le retrait de ses troupes.

● **LE NICARAGUA.** – Le régime du dictateur Somoza a été renversé en juillet 1979 par les Sandinistes qui ont pris sa succession à Managua. D'orientation résolument socialiste, ceux-ci se sont ensuite trouvés aux prises avec des guérilleros contre-révolutionnaires – parmi lesquels *figurent certains de leurs anciens* alliés. Dans leur lutte contre les « contras », les sandinistes, bénéficient de l'aide de l'URSS, directement ou par l'intermédiaire de Cuba. Les Etats-Unis leur reprochent de vouloir déstabiliser les *régimes voisins d'Amérique centrale*, en particulier du Honduras et du Salvador.

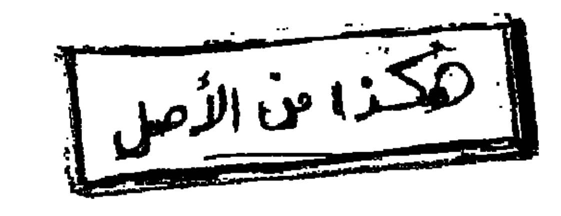
Aux cinq conflits énumérés par le président Reagan peuvent s'ajouter plusieurs problèmes *régionaux*.

● **LE PROCHE-ORIENT** est le plus important. L'URSS est restée en coulisses dans les conflits israélo-arabe et libanais, en raison notamment de son absence de relations diplomatique avec Israël *(où elle a fermé son ambassade en* 1967). Elle a cependant de puissants alliés dans la région – surtout la Syrie qu'elle aide militairement – et elle soutient la résistance palestinienne.

Moscou estime devoir être associé à un règlement d'ensemble dans la région ; Washington a longtemps été opposé à la participation des Soviétiques à des négo*ciations sur ce terrain mais semble* aujourd'hui y être moins hostile.

● **LE CONFLIT DU GOLFE**, qui oppose depuis plus de cinq ans l'Irak et l'Iran, pourrait également être évoqué, bien qu'aucun des deux pays en guerre ne puisse se *réclamer du soutien exclusif de l'un* des Deux Grands.

● **LA SITUATION EN CORÉE**, enfin, *intéresse* les Etats-Unis comme l'URSS, qui accordent respectivement une aide militaire importante à la Corée du Sud et à celle du Nord. Séoul et Pyongyang ayant récemment entamé un laborieux dialogue, le problème *concerne moins le règlement d'un* conflit en cours que l'encouragement éventuel à cette négociation.



DIPLOMATIE

UN SONDAGE SOFRES, « LE MONDE », EUROPE 1

L'image de l'URSS continue à se dégrader en France

I. – Que pensez-vous des Etats-Unis...

Question : Dans l'ensemble, avez-vous une opinion très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise de la politique des Etats-Unis dans le monde ?

	Rappel enquête Presse province/ SOFRES Novembre 1982	Rappel enquête *le Monde* Antenne 2/ SOFRES Octobre 1984	Novembre 1985
Très bonne	2 } 30	5 } 40	4 } 43
Plutôt bonne	28	35	39
Plutôt mauvaise	38 } 51	29 } 38	22 } 27
Très mauvaise	13	9	5
Sans opinion	19	22	30
	100 %	100 %	100 %

II. – ... et de l'Union soviétique ?

Question : Quelle opinion avez-vous de la politique de l'Union soviétique dans le monde ?

Très bonne	} 9
Plutôt bonne	9
Plutôt mauvaise	36 } 59
Très mauvaise	23
Sans opinion	32
	100 %

III. – Qui est le plus puissant ?

Question : A votre avis, qui des pays de l'Ouest (Etats-Unis et Europe de l'Ouest) ou des pays de l'Est (Union soviétique et pays de l'Est) est le plus puissant actuellement sur le plan militaire ?

	Rappel enquête *Figaro*-SOFRES octobre 1980	Rappel enquête *Figaro*-SOFRES novembre 1983	Novembre 1985
– Les pays de l'Ouest	11	16	21
– Les pays de l'Est	41	45	36
– Ils sont aussi puissants les uns que les autres	31	27	29
Sans opinion	17	12	14
	100 %	100 %	100 %

IV. – La volonté de paix

Question : Plus précisément, qui des Etats-Unis ou de l'Union soviétique vous semble...

	Les Etats-Unis	L'Union soviétique	Pas de différence	Sans opinion
– le plus sincèrement attaché à la paix dans le monde (100 %)	50	6	28	16
... le plus sincèrement désireux de limiter la course aux armements (100 %)	36	9	33	22

V. – Les bilans des Deux Grands

Question : Si vous comparez le bilan des Etats-Unis et le bilan de l'Union soviétique, qui est en tête, selon vous, sur les points suivants ?

	100 %	Les Etats-Unis	L'Union soviétique	Pas de différence	Sans opinion
Le développement économique	–	74	6	4	16
Les droits des travailleurs	–	67	9	5	19
Le respect des libertés publiques et individuelles	–	80	3	4	13
La lutte contre le racisme	–	38	10	18	34
La réduction des inégalités sociales	–	40	21	12	27
L'amélioration du niveau de vie	–	72	5	6	17
L'accès de tous à la santé	–	45	16	10	29
L'aide aux pays du tiers-monde	–	60	2	10	28

L'opinion publique sceptique sur les résultats du sommet

Malgré la visite, le mois dernier, de M. Gorbatchev, l'image de l'Union soviétique continue de se dégrader en France. Tel est le principal enseignement que l'on peut tirer du sondage effectué par la SOFRES pour *le Monde* et Europe 1. Les chiffres, tant ils sont clairs, ne prêtent guère à discussion : alors que 59 % des Français ont une image *« plutôt mauvaise ou très mauvaise »* de la politique mondiale de l'URSS, 9 % seulement en ont une idée *« plutôt bonne »*.

Les enquêteurs de la SOFRES, qui ont travaillé sur un échantillon de mille personnes, n'ont rencontré personne qui ait une *« très bonne »* opinion de l'URSS sur ce point. En même temps, la « cote » des Etats-Unis est en progression : alors que la SOFRES avait détecté, il y a un an, 40 % de Français ayant une opinion *« très bonne et plutôt bonne »* de la politique mondiale des Etats-Unis, cette proportion s'élève aujourd'hui à 43 %. Le taux de ceux ayant une opinion négative de la diplomatie américaine régresse en même temps de 38 % à 27 %.

Une majorité favorable aux sommets Est-Ouest

Ce qui est frappant, dans le sondage dont nous publions les résultats aujourd'hui, c'est qu'il révèle une image négative de l'Union soviétique dans tous les domaines : 36 % des personnes interrogées estiment par exemple que l'URSS et les pays de l'Est sont plus puissants militairement que les Occidentaux (21 %, seulement, ont une opinion contraire). Pis, si l'on peut dire : 50 % des Français pensent que les Etats-Unis sont plus *« sincèrement attachés à la paix dans le monde »* que l'URSS (6 % seulement sont d'avis opposé).

Une disparité voisine apparaît lorsqu'on aborde les problèmes sociaux : 74 % des Français pensent que les Etats-Unis devancent l'URSS en ce qui concerne le développement économique (6 % sont d'avis contraire) ; 67 % estiment que les droits des travailleurs sont mieux protégés à Washington qu'à Moscou (contre 9 %), etc. Trois secteurs à signaler dans ce domaine ; la lutte contre le racisme ; (38 % de Français placent en tête les Etats-Unis alors que 10 % accordent la palme à l'URSS) ; la réduction des inégalités sociales (40 % pour les Etats-Unis ; 21 % pour l'URSS) ; l'accès de tous à la santé (45 % pro-américains ; 16 % pro-soviétiques).

Tout cela explique certainement pourquoi 43 % des Français sont aujourd'hui favorables à la mise en place par les Etats-Unis d'un système de défense spatiale (contre 39 % il y a un an), alors que 35 % seulement y sont opposés. Une immense majorité est favorable aux sommets Est-Ouest, à condition que la question des droits de l'homme y soit soulevée (71 %), mais personne n'attend de grands résultats de ces rencontres.

Peut-être le mythe de l'indépendance gaullienne explique-t-il ce doute si bien français : si 36 % des Français souhaitent que leur pays *« se situe plutôt du côté des Etats-Unis »* et 1 % seulement du côté de l'URSS, 57 % veulent qu'il ne penche ni d'un côté ni de l'autre...

Le détail du sondage – par affiliation politique et professionnelle – permet de constater que ce sont les partisans du RPR qui sont le plus favorables à la politique mondiale américaine (71 % contre 64 % pour l'UDF, 29 % pour le PS et 13 % (!) pour le PC). Autre surprise : si 38% de ceux qui se réclament du Parti communiste ont une bonne opinion de la politique soviétique, 40 % la jugent plutôt *« mauvaise ou très mauvaise »*.

Autre mauvaise nouvelle pour M. Marchais : si 25 % des sympathisants du Parti communiste pensent que les libertés publiques et individuelles sont mieux respectées en URSS, 31 % croient que la chose est vraie aux Etats-Unis. Parmi les ouvriers, enfin, rares sont ceux qui se font des illusions sur la condition de leurs frères soviétiques : 10 % seulement (contre 65 %) estiment que ces droits sont mieux préservés en URSS qu'aux Etats-Unis. Dans la même catégorie, 8 % estiment que l'amélioration du niveau de vie est mieux garantie à l'Est qu'outre-Atlantique (69 %) et 10 % jugent le système soviétique de santé meilleur à Moscou qu'à Washington (53 %).

J. A.

Le sondage effectué pour *le Monde* et Europe 1 par la SOFRES a été réalisé, du 9 au 14 novembre 1985, sur un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

VI. – La guerre des étoiles

Question : M. Reagan a proposé que les Etats-Unis construisent un système de défense dans l'espace pour l'interception des missiles. Certains disent que c'est une bonne idée car cela renforcerait la protection contre une attaque soviétique. D'autres disent que c'est une mauvaise idée car cela va encourager la course aux armements.

Vous-même, pensez-vous que les Etats-Unis devraient ou ne devraient pas construire un système de défense dans l'espace ?

	Comparaison avec un sondage aux Etats-Unis (Institut ROPER) 1985	Novembre 1985
– Les Etats-Unis devraient le faire	43	39
– Les Etats-Unis ne devraient pas le faire	35	39
– Sans opinion	22	22
	100 %	100 %

VII. – Parler des droits de l'homme ?

Question : S'agissant des rencontres entre dirigeants occidentaux et dirigeants soviétiques, nous avons recueilli les trois opinions suivantes. Avec laquelle de ces opinions vous sentez-vous le plus d'accord ?

– On ne doit pas rencontrer les dirigeants soviétiques, à cause des violations des droits de l'homme à l'Est	4
– On doit rencontrer les dirigeants soviétiques, mais à condition de soulever devant eux la question des droits de l'homme	71
– On doit rencontrer les dirigeants soviétiques, sans soulever la question des droits de l'homme car on n'a pas à s'intégrer dans leurs affaires	14
– Sans opinion	11
	100 %

VIII. – Qu'attendre du sommet ?

Question : Pensez-vous que la rencontre prochaine entre M. Gorbatchev et M. Reagan...

... entraînera une nette amélioration des relations Est-Ouest	25
... ou n'y changera pas grand-chose	66
– Sans opinion	9
	100 %
... permettra un accord sur la limitation de la course aux armements	29
... ou ne le permettra pas	51
– Sans opinion	20
	100 %
... entraînera une amélioration de la situation des droits de l'homme en Union soviétique	18
... ou n'y changera pas grand-chose	70
– Sans opinion	12
	100 %

IX. – La position de la France

Question : Vous-même, souhaitez-vous que la France se situe...

... plutôt du côté des Etats-Unis	36
... plutôt du côté de l'Union soviétique	1
... ou ni d'un côté, ni de l'autre	57
Sans opinion	6
	100%



DIPLOMATIE

LE SOMMET DE GENÈVE

SELON « RADIO-TROTTOIR » A MOSCOU

« Le bon sens va l'emporter »

De notre correspondant

Moscou. – *Interrogés au hasard* dans la rue, au restaurant, dans les magasins, les Moscovites font peu *ou prou la même réponse : la rencontre de Genève est « une bonne chose », « elle va donner des résultats », « le bon sens va l'emporter »,* etc. Première surprise : presque tout le monde est au courant ; deuxième surprise : l'optimisme l'emporte alors que la propagande officielle est nettement plus sceptique et affirme inlassablement que M. Reagan n'a pas fait la « partie du chemin » qui lui incombe, qu'il triche toujours.

Cet exercice de « radio-trottoir » n'est pas entièrement probant dans la mesure où les Russes, peut-être parce qu'ils sont un peu orientaux, ne veulent pas faire de peine à l'étranger, aisément reconnaissable à son accent et à ses vêtements. Ils lui disent ce qu'à leur avis il veut entendre. Le fait a pourtant été constaté par tous les correspondants occidentaux qui se sont livrés ces derniers jours à ce petit jeu. Confronté à quelques témoignages de ce genre, enregistrés sur une cassette, un journaliste de la *Pravda* exprimait d'ailleurs son étonnement : lui-même *ne s'attend pas vraiment à un* succès à Genève.

Il est assez normal après tout *que la plupart des Moscovites* sachent que M. Gorbatchev et M. Reagan vont se rencontrer. La *télévision, les journaux le répètent* sans cesse. C'est également un motif de fierté : même pour les Soviétiques *qui se préoccupent* rarement de ces questions – et ils sont loin de la majorité – ce sommet est la preuve qu'ils appartiennent bien à un grand pays dont les dirigeants parlent sur un pied d'égalité au « numéro un » de l'autre côté. L'Europe occidentale est presque absente de cette vision du monde : il n'y a que les Etats-Unis qui comptent.

La télévision soviétique était parvenue à ce constat, comparable, même s'il n'a pas eu d'influence sur les commentaires de ses « observateurs politiques ». Dix soviétiques avaient été interrogés il y a deux semaines rue Gorki. *« Je crois qu'ils arriveront à un accord »,* affirmait une jeune femme. *« De toute façon il faut qu'ils s'entendent »,* ajoutait-elle. Un officier de l'Armée rouge exprimait un point de vue nettement plus conforme à la doctrine officielle, mais qui va dans le même sens : *« Sous la pression de l'opinion internationale, Reagan doit faire des concessions, il y aura donc des progrès »,* décidait-il.

Les opinions des intellectuels sont évidemment plus tranchées, et souvent plus pessimistes, quelle que soit d'ailleurs leur attitude vis-à-vis du régime. La propagande incessante sur le *« bellicisme »* de Regean et sa soumission supposée au *« complexe militaro-industriel »* incitent par exemple ce militant communiste à des réflexions très noires sur la situation internationale, et même sur l'avenir de l'humanité. Il est vrai qu'il est lui-même très mal vu dans son institut parce qu'il a la naïveté de ne pas *jouer le jeu des petits cadeaux à qui* de droit au moment opportun...

Un entrebâillement de frontières ?

Pour ceux qui *« pensent autrement »* sans pour autant mériter le qualificatif de « dissidents » qui implique une attitude beaucoup plus publique, ce « sommet » ne devrait rien changer. Leur préoccupation principale n'est pas, en effet, la situation internationale, mais ce qui se passe en URSS. Pour les juifs de Moscou, par exemple, M. Gorbatchev représente un espoir dans la mesure où il semble plus « ouvert » que ses prédécesseurs.

Personne ne croit vraiment à une reprise massive de l'émigration *juive vers l'Occident et Israël.* L'attente générale est cependant d'assister à un entrebâillement des *frontières non pas avant, mais* après Genève.

Il serait pourtant bien excessif *de croire que l'URSS vit tout* entière dans l'attente de ce « sommet ». Une longue expérience a *enseigné aux Soviétiques que* la politique se décidait sans eux, qu'ils l'approuvent ou la condamnent. *« Ils savent ce qu'ils font et ce n'est pas ce que je pense qui va les faire changer d'avis »,* remarque un *lycéen qui est en dernière* année d'une des écoles les plus « chics » de Moscou. De l'avis des *lycéens eux-mêmes cet établissement* est d'ailleurs devenu une bourse où s'échangent chaque jour *vêtements occidentaux* et cassettes de musique à la mode et a cessé d'être le repaire de contestation – *et de réflexion politique* – qu'il fut dans le milieu des années 70.

DOMINIQUE DHOMBRES.

La cause des « refuzniks » au cœur des préoccupations israéliennes

De notre correspondant

Jérusalem. – A la veille de la rencontre de Genève, Israël continue d'afficher une prudente réserve quant aux chances de voir reprendre rapidement l'émigration massive des juifs soviétiques. Les dirigeants de l'Etat hébreu semblent animés par un double souci : rappeler au monde que la cause des « refuzniks » est, à leurs yeux, prioritaire et éviter en même temps de nourrir de fausses espérances.

Ouvrant dimanche 17 novembre le conseil de cabinet hebdomadaire, M. Shimon Pérès, premier ministre, a estimé que, selon les dernières informations en sa possession, *« plusieurs signes montrent que l'URSS est apparemment prête à discuter, à un stade ultérieur, de la réunification des familles »* (juives soviétiques). *« Ce sont des indications,* a-t-il poursuivi, *pas des assurances. Je ne veux pas donner l'impression que Moscou a fait des promesses sur ceci ou cela. »*

Lisant une longue déclaration diffusée en direct par la radio israélienne – ce qui donnait un caractère solennel à ses propos, – M. Pérès a lancé un appel aux Etats-Unis et à l'URSS en les invitant, lors des entretiens de Genève, à *« réserver à la question du judaïsme soviétique la place qu'elle mérite, en la considérant comme un problème unique transcendant tous les autres ».*

« L'Etat d'Israël, a-t-il ajouté, *a été fondé pour accueillir les juifs. Cette lutte est au cœur de notre histoire. Nous sommes disposés à poursuivre ce combat par les moyens de la diplomatie tranquille. Mais nous ne voulons pas lui enlever son aspect public. Il n'y a pas de contradiction entre ces deux manières d'agir. »*

Evoquant le problème crucial du changement de destination des émigrants, qui préfèrent dans leur majorité, après leur transit par Vienne, aller vivre aux Etats-Unis qu'en Israël, M. Pérès a déclaré : *« Sur ce point, notre position est identique à celle des Soviétiques. Nous aussi sommes intéressés à ce que les juifs qui reçoivent un visa pour Israël y viennent effectivement. C'est pour cela que nous avons dit publiquement que nous étions prêts à organiser, en accord avec l'URSS des vols directs vers Israël. A notre connaissance, plusieurs centaines de milliers de juifs soviétiques ont demandé à émigrer. Il faut leur donner des visas. »*

Le premier ministre a délibérément évité d'établir un lien entre d'une part le sort des juifs d'URSS, d'autre part le rôle éventuel des Soviétiques dans le processus de paix au Proche-Orient et les perspectives de normalisation diplomatique entre Jérusalem et Moscou. *« Il est irréaliste,* écrit le *Jerusalem Post, d'espérer un changement d'attitude radical de l'URSS sur les problèmes de fond tels que la participation de l'OLP à la négociation ou l'exigence d'une conférence internationale. Il faut donc ne pas mélanger l'espoir d'une reprise de l'émigration et celui de voir le Kremlin adopter une position plus équilibrée entre juifs et arabes. »* A cet égard, M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint américain, viendra en fin de semaine à Jérusalem informer le gouvernement israélien des résultat du sommet.

Deux manifestations, rassemblant plusieurs milliers de personnes, ont eu lieu dimanche à Tel-Aviv, comme partout ailleurs dans le monde, en faveur des juifs d'URSS, sur le thème : *« Laissez partir mon peuple. »* Lundi, une marche de solidarité devait s'achever devant le Mur des lamentations à Jérusalem, tandis que la Knesset devait consacrer au sujet une séance extraordinaire avec la participation du premier ministre.

J.-P. LANGELLIER.

LA DIXIÈME RENCONTRE FRANCO-BRITANNIQUE

M. Mitterrand souhaite dissiper les brumes qui assombrissent les relations avec Londres

Le dixième sommet franco-britannique s'est ouvert, lundi matin 18 novembre, à Londres, par un entretien en tête à tête entre Mme Thatcher et M. Mitterrand. Les conversations se sont ensuite élargies aux ministres des affaires étrangères et à l'ensemble des délégations. Le président de la République est accompagné par sept membres du gouvernement : Mme Cresson (redéploiement industriel et commerce extérieur), et Lalumière (affaires européennes), MM. Dumas (relations extérieures), Quilès (défense), Joxe (intérieur), Auroux (urbanisme, logement et transports) et Curien (recherche).

De notre envoyé spécial

Londres. – *« Une entente plus cordiale et moins de vitriol. »* Tel est le vœu que le *Sunday Times* formulait à la veille de ce nouveau sommet.

L'année écoulée depuis la précédente rencontre, en décembre 1984, n'a pas été très faste. A une importante exception près : celle de la liaison fixe transmanche, où l'on a avancé.

Pour le reste, le climat diplomatique qui règne sur la Manche depuis *quelques mois s'apparente plus* à la forte brume qu'au grand beau temps. Des rivalités commerciales se *sont exacerbées avec, il est vrai,* une certaine équité dans les succès et les échecs de l'un et de l'autre pays. Aux Britanniques, le contrat de 72 avions de combat et d'autres matériels militaires avec l'armée de l'air *saoudienne (5,6 milliards* de dollars). Aux Français, la vente réussie du système de communication RITA à la défense américaine (4 milliards de dollars environ), malgré l'intervention de Mme Thatcher auprès du président Reagan.

Amertumes sur les institutions

Quant aux affaires européennes, en particulier la grande question de la réforme des institutions de la CEE, on ne peut pas dire que la France ait manifesté ces temps derniers beaucoup de compréhension à l'égard des réticences des Britanniques. Certes ceux-ci se sont refusés pour le moment à pratiquer la politique de la chaise vide aux travaux de la conférence intergouvernementale chargée de préparer la réforme institutionnelle. Mais on considère, au Foreign Office, que l'attitude française, ou franco-allemande, lors du *sommet des Dix à Milan, en juin* dernier, fut au minimum assez indélicate à l'égard de Londres. Et certaines amertumes vis-à-vis de Paris n'ont pas été entièrement effacées par l'entente franco-britannique plutôt plus étroite que prévue (et plutôt meilleure aussi que l'entente franco-allemande) lors des réunions consacrées au projet de communauté technologique européenne Eurêka.

Il n'est jusqu'à l'affaire Greenpeace qui n'ait contribué à la détérioration des relations entre la France et la Grande-Bretagne. Si Mme Thatcher, dit-on dans son *entourage, s'est retenue de donner* libre cours à sa mauvaise humeur, c'est en souvenir de l'appui diplomatique accordé à *Londres* par *Paris* lors de l'invasion des Malouines par l'Argentine.

Ces déconvenues de la coopération politique franco-britannique ne doivent pas faire oublier pourtant que M. Mitterrand a toujours tenu, par principe, à ménager Londres. Y compris l'an dernier, au plus fort de la controverse sur le budget de la Communauté européenne. Sans doute est-on loin désormais de la lune de miel des débuts du septennat, à l'époque où le nouveau titulaire de l'Elysée cherchait à rééquilibrer en direction de la Grande-Bretagne et de l'Italie une stratégie qu'il jugeait trop exclusivement franco-allemande jusqu'alors. Mais M. Mitterrand comptait bien ce lundi montrer que, en dépit des difficultés et parfois des déceptions enregistrées de part et d'autre de la Manche, il pouvait faire une fois de plus en ami le voyage de Londres.

BERNARD BRIGOULEIX.

PROCHE-ORIENT

LE SORT DES OTAGES AMÉRICAINS AU LIBAN

L'émissaire anglican a eu de « longs contacts » avec les ravisseurs

M. Terry Waite, émissaire de l'Eglise anglicane, a fait part, le dimanche 17 novembre, d'un optimisme mesuré quant à la possibilité d'une libération de quatre des six otages américains détenus au Liban, dont il a rencontré les ravisseurs. *« Nous avons une certaine marge de manœuvre, un pas important a été franchi au cours des derniers jours ; mais la situation est toujours très difficile, et je continue de penser que des vies humaines sont en danger »,* a-t-il indiqué à Londres, de retour de Beyrouth.

M. Waite doit se rendre à Washington pour informer les Américains *avant de repartir pour Beyrouth.* Il a assuré avoir eu *« de longs contacts avec les ravisseurs » : « Il n'y a absolument aucun doute que j'ai touché les gens qu'il faut et qu'une certaine confiance s'est établie entre nous. »* Il a encore relevé qu'il avait des raisons de penser que les otages étaient en bonne santé.

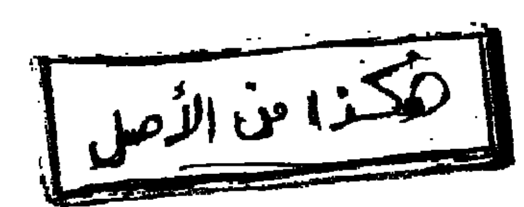
Interrogé sur le sort des quatre Français également retenus au Liban, M. Waite a déclaré qu'il ne disposait d'aucune information particulière à leur égard.

Les « droits » de la France

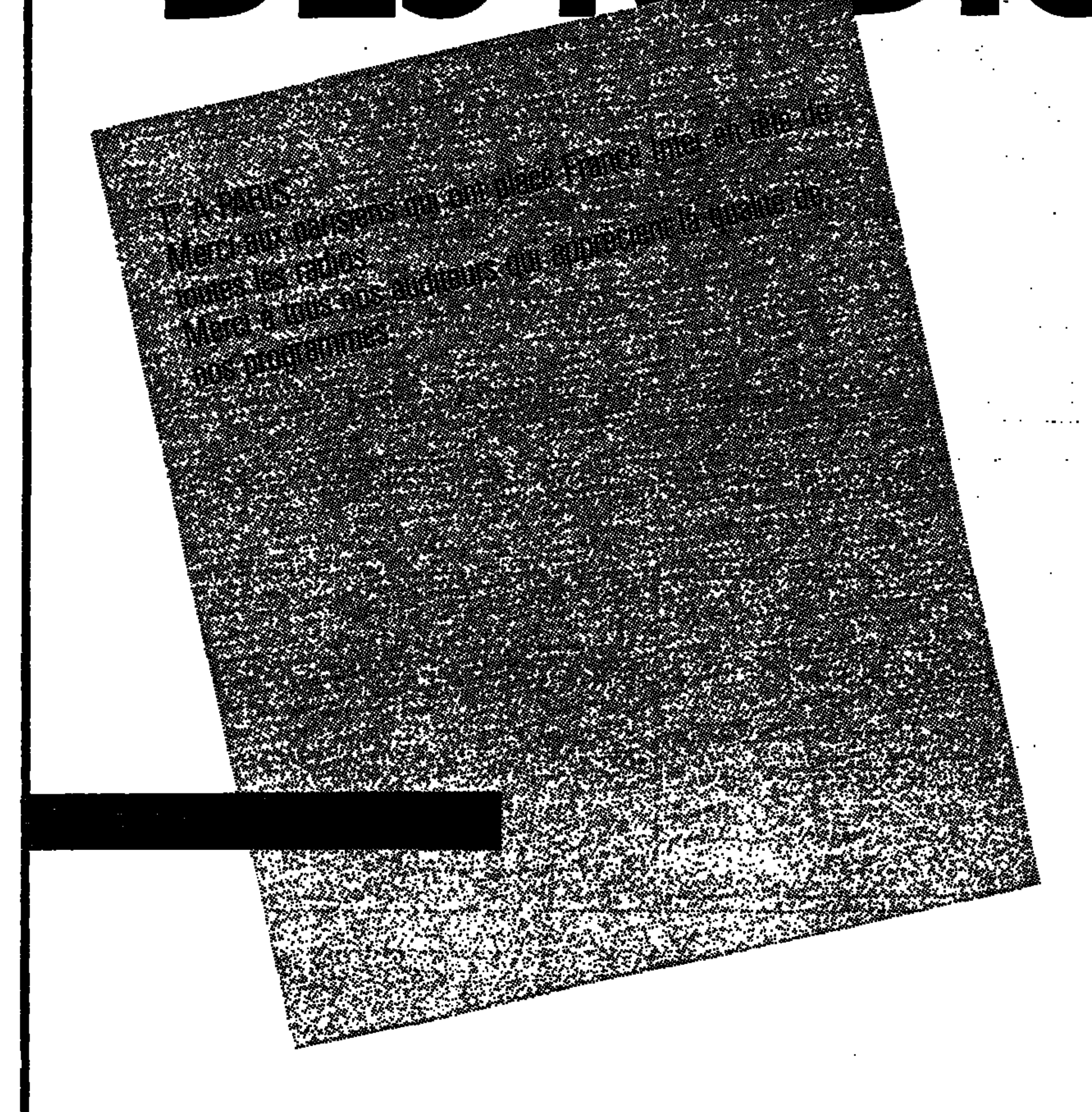
Au cours d'un déjeuner qu'il offrait, le samedi 16 novembre à Paris, en l'honneur de M. Christian Graeff, ambassadeur de France au Liban, et de plusieurs personnalités libanaises, dont le député Raymond Eddé, Me Mohsen Slim, notabilité chiite de Beyrouth et vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme, a reproché à la France de *« ne plus exercer suffisamment ses droits historiques, culturels et humains au Liban »* et de *« laisser d'autres puissances occuper cette place ».*

Enfin, on a appris que la résidence beyrouthine – où se trouvait également son bureau – de Gabriel Dardaud, correspondant d'Europe 1 au Liban depuis 1969, a été récemment pillée et occupée par des miliciens du Hezbollah, mouvement chiite pro-khoméniste venu de Baalbek.

● *M. Arafat salue le rapprochement syro-jordanien.* – Le chef de l'OLP, après s'être entretenu le samedi 16 novembre à Amman avec le roi Hussein, a déclaré que l'OLP saluait *« le rapprochement syro-jordanien »* mais démandait *« à nouveau au président syrien Hafez El Assad de se joindre à l'accord OLP-Jordanie »* conclu en février. En revanche, M. Salah Khalaf, numéro deux du Fatah, le mouvement de M. Arafat, a indiqué pour sa part : *« En principe, nous ne sommes pas contre un rapprochement syro-jordanien, mais la Syrie essaie toujours de détruire les relations particulières entre l'OLP et la Jordanie. »* – (Reuter.)



FRANCE INTER LA PLUS CAPITALE DES RADIOS.



FUTURS

Etude IPSOS novembre 85 – audience des radios de l'Ile de France (2000 interviews).
France Inter 1re sur Paris Intra-Muros depuis 4 vagues consécutives.
350 interviews par vague.

France inter
la qualité entre les oreilles





LE SCRUTIN MUNICIPAL AU BRÉSIL

Victoire du parti au pouvoir malgré l'élection de M. Quadros à Sao-Paulo

Rio-de-Janeioro *(AFP, AP)*. – Le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) est le grand vainqueur des élections municipales du vendredi 15 novembre, le premier scrutin libre depuis le retour à la démocratie après vingt et un ans de dictature militaire. Le PMDB a remporté dix-sept des vingt-trois capitales d'Etat du pays. Ce résultat constitue une manifestation de soutien au président Sarney, qui a remplacé, en mars dernier, le président élu Tancredo Neves. Cette élection, a déclaré le président Sarney, *« a permis de consolider la démocratie au Brésil »*.

Le parti au pouvoir a cependant essuyé une défaite importante dans la ville de Sao-Paulo, capitale économique du pays, où l'ancien président Janio Quadros, « l'homme au balai » (voir *le Monde* du 15 novembre), a été élu avec le soutien de la coalition conservatrice. Le PMDB a aussi perdu l'élection dans la deuxième ville du pays, Rio-de-Janeiro, qui a élu un fidèle du gouverneur social-démocrate Brizola, le sénateur Roberto Saturnino Braga, du Parti travailliste démocratique.

Dans ces deux villes, le populisme, de droite ou de gauche, a ainsi *démontré qu'il restait une force* importante à un an de l'élection d'une Assemblée nationale *constituante par les 60 millions de Brésiliens* de plus de dix-huit ans. L'élection de M. Quadros à Sao-Paulo met *aussi le candidat du PMDB*, M. Cardoso, dans une position difficile, dans la mesure où c'est dans cette ville, bastion du PMDB, que le parti devait recruter le candidat à la succession du président Sarney. M. Cardoso a ainsi perdu la première manche de sa route vers le pouvoir.

Le ministre de la justice a déclaré samedi soir que *« le PMDB est le grand vainqueur des élections municipales, suivi par le Parti démocratique travailliste (PDT, social-démocrate) et le Parti des travailleurs (PT, socialiste) »*. Il a ajouté que les deux principaux perdants de ces élections étaient le Parti du front libéral (PFL, droite) et le Parti démocratique et social (PDS, ancien parti des militaires).

El Salvador

Le FMLN revendique l'enlèvement d'un colonel

San-Salvador. – Le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) a revendiqué, samedi 16 novembre, l'enlèvement, le 26 octobre, du colonel Napoleon Avalos, responsable de l'aviation civile. Le mouvement de guérilla a affirmé, dans une émission diffusée par Radio-Venceremos, que le colonel avait *« participé personnellement à des bombardements aériens contre la population civile en tant que pilote de combat et instructeur »*. Le communiqué du FMLN ne fixe pas de conditions pour la libération de M. Avalos, mais une commission spéciale nommée par le président Duarte s'occupe de cette affaire.

Cette revendication intervient peu après l'enlèvement de la fille du président, libérée après quarante-quatre jours de détention et alors que le FMLN avait proposé de rencontrer M. Duarte lors de son séjour en Espagne. Le FMLN a réitéré sa volonté de trouver une solution négociée à la guerre civile dans un texte remis à la presse étrangère dans la province de Chalatenango, dans le nord du pays.

Cette guerre civile et l'affrontement entre les intérêts soviétiques et américains font du Salvador *« une nation crucifiée »*, a déclaré, dimanche, l'archevêque auxiliaire de San-Salvador, Mgr Gregorio Rosa Chavez. – *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

LA CATASTROPHE D'ARMERO EN COLOMBIE

La vie reprend, comme on dit...

(Suite de la première page.)

Militaires, secouristes, policiers, n'ont pas cédé à la panique. Ils ont continué à tirer de la glaise des morts-vivants dont le seul vêtement est la couche grise de boue qui les enveloppe. *On les voit sur les brancards*, couverts d'hématomes, les cheveux raidis par la boue et les *yeux qui s'éveillent sous la cendre* qui semble les coller. Visages maculés, déformés comme dans les films de terreur.

Ce que fut Armero ressemble au paysage du film *The Day after (le Monde après la bombe)* : une immense nappe noirâtre... couverte de débris, où surnagent des carrosseries de voitures, des pans de maisons, des arbres, un appareil de télévision. Suprême dérision, seul le cimetière est resté intact. Il domine à flanc de colline, l'énorme coulée qui a tout englué sur 20000 hectares, et enterré, selon les derniers chiffres, environ vingt mille personnes.

Au milieu de la fange, ce que les secouristes appellent des « îles », des bancs de *terre qui se sont soulevés*, ou qui, par leur relief, ont été préservés. Les hélicoptères y ont sauvé quelques centaines de personnes. Pendant trois jours, les secouristes ont survolé la zone, écouté s'ils entendaient des cris, essayé d'apercevoir dans la boue des signes de vie. *« Les rescapés qu'on repère, on les sauve tout de suite*, dit M. Pena, un des responsables de la défense civile à Guayabal. *Sinon, on ne parviendrait plus à les localiser, tant le terrain est partout le même. Ce n'est plus que de la boue. »*

Dans la nuit de vendredi à samedi, on a encore sauvé des gens *accrochés à des arbres. Miracle*, au milieu du désastre : un hélicoptère de l'armée survole le corps gris d'un enfant caché au milieu des épaves et de dizaines de cadavres. L'enfant se met à bouger. Le bruit de l'appareil l'a réveillé. L'hélicoptère s'approche. L'enfant se dresse. Les militaires le tirent en le hissant par les bras. L'enfant n'arrive pas à ouvrir ses yeux qui sont collés. Il a quatre ans. Il a dormi deux nuits dans le marécage. Ce qui lui faisait peur dans le noir, c'était d'entendre les vaches *« pleurer »*.

Linceul de pierre

Un orphelin de plus. On en compte déjà des centaines. *« Au début*, racontent les secouristes, *quand on voyait quelqu'un dans la boue, on essayait de le tirer : mais le risque, c'était de lui décoller le bassin ou les jambes. C'est pourquoi il faut des moto-pompes pour aspirer le liquide. Et des scies électriques pour découper les débris qui scellent les membres comme du béton. Comme il a fait chaud ces temps-ci, la boue emprisonne les survivants comme dans un linceul de pierre. Les chances de les tirer vivants diminuent donc d'heure en heure. Le matériel manque d'ailleurs, et aussi les aliments, ainsi que l'eau potable. »*

Un membre de la Croix-Rouge raconte ce qui est arrivé à l'un de ses collègues. Celui-ci voulait sortir de la boue un homme enlisé jusqu'à la ceinture. Mais l'homme, qui avait vu mourir toute sa famille et avait perdu ses deux jambes dans la coulée de lave, a arraché le poignard au ceinturon de son sauveteur. Il se l'est planté à cinq reprises dans la poitrine pour mourir sur-le-champ.

La vie reprend, comme on dit, au milieu des scènes de panique et de mort. Des camions débarquent à Guayabal des blocs de béton qui serviront à faire des logements provisoires. Les bénévoles de la défense civile en combinaisons orange, les volontaires de la Croix-Rouge, épuisés par trois jours de veille, s'efforcent de tranquilliser et d'organiser toute une population qui campe sur l'herbe la nuit, à la bougie, et le jour sous un soleil de plomb. Il n'y a plus de blessés dans l'hôpital de fortune qui affiche sur la grille d'entrée la liste des rescapés et leur répartition dans les villages environnants. Ils ont été évacués sur Bogota. Beaucoup ont dû être amputés sur place, pour éviter la gangrène. La plupart des gens portent des masques pour se protéger *de la poussière volcanique* ou des vapeurs de soufre qui imprègnent la région. A Armero même, c'est pour *éviter* les *miasmes exhalés* par les cadavres en décomposition.

Les chiffres officiels parlent d'une masse de 25 *millions* de mètres cubes de glace encore accrochés au flanc du volcan Arenas, qui risque de fondre. Cette masse de glace à plus de 5 000 mètres d'altitude, on ne la voit pas depuis Guayabal. *On n'aperçoit pas non plus* le cratère assassin, dont les experts disent qu'il a souffert, samedi, de *deux nouvelles explosions*. C'est l'ennemi invisible qui fait trembler les milliers de paysans qu'on voit évacuer leurs hardes sur camions et charrettes. Ils semblent fuir une région qui paraissait promise au bonheur, avec ses vallées fertiles, ses champs d'herbe grasse, où paissent le plus tranquillement du monde les vaches zébus que leur propriétaires attachent à un piquet.

CHARLES VANHECKE.

Rien n'a pu sauver Omayra

De notre envoyé spécial

Armero. – Les secouristes, les journalistes, ont assisté, impuissants et rageurs, à son agonie. Omayra est morte samedi 16 novembre à 10 heures, après avoir vécu trois jours enterrée dans la boue jusqu'au torse. Elle avait douze ans. C'était une fillette à la tête toute ronde de paysanne du Tolima. Et jusqu'à vendredi après-midi elle s'est efforcée de sourire à ceux qui, de temps en temps, lui caressaient les cheveux et lui disaient des mots d'espoir.

Elle ne pouvait pas bouger. Son corps était entièrement pris dans *la masse de* fange et de décombres qui avaient enseveli sa maison. Elle disait qu'elle sen*tait sous ses pieds le cadavre de* sa tante. Son père, son frère, étaient là aussi, enterrés.

C'est jeudi après-midi qu'un sauveteur a entendu Omayra crier. Il n'a vu d'abord qu'une *main qui s'agitait au milieu des* débris de béton et de planches. Avec des camarades, il a travaillé toute une nuit pour essayer de dégager la fillette, mais il a dû renoncer car, en tirant sur son corps, il risquait de lui arracher les jambes. Omayra était pratiquement incrustée jusqu'au-dessus du ventre, dans des ruines de boue.

Elle a dit son nom, expliqué comment le torrent l'avait assommée, et comment elle s'était réveillée plusieurs heures après, *au milieu du désastre*. Quelqu'un lui a donné du pain, lui a fait boire de la limonade. Petit *à petit, son visage s'est mis à* gonfler. Ses mains sont devenues blanches.

A *la nuit tombée*, la fillette a commencé à délirer. Les secouristes lui ont fait boire du sérum, *ont essuyé la sueur sur son front*.

A l'aube de samedi, enfin, une moto-pompe a été débarquée *d'un hélicoptère. Mais l'engin* a eu beau aspirer la boue, celle-ci s'est reformée autour de la fil*lette. Tout à coup*, le visage d'Omayra s'est affaissé : c'était fini. Un dernier effort pour la réanimer par un bouche-à-bouche. En vain.

C. V.



هكذا من الأصل

EUROPE

Irlande du Nord

Pas de réaction violente à Belfast après l'accord entre Londres et Dublin

La signature, le vendredi 15 novembre, par Mme Thatcher et M. FitzGerald, d'un accord sur l'Irlande du Nord n'a pas entraîné jusqu'à présent de réactions violentes dans cette province.

A Dublin, nous indique notre correspondant, le parti de l'opposition Fianna Fail, dirigé par M. Charles Haughey, a annoncé qu'il s'opposerait à cet accord. M. Haughey a déclaré que, s'il revenait au pouvoir à Dublin, il dénoncerait ce texte, qui est en désaccord avec l'article 2 de la Constitution irlandaise selon lequel *« le territoire national est constitué par toute l'île d'Irlande »*.

De notre envoyé spécial

Belfast. — Les dirigeants unionistes ont renouvelé leurs véhémentes protestations contre l'accord anglo-irlandais, mais il n'y a pas eu de manifestations, pas d'incidents notoires durant le week-end. Samedi, dans le centre de Belfast, le quartier des magasins, entouré de grilles et sévèrement gardé par des policiers engoncés dans leurs gilets pare-balles, avait son aspect habituel. On s'y bousculait comme à l'ordinaire pour faire ses courses. La résistance promise par le pasteur Paisley serait-elle un mythe ?

« Oh ! non. L'hostilité est très forte, mais il faudra un certain temps pour que la réaction se développe. On en saura davantage lors du grand rassemblement annoncé pour samedi prochain... Et puis, il suffit d'un attentat pour mettre le feu aux poudres. » Celui qui parle est un homme pondéré. Protestant, il récuse l'accord, mais avoue n'apprécier que *« modérément »* les *« éclats de voix »* des dirigeants unionistes.

Technicien à l'usine aéronautique Shorts, il déclare être un *« unioniste moyen »*, membre de la *« majorité silencieuse »*.

« Je crois vraiment, dit-il, *que nous pourrons bloquer complètement le système que Londres et Dublin veulent imposer. Pour l'instant, cet accord est une bouteille vide. Tout dépend de ce qu'on mettra dedans. Ce n'est que lorsque les premières mesures concrètes seront prises que la contestation se dessinera. Si, par exemple, le gouvernement entame une réforme de l'Ulster Defense Regiment, et s'il décide l'installation à Belfast des fonctionnaires du Sud (pour former le « secrétariat » prévu par l'accord). »*

En plus d'un boycottage de l'administration et d'une campagne de *« désobéissance civile »*, les dirigeants unionistes menacent Londres d'une démission en bloc de leur quinze députés aux Communes. Mais la réélection de quatre d'entre eux est loin d'être assurée. Leurs sièges risquent de passer à des catholiques nationalistes. Si, en 1974, les unionistes ont réussi à torpiller les accords de Sunningdale en déclenchant une grève générale, en 1977, un pareil mouvement a échoué, de même qu'une journée d'action en 1981.

D'autre part, le nombre des incidents terroristes est en sensible régression depuis trois ans (1). La situation semble moins dangereuse. *« C'est vrai que nous prenons beaucoup moins de précautions*, reconnaît cet observateur partisan. *Je laisse mes enfants sortir le soir, comme je ne l'aurais pas fait il y a quelques années. Nous nous plaisons de plus en plus à dire que la presse exagère et que nous pouvons mener une vie presque normale. A moins que l'accord ait des applications absolument intolérables, ce ne sera pas facile de faire bouger la communauté protestante. »*

Le même ajoute : *« Pour encourager l'accord, les Américains ont promis de verser une aide substantielle à l'Irlande du Nord.* [On parle de 1 milliard de dollars sur plusieurs années.] *Ça fait réfléchir. Je le vois dans mon entreprise. Récemment, nous avons obtenu un gros contrat, pour fournir des avions de transport à l'armée américaine en Europe. Washington serait prêt à doubler la commande mais y met une condition : intégrer davantage d'ouvriers catholiques. Ce genre de pression est assez efficace. »* Il souligne enfin que le camp unioniste a affaire à forte partie en la personne de Mme Thatcher. *« Le moindre accord serait inapplicable avec un autre gouvernement, travailliste ou non. L'Irlande n'est pas l'Algérie, mais Mme Thatcher, c'est un peu notre de Gaulle... »*

FRANCIS CORNU.

(1) Selon les statistiques officielles, il y a eu 12 481 incidents en 1972 ; 1 720 en 1981 ; 592 l'an dernier.

Italie

L'immense cortège des lycéens en colère

De notre correspondant

Rome. — Cent mille ? Davantage ? Parti peu après 10 heures, le 16 novembre, de la place de la République proche de la grande gare des Termes, au cœur de la Rome moderne, l'immense cortège des « enfants de 1985 », comme on surnomme ici les lycéens en colère, s'est dispersé trois heures plus tard place du Peuple, après un parcours de 3 kilomètres. Aucun incident n'a marqué cette manifestation — pas plus que toutes celles qui ont eu lieu dans toute l'Italie depuis la mi-octobre.

Que veulent les lycéens de 1985 ? *« Une école où l'on puisse étudier. »* Cela veut dire d'abord, dans beaucoup de cas, une école tout court. L'actuelle vague de protestations est née au début de l'automne à Milan devant le Lycée artistique n° 2 fermé pour raisons de sécurité (*le Monde* du 12 novembre).

L'insuffisance du nombre de classes, la mauvaise gestion du parc scolaire conduisent en maints endroits à la pratique dite du « double », voire du « triple » tour : les élèves doivent se relayer la journée dans une même classe afin de laisser la place à d'autres camarades. Ailleurs, ce sont les conditions d'hygiène, de sécurité qui laissent à désirer ; ou les cantines qui sont absentes ou insuffisantes ; la bibliothèque qui est fermée ; ou les labos de physique-chimie qui sont mal équipés ou inexistants. Un peu partout, on réclame l'introduction d'ordinateurs à l'école ou on demande des cours d'informatique ou d'économie. Très souvent, la pédagogie trop directive, pas assez ouverte sur la cité, est mise en cause.

Dérive vers l'enseignement privé

A partir de ce constat, la protestation s'est amplifiée en deux directions. L'une proprement politique — même si aucun parti n'y a joué un rôle moteur — a consisté à dénoncer le projet de budget 1986, en discussion devant le Parlement, qui prévoit notamment une augmentation des droits d'inscription scolaire et universitaire.

L'autre a porté contre ce que les lycéens appellent *« l'école qui ne mène nulle part »*. L'Italie connaît un taux de chômage élevé : de 11 % à 12 % de la population active, et près d'un quart des jeunes. Un amalgame se fait dans l'esprit des lycéens entre les difficultés de l'école et celles de la société.

Face à cette protestation des jeunes, les adultes — ô miracle... — sont tous d'accord ! Le président de la République, le démocrate-chrétien M. Francesco Cossiga — *« Il me semble que ces jeunes demandent des choses légitimes »* ; — son prédécesseur, le pétulant octogénaire socialiste M. Sandro Pertini — *« Bravo les jeune, continuez » !* — le ministre de l'intérieur, le démocrate-chrétien M. Scalfaro, qui invite les parents à envoyer leurs enfants aux manif... ; le ministre de l'éducation nationale, la démocrate-chrétienne Mme France Falcucci — *« Faisons un front commun contre le Parlement qui bloque mes projets de réforme et les régions qui ne s'activent pas assez... »* ; — M. Tesini, responsable pour l'éducation de la démocratie chrétienne, parti qui en quarante ans n'a laissé à aucun autre le ministère chargé de la formation des jeunes Italiens — *« Bien sûr, ils ont raison de protester, ces jeunes »*.

Cette technique de l'édredon, classique en Italie, a-t-elle quelques chances de convaincre les lycéens en colère ? Leurs délégations auprès du ministère, leurs porte-parole dans les confrontations télévisées, ont démontré qu'ils ne s'en laissaient pour l'instant pas conter.

Une réforme de l'enseignement dans les lycées, en discussion depuis des lustres, n'est pas pour demain. Plus que jamais, en effet, une majorité de citoyens dans ce pays considèrent que l'Italie marche d'autant mieux que l'Etat s'en occupe moins. En matière scolaire, cela signifie un renforcement du mouvement qui porte un nombre croissant d'élèves et d'étudiants vers un secteur privé souvent de bonne qualité mais extrêmement cher. La logique de l'actuel gouvernement, pourtant dirigé par un socialiste, ne s'oppose pas à cette évolution.

JEAN-PIERRE CLERC.

Suède

Le Prix de la liberté à SOS-Racisme

De notre correspondant

Stockholm. — Le Prix de la liberté 1985, décerné par deux journaux scandinaves, le quotidien social-démocrate danois *Politiken* et le journal libéral indépendant suédois *Svenska Dagbladet*, a été remis, samedi 16 novembre, à l'organisation française SOS-Racisme.

Ce prix, créé le jour de l'instauration de l'état d'urgence en Pologne, a été décerné pour la première fois, en 1983, à Lech Walesa ; et, en 1984, à deux militantes anti-apartheid sud-africaines, Winnie Mandela et Helen Suzman. SOS-Racisme a été choisi cette année pour sa lutte *« contre toute forme de racisme en France et à l'étranger, et également pour son combat contre le leader extrémiste du Front national, Jean-Marie Le Pen »*, a déclaré le directeur de la rédaction de *Svenska Dagbladet*, Arne Ruth, en remettant à Harlem Désir un chèque de 75 000 couronnes suédoises (autant de francs français).

Le même jour s'est déroulé un séminaire international sur le racisme et la discrimination, auquel ont participé notamment l'écrivain d'origine sud-africaine Breyton Breytenbach, le romancier français Marek Halter, le philosophe Bernard-Henri Lévy, la militante anti-apartheid Dorothy Boesak, l'écrivain-journaliste ouest-allemand Gunther Walraff, dont le dernier livre, consacré aux difficultés des travailleurs turcs en RFA, s'est déjà vendu à plus de cent mille exemplaires en Suède.

Le badge « Touche pas à mon pote » se vend ici comme des petits pains, et même le ministre des affaires étrangères, M. Sten Andersson, et le premier ministre, M. Olof Palme, ne manquent pas de l'arborer fièrement à la moindre intervention publique. — *(Intérim.)*

URSS

Les ministères de l'agriculture et de l'industrie d'armement changent de titulaires

De notre correspondant

Moscou. — M. Valentin Messiats, ministre de l'agriculture depuis 1976, a été libéré de ses fonctions, samedi 16 novembre, et nommé premier secrétaire du parti pour la région de Moscou. Il s'agit d'un limogeage à peine déguisé pour M. Messiats, qui n'est âgé que de cinquante-sept ans.

A Moscou, en effet, le poste important est celui de premier secrétaire du parti pour la ville, et non pour la région. Le ministre de l'agriculture déchu remplace d'ailleurs un obscur personnage, M. Konotop, en place depuis 1964, et qui prend sa retraite à l'âge de soixante-neuf ans.

M. Gorbatchev n'a pas été excessivement brutal envers ce ministre de l'agriculture qui n'a guère réussi la mission d'accroître coûte que coûte la production qui lui avait été confiée à la fin de l'ère brejnevienne. La sanction pure et simple aurait d'ailleurs été à double tranchant ; il y avait après tout, dès 1978, au secrétariat du parti un responsable de l'agriculture qui s'appelait Mikhaïl Gorbatchev... On remarquera que les mœurs politiques s'adoucissent, et que, après les mises à la retraite sans drame des vieux brejnéviens qui se sont multipliées ces derniers mois, on assiste maintenant à des rétrogradations tranquilles.

M. Messiats est un des premiers à bénéficier de cette nouvelle pratique. Le nom de son successeur n'a pas encore été annoncé.

C'est M. Ligatchev, numéro deux du parti, qui a été chargé, samedi, d'opérer le *diminutio capitis* de M. Messiats. M. Ligatchev est en effet le seul membre du bureau politique dont on ait cité la participation à la réunion de l'organisation régionale du parti pour Moscou, au cours de laquelle la nouvelle affectation de M. Messiats a été entérinée.

Un ingénieur de quarante-huit ans, M. Iouri Maslioukov, qui a déjà derrière lui une carrière presque uniquement consacrée aux problèmes techniques d'armement, a été, d'autre part, nommé samedi ministre de l'industrie d'armement. Il remplace un vieux brejnévien, M. Leonid Smirnov, qui part à la retraite à soixante-neuf ans et détenait ce portefeuille depuis 1963.

M. Maslioukov reprend également la fonction de vice-président du conseil des ministres. Né en 1937, il est diplômé de l'Institut de mécanique de Leningrad. Il a commencé sa carrière en 1962 en tant qu'ingénieur dans un institut de recherche non autrement précisé, vraisemblablement spécialisé dans la technologie militaire. Il était depuis 1982 premier vice-président du Gosplan.

D. Dh.

Grèce

Un adolescent a été tué lors de heurts avec la police

Athènes *(AFP.)*. — Un adolescent de quinze ans, Mihalis Kalentzis, a été tué dimanche 17 novembre à Athènes par un policier. Le jeune homme faisait partie d'un groupe de manifestants anarchistes qui avaient lancé des cocktails Molotov contre un autocar de la police. L'un des policiers a alors fait feu sur le groupe, tuant le jeune homme sur le coup. Les camarades de la victime, après avoir brisé les vitrines des magasins proches, se sont réfugiés, selon leur habitude, dans les locaux de la faculté de chimie. Une enquête a été ouverte.

Cet incident est survenu à l'issue d'une importante manifestation commémorant la révolte des étudiants de l'Ecole polytechnique contre le régime des colonels et sa répression dans le sang le 17 novembre 1973. Ce soulèvement, qui devait précipiter la chute des colonels, s'était soldé par quarante-quatre morts et plus de mille blessés.

Chaque année depuis, des manifestations ont lieu le 17 novembre aux abords de l'Ecole polytechnique. Dimanche, les principaux dirigeants politiques, notamment le président de la République, M. Sartzetakis, et le premier ministre, M. Papandréou, sont allés déposer des gerbes au pied du monument érigé à la mémoire des victimes. La participation à la manifestation était particulièrement importante, puisqu'on l'estime à plus de cent mille personnes. Comme chaque année, on a scandé des slogans hostiles aux Américains, ainsi qu'à l'OTAN et à *« la CEE des monopoles »*. Le cortège s'était dispersé aux abords de l'ambassade américaine, sans incident notable.

A TRAVERS LE MONDE

PORTUGAL

M. Otelo de Carvalho accusé par un « repenti »

M. Otelo de Carvalho, l'un des principaux animateurs de la « révolution des œillets » de 1975, actuellement incarcéré sous l'inculpation d'appartenance au mouvement terroriste FP 25 (Forces populaires du 25 avril), aurait négocié avec les Libyens l'indépendance de l'archipel de Madère. Cette accusation a été formulée au cours du procès de plusieurs dizaines de membres du FP 25, qui a commencé le 7 octobre dernier à Lisbonne, par un « repenti » du mouvement, M. Macedo Correia. Ce dernier a fait également état de liens existant entre le FP 25 et le gouvernement du Mozambique, ainsi qu'avec l'organisation séparatiste basque ETA militaire. Par ailleurs, trente des soixante-douze détenus des FP 25, qui poursuivaient une grève de la faim depuis quarante-cinq jours, ont recommencé à s'alimenter. Ils protestaient contre leurs conditions de détention, devenues plus rigoureuses depuis l'évasion, le 21 septembre, de dix inculpés membres présumés des FP 25, dont aucun n'a été repris. — *(Corresp.)*

ALGÉRIE

Des coopérants occupent une partie des locaux de l'ambassade de France

Alger. — L'ambassade de France est occupée, depuis dimanche matin 17 novembre, par des coopérants enseignants et membres de la FEN, qui, de source diplomatique française, se sont introduits dans l'enceinte de la mission de coopération après en avoir fracturé le portail. Les manifestants, après être restés un moment sur le parking, ont pénétré dans les bureaux (en cassant quelques vitres) qu'ils occupaient toujours lundi matin, selon les mêmes sources. Ce mouvement a été déclenché à propos de la titularisation des maîtres-auxiliaires à l'étranger, d'un problème de fiscalité et de perte de salaire due au taux de change défavorable aux Français. Initialement prévue pour deux jours, cette occupation d'une partie des locaux diplomatiques pourrait se prolonger, le dialogue n'étant pas établi entre les enseignants et la chancellerie, qui reste sur sa décision de ne pas discuter *« dans un climat de violence »*.

LIBÉRIA

Tension avec Freetown et Washington

Monrovia. — Le président Samuel K. Doe a ordonné, dimanche 17 novembre, la fermeture de la frontière du Libéria avec le Sierra-Leone et le rappel de son ambassadeur à Freetown, après avoir affirmé que les auteurs de la tentative de coup d'Etat du 12 novembre avaient été armés et entraînés en Sierra-Leone, franchissant même la frontière à bord d'un camion de la police de ce pays. M. Doe a également assuré que certains putschistes venaient de Côte-d'Ivoire, de Guinée et du Ghana. Il a, d'autre part, confirmé l'arrestation de plusieurs dirigeants des partis d'opposition. Ceux qui sont encore recherchés, a-t-il précisé, doivent se rendre au palais présidentiel, faute de quoi *« le gouvernement ne pourrait garantir leur sécurité »*. Selon le chef de l'Etat, environ quatre cents personnes auraient participé à la tentative de putsch, notamment certains étudiants arrêtés il y a quatre mois (puis relâchés), accusés d'avoir transmis des renseignements militaires à l'URSS. Les relations entre le Libéria et les Etats-Unis se sont, d'autre part, tendues depuis quelques jours, Washington ne s'estimant pas satisfait des *« assurances »* données par Monrovia concernant le sort de plusieurs personnalités de l'opposition, notamment M. Jackson Doe, candidat du LAP (Liberia Action Party) à l'élection présidentielle. Certains responsables libériens ont accusé les Etats-Unis d'avoir soutenu la tentative de coup d'Etat. — *(AFP, Reuter, UPI.)*

ALBANIE

Nouvel accord commercial avec Belgrade

L'Albanie et la Yougoslavie ont signé, dimanche 17 novembre, à Tirana, un nouvel accord commercial pour la période 1986-1990. Les échanges commerciaux devraient atteindre 680 millions de dollars, soit une augmentation de 20 % par rapport aux cinq années précédentes. Les relations politiques entre les deux pays sont orageuses et donnent régulièrement lieu à de violentes polémiques, en particulier à propos de la situation au Kosovo (province yougoslave à majorité albanaise), mais ces différends n'entravent pas sérieusement les rapports commerciaux. La Yougoslavie est d'ailleurs le premier partenaire économique de l'Albanie, à laquelle elle vend des métaux non ferreux, des machines-outils, des denrées agro-alimentaires, des produits chimiques et certains biens de consommation, tandis qu'elle lui achète de l'électricité, du minerai de chrome, des agrumes et des produits laitiers. — *(Reuter.)*

TAIWAN

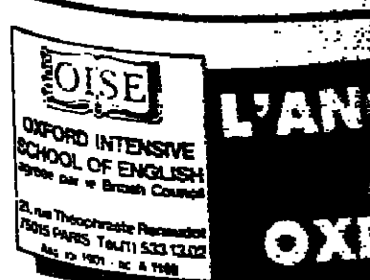
Le Kuomintang toujours imbattable

Taipeh. — Le Kuomintang (parti nationaliste), au pouvoir à Taiwan depuis 1949, a remporté à une majorité écrasante les élections locales du samedi 16 novembre. Il a obtenu environ 80 % des deux cents postes de députés d'assemblées provinciales, de conseils municipaux, de maires et de magistrats locaux à pourvoir, a indiqué la commission électorale ; 71 % des onze millions d'électeurs ont participé au scrutin. L'opposition (Tangwai) n'a remporté que dix-sept des soixante-dix-sept sièges de l'Assemblée, soit une perte de trois mandats. Les électeurs n'ont donc apparemment pas tenu rigueur au parti gouvernemental du meurtre d'un écrivain dissident en 1984, dans lequel étaient impliqués trois des chefs des services secrets, ni du scandale bancaire qui a provoqué la chute du puissant groupe d'affaires Cathay et forcé deux ministres à démissionner. — *(Reuter.)*

CORÉE DU SUD

Des étudiants occupent les locaux du parti gouvernemental

Séoul. — Près de deux cents étudiants armés de cocktails Molotov ont occupé, ce lundi 18 novembre, un bâtiment du Parti démocratique de la justice (PDJ, au pouvoir), dans le centre de Séoul, pour protester contre la politique gouvernementale. Les manifestants ont répandu de l'essence sur le sol et menacent d'y mettre le feu si la police intervient. Les forces de l'ordre et les pompiers ont pris position autour du bâtiment. Des manifestants ont par ailleurs grimpé sur le toit de l'immeuble, où ils ont arraché la bannière du PDJ, qu'ils ont incendiée avant de déployer des banderoles portant de nombreux slogans antigouvernementaux. Vendredi dernier, six étudiants avaient occupé, durant une demi-heure, le bureau du ministre sud-coréen du travail. Le 14 novembre, quatorze étudiants s'étaient introduits dans les locaux de la Chambre américaine de commerce à Séoul et avaient occupé plusieurs bureaux durant deux heures, avant d'en être délogés par les forces de l'ordre. Dans les deux cas, ils avaient répandu de l'essence sur la moquette et avaient menacé d'y mettre le feu. — *(AFP.)*



politique

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE AU PARLEMENT

Les sénateurs hésitent entre l'enterrement rapide et un long jeu de massacre

Le Sénat doit commencer, le jeudi 21 novembre, en séance publique, l'examen du projet de loi de finances pour 1986. Malgré de multiples discussions, les sénateurs de l'opposition, qui disposent de la majorité au palais du Luxembourg, n'ont pas arrêté leur tactique pour manifester leur hostilité au projet de budget.

C'est à un véritable casse-tête politico-procédurier qu'est confrontée la majorité sénatoriale. Elle juge le prochain budget inacceptable; elle entend profiter de l'occasion pour dresser le bilan *« globalement négatif »* de la politique économique, financière et sociale de la législature; elle considère indispensable, avant les échéances électorales, de préserver son unité. Mais, pour sauvegarder son union, il lui faut trouver une méthode qui lui permette d'exprimer le consensus que recueillent les deux premiers points. Pour M. Maurice Blin (Un. cent.), rapporteur général de la commision des finances, *« politiquement, il faut prendre au sérieux ce budget car c'est un piège et il faut le démontrer. Financièrement, il ne faut pas le prendre au sérieux car l'opposition devenue majoritaire en mars ne pourrait gérer avec une telle loi de finances. »* *« Piège »*, c'est aussi le mot qui revient sous la plume de M. Christian Poncelet (RPR) dans l'éditorial de *la Lettre « S »*, organe d'expression collectif des groupes de la majorité sénatoriale. M. Poncelet estime non seulement impossible que ses collègues acceptent de voter ce budget, mais aussi qu'ils entrent *« dans le mécanisme d'un débat budgétaire dont les règles sont faussées »*. Il rappelle que la majorité de l'Assemblée nationale n'a, dans le passé, retenu aucun des amendements votés par le Sénat.

Le sénateur des Vosges exprime ainsi la position de son groupe favorable au dépôt d'une question préalable dont l'adoption équivaut à un rejet du projet de loi de finances. Cette procédure expéditive qui peut être proposée au terme de la discussion générale avant l'examen des articles a le mérite, estiment ceux qui en sont partisans (outre le RPR, les RI n'y sont pas défavorables), de montrer clairement à l'opinion le refus de la politique socialiste. En revanche, elle apparaît dangereuse aux centristes qui considèrent que la deuxième Chambre ne peut sans dommage renoncer à l'une des prérogatives que les textes donnent au Parlement, à savoir l'acte majeur que représente l'examen du budget.

Si cette question préalable n'était pas adoptée, – ce qui est probable dans le cas où le groupe de l'Union centriste refuse de s'y rallier, – reste le vote ou le non-vote de la première partie (recettes). Les années précédentes, le Sénat avait dans sa majorité adopté cette première partie après l'avoir tellement modifiée qu'elle en était méconnaissable. Cette attitude permettait l'examen de la deuxième partie de la loi de finances consacrée aux budgets des ministères.

Cette année, le RPR et la majorité du groupe des républicains et indépendants ne veulent pas s'engager dans cette seconde partie. Ils rappellent que l'exercice d'équilibre qui figure en ultime position dans la première partie du projet de loi de finances *« fixe les plafonds des grandes catégories de dépenses et arrête les données générales de l'équilibre financier »* comme le prévoit l'article 31 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances. Autrement dit, en repoussant cet article, le Sénat, dans sa majorité, ne se contenterait pas de refuser les recettes proposées mais également les dépenses qui y correspondent.

Les centristes ne veulent pas se priver du « jeu de massacre » auquel ils pourraient se livrer en refusant les uns après les autres les crédits demandés par les différents ministres.

Les partisans de la cohabitation entre M. Mitterrand et l'opposition, devenue majoritaire en mars, sont les plus déterminés pour abréger le débat d'une loi de finances qu'éventuellement ils auraient à appliquer. Les anticohabitationnistes favorables à M. Barre n'hésitent pas à entrer dans le jeu d'une telle discussion.

A. Ch.

Roger Laroque, maire de Nouméa, est décédé

De notre correspondant

Nouméa. – *« Ce ne sera pas leur anniversaire, ce sera le nôtre... »* Des sanglots dans la voix, un adjoint au maire de Nouméa Roger Laroque, décédé le lundi 18 novembre à l'âge de soixante-quinze ans, commentait ainsi le hasard qui a voulu que le « patron » disparaisse un an jour pour jour après le début d'une insurrection canaque décisive.

Jusqu'au dernier jour de ses trente-deux années de règne à la mairie de Nouméa, Roger Laroque a marqué la vie de sa cité. Le week-end dernier, il présidait encore bals et réunions de clubs. Mais s'il ne détestait pas la représentation protocolaire, le maire de Nouméa préférait, de loin, participer aux manifestations, meetings et rassemblements politiques. Ces dernières années, il avait pu donner toute la mesure de son engagement au sein du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), dont il passait à juste titre pour l'un des dirigeants les plus radicaux. On le voyait alors arriver, s'appuyant sur une canne, pour haranguer une foule convaincue – qu'il n'avait, il est vrai, pas son pareil pour mobiliser par dizaines de milliers – et prononcer les discours les plus durs contre les indépendantistes, qu'ils soient modérés ou non.

Se proclamant fidèle au général de Gaulle, qu'il a soutenu sans faille depuis 1947 avant d'apporter son appui à ses héritiers, Roger Laroque a toujours été un farouche partisan de la départementalisation de la Nouvelle-Calédonie. Il l'a dit au mois de décembre, lors de sa première visite à M. Edgard Pisani, alors haut commissaire. Ce sera la cause d'une rupture immédiate entre les deux hommes, qu'un gaullisme ardent aurait pu, pourtant, rapprocher.

Roger Laroque doit sa popularité au fait qu'il incarnait la détermination caldoche par son attachement au « caillou » tricolore. Lorsqu'il naît à Nouméa le 5 octobre 1910, il a déjà derrière lui un solide enracinement à la terre calédonienne. Son arrière-grand-père est arrivé en 1843, dix ans avant la prise de possession officielle de l'île par la France. Son père, Gabriel Laroque, a été conseiller général de la colonie vingt-cinq années durant. Après des études de droit à Bordeaux, Roger Laroque revient sur le territoire en 1937 comme cadre aux établissements Ballande, installés à Nouméa quelques décennies auparavant.

Elu maire en 1953, à l'âge de quarante-trois ans, il ne quittera plus ce poste, obtenant même trente ans plus tard, aux dernières élections municipales de mars 1983, un extraordinaire plébiscite avec près de 75 % des suffrages en sa faveur. Militant anti-indépendantiste d'une rare intransigeance, mort en activité, mais pas dans l'action comme il l'aurait souhaité, Roger Laroque était malgré tout respecté par les séparatistes. *« Nous saluons cet adversaire, car il faut savoir reconnaître les hommes qu'on a en face de soi »*, commentait-on lundi sur la radio du FLNKS.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

Propos et débats

M. Barre : le « super bide »

M. Raymond Barre, dans une interview au quotidien Sud-Ouest *du lundi 18 novembre, affirme, à propos de la « cohabitation » qu'il vaut mieux* « la crise tout de suite » *que* « la crise à terme, après une période pendant laquelle le dynamisme de la victoire électorale se serait émoussé ». « Le « bide », ce n'est pas de refuser de gouverner quand on est élu, c'est d'accepter le pouvoir quand il y a toutes les raisons de penser qu'il ne sera pas possible de gouverner avec efficacité et continuité. Or toutes les conditions d'un « super-bide » sont réunies », *a-t-il dit.*

M. Barre précise : « S'il y a, après mars 86, cohabitation, je me tiendrai à l'écart d'une expérience qui ne pourrait apporter à la France que confusion et incertitude. » *Il ajoute :* « Je n'ai pas l'intention de pratiquer personnellement ou avec d'autres quelque obstruction que ce soit. » « Il suffit, *précise-t-il encore*, d'observer l'offensive généralisée menée dans la majorité comme dans l'opposition en faveur de la cohabitation (...) pour arriver à la conclusion que le conformisme serait pour moi plus prudent. »

M. Toubon : M. Mitterrand, « chef des revenants »

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a estimé, samedi 16 novembre à Nice, devant le deuxième congrès de l'Association femmes liberté, que le déclin démographique est le problème le plus grave qui se pose à la France. « Nous devons, *a-t-il dit*, relever le défi à tout prix en imaginant des systèmes, comme l'aménagement du temps de travail, par exemple, qui soient un véritable apport à la vie familiale. Notre projet pour la famille doit être clair, ambitieux, impératif. » *M. Toubon, a notamment proposé un statut de la mère de famille. Pour M. Toubon qui a qualifié le président de la République de* « chef des revenants ». « liberté, bon sens, fierté » *sont les mots-clés de l'opposition.* – (Corresp.)

M. Léotard : Beyrouth-Ouest au PS

M. François Léotard, secrétaire général du PR, qui participait, samedi 16 octobre à Nice, au deuxième congrès de l'Association femmes liberté, a ironisé sur « le processus de libanisation » dans lequel, selon lui, le gouvernement s'est engagé. Le PS, juge-t-il, est devenu « une sorte de Beyrouth-Ouest où chacun se bat avec sa milice pour savoir qui succédera à M. Mitterrand ». – (Corresp.)

M. Barnier (RPR) : un premier ministre d'origine maghrébine

M. Michel Barnier, député RPR de Savoie, a jugé, dimanche 17 novembre, au Forum de RMC, « un peu dangereux » *que la question de l'immigration devienne le thème central de la campagne électorale.* « Ni racisme ni laxisme », *a dit M. Barnier pour résumer sa position sur ce sujet.* « Ce qui est vrai de l'économie l'est aussi de la société, *a-t-il ajouté*. L'avenir n'est pas aux nations qui se ferment et se recroquevillent. » *M. Barnier accepterait qu'un premier ministre français soit d'origine maghrébine.*

M. Chirac : union sans faille

M. Jacques Chirac a estimé, samedi 16 novembre à Saint-Flour, lors de l'inauguration d'un monument à la mémoire de Georges Pompidou, que l'union de l'opposition est « nécessaire (...) pour aller au combat de demain, mais (...) encore plus (...) pour engager ensemble et efficacement la difficile politique de redressement qui demain s'imposera à nous. Nous ne pourrons l'assumer qu'à la condition que cette union soit véritablement sans faille ».

M. Doubin (MRG) : cohabitation sans socialistes

M. François Doubin, président du MRG, qui s'exprimait devant le congrès des jeunes de son mouvement, dimanche 17 novembre, à Blois, a affirmé : « Si je continue à voir dans M. François Mitterrand le seul rassembleur possible de la France, je n'exclus pas la possibilité d'une cohabitation avec l'opposition, même sans le Parti socialiste, dans la mesure où le président de la République aura été libre de choisir son premier ministre. »

M. Marchais : pas de sanctions contre M. Juquin

M. Georges Marchais a déclaré, le dimanche 17 novembre, au « Grand Jury-le Monde », *que le livre de M. Pierre Juquin,* Autocritiques, *contient des* « contre vérités évidentes » *et qu'il* « est très en retard sur des avancées que le parti a faites au cours de ces dernières années ». *Le secrétaire général du PCF a ajouté :* « Nous ne sommes pas des coupeurs de têtes. Nous sommes suffisamment forts pour supporter *(...)* au comité central trois camarades qui n'ont pas voté le document *[du congrès]*. *(...)* D'ailleurs, nous n'avons pas le pouvoir de les enlever, car ils ont été élus par le congrès. *(...)* Il n'y aura donc pas de sanctions. »

M. Millon (UDF) : abstention

M. Charles Millon, député UDF de l'Ain (barriste), a affirmé, dimanche 17 novembre, au « Club de la presse d'Europe 1 » qu'il n'y aura plus de « cohabitationnistes militants » *dans l'opposition au terme de la campagne législative. M. Millon a indiqué qu'il s'abstiendrait si un gouvernement de cohabition demandait la* « confiance » *après la victoire de l'actuelle opposition. Il s'est prononcé pour le rétablissement de la peine de mort et de la Cour de sûreté de l'Etat ainsi que pour le non-remboursement de l'interruption volontaire de grossesse par la Sécurité sociale.*

POLITIQUE

Les écrits de Charles de Gaulle

(Suite de la première page)

Malgré la situation à Alger qui l'absorbe, de Gaulle se préoccupe de l'affectation de son gendre à l'état-major, remercie des écrivains ou des journalistes comme Pierre Boutang, Jean Dutourd ou Hubert Beuve-Méry, et écrit à Pie XII : *« En toute piété, j'appelle son soutien spirituel sur mon action et lui demande de bénir la France. »* Enigmatique, il écrit à Gaston Palewski, ambassadeur à Rome : *« Tout va très vite, tout s'enchevêtre, mais nous pouvons de nouveau avoir une politique. »* A sa fille, Mme Elizabeth de Boissieu qu'il vouvoie, alors qu'il tutoie son fils, qu'il appelle *« mon vieux garçon »*, il parle surtout de ses Mémoires qu'elle tape à la machine.

Au même moment, le général s'inquiète à plusieurs reprises des tortures pratiquées en Algérie et demande des sanctions. A M. Jacques Soustelle, qui échappe le 15 septembre à un attentat du FLN, il écrit : *« Vous êtes passé entre les balles. C'est que le destin ou la Providence en avaient ainsi décidé. »* Deux jours après, il adresse au président Eisenhower le célèbre mémorandum consacré à *« l'organisation de la défense du monde libre »*. Le même jour, il raconte à sa fille la visite d'Adenauer à Colombey, où *« Maman a tout parfaitement arrangé »* mais où il trouve que les deux servantes *« auraient gagné à être renforcées pour servir à table »*.

On apprend aussi qu'à cette époque de Gaulle a reçu le leader marocain Ben Barka et qu'il a été fort irrité des déclarations faites ensuite par celui-ci, qu'il qualifie de *« personnage dénué de véracité »*.

Installé à l'Elysée comme président de la République, le général s'intéresse aussitôt au sort de ces prédécesseurs (Auriol et Coty). Il demande au premier ministre, le 29 janvier 1959, de veiller à ce qu'ils disposent *« d'un appartement avec une personne chargée de leur entretien, d'une voiture et d'un chauffeur et d'une secrétaire. »*

Les secteurs réservés

De multiples notes et instructions à M. Michel Debré permettent de mieux comprendre la méthode de gouvernement du nouveau président et de faire justice de la notion de « domaine réservé » dont M. Chaban-Delmas inventera la formulation en décembre 1959.

Le chef de l'Etat tient en effet le premier ministre au courant de toutes ses initiatives en matière algérienne, militaire ou diplomatique. Il lui donne fréquemment des indications pour agir, des conseils pour son comportement, comme le 13 octobre où il lui écrit : *« Le gouvernement, c'est-à-dire vous, doit se montrer comme celui qui conduit, non pas comme celui qui est conduit (...) Il est bon que nul ne s'y trompe. »* C'est M. Debré aussi qui est chargé de sanctionner le général Massu avant la semaine des barricades en janvier 1960. En réalité de Gaulle associe le premier ministre à toutes les affaires traitées directement par lui. Il le précise ainsi le 8 février 1960 : *« Je vous demande de n'avoir aucun scrupule à m'en entretenir ou à m'en écrire personnellement et directement, d'une manière normale et en quelque sorte organique. »*

Alors que la France vient de faire exploser sa première bombe atomique, le général décrit, dans une lettre à son fils, le 19 juillet 1960, les tensions du monde, où *« on ne pense plus qu'aux bombes »* même si on ne les lance pas, et il ajoute : *« J'ai hâte que nous soyons, nous aussi, en mesure d'en avoir et, s'il le faut, nous en servir. C'est triste mais c'est nécessaire. »* Il indique aussi que, d'ici cinq ans, *« il faudra que l'Algérie ait cessé de nous lier plus ou moins les mains »*. On est en pleine époque de l'« Algérie algérienne » associée à la France, qui est alors la solution préconisée par de Gaulle. Les textes des allocutions prononcées par le général lors de son dernier voyage en Algérie, en décembre 1960, auraient mérité d'être éclairés par les violentes réactions de la population française face aux exactions d'un FLN qui se sentait encouragé par de Gaulle. Cette tension aboutira, en avril 1961, au « putsch des généraux », qui précipitera la fin de l'Algérie française. Dans cette saga gaullienne le suspense est ainsi maintenu.

ANDRÉ PASSERON.

★ *Charles de Gaulle : lettres, notes et carnets juin 1958-décembre 1960.* Plon, 519 p., 130 F.

AINSI PARLERAIT DE GAULLE

La fidélité gaulliste d'André Astoux est attestée par toute une carrière commencée à vingt-deux ans en 1941 dans la Résistance, aussitôt après l'école navale. Elle s'est complétée par une réflexion en profondeur sur la philosophie du pouvoir selon de Gaulle.

Au terme de celle-ci, une sorte de symbiose s'est opérée. Et pour mieux la traduire, André Astoux, un beau jour du printemps 1985, s'est assis dans un fauteuil du général à Colombey et a accordé audience à son ancien compagnon.

Cette interview *post-mortem* pourra paraître iconoclaste à ceux qui se refusent à faire parler de Gaulle. Et pourtant tout ce qu'écrit le faux de Gaulle est plausible quant au fond. Les jugements que porterait aujourd'hui le général sur le monde et les institutions, sur la politique et sur les hommes sont vraisemblables.

L'imitation dans la forme est parfois si parfaite qu'on en vient à regretter de ne pas entendre aussi la célèbre voix.

A. P.

★ André Astoux. *Eh bien, mon cher et vieux pays !...* Lieu commun, 261 p., 95 F.

SITUATIONS 86

Confusion tous azimuts en Haute-Corse

De notre correspondant

Bastia. – Conflit interne au RPR, tension et dissidence au PC, insatisfaction au PS, la préparation passablement agitée des élections législatives et régionales en Haute-Corse contraste singulièrement avec le calme relatif perceptible en Corse-du-Sud. Malgré l'apprentissage de la proportionnelle à travers les deux élections de l'Assemblée de Corse en août 1982 et août 1984, l'instauration du cadre départemental – et non plus régional – n'a pas simplifié les choses.

Prenons d'abord le cas du RPR : il manque dans le Nord un leader incontesté, comme l'est M. Jean-Paul de Rocca Serra, député et maire de Porto-Vecchio, dans le Sud. Deux candidats à la candidature se disputent l'investiture du mouvement : M. Pierre Pasquini, maire de L'Ile-Rousse, ancien député, et M. Jean Colonna, maire de Corte.

La candidature de M. Pasquini, retenue par le comité d'investiture, a été suspendue par le comité central du RPR lors de sa réunion du 19 octobre dernier, et depuis, cette date, les relais chiraquiens de l'île attendent la décision de Paris, reportée de semaine en semaine. Ce retard, mal compris par la base, engendre de multiples initiatives qui visent toutes à convaincre les responsables RPR de choisir M. Colonna contre M. Pasquini. Le premier a le soutien d'une partie des « grands électeurs » que sont les maires et les conseillers généraux ou régionaux. Ces manœuvres sont dénoncées par l'appareil local du RPR, qui y voit une stratégie désordonnée et peu orthodoxe pour forcer la main de Paris.

Du côté de l'UDF, en revanche, le choix est fait : c'est M. Jean Baggioni, maire de Ville-di-Pietrabugno, qui a été officiellement désigné. La bataille que se livrent RPR et UDF en Haute-Corse est d'abord celle du leadership de la droite, après la disparition de Pierre-Paul Giacomi (RPR), qui n'était guère contesté.

Scission au PC

A gauche, le PC connaît les affres de la division. Si le choix de M. Alphonse Tamburini, conseiller municipal de Bastia, pour conduire la liste communiste aux législatives n'a pas connu d'opposition, en revanche, celui de la tête de liste aux régionales provoque une véritable cassure au sein de la fédération. C'est M. Michel Stefani, employé de l'entreprise Semenia (qui fabrique des machines à vendanger), et militant CGT, qui conduira la liste. Il symbolise, pour ses détracteurs, un glissement ouvriériste sans véritable retombée électorale.

A l'inverse, pour ses partisans, c'est à travers lui que s'exprime la volonté de reconstruire un Parti communiste dégagé des entraves clientélaires, plus autonome vis-à-vis du MRG local. M. Vincent Duriani, adjoint au maire de Bastia, a d'ailleurs quitté le PCF pour protester contre la nouvelle ligne du parti. Une liste dissidente aux régionales est en préparation, elle regroupera plusieurs élus importants du PCF.

La continuité familiale

Seul parti au beau fixe à gauche : le MRG. Il a renouvelé ses candidats, mais dans la continuité familiale. A M. Emile Zuccarelli, fils de M. Jean Zuccarelli, actuel député et maire de Bastia, l'investiture pour les législatives, à M. Paul Giacobbi, fils de M. François Giacobbi, sénateur, président du conseil général, la liste MRG aux régionales. Les autonomistes de l'Union du peuple corse ont ironisé sur *« la donation de la Corse entre vifs ou la dynastie héréditaire et absolue du clan »*.

Le PS, qui avait choisi de présenter des listes autonomes, se voit contraint de céder la place aux législatives, à condition que l'accord national PS-MRG soit conclu. M. Jean Motroni, premier secrétaire de la fédération et tête de liste aux législatives, a décidé de déposer une demande d'exception pour la Haute-Corse afin de pouvoir rester en lice. Mais Paris ne semble guère disposé à lui accorder cette autorisation. Quelle sera alors la réaction des militants socialistes, contraints de soutenir le MRG sans contrepartie ? Pour le moment, le PS local évite de dramatiser la situation, mais fustige sans ménagement l'*« incompréhension parisienne »*.

Du côté nationaliste, enfin, on s'interroge sur la possibilité de présenter des listes communes, dans les deux départements, avec les autonomistes. Cette éventualité se précise, mais la décision finale n'interviendra qu'au début du mois de décembre. Les deux partis hésitent à s'engager dans le combat législatif : ils ne se sentent pas concernés par ces élections *« typiquement françaises »* mais ne peuvent pas ignorer l'intérêt tactique d'être présents aux deux scrutins du 16 mars.

DOMINIQUE ANTONI.

UN CANDIDAT BEUR A MARSEILLE

« J'existe, donc je vote ! »

Camel Adjina ne manque pas d'un certain courage. Depuis qu'il a annoncé, voici deux mois, son intention d'être le candidat des enfants d'immigrés dans les Bouches-du-Rhône, en mars prochain, il affirme avoir été agressé par trois fois en pleine rue à Marseille. Cela n'a pas suffi à l'intimider ni à mettre en doute sa conviction. L'insertion de la communauté maghrébine passe par la citoyenneté et donc l'exercice du droit de vote. Selon lui, le département des Bouches-du-Rhône compte 115 000 Français majeurs d'origine maghrébine (sur 820 000 votants).

M. Adjina constate cependant avec amertume qu'à peine un quart de ses électeurs potentiels sont réellement inscrits sur les listes électorales. Sa campagne a donc débuté par une incitation au réflexe civique sur le thème *« J'existe, donc je vote. »* Les jeunes de la seconde génération, souvent dégoûtés par le jeu électoral classique, devraient se sentir davantage concernés par la présence d'un des leurs dans la course, espère le candidat marseillais. Sur le fond, Camel Adjina veut obtenir la reconnaissance d'une *« minorité nationale maghrébine »* composée de *« citoyens responsables et fervents démocrates, qui, contrairement à certains excités d'extrême droite, ne menacent nullement la paix civile »*.

Il propose une série de mesures sur l'éducation, la formation professionnelle et le logement. Lui-même, chargé de mission au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et militant du Parti socialiste jusqu'à une date récente, il dénonce les hommes politiques qui, à Marseille, ont fait du thème de l'immigration leur *« fonds de commerce »* et affirme être déçu par l'action du gouvernement. Sa liste, non encore totalement publiée, comprendra notamment des sympathisants socialistes, des militants, maghrébins ou non, de la deuxième, troisième ou énième génération qui revendiquent en commun l'égalité des droits et des devoirs en tant que citoyens français.

PHILIPPE BERNARD.

DANS L'OISE

LE CANDIDAT DU FRONT NATIONAL N'ÉTAIT PAS DÉTENTEUR DE LA CROIX DE COMPAGNON DE LA LIBÉRATION

Beauvais. – Maire de Vauciennes (Oise), candidat du Front national aux élections cantonales de mars 1985, M. Georges de Comois se prétendait détenteur de la croix des compagnons de la Libération. Il le fit même inscrire sur la profession de foi qu'il distribua aux électeurs. Or son nom ne figurait ni sur l'annuaire ni sur les fichiers des compagnons de la Libération. Selon Raymond Zerline, ex-membre de l'UMRAC (Unité des mutilés réformés et anciens combattants) de l'Oise, qui dénonçait le fait, il s'agissait d'une *« imposture pure et simple »*. M. Zerline avait signalé l'« affaire » au président de l'UMRAC. Ne recevant aucune réponse, il a décidé de quitter l'association.

Secrétaire général de la chancellerie de l'ordre de la Libération, Jules Muracciole a confirmé par écrit que Georges de Comois n'était pas détenteur de la fameuse croix.

Pour sa défense, le maire de Vauciennes, qui a quitté les rangs du RPR pour ceux du Front national, a fait savoir qu'il s'agissait d'une erreur d'imprimerie...

P. L.

POLITIQUE

SITUATIONS 86

MANCHE : la fédération socialiste réaffirme son hostilité au « parachutage » de M. Olivier Stirn

De notre correspondant

Réunis samedi 16 novembre à Saint-Lô, les membres de la commission exécutive socialiste de la Manche ont décidé de maintenir *« leur »* liste, passant outre à la décision des instances nationales du PS, qui souhaitent imposer M. Olivier Stirn (*le Monde* du 22 octobre).

En majorité rocardienne, la fédération de la Manche a choisi pour chef de file le jeune maire socialiste de Cherbourg, M. Jean-Pierre Godefroy, qui se réclame du CERES. Le maire de Cherbourg aura comme principaux colistiers MM. Guy Pourier, secrétaire fédéral, et Jean Lerouvreur, président de la communauté urbaine.

« On ne peut construire la démocratie si on ne la respecte pas », ont déclaré les trois hommes en faisant allusion à la crise qui couve depuis quatre mois entre eux et Paris, à propos de la candidature de M. Stirn. *« Le Parti socialiste a réussi à s'implanter dans l'Ouest, mais ce sont les militants qui ont fait le travail : un parachutage indésirable n'est pas la meilleure façon de conserver l'acquis. »*

M. Godefroy avait déjà convoqué la presse pour faire le point au lendemain de la convention nationale du PS. Réagissant brutalement à la suite de l'appel téléphonique de M. Stirn qui lui annonçait sa prochaine venue à Cherbourg, où il cherche un appartement, M. Godefroy avait alors affirmé son accord avec M. Lionel Jospin quant aux *finalités de la campagne des législatives*, mais expliqué tout ce qui le séparait de l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, déclarant notamment : *« Je n'ai pas besoin d'un homme providentiel pour défendre ma ville, et la fédération de la Manche ne peut accepter de faire campagne pour Stirn, sous peine d'avoir à réussir un véritable numéro d'illusionisme. »*

De sa mairie de Vire (Calvados), où il n'a reçu à ce jour qu'un maigre soutien des socialistes de la Manche (1), M. Stirn a pris acte d'une décision qu'il qualifie de dissidente ce que contestent ceux qui l'ont prise. Il affirme qu'il ira jusqu'au bout de sa démarche mais ne révèle pas encore l'identité des *« personnalités authentiquement socialistes et réformistes »* qui pourraient figurer sur sa propre liste.

RENÉ MOIRAND.

(1) Essentiellement M. Louis Darinot, député sortant, qui accepterait de figurer en numéro deux (c'est-à-dire en position non éligible) ; Mme Jacqueline Lepesant, déléguée à la condition féminine à la préfecture de la Manche ; et l'écrivain Gilles Perrault, auteur d'une lettre ouverte en faveur de la candidature Stirn dans la presse locale.

DOUBS : Mme Bouchardeau bien accueillie par le PS

(De notre correspondant.)

Le parachutage de Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, dans le Doubs a été bien accepté par les socialistes de ce département. De nombreux militants opposés à la candidature de M. Guy Bèche, député sortant, président du district urbain du pays de Montbéliard, appelaient secrètement de leurs vœux ce parachutage, espérant que le ministre de l'environnement prendrait la tête de liste.

Le député sortant, qui est un ami de longue date de M. Pierre Joxe et qui avait trouvé dans le Doubs des alliés pour s'opposer à une éventuelle arrivée de M. Raymond Forni (ancien député PS du Territoire de Belfort) dans ce département, reste en tête de la liste.

En plaçant Mme Bouchardeau en seconde position (à la place de M. Michel Mercadié, délégué régional du PS en Franche-Comté), les instances du parti espèrent que sa présence apportera suffisamment de voix à la liste pour assurer deux sièges de député aux socialistes.

Les « verts », tout en rappelant qu'*« avant 1981 Mme Bouchardeau était proche des luttes écologistes »*, notent qu'*« elle soutient directement un gouvernement qui coule les bateaux écologistes et continue les essais nucléaires, lance le surgénérateur de Malville et refuse le partage du travail »*.

CL. F.

Deux élections cantonales

ARDENNES : canton de Carignan (2e tour).

Ins., 7 577 ; vot. 5 053 ; suff. exp., 4 885. MM. Marchet, un. opp., 2 851, *ELU* ; Rambourg, PS, 2 034.

[M. Marchet, candidat de l'opposition, l'a emporté au second tour de cette élection partielle destinée à remplacer Henri Vin, RPR, décédé en septembre dernier. Cadre, dirigeant d'une entreprise, qui possède deux unités de production dans le département, dont une à Carignan, M. Marchet était en ballottage favorable à l'issue du premier tour de ce scrutin. Il a été élu au second tour avec une confortable avance (817 voix) sur son adversaire socialiste, M. Michel Rambourg. Ce dernier, maire de Carignan, a même été battu dans sa commune, recueillant 699 voix contre 875 à M. Marchet.

Les tentatives de mobilisation des électeurs de gauche se sont révélées vaines, dans cette région qui souffre depuis quatre ans d'un fort taux de chômage. Et la visite éclair de M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, venu soutenir, le 14 novembre, la candidature de M. Rambourg, n'a pas pesé dans la balance. La plus forte participation des électeurs au second tour a profité à M. Marchet, qui a également bénéficié d'un bon report des voix qui s'étaient portées sur le candidat du Front national au premier tour.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : ins., 7 584 ; vot., 4 763 ; suff. exp., 4 606. MM. Marchet, 2 235 ; Rambourg, 1 273 ; Pierret, PC, 781 ; Aubert, FN, 317.]

INDRE-ET-LOIRE : canton de Saint-Maure-de-Touraine (1er tour)

Ins., 7 595; vot., 4 653; suff. expr., 4 550. MM. Dufour, div. opp., m. de Sainte-Maure, 1 909; Savoie, div. opp., 1 259; Grison, PS, 700; Sienety, div. opp., 383; Mme Blanchet, PC, 299. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de remplacer Robert Guignard, div. opp., ancien maire de Sainte-Maure et ancien vice-président du conseil général, décédé au mois de septembre. Conseiller général depuis 1970, Robert Guignard avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1982 avec 3 685 voix contre 1 652 à M. Grison (PS) et 382 à Mme Blanchet (PC) pour 5 719 suffrages exprimés, 5 881 votants. Il y avait 7 647 électeurs inscrits.

M. Dufour, successeur de Robert Guignard à la mairie de Sainte-Maure, est arrivé en tête du premier tour de ce scrutin partiel avec 41,85 % des suffrages exprimés. Il affrontera au second tour, un autre candidat de l'opposition, M. Savoie, PDG d'une entreprise de travaux publics et maire de Pouzay, puisque aucun des candidats de la gauche n'a franchi la barre des 10 % des inscrits. Si la candidate du PC a réalisé un score tout à fait comparable à celui de mars 1982 (6,57 % au lieu de 6,67 %), il n'en va pas de même pour le candidat du PS, qui a recueilli 15,38 % des suffrages alors qu'il en avait obtenu 28,88 % au précédent scrutin.]

LA POLÉMIQUE SUR L'IMMIGRATION

M. Lang « conjure » l'opposition de ne pas faire du racisme « un argument électoral »

M. Jack Lang, ministre de la culture, invité de l'émission « Face à la 3 », sur FR3, le vendredi 15 novembre, a déclaré que *« sur beaucoup de dossiers, il serait préférable de laisser les querelles au vestiaire »*, mais qu'il lui serait impossible de *« cohabiter avec des gens qui pactisent avec le racisme »*.

« L'excommunication n'est pas de notre côté, a dit M. Lang. *Je souhaite que l'on puisse constituer une majorité de travail solide et large, mais, en même temps, ne cultivons pas les illusions. Si les idées proposés par M. Chirac l'emportaient, cela voudrait dire (...) que l'action que je mène serait détruite. Je ne peux l'accepter. Il faut bien, à un moment donné, que l'on choisisse. »*

Le ministre de la culture a lancé un appel à l'opposition en la *« conjurant »* de ne pas utiliser la question de l'immigration comme *« un argument électoral »*. Sur ce point, la cohabitation est à son avis impossible, excepté avec des personnalités comme Mme Simone Veil et M. Bernard Stasi. M. Lang a, pour sa part, prononcé un vibrant plaidoyer en faveur de la *« coexistence des cultures »*. Selon le ministre, ou bien on renvoie les Maghrébins chez eux, avec les conséquences que cela aurait pour la *« réputation française »* et sur les accords économiques avec les pays arabes... ou bien *« les immigrés sont traités humainement »*, et l'on cherche *« des solutions raisonnables pour qu'ils puissent s'intégrer à la société française »*.

M. Lang s'est déclaré en faveur du droit de vote des immigrés aux élections locales, tout en indiquant que, sur ces questions, *« l'on ne peut brutalement infliger une solution dont le pays ne voudrait pas »*.

● *M. Mitterrand chez les philosophes.* — Le président de la République s'est rendu, samedi 16 novembre, en Haute-Marne, où il a visité la maison natale de Diderot à Langres et le château de Cirey-sur-Blaise, où a habité Voltaire. M. Mitterrand était accompagné par M. et Mme Robert Badinter.







هكذا من الأصل

société

RELIGION

Jean-Paul II en Inde du 1er au 10 février

Le Vatican a confirmé, le 16 novembre, une visite du pape en Inde à partir du 1er février 1986. Jean-Paul II se rendrait dans une dizaine de villes, notamment dans deux Etats — le Kerala et le Tamil-Nadu — où sont concentrés les douze millions de catholiques indiens. Ce sera son vingt-neuvième voyage à l'étranger et son troisième en Asie.

Mgr Lefebvre tend la main à l'extrême droite

A Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, Mgr Lefebvre a célébré, le dimanche 17 novembre, une messe traditionnaliste dans la propriété d'une famille « béké ». L'évêque du diocèse avait fait lire dans les *églises une lettre mettant en garde contre cette initiative.* Des responsables locaux du Front national, selon des témoignages recueillis par l'AFP, auraient participé à l'organisation de cette visite. Déjà, Mgr Lefebvre, le 5 novembre dernier, dans une interview au *Secolo*, quotidien du Mouvement social italien (extrême droite), avait déclaré qu'il conseillerait aux catholiques français de voter Le Pen, avant d'ajouter : *« Mon idéal est un gouvernement qui applique les vrais principes catholiques, comme Franco et Salazar. »* Président de la conférence épiscopale française, Mgr Jean Vilnet, a répondu que le fondateur *d'Ecône en était arrivé,* avec l'extrême droite, à un *« degré de collusion inadmissible ».*

Béatification d'une religieuse libanaise

Au cours des cérémonies marquant dimanche 17 novembre, à Rome, la béatification de la Sœur libanaise *maronite* Rafka (1832-1914), Jean-Paul II a souhaité que les Libanais *« trouvent dans cette forte femme qui a tant souffert et n'a jamais fait souffrir, un encouragement à avancer sur les chemins du pardon et de la paix ».* Quelques deux mille Libanais dont la femme et la fille du président Gemayel et des députés de toutes les confessions assistaient aux cérémonies.

Le procès informatif de la béatification de Sœur Rafka avait commencé en 1926 après les première guérisons miraculeuses de *malades survenues sur sa tombe à Saint-Joseph-de-Jerabta au Mont-*Liban. Dès la fin du siècle dernier, une aura de sainteté avait entouré Sœur Rafka à cause de son stoïcisme devant ses nombreuses souffrances physiques dont la cécité. De son vrai nom Boutrossieh Rayes El-Chobok, Sœur Rafka avait eu auparavant une vie très active, ouvrière dans une filature puis enseignante. Elle avait sauvé plusieurs enfants au cours des massacres de chrétiens commis au Chopouf par les Druzes en 1860. La *« sainte thérès de Lisieux du Liban »* appartenait à l'Ordre maronite.

PARIS

La prostitution dans le collimateur

Sur les mille six cent électeurs du quartier Bonne-Nouvelle (soit la moitié du deuxième arrondissement de Paris) qui ont répondu au référendum lancé par le maire, M. Alain Dumait (UDF), sur la prostitution et ses nuisances (*le Monde* du 23 octobre) plus de 91 % ont répondu *qu'ils étaient « gênés » ou « très gênés » par ce type de « commerce ».* Fort de cet appui M. Dumait va demander à la police de *« mettre tout en œuvre »* pour limiter la prostitution, le racolage et le proxénétisme dans le secteur de la rue Saint-Denis, quartier chaud de la capitale où travaillent, estime-t-on, deux mille prostituées. *« Je ne m'attaque pas au principe du plus vieux métier du monde,* précise le maire du deuxième arrondissement, *mais à ses nuisances grandissantes. Il faut que la loi, qui réprime le racolage et le proxénétisme, soit appliquée. »*

ÉDUCATION

Les épreuves du brevet des collèges

Tous les élèves de troisième passeront en 1986 le nouveau « brevet des collèges ». Un arrêté publié au *Journal officiel* du 15 novembre précise la nature des trois épreuves écrites obligatoires (français, mathématiques, histoire et géographie) de cet examen. Celle de français, d'une durée de trois heures (coefficient quatre) comprend un dictée et des questions de grammaire, de vocabulaire et de compréhension sur un texte qui donne ensuite lieu à une rédaction choisié parmi deux sujets (dont un d'imagination). En mathématiques (coefficient quatre) et en histoire et géographie (coefficient deux), en série d'exercices *portant sur le programme de troisième sont proposés aux* élèves. Pour chaque épreuve, l'orthographe et la présentation interviennent dans la notation. Dans les autres disciplines, les résultats obtenus au cours de l'année scolaire sont pris en compte.

ESPACE

Bientôt un vol soviéto-syrien

Un Syrien participera prochainement à un vol spatial à bord d'un vaisseau soviétique. Les deux cosmonautes qui ont été retenus pour ce vol préparent déjà leur mission à la Cité des étoiles, où ont été entraînés avant eux des cosmonautes de tous les pays du pacte de Varsovie, ainsi que des ressortissants cubains, mongols, vietnamiens, français et indiens. Bien que la date de ce vol soviéto-syrien n'ait pas été précisée par l'agence Tass, il y a tout lieu de croire que cette mission, comme celles qui l'ont précédée, donnera lieu à un vol d'une semaine environ à bord de la station orbitale Saliout avec mise en œuvre de certaines expériences scientifiques préparées par les Syriens.

CONSÉQUENCE DE L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

Une convention d'extradition signée en 1957 va être ratifiée par le gouvernement français

Près de trente ans après l'avoir signée, la France s'apprête à ratifier une convention d'extradition qui évitera des mésaventures comme celle qu'elle vient de connaître avec deux des ravisseurs du brasseur néerlandais Alfred Heineken : l'impossibilité de livrer des malfaiteurs aux Pays-Bas, sous prétexte que la convention d'extradition entre les deux pays ne prévoit pas le crime de séquestration.

Près de trente ans séparent cette prochaine ratification de la signature à Strasbourg, en 1957, par M. Maurice Faure, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, de cette convention d'extradition, aujourd'hui en vigueur entre les pays membres du Conseil de l'Europe.

Pourquoi une aussi longue attente ? Pour une raison simple, qui figure à l'article 11 : la possibilité pour les Etats abolitionnistes de refuser aux pays où la peine de mort est en vigueur l'extradition des malfaiteurs passibles d'une telle peine. Tant que la France n'avait pas renoncé à l'usage de la guillotine, la ratification de cette convention était embarrassante.

Après avoir quelque peu tardé lui aussi, le gouvernement socialiste s'apprête à adopter, au cours du prochain conseil des ministres, la loi ratifiant cette convention, qui sera ensuite soumise au Parlement. L'imbroglio juridique de l'affaire Heineken montre bien qu'il est nécessaire de procéder à cette ratification. Avec les Pays-Bas, la France est liée par une convention bilatérale qui remonte à 1895 et qui permet l'extradition des étrangers coupables d'avortement ou de bigamie, mais pas des trafiquants de drogue ou des auteurs d'enlèvements.

Sans doute les ravisseurs du « roi Albert » seront-ils quand même livrés aux Pays-Bas, mais ils ne pourront y être jugés que pour menaces de mort par écrit et sous condition, seule infraction prévue dans leur cas par cette convention (*le Monde* du 13 novembre). L'accord avec les Pays-Bas n'est pas le seul à être devenu obsolète. Avec sept de ses principaux partenaires, la France est liée par des conventions remontant à la fin du dix-neuvième siècle ou au début du vingtième : une remise à jour devenait impérative.

A la différence de ces « vieilles » conventions, l'accord que la France est sur le point de ratifier n'énumère pas les crimes et délits pouvant entraîner l'extradition de leurs auteurs. Sage précaution : avec ce système des listes, il y a toujours un risque d'oubli. De manière plus réaliste, *cet accord prévoit que les Etats* doivent livrer aux pays qui le réclament des malfaiteurs passibles d'au moins un an d'emprisonnement.

Cette loi de ratification promulguée, la France sera liée par cet accord les vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe, à l'exception du Royaume-Uni, de Malte, de la Belgique et de l'Islande. Deux autres pays non membres de cette organisation sont également parties à cette convention, Israël et la Finlande.

Réserves

Si le gouvernement de M. Laurent Fabius accepte de lier ainsi la France à ses voisins, c'est que cette *convention européenne d'extradition* interdit de livrer aux pays qui en feraient la demande les auteurs d'infractions politiques. Un principe auquel les socialistes sont très attachés mais qui, dans cette convention, souffre une exception : l'attentat contre le chef de l'Etat ou un membre de sa famille, une exception que l'on retrouve dans la plupart des conventions d'extradition récentes.

Une exception cependant que la France déclarerait nulle et non avenue au moment de la ratification, ne voulant pas être obligée d'extrader les auteurs d'un attentat contre un dictateur, tel que l'Europe en a connu et pourrait à nouveau en connaître.

Beaucoup de conventions prévoient la possibilité pour les Etats signataires d'émettre de telles réserves au moment de la ratification : une manière pour ces Etats d'infléchir des textes qui ne leur *conviennent qu'à moitié et qui* constituent un privilège de l'exécutif dont le Parlement n'a pas à connaître au moment de la ratification.

Les Etats signataires se disent que les autres réserves dont la France pourrait faire état porteraient sur le quantum de la peine donnant lieu à extradition : la France juge la barre de un an d'emprisonnement un peu basse et préférerait la placer à deux ans. Le gouvernement proclamerait aussi son refus de livrer quiconque à un pays où des lois d'exception sont en vigueur sans que cela soit dit. C'est la Turquie qui est visée ici au premier chef.

BERTRAND LE GENDRE.

SCIENCES

Génie génétique et agriculture

BACTÉRIES EN PLEIN CHAMP

L'Agence de protection de l'environnement américaine vient, pour la première fois, d'autoriser une entreprise à tester en plein champ l'action de bactéries au patrimoine génétique modifié par l'homme. Il s'agit dans ce cas précis de bactéries « brise-glace », manipulées par les chercheurs de la firme californienne Genetic Scientists Inc d'Oakland, dans le but de lutter contre la destruction des fraisiers par le gel printanier (1).

La décision de l'organisme gouvernemental met fin — pour l'instant du moins — à la très vive polémique qui oppose depuis plus d'un an les adversaires du génie génétique et les spécialistes des biotechnologies végétales. Les premiers, et notamment *leur très actif chef de file,* M. Jeremy Rifkin, s'opposent aux expérimentations des bactéries mutantes sur le terrain, estimant que ces microorganismes pourraient se disperser dans la nature et provoquer des changements importants de l'écosystème et du climat. A cela, les chercheurs répliquent que les espèces modifiées seraient très vite noyées dans la masse des espèces actives naturelles et qu'elles seraient donc détruites bien avant de pouvoir atteindre les nuages.

Attirées par les importants marchés potentiels qui s'ouvrent à elles (les pertes dues au gel sont estimées à quelque 25 milliards de francs par an aux Etats-Unis), plusieurs équipes universitaires et une trentaine d'entreprises industrielles travaillent actuellement sur les bactéries *mutantes* et les *plus avancées* d'entre elles insistaient pour pouvoir tester leurs « produits » hors des serres bien fermées. Elles semblent donc avoir gagné la bataille. Sous réserve toutefois que l'autorisation qui vient de leur être donnée ne soit pas contestée par un tribunal — comme ce fut le cas par le passé (*le Monde* daté 20-21 mai 1984) — ou par une autre instance administrative.

E. G.

(1) Certaines bactéries favorisent la formation de glaçons sur les végétaux et sont ainsi en partie responsables du gel des cultures. Cette constatation faite, des chercheurs ont entrepris de rendre inactives quelques unes de ces bactéries avec l'espoir que, lachées dans la nature, les espèces mutantes puissent entrer en compétition avec leurs « collègues » actives et gagner la bataille (*le Monde* du 7-8 octobre 1984).

LE PRÉSIDENT GIRESSE ET LA DÉFENSE

Une réaction du Syndicat des avocats de France

M. André Giresse, président de la première section de la cour d'assises de Paris qui avait annoncé le 13 novembre sa décision de quitter la magistrature en mettant en cause *« les avocats de la pègre qui font la loi dans les prétoires »,* (*le Monde* du 15 novembre), a confirmé et précisé son propos, dimanche 17 novembre, au journal de 13 heures de TF 1. Ces nouvelles déclarations ont entraîné une réaction du Syndicat des avocats de France (proche de la gauche) qui se déclare *« indigné ».*

Par ses déclarations à TF 1 M. Giresse a d'abord fait savoir que sa décision de quitter la magistrature était *« irréversible »* mais ne comprenait *« aucune arrière-pensée politique ».* Mais revenant sur l'obligation pour la cour d'assises de Paris de renvoyer une nouvelle fois le procès d'Amadeo Milone faute de la présence d'un défenseur, il a mis en cause *« un quarteron d'avocats influents, ceux du milieu, qui pèsent sur le cours de la justice ».* Il a même ajouté que, dans cette affaire, *« le bâtonnier de l'ordre des avocats avec l'autorité morale qu'impliquent ses fonctions s'est comporté en juge et partie ».*

Il a aussi fait état de *« pressions »* reçues au cours de sa carrière et particulièrement d'une *« contrainte psychologique »* lors du procès de l'affaire de Broglie. Enfin, il s'est déclaré partisan de la peine de mort dont *« l'abolition a été votée par la classe politique et l'intelligentsia, contre le peuple français ».*

Le Syndicat des avocats de France estime que cette déclaration fait *« un amalgame entre l'avocat et ses clients. »*

« Il n'y a pas, répond-il dans son communiqué, *la bonne défense des uns et la défense suspecte des autres ; il y a la défense. Attenter au rôle des avocats c'est attenter aux libertés. »*

De son côté Me Jean-Louis Pelletier, le défenseur de Milone, qui s'est senti personnellement visé par M. Giresse, n'exclut pas une action judiciaire. Mais il a précisé le 17 novembre, au journal de vingt heures de TF1 qu'il n'entreprendrait rien sans l'avis de Me guy Danet, bâtonnier en exercice, que le magistrat a aussi mis en cause.

Une proposition du SAF

MIEUX PROTÉGER LE SECRET PROFESSIONNEL DES AVOCATS

Le Syndicat des avocats de France (SAF, gauche) réclame une meilleure protection du secret professionnel. Il s'est ému, une nouvelle fois, au cours de son congrès annuel qui vient d'avoir lieu à Lille, de la perquisition ordonnée au cabinet de deux de ses adhérents toulousains, Mes Christian et Marie-Christine Etelin, par le juge d'instruction de Versailles, M. Guy Ripoll, chargé de l'enquête sur l'assassinat, le 25 janvier dernier, par Action directe, de l'ingénieur général René Audran, directeur des affaires internationales au ministère de la défense.

Le SAF estime que la protection du secret professionnel des avocats, *qui résulte d'une simple circulaire* et de quelques arrêts de la Cour de cassation, est insuffisante. Aussi a-t-il rédigé une proposition de loi destinée à renforcer cette protection. Ce texte prévoit que *« les perquisitions dans le cabinet d'un avocat, à son domicile ou sur sa personne ne peuvent avoir lieu hors la présence du bâtonnier ou de son délégataire, auquel est préalablement notifié par écrit l'objet de l'investigation. Celui-ci prend seul connaissance des pièces et les remet à l'autorité concernée, à l'exception de celles étrangères à l'objet de la recherche ».*

La *proposition de loi* ajoute qu'en dehors des cas prévus ci-dessus les autorités judiciaires ne peuvent, avoir accès aux dossiers des avocats. Si elles désirent néanmoins en avoir connaissance, ils doivent être placés sous scellés fermés *« en présence de leur détenteur et remis sans délai au bâtonnier du lieu de la saisie ou à son délégataire qui procède comme en matière de perquisition au cabinet d'un avocat ».*

LE KÉPI, C'EST FINI

Le képi, c'est fini. Depuis le vendredi 15 novembre, cinquante mille fonctionnaires de police des corps urbains de la police nationale, du gardien de la paix au gradé, arborent un nouvel uniforme. Conçue par le couturier Pierre Balmain, cette tenue se distingue de l'ancienne par l'abandon du képi et de la vareuse pour une casquette plate et un blouson. Les femmes policières portent un chapeau à bords relevés, du style hôtesse de l'air. Dans le courant 1986, une gabardine avec doublure amovible en tissu « aluminisé » devrait, pour les frimas, prendre la relève du manteau de drap.

Populaire parmi les fonctionnaires intéressés, cette révolution vestimentaire, *lancée par M. Gaston Defferre,* le prédécesseur de M. Joxe, place Beauvau répond, selon le ministère de l'intérieur, à une exigence fonctionnelle. *Avec son nouvel uniforme,* le policier est plus à l'aise dans ses mouvements ; l'arme est désormais laissée apparente *par le blouson,* crosse visible sur le côté droit de la ceinture ; la casquette, qui ne glisse pas par terre, comme le képi, en cas de bousculade, est compatible avec la hauteur de plafond des voitures de tourisme... Cependant, les objectifs recherchés sont aussi psychologiques : un « *look* » plus moderne et plus conquérant, qui en impose par l'apparence.

La mise en place des nouveaux uniformes, initialement annoncée pour le 1er octobre, a un mois et demi de retard, l'administration ayant mal maîtrisé les rythmes de production des dix entreprises chargées de leur confection (*le Monde* du 17 octobre). Paris et les départe*ments du nord de la Loire ont été* les premiers servis. Dans les semaines à venir, les soixante mille policiers des corps urbains seront tous revêtus du nouvel uniforme, puis les quelque quatorze mille CRS et les cinq mille agents de la police de l'air et des frontières (PAF).

● *« Les bonnes recettes » de M. Médecin.* — Après la parution de notre article « Les bonnes recettes de Jacques Médecin » dans *le Monde* du 6 novembre, M. Jean-Hugues Colonna, député (PS) des Alpes-Maritimes, nous prie de préciser : *« Je vous ai en effet déclaré à propos de Nice et de l'impact des « affaires » concernant M. Médecin que le délire chronique de persécution (complot socialiste) n'était qu'un prétexte ou une technique systématiquement utilisé par le maire pour faire passer ses déboires. J'ajoute que M. Médecin voudrait faire oublier que c'est aux Etats-Unis de Ronald Reagan et de son épouse qu'il a eu des problèmes et non à Paris ; que si c'est lui qui est mis en cause et non pas un autre homme politique, c'est parce que c'est lui qui a donné aux journalistes l'occasion de le faire ! »*

AU BARREAU DE PARIS

Des débats codés politiquement sur l'insécurité

Dans le débat sur l'insécurité, le barreau de Paris se veut au-dessus des passions partisanes. Son bâtonnier, Me Guy Danet, a insisté sur ce point en ouvrant le colloque que le conseil de l'ordre organisait, samedi 17 novembre, à l'hôtel Intercontinental sur le thème : « Violence, justice, sécurité ».

Au-dessus des passions, certes, mais pas sans opinion sur la politique de M. Badinter ni sur celle que s'apprête à mettre en œuvre l'opposition. Des magistrats, des élus, MM. Marc Becam (RPR) et Gilbert Bonnemaison (PS), ainsi que de nombreuses personnalités *avaient été* conviées à débattre de ce thème et, s'il ne s'est à peu près rien dit de nouveau sur ce sujet passablement rebattu, on voit mieux aujourd'hui la position qui pourrait être celle du barreau de Paris en cas de restauration pénale telle que l'a annoncée M. Jacques Chirac.

Avec ses quelque 5 500 avocats (un tiers de la profession), le barreau de Paris s'était mobilisé contre le *projet* « sécurité-et-liberté ». Qu'en sera-t-il demain ?

Son prochain bâtonnier, Me Mario Stasi, *qui prendra ses* fonctions le 1er janvier, fut membre de la commission qui prépara la *suppression des quartiers de* sécurité, ceux-là mêmes que M. Chirac et quelques autres souhaitent rétablir. Et certains membres du conseil de l'ordre, Me Michel Gout et Jean-René Farthouat, ont montré, lors des débats assez souvent codés politiquement de samedi, qu'ils *restaient attachés à une politique* pénale libérale : la répression certes, mais pas à n'importe quel prix, et surtout pas sans un volet de prévention. Ainsi, sans être de gauche, le barreau de Paris ne croit pas à l'efficacité d'une politique comme celle qui fut mise en œuvre par M. Alain Peyrefitte et reste *hostile* aux procédures et juridictions d'exception.

Me Jean-Marc Varaut a, du coup, été à peu près le seul à *défendre la philosophie* pénale qui sous-tendait la loi « sécurité et liberté ». Bien sûr, certains avocats parisiens partagent les *mêmes opinions que lui, mais ils* se font peu entendre, ce qui signifie que l'opposition doit s'attendre, de ce côté, à quelques *difficultés si elle entre*prend, de restaurer la Cour de sûreté de l'Etat, la loi anti-casseurs et les quartiers de sécurité, comme certains de ses dirigeants y aspirent.

B. L.G.

INFORMATIONS « SERVICES »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 15 novembre :

UN ARRÊTÉ

● Relatif aux épreuves de l'examen du brevet des collèges et aux modalités particulières de son attribution.

UNE ORDONNANCE

● Relative aux mesures destinées à remédier aux conséquences pour les personnes et pour les biens des événements survenus en Nouvelle-Calédonie depuis le 29 octobre 1984.

UNE DÉCISION

● Du 12 novembre 1985 portant nomination au conseil d'administration des sociétés nationales prévues au titre III de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 16 novembre :

UN ARRÊTÉ

● Concernant les dispositions relatives aux volumes nets des moûts de raisins partiellement fermentés *même mutés autrement qu'à* l'alcool, des moûts de raisins frais mutés à l'alcool (y compris les mistelles), des vins, des vins mousseux et des vins pétillants conditionnés en préemballages.

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 26 avril 1985 relatif à l'allocation au jeune enfant.

● Fixant la liste des espèces de poissons, de grenouilles et de crustacés suceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques.

UNE LISTE

● Complémentaire d'admission à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en 1985.

Sont parus au *Journal officiel* du dimanche 17 novembre :

DES DÉCRETS

● Approuvant le règlement du Conseil économique et social.

● Modifiant le décret du 22 décembre 1967 fixant les effectifs des magistrats de la Cour de cassation et du service de documentation et d'études de ladite Cour.

UN ARRÊTÉ

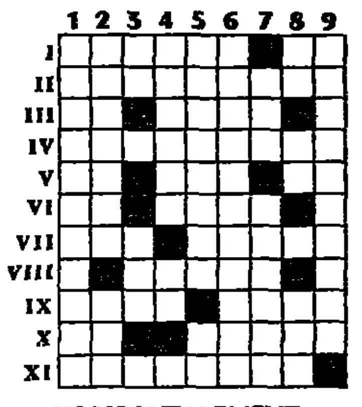
● Portant création d'un certificat d'études supérieures à l'Ecole nationale des ingénieurs des travaux agricoles de Bordeaux.

UNE DÉLIBÉRATION

● Portant recommandation relative aux modalités de collecte d'informations nominatives en milieu scolaire et dans l'ensemble du système de formation.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4099



HORIZONTALEMENT

I. Ne manquent pas d'envergure. Ton ou son. – II. Condamnent à casser des pierres. – III. En rente. Un peu d'eau... et le voilà gris ! – IV. Instrument à corne. – V. Mauvais point de chute. Base d'œuf. Coin de Champagne. – VI. Article. Autre nom du chervis. – VII. Petite partie de la couronne. Donna donc l'ordre de tirer. – VIII. Bon pour la vue ou mauvais pour la vision. – IX. Poison de Java et de Bornéo. Espèce d'apparition céleste. – X. Participe passé. Une sortie pleine d'agréments. – XI. Ont donc eu une addition des plus salées.

VERTICALEMENT

1. Gens de « maisons ». – 2. Passer la main ou forcer la main. Cogna fort. – 3. Un homme à l'étranger. La plus belle conquête d'Hitler. – 4. Théâtres de verdure situés en Argentine. Préposition. – 5. Foyer hollandais où il y avait souvent du tirage. Découvert. – 6. Appareil de pulvérisation. – 7. Si on le bisse, il devient une idole. Plutôt vif jadis, plutôt mou de nos jours. – 8. Personnel. « Tirées » du néant. Passés à la postérité. – 9. Calcul de richesse inhérent à tous les régimes.

Solution du problème n° 4098

Horizontalement

I. Fustanelles. Net. – II. Adultère. Rémora. – III. Bisa. Canardière. – IV. Un. Éboueur. Al. – V. Léto. Slip. Moins. – VI. Oc. Sérac. – VII. Tir. Al. Routier. – VIII. Esprit. Gap. In. – IX. Iules. Vitesse. – X. Râle. Uae. Rue. – XI. Sil. Ase. Nus. – XII Règle. Étroites. – XIII Al. Ar. Sûreté. – XIV Ténébrion. Paer. – XV Étaliers. Pensée.

Verticalement

1. Fabulateurs. Été. – 2. Udine. Is. Air. Et. – 3. Sus. Torpille. Na !. – 4. Tlaloc. Rue. Gaël. – 5. At. Ail. Alibi. – 6. Nécessiteuse. Ré. – 7. Érable. Air. – 8. Lenoir. Éros. – 9. Auparavent. – Erre. Copieurs. – 11. Sédum. Soupe. – 12. Miroitier. Iran. – 13. Noé. Insultées. – Errance. Se. Être. – 15. Taëls. Rée. Osé.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MARDI 19 NOVEMBRE

« Le palais de justice en activité », 14 h 30, métro Cité, côté Marché aux fleurs (M.-C. Lasnier).

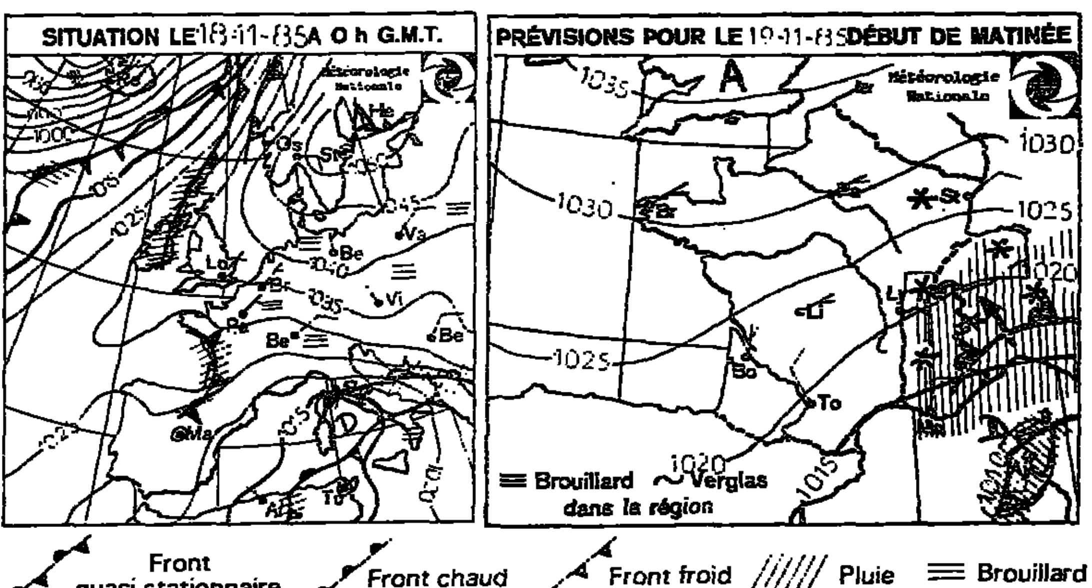
« Dans les ateliers d'un tourneur d'étain, fabrication, restauration », 15 heures, guichet métro Arts-et-Métiers (M. Ragueneau).

« La seule forêt du quinzième siècle à Belleville », 14 h 30, métro Belleville (M. Banassat).

« Tombeaux de musiciens à Montparnasse », 14 h 30, 3, boulevard Edgar-Quinet, (V. de Langlade).

« Versailles : promenade dans le quartier de Montreuil, de la paroisse Saint-Symphorien à l'Orangerie de Mme Elisabeth », 14 h 30, devant le portail central de l'église.

MÉTÉOROLOGIE



Front quasi stationnaire — Front chaud — Front froid — Pluie — Brouillard — Verglas — Neige — Averses — Vent fort — Occlusion

Evolution probable du temps en France entre le lundi 18 novembre à 0 heure et le mardi 19 novembre à 24 heures.

La perturbation neigeuse du Sud-Est remontera lentement à travers la moitié est du pays. Persistance du courant d'Est froid.

Mardi : Ciel nuageux et gris le matin sur toute la France. Chutes de neige à l'est du Rhône et jusqu'au Jura. Quelques bancs de *brouillard sur* la vallée de la Loire.

Températures en baisse en fin de nuit avec –5 à –8 degrés du Massif Central à l'Alsace, –2 à –3 degrés dans la plupart des régions, 0 à 2 degrés sur les côtes.

En cours de journée, ciel très nuageux et chutes de neige éparses sur la moitié est. Ces chutes de neige seront plus *fortes sur le Nord-Est et s'atténueront* par contre sur le Sud-Est.

Le vent de nord-est soufflera fort sur la Méditerranée. Sur la moitié ouest de belles éclaircies.

Les températures resteront en dessous de zéro sur l'Est, atteindront 2 à 5 degrés sur la moitié est, 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Il fera 4 à 7 degrés sur la moitié ouest.

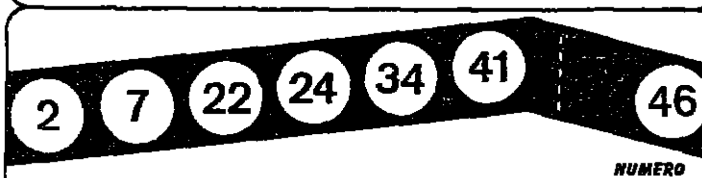
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 17 novembre, le second, le minimum de la nuit du 17 novembre au 18 novembre) : Ajaccio, 12 et 10 degrés ; Biarritz, 12 et 0 ; Bordeaux, 9 et 1 ; Bréhat, 12 et 6 ; Brest, 11 et 4 ; Cannes, 14 et 4 ; Cherbourg, 11 et 2 ; Clermont-Ferrand, 4 et –2 ; Dijon, 1 et –4 ; Dinard, 13 et 2 ; Embrun, 8 et 3 ; Grenoble-St-M.-H., 3 et 0 ; Grenoble-St-Geoirs, 3 et –2 ; La Rochelle, 11 et 0 ; Lille, 4 et –2 ; Limoges, 7 et –3 ; Lorient, 12 et 5 ; Lyon, 1 et –1 ; Marseille-Marignane, 10 et 2 ; Menton, (N.C.) ; Nancy, 0 et –4 ; Nantes, 10 et 1 ; Nice, 13 et 6 ; Nice-Ville, 14 (N.C.) ; Paris-Montsouris, 4 et –2 ; Paris-Orly, 4 et –2 ; Pau, 11 et 4 ; Perpignan, 13 et 6 ; Rennes, 8 et 1 ; Rouen, 4 et –3 ; Saint-Etienne, 3 et –3 ; Strasbourg, 1 et –3 ; Toulouse, 11 et 1 ; Tours, 7 et 3.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 12 ; Genève, 1 et –2 ; Lisbonne, 17 et 6 ; Londres, 6 et 2 ; *Madrid, 15 et 1 ; Rome, 10 et 9* ; Stockholm, 0 et –3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



TIRAGE DU SAMEDI 16 NOVEMBRE 1985



NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 20 NOVEMBRE 1985 ET SAMEDI 23 NOVEMBRE 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	3	2 421 020,00 F
5 BONS N° + complémentaire	33	102 710,00 F
5 BONS N°	991	10 745,00 F
4 BONS N°	75 274	140,00 F
3 BONS N°	1 565 342	10,00 F

BONUS DU SAMEDI 119 537

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE 10,00 F X 2 = 20,00 F

JEU GAGNANT N° 13

LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2			Equipe 1	Equipe 2	
1	GRAULHET	ROMANS	X N 2	9	TULLE	MONTAUBAN	X N 2
2	NARBONNE	BAGNERES	X N 2	10	TYROSSE	AGEN	1 N X
3	BOUCAU	BRIVE	X N 2	11	AURILLAC	LOURDES	X N 2
4	TOULOUSE	BEZIERS	X N 2	12	NIMES	DAX	X N 2
5	TOULON	BAYONNE	X N 2	13	GRENOBLE	BEGLES	X N 2
6	OLORON	PAU	X N 2	14	NICE	RCF PARIS	X N 2
7	BIARRITZ	CASTRES	X N 2	15	MARMANDE	PERPIGNAN	1 X 2
8	VALENCE	HYERES	X N 2	16	MONTFERRAND	CARCASSONNE	X N 2

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 15 Nov. 1985 : 1 2 9 10 11 13 16

culture

CINÉMA

« Le châtiment de la pierre magique » de Tim Burstall

Ce n'est pas le grand cinéma australien dont nous avons maintenant l'habitude. C'est, d'après une œuvre du célèbre romancier Morris West, un petit film d'aventures (il a tout de même coûté 3 millions de dollars) rappelant les bandes dessinées façon Jim la Jungle.

En 1953, Lance Dillon, fermier du Queensland, entre en conflit avec des aborigènes pour avoir installé un troupeau sur des terres considérées comme sacrées. Il y a aussi une querelle de clans qui tourne mal et un policier séduit par la femme de Dillon, qui s'ennuie. L'histoire est simple et morale (elle plaide en faveur de la compréhension mutuelle). Tim Burstall la fait adroitement rebondir d'épisode dramatique en épisode dramatique. La violence est bien d'aujourd'hui.

John Stanton, qui joue Dillon, n'a pas une stature de héros. Au début, son personnage est antipathique. Mais, blessé par les aborigènes, percé de lances en bois, pourchassé, il finit — même si la vraisemblance en souffre — par plaire pour son courage, son énergie *vitale et sa transformation psychologique.*

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

DANSE

Le Forum s'achève avec Nina Wiener

Trois semaines de spectacle, onze compagnies présentées, le Forum de la danse s'achève comme il a commencé, dans la morosité. Il en sera ainsi tant que la sélection se cantonnera dans un style banalisé de danse dite contemporaine. Avec le Tanztheater Neger de Munich, on atteint l'aberration, c'est creux, c'est laid : du sous-buto abusivement placé sous le signe de Georges Bataille et du marquis de Sade.

Par chance, le dernier spectacle de la soirée est consacré à la compagnie américaine de Nina Wiener. Elle pratique une danse nonchalante, sensuelle, aux accélérations redoutables, sous-tendue par une superbe technique. Le propos est humoristique, la gestuelle imprévue, le mouvement fluide et continu. Les costumes, par contre...

MARCELLE MICHEL.

★ Centre Georges-Pompidou, lundi 18 novembre : 21 heures.

« La Dansomanie » à l'Opéra-Comique

On rit beaucoup salle Favart pendant *la Dansomanie,* folie-pantomime de Pierre Gardel, musique de Méhul, créée à l'Opéra de Paris *le 14 juin 1800, reconstituée récemment par le chorégraphe* suédois Ivo Cramer.

Le thème se réfère à un phénomène de société, l'engouement éperdu des Parisiens pour la danse au lendemain de la Terreur (vertige de la valse). C'est une paraphrase du *Bourgeois gentilhomme,* où *M. Jourdain, devenu M. Duléger — fou d'entrechats et de jetés* battus, — refuse sa fille à un prétendant inapte à la danse.

Cette « bluette » encore parfaitement efficace permet à Rudolf Noureïev d'exploiter ses talents comiques : le toupet en l'air, les pieds recroquevillés dans des escarpins trop étroits, il s'emmêle les jambes, bondit *comme un ressort, entraînant sa fille, son petit garçon, son* maître à danser, un valet un peu demeuré et toute la compagnie, dans une suite ravissante de contredanses, pas de basques, valses, gavottes et menuets.

Avec *Napoli,* on retrouve les jeux de pieds subtils de la technique préromantique, plus une mobilité du corps et une occupation de l'espace toutes modernes. Rares sont les théâtres qui peuvent aligner autant de jeunes talents que l'Opéra de Paris, Charles Jude, Manuel Legris et Laurent Hilaire, Florence Clerc, Isabelle Guérin (la nouvelle étoile), Karine Averty, particulièrement à l'aise dans ce style, Marie-Claude Pietragallia, Clotilde Veyer... Mais les distributions varient d'un soir à l'autre.

M. M.

★ Salle Favart, 19 h 30.

JAZZ

Ray Brown au New Morning

Ray Brown est né à Pittsburg (Pennsylvanie) en 1926. Comme tous les bassistes qui ont appris d'abord le piano, il aime les dessins harmoniques et leurs développements. Passeur entre Jimmy Blanton (le grand ellingtonien) et la basse moderne, il a commencé avec Dizzy Gillespie. On l'a vu avec Ella Fitzgerald, Oscar Peterson, puis avec le *fameux L.A. Four (Bud Shank, Laurindo Almeida, Shelly Manne),* à Los Angeles justement, le 14 juillet 1977. On l'a vu avec un peu tout le monde, dans le cercle ultime du jazz, comme éditeur, auteur de méthopodes, leader, accompagnateur, producteur, manager de Quincy Jones, homme de télévision.

On l'a même aperçu, à New York, en 1979, dans les studios où Quincy Jones dirigeait les pas du petit Michael Jackson. Et l'on n'est pas prêt d'oublier sa façon tranquille de régler le son, du fond de la salle, au *Philharmonique de Berlin, en 1983, pendant les répétitions* du Modern Jazz Quartet.

On ne se lasse pas de l'élégance de Ray Brown. De cette rondeur du son, de cette délicatesse du toucher, de ce sens musical qui magnétise tous ses gestes, archer puissant aux doigts de soie. L'instrument, comme on dit, a évolué. Tous les bassistes d'aujourd'hui jouent mieux que Ray Brown. Mais aucun, non, décidément aucun, ne joue aussi bien que lui.

FRANCIS MARMANDE.

★ Ray Brown Trio (Gene Harris : piano ; Mickey Rocker : batterie), au New Morning, les 22 et 23 novembre à 21 h 30.

■ *GODARD ET L'AMÉRIQUE LATINE.* — Le film de Jean-Luc Godard, *Je vous salue Marie,* continue de s'attirer les foudres ecclésiastiques. Au Brésil, le clergé est intervenu pour empêcher sa projection au Festival de Rio. En Argentine, la conférence épiscopale a reproché au réalisateur d'avoir *« vilipendé la signification spirituelle et la valeur historique de la foi chrétienne »,* et vient de se déclarer hostile à ce que l'œuvre soit distribuée dans le pays.

■ UN DISQUE CONTRE L'APARTHEID. — Une cinquantaine de stars du rock et du jazz parmi lesquelles *Bob Dylan, Keith Richards,* Miles Davis, Ringo Starr, Jimmy Cliff, Ray Baretto viennent de publier ensemble un album *(Je n'irai pas à Sun City)* contre l'apartheid. Six titres *(No more apartheid, The struggle continues)* constituent le disque. les recettes seront versées à un organisme placé sous le patronage de l'ONU.

■ *JAZZ A TOURS.* — Vingt-deux animations, trois concerts gratuits et, en apothéose, une nuit « non-stop » : *c'est le menu du premier festival de jazz* en Touraine. Il a lieu du 18 au 23 novembre à la MJC de Joué-lès-Tours. La nuit du vendredi 22 se fera avec Manu Dibango, Lou Donaldson Quartet, Mingus Dynasty, Pastel Quarter et Archie Shepp Quartet. — *(Corresp.).*

LA BATAILLE DES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

L'opposition et les socialistes redoutent l'arrivée de M. Berlusconi

Après le coup de force sur la tour Eiffel, la course aux télévisions privées est entrée dans sa dernière ligne droite. Les réactions de la profession, les prises de position politiques se multipliant, la semaine risque d'être tumultueuse. Il y a encore quelques jours, beaucoup ne prenaient pas très au sérieux la candidature de MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi, la considérant comme une sorte d'épouvantail agité par les pouvoirs publics pour convaincre la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion ou les actionnaires de la chaîne musicale de se montrer plus souples dans la négociation.

L'attaque surprise sur la tour Eiffel lève les doutes. Le gouvernement veut conclure, et vite. Le feu vert pourrait être donné à la candidature franco-italienne dans les prochains jours, afin que la chaîne puisse émettre dès le mois de février. S'il se confirme qu'il n'y a qu'une seule fréquence immédiatement disponible sur Paris, l'avantage de partir le premier risque de se révéler déterminant. Devant cette urgence, les partenaires de la profession se mobilisent. Le Groupement interprofessionnel de la communication et les organisations de presse se réunissent ce lundi. La Société des réalisateurs de films agite les cinéastes et les artistes.

Tous redoutent l'arrivée en France de M. Berlusconi et ne sont pas loin de penser, comme le déclare M. Jacques Toubon au Journal du dimanche, que « les socialistes font une croix sur les possibilités de création d'une grande industrie de programmes française réellement capable de combattre le monopole anglo-saxon ». *Face à une opposition qui prend la défense des intérêts français et accuse le gouvernement de brader sa propre politique, le Parti socialiste est embarrassé.*

Même si M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, s'emploie à justifier l'amendement « tour Eiffel », on sait qu'il est allé voir, en compagnie de M. Lionel Jospin, le premier ministre pour obtenir des éclaircissements. M. Bernard Schreiner, responsable des question audiovisuelles pour le parti, a fait, le 14 novembre *à l'Assemblée nationale, une intervention remarquée. Soulignant « les inquiétudes compréhensibles de la profession », le député des Yvelines, président de la mission « TV câble », a refusé le choix entre* « une banque belge (Bruxelles Lambert, actionnaire de la CLT) et un cheval de Troie italien pour les programmes américains ». *Beaucoup de députés socialistes partageant ses interrogations, le prochain retour de la loi sur les télévisions privées devant le Parlement, mardi 19 et mercredi 20 novembre, risque de susciter des débats intéressants.*

Dans cette atmosphère politique tendue, beaucoup s'interrogent sur la portée des menaces proférées depuis vendredi par les responsables de l'opposition à l'égard des futures chaînes multivilles. S'agira-t-il de remettre en question, après mars 1986, les concessions de service public ? Sans aller jusque-là, la droite, si elle emporte les élections, disposera de moyens non négligeables pour faire pression sur les actionnaires des futures chaînes de télévision. A cet égard, M. Seydoux et sa Compagnie des chargeurs... pourraient se retrouver dans une situation délicate. La compagnie aérienne UTA (qui assure une grande part du chiffre d'affaires du groupe) vit du monopole que lui concède Air France sur un certain nombre de lignes, dit-on dans l'opposition. Une remise en question de cette situation lui serait particulièrement dommageable.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Rupture d'une politique

Des sociétés audiovisuelles en rébellion contre leur actionnaire ou partenaire principal — l'Etat français, — un amendement-surprise à l'Assemblée nationale pour disposer de la tour Eiffel, des responsables et militants socialistes en plein désarroi, une précipitation étonnante après des mois d'atermoiements... L'accouchement des télévisions privées se fait dans la douleur. Et le gouvernement, qui tire successivement à hue *et* à dia, donne plus l'impression d'un bateau ivre que d'un paquebot accostant la terre promise.

Le gouvernement pouvait jusqu'à présent s'enorgueillir d'avoir mis en chantier et en grande partie réussi une transformation radicale du paysage audiovisuel français. Des radios libres au plan câble, en passant par les succès du Minitel, la percée de Canal Plus et le développement des chaînes du service public, le bilan est impressionnant. Quels principes ont animé la politique socialiste ? On peut en dénombrer cinq, qui ont donné une cohérence à l'édifice.

● **Liberté.** — Après le trop long règne du monopole d'Etat sur la radiotélévision, l'autorisation des radios privées, des services de télématique, puis des nouvelles télévisions en gestation, est le signe d'une ouverture décisive et irréversible, qu'a commencé à organiser la loi du 29 juillet 1982.

● **Indépendance.** — Les sociétés du service public, encore sous tutelle financière de l'Etat, n'ont — en principe — désormais de comptes à rendre en matière éditoriale qu'à une Haute Autorité nommée sur le modèle du Conseil constitutionnel. En outre, l'emprise du pouvoir sur les stations « périphériques », par l'intermédiaire du holding d'Etat SOFIRAD, est sans doute moins pesante qu'autrefois. Au point qu'Europe 1 a pu faire valoir, au *moins en partie,* son point de vue pour sa grille de rentrée (contestée par le pouvoir) et que son président s'est rangé la semaine dernière dans l'opposition au projet élyséen de télévision privée Seydoux-Berlusconi.

● **Economie mixte.** — Contrairement à l'opposition, qui veut réduire maintenant à la portion congrue le rôle de l'Etat dans l'audiovisuel, la majorité a construit un système mixte : cohabitation de sociétés publiques et de sociétés privées d'une part ; constitution de sociétés à capitaux mixtes d'autre part (Canal Plus, câble).

● ***Ouverture progressive et maîtrisée.*** — Pour empêcher toute « anarchie à l'italienne », on s'est efforcé de ne pas « déréguler » brutalement le marché, en donnant en particulier à la presse écrite le temps de s'organiser pour faire face aux défis économiques des nouveaux médias, grands dévoreurs potentiels de publicité. On l'a vu avec la radio et avec la télématique.

● **Industries de programmes.** — Pour ne pas mettre à disposition des consommateurs des « tuyaux » vides, où se déverseraient fatalement les productions des Américains (qui détiennent l'hégémonie sur le *marché mondial des programmes de* télévision), le gouvernement a adopté un ensemble de mesures d'aide (traduites par un programme prioritaire du IX[e] Plan), dont on ne trouve guère l'équivalent qu'au Canada. *Objectif* : mettre sur pied une véritable industrie, encore concentrée aujourd'hui dans le secteur public.

Un sujet de Sciences-Po !

L'annonce faite par le président de la République, en janvier dernier, d'autoriser la création de chaînes privées locales et nationales, cadrait avec ces *objectifs généraux, mais* laissait prévoir, dans la mise en œuvre, de nombreuses difficultés. En effet, trois questions interféraient de manière complexe : la réalité du marché publicitaire, au regard des coûts très importants de toute chaîne de télévision ; la rareté des fréquences hertziennes, du fait de l'excellente couverture du territoire pour les chaînes publiques et Canal Plus, et la *difficulté* de trouver des solutions techniques compatibles avec les exigences de l'économie ; enfin les enjeux politiques — avant les élections législatives de 1986 — que peut constituer le contrôle de tel ou tel moyen de communication.

S'y ajoutait un paramètre supplémentaire : la nécessité de combiner les solutions hertziennes au sol avec l'attribution des quatre canaux du satellite de télévision directe TDF 1, dont le lancement au début de juillet 1986 est toujours à l'ordre du jour. Le gouvernement avait en effet signé, le 26 octobre 1984, une « déclaration commune » avec le Luxembourg, prévoyant que deux canaux seraient réservés à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), dans laquelle les intérêts français sont bien présents (Havas, Schlumberger...) mais minoritaires.

Avec un dossier aussi dense, un centre de décision fort et unique aurait été nécessaire. Il aurait pu centraliser les études, consulter en France et à l'étranger, et dégager la ou les solutions possibles. Tel n'a pas été le cas. Paradoxalement, le gouvernement s'est ingénié à multiplier les pôles de proposition, ouvrant la voie à toutes les manœuvres. Le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, théoriquement placé en position centrale, a été peu à peu évincé de la maîtrise du projet, auquel, il est vrai, il n'avait pas adhéré de gaieté de cœur.

Tour à tour, M[e] Jean-Denis Bredin, M. Pierre Desgraupes, M. Jacques Pomonti, ont été chargés de missions qui n'étaient pas coordonnées. Télédiffusion de France a avancé des expertises techniques qui ont été par la suite contestées. Le cabinet du premier ministre a tenté de récupérer un dossier dont les implications économiques et politiques n'échappaient pas à M. Laurent Fabius. A côté du gouvernement, d'autres partenaires ont été mêlés à la négociation, comme M. Gérard Unger, le nouveau PDG de la SOFIRAD. Alors que son prédécesseur, M. Bernard Miyet, actuellement chez Schlumberger, *intervenait* à son tour dans le montage du projet Seydoux-Berlusconi. La rivalité des deux hommes, le second accusant le premier de l'avoir chassé de la SOFIRAD, n'est un mystère pour personne... Bref, un magnifique sujet d'étude pour élèves de Sciences-Po !

Parti de l'Elysée en janvier, le dossier y revenait à la fin de l'été. Mais le beau contrepied politique *monté par M. François Mitterrand* pour empêcher que l'opposition ne réédite avec la télévision en 1985 le coup des radios pirates de 1980 s'enlisait.

Le loup dans la bergerie

Aujourd'hui, M. Mitterrand a semble-t-il choisi. Et cela malgré la contestation qui s'élève de tous côtés : au sein du PS (MM. Lionel Jospin et Jean-Jack Queyranne ont fait part de leurs inquiétudes à Matignon, M. Bernard Schreiner a manifesté les siennes à l'Assemblée nationale), au sein des professionnels (groupes de communication, cinéma, presse écrite...) et dans l'opposition, qui accuse le pouvoir de concocter des chaînes à sa dévotion... pour l'après-mars 1986.

L'Elysée, en effet, privilégie l'alliance entre M. Jérôme Seydoux, héritier spirituel — et financier — du projet envisagé par Jean Riboud (ancien PDG de Schlumberger), et M. Silvio Berlusconi, le milliardaire *italien* pour le réseau *multivilles* « généraliste », qui occuperait aussi un canal de TDF 1. Le projet initial (autour de la CLT), malgré l'appel récent à l'union sacrée de M. Jacques Rigaud (*le Monde* du 15 novembre), a peu de chances d'être retenu. Comme le projet de chaîne multivilles musicale est au point mort et que des voix autorisées se font entendre de tous côtés, qui affirment *qu'il n'y a place que* pour un seul réseau national, une seule question se pose : faut-il encourager M. Berlusconi à s'installer dans notre paysage audiovisuel ? En clair : ne va-t-on pas introduire le loup dans la bergerie ?

S'il s'agit de confier une chaîne française, bientôt diffusée en Europe par le satellite, à un « ami socialiste », le choix de M. Berlusconi est surprenant. Certes, c'est un ami personnel du premier ministre italien, M. Bettino Craxi. Mais là s'arrête son « socialisme ». M. Berlusconi n'a rien d'un progressiste, et le seul quotidien qu'il contrôle, *Il Giornale,* n'est pas à gauche...

S'agit-il de favoriser notre industrie nationale de programmes par le renfort d'un groupe étranger compétent ? M. Berlusconi s'est distingué en Italie par sa lutte contre le service public à coups d'achats massifs de programmes aux Etats-Unis et au Brésil. Il a pris sa part dans la faillite du cinéma italien et dans cette « anarchie » destructrice qui a été l'un des arguments favoris des socialistes pour justifier leur propre conception du développement audiovisuel en France. L'épouvantail Berlusconi se serait soudainement paré *d'ailes angéliques. Il* s'est pourtant récemment vanté à l'hebdomadaire américain *Variety* de favoriser les intérêts américains dès qu'il aurait pris pied en France.

Quant au *nerf* de la guerre, la publicité, M. Berlusconi ne fait pas mystère de sa combativité. Sans complexes. Les barrières protectrices qui empêchent encore aujourd'hui les journaux de sombrer sous le choc audiovisuel résisteraient-elles à l'assaut de *sua emittenza* ? Ce que redoutent les représentants de la presse française, alarmés par le refus de les associer au projet.

Le choix de M. Berlusconi, qui serait, du fait de son expérience, l'opérateur de la chaîne, constituera bien — s'il est confirmé — une rupture dans la stratégie audiovisuelle du gouvernement. Il ôtera de surcroît à la majorité socialiste un argument dans la bataille électorale : présenter un bilan plus qu'honorable en matière de communication. M. Jack Lang, *ministre de la culture,* déclarait, vendredi 15 novembre à FR3, que les Français devraient *« juger sur pièces ».* Quel ministre, quel responsable ou quel militant du PS irait se prévaloir de l'arrivée de M. Berlusconi comme couronnement d'unepolitique de gauche ambitieuse ?

YVES AGNÈS.

Le « mauvais tour de la Tour » peut compromettre la cohabitation, estime-t-on au RPR

L'indignation, l'amertume et la surprise le disputent *au sein de* l'oppostion, plus particulièrement au RPR et surtout parmi les proches de M. Chirac, depuis vendredi soir. Le dépôt et l'adoption *in extremis* par la majorité à l'Assemblée nationale de l'amendement du gouvernement — permettant l'installation de relais ou d'émetteurs de télévision sur les immeubles de haute taille — sont dénoncés comme un coup de force politique.

La contre-offensive sera donc plus politique que technique. Certes, un recours devant le Conseil constitutionnel sera sans doute déposé une fois la loi définitivement votée, mais certains juristes proches de l'opposition admettent qu'en la matière le gouvernement a astucieusement joué de la notion de « servitude de service public » qu'il peut imposer. *On s'étonne, en revanche,* dans l'entourage du maire de Paris, de la précipitation avec laquelle le gouvernement a agi. Des négociations étaient en cours entre la Ville et Télédiffusion de France et elles se déroulaient sans doute sans précipitation mais sans aucune mauvaise volonté non plus.

M. Chirac, qui visitait l'Auvergne, puis le Cantal et la Corrèze, avant de regagner Paris lundi soir 18 novembre, a eu de nombreux échanges téléphoniques avec ses collaborateurs. Tous ont été surpris de la rapidité avec laquelle le gouvernement a voulu *« faire main basse sur la Tour ».* Et ils s'interrogent sur les raisons qui ont pu pousser M. Mitterrand à agir avec une telle hâte et une telle brutalité. Ils supposent que *le président de la République* a voulu être en mesure d'annoncer aux Français, lors de sa conférence de presse du 21 novembre, qu'une nouvelle chaîne de télévision serait en service avant les *élections. Ils pensent* que les intentions révélées par M. Jacques Rigaud, président de la CLT, de s'associer avec Europe 1, ont pu précipiter les choses. Ils considèrent enfin que M. Mitterrand a voulu être fidèle aux projets élaborés par son ami Jean Riboud avant sa mort récente, par son ami Jean Riboud en faveur d'une chaîne où seraient associés M. Jérôme Seydoux, autre *ami du chef de l'Etat,* et l'entrepreneur italien Berlusconi.

Enfin et surtout, on n'imagine pas dans les milieux proches du maire de Paris que M. Mitterrand ait pu décider un amendement de circonstance sans en peser les conséquences politiques. Le gouvernement a pris unilatéralement la décision de rompre les négociations avec l'administration municipale, accuse-t-on, ce qui est perçu comme une désinvolture et un défi par le maire de la capitale, un *« hold-up légal »,* a-t-il même dit. Toutefois, dans l'entourage de M. Chirac, le premier effet de surprise passé, on s'est pris à réfléchir à l'avantage que l'on pourrait tirer de la situation nouvelle et comment on pourrait utiliser le « mauvais tour de la tour » sur un *plan politique.*

Tout d'abord, le maire de Paris va se présenter comme l'agressé en révélant quel était l'état du dossier technique au moment de la rupture. Surtout, on ne manquera pas de souligner que le comportement du président de la République augure bien mal d'une éventuelle cohabitation. On soulignera que l'initiative de *cette tension n'est pas venue du* président du RPR. Ce dernier est d'ailleurs en ce moment particulièrement agacé par ce qu'il considère comme une campagne insidieuse mais orchestrée, tendant d'ores et déjà à faire de lui le futur premier ministre de M. Mitterrand après l'alternance.

Au cours de ses voyages en province, il dénonce avec ironie les scénarios et les listes de minstres qu'établissent certains journalistes. Il rappelle qu'il n'a jamais formellement dit qu'il se verrait lui-même à l'hôtel Matignon après mars prochain. Il est vrai que si le problème est débattu autour de lui, aucune altitude n'a encore été arrêtée à propos de cette éventualité. Sans doute la façon dont a surgi l'« amendement de la tour Eiffel » peut-elle aussi apporter de l'eau au moulin de M. Barre, qui a toujours refusé *a priori* toute idée de cohabitation.

Elle fournit cependant à M. Chirac un argument concret pour convaincre les électeurs de donner à l'opposition une force plus grande, afin de contraindre M. Mitterrand, après 1986, à se soumettre ou à se démettre. Cela sera désor*mais un* des thèmes privilégiés des prochaines interventions du chef du RPR.

A. P.

RADIO-TÉLÉVISION

CINÉMA

LE FESTIVAL D'AMIENS

Hollywood noir et le Brésil

Créé en 1980 en liaison avec la Maison de la culture, le Festival international du film d'Amiens est un des cent festivals fleurissant annuellement à travers la France *(le Monde,* 15 novembre). Avec une nuance importante : Amiens se distingue par sa façon de mettre l'accent sur le politique, à un moment où le mot fait peur, « politique » non pas sous forme de militantisme au sens littéral, mais comme moyen d'action. Jamais autant que cette année Jean-Pierre Garcia, qui préside aux destinées de l'expérience amiénoise, n'aura réussi à concilier théorie et pratique.

La programmation proprement dite est axée sur deux thèmes : « l'image du Noir américain à travers Hollywood », depuis le pionnier Edwin S. Porter *(la Case de l'oncle Tom,* 1903) et D. W. Griffith *(Naissance d'une nation,* 1915), jusqu'aux tout récents *Cotton Club,* de Coppola et *Flic de Beverly Hills* avec Eddie Murphy ; « la seconde vague brésilienne des années 70-80 », nettement distincte du *cinéma novo* et qui introduit, selon les auteurs anonymes du catalogue, la contestation à travers l'érotisme, avec des cinéastes comme Ana Carolina Texeira Soares, connue simplement aujourd'hui comme Ana Carolina *(Mer de roses,* 1977 ; *le Délire du pouvoir,* traduction plate de l'original *Das Tripas Coraçao,* 1981), Carlos Reichenbach, de Sao Paulo, lointain cousin de Fassbinder *(Lilian M.,* 1975 ; *Amour, parole prostituée,* 1981), et surtout Carlos Alberto Prates Correia, considéré comme le plus doué des cinéastes de la nouvelle génération, qui œuvre dans l'Etat de Minas Gerais *(Perdida,* 1976 ; *Cabaret Mineiro,* 1981).

Pour un cinéma d'Afrique

La rétrospective du film « noir » hollywoodien est riche d'enseignements et nous révèle tout un non-dit. La présence de Gordon Parks, figure tutélaire de l'engagement de l'artiste noir aux Etats-Unis, tour à tour photographe à *Life,* écrivain, puis réalisateur à Hollywood de films aussi contradictoires que *les Sentiers de la violence* (1970) et *Shaft* (1971), a apporté à Amiens une indispensable caution. Pourtant, l'événement du festival reste le panorama brésilien. Il permet de renouveler nos idées sur une cinématographie peu connue, malgré Nelson Pereira dos Santos et Glauber Rocha. Le Brésil, au cinéma comme dans d'autres formes d'expression artistique, aime les grandes synthèses et les idées choc. Après Londres et Rotterdam, Amiens cautionne à son tour une vision assez originale d'un cinéma de pur divertissement qui se veut en même temps subversif. Channel 4, en Grande-Bretagne, a produit l'an dernier un moyen métrage de Simon Hartog au titre symbolique : *Brésil : le cinéma, la sexualité et les généraux.* Une revue anglaise a publié au même moment un ensemble de textes révélateurs sur la question *(Framework,* Londres 1985).

Si la compétition proprement dite nous a valu un film admirable, *l'Ecole du flamenco,* des Suisses Reni Martens et Walter Marti, sur une forme d'expression artistique, chantée et dansée, cueillie à la source, la décision la plus importante de ce cinquième festival aura été la mise en place d'un marché du film indépendant, selon les meilleures techniques professionnelles, celles du MIFED à Milan, avec participation de différents organismes français, anglais, américain, suédois. Le MIFA (marché international du film d'Amiens), comme il s'appelle désormais, a eu l'occasion de tester immédiatement ses bonnes intentions en se penchant sur le cas du *cinéma africain, le plus démuni* aujourd'hui. L'intervention de la CEE (Communauté économique européenne), en la personne de M. Hubert Ferraton, chef de la division information-développement, marque une date.

« *Autrefois,* nous a expliqué M. Ferraton, *la CEE ne se reconnaissait aucune compétence culturelle. Depuis deux ans, les ministres de la culture de la Communauté européenne ont commencé à se réunir pour créer une coopération permanente dans le domaine de l'audiovisuel. Une convention sera négociée le mois prochain, qui envisage deux possibilités d'intervention dans le tiers-monde, l'une à la production, l'autre à la diffusion. En Afrique, 90 % des images projetées sont importées. Il faut maîtriser le marché. La CEE peut donner de l'argent pour la promotion de cinéma africain aussi bien en Afrique qu'en Europe.* »

LOUIS MARCORELLES.

★ Jusqu'au 23 novembre.

ROCK

TOM WAITS EN CONCERT

Le cœur caché de New-York

Tom Waits chante la nuit américaine, celle des paumés, celle des bas-fonds. Samedi 16 et dimanche 17 novembre, il a donné deux beaux concerts au *Casino de Paris* avec des histoires-spectacles qui avaient pour thème le cœur caché du samedi soir newyorkais. Il propose un nouveau rendez-vous musical *ce lundi 18 novembre* dans le cadre rose bonbon des Folies-Bergère.

Tom Waits joue le blues, la ballade pour bar d'hôtel, le tango, le *rock,* avec un ange dans la tête et la voix de la gorge et celle du ventre. En peu de mots, *il pose un climat.* Et le dit et le chanté s'imbriquent étroitement avec une façon d'investir complètement un personnage, une virulence tranquille et une *façon de décoller à partir de* quelques structures musicales, de quelques clés, et de « *se promener comme un singe* ».

Petit, habillé de noir, un chapeau mou de couleur marron vissé sur la tête, le corps parfois disloqué à la manière de Valentin *le désossé,* Tom Waits a la manière d'aller au fond des choses et de les regarder simultanément de l'extérieur avec dérision. Il a la même acuité sarcastique, l'humour quelquefois tragique, la sérénité désabusée, la libre démarche et le fond d'anarchie de Lenny Bruce, de Charles Bukowski, de Woody Allen et, plus proche de nous, de Jacques Brel. D'une voix rauque, déchirée, qui peut laisser échapper des éclats de folie, Tom Waits parle des chiens de pluie, des gens de pluie perdus dans les avenues de New-York. *Il* raconte l'histoire d'une petite fille noire qui va de Chicago à Los Angeles et se fait manger dans la rue par quelqu'un. Tour à tour au piano, à l'harmonium et à la guitare, Waits théâtralise son *chant,* interpelle un des personnages dont il fait le croquis, glisse furtivement un peu d'ironie tandis qu'un saxophone ou une trompette bouchée joue en contre-chant.

L'auteur du somptueux *The Heart of a Saturday Night* est né en Californie il y a trente-six ans *« sur la banquette arrière d'un taxi garé dans la cour d'un hôpital pendant que le taximètre tournait toujours ».* C'est ainsi *qu'il explique lui-même* un mode de vie nomade qui le mène depuis l'enfance de motel à hôtel, dix mois par an.

Tom Waits est un photographe sans appareil photo. Son atelier c'est le trottoir, la rue, la route. En ouvrant les yeux, Waits ne ramasse pas seulement une suite de sensations, ne croque *pas uniquement avec tendresse* des portraits sublimés : il poursuit lui-même une forme de maturation. Il *évolue* et change.

Il y a déjà douze ans que Tom *Waits a publié son premier album (Closing Time).* Il a mis beaucoup de temps à s'imposer dans son propre pays, en dépit de l'appel d'Hollywood, de sa collaboration notamment avec Francis Coppola pour qui il composa la musique du film *Coup de cœur.* L'Europe, et singulièrement *la France,* a reconnu Waits avant les Etats-Unis. Aujourd'hui, en concert, le public fasciné l'écoute courir la nuit, balancer une ballade, donner à celle-ci les propres battements de son cœur et la rendre bouleversante.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Folies-Bergère, ce lundi 18 novembre à 21 heures.

Albums Island. Dist. Polygram.

LA RAMBO INDUSTRIE

On connaissait la « Rambo manie », cette étrange maladie du comportement déferlant d'outre-Atlantique dans le sillage du film de Sylvester Stallone. Voici venir maintenant la « Rambo industrie ». Le succès des aventures du justicier-mercenaire dans les salles obscures est tel qu'il était tentant de le prolonger au petit écran. C'est chose faite avec la mise en chantier d'une série de dessins animés de soixante-cinq épisodes d'une demi-heure. Parallèlement, le constructeur de jouets américain Coleco se propose d'inonder le marché avec les figurines et les accessoires du personnage.

Pour parachever cette belle *construction industrielle, il faut* assurer la pérennité de la matière première. Rassurez-vous : *Rambo III* est déjà en préparation, et son lancement aux Etats-Unis est prévu pour septembre prochain. Tout cela fait le bonheur de Mario Kassar, le petit producteur qui avait eu un mal fou à réunir le financement du premier film, affrontant, alors, le scepticisme absolu d'Hollywood.

La sanction des chiffres est éloquente. *Rambo I* a coûté 18 millions de dollars, en a rapporté 50 millions sur le marché américain et 70 millions à l'étranger. *Les recettes de Rambo II* s'élèvent à 150 millions de dollars pour les Etats-Unis et pourraient atteindre 100 millions de dollars à l'étranger. En France, à sa *troisième semaine d'exploitation, Rambo-II* frôlait déjà le million de spectateurs, s'acheminant allègrement vers un record historique de la fréquentation.

J.-F. L.

■ MORT DE LINE NORO. – *Nous apprenons la mort de Line Noro,* grand second rôle du cinéma français de l'entre-deux-guerres *(Pépé le Moko, Goupi Mains Rouges...)* et comédienne de théâtre. Elle avait travaillé avec Jacques Copeau, Charles Dullin, René Rocher, avant d'entrer à la Comédie-Française, où elle est restée de 1946 à 1966.

Lundi 18 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Cinéma : la Boum.
Film français de C. Pinoteau (1980), avec C. Brasseur, B. Fossey, S. Marceau, D. Grey, D. Lavanant (rediff.).
La première boum et les premières amours d'une fille de quatorze ans, par ailleurs placée devant les problèmes conjugaux de ses parents. Succès public énorme, phénomène sociologique. L'envol de Sophie Marceau.

22 h 25 Etoiles et toiles.
Magazine de Martine Jouando et Frédéric Mitterrand.
Alain Sarde ; les Harems au cinéma ; la Sultane, soixante-sept ans après. Le magazine d'un passionné du cinéma.

23 h 25 Journal.
23 h 40 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Téléfilm : Les règles du mariage.
De R. Rose, réal. M. Katselas. Avec E. Montgomery, E. Gould, M. Murphy... (2e partie).
La séparation de Mike et Joan a des répercussions sur les enfants. Mike n'arrive plus à écrire... Un téléfilm américain en deux parties, manière « US ».

22 h 20 Série documentaire : Le cerveau.
De M. Tosello, réal. J. Hemingway.
N° 4 : La mémoire. Comment fonctionne-t-elle ? Où se forme-t-elle ? Où se stocke-t-elle ? Beaucoup de théories se sont succédé depuis trente ans.

23 h 10 Journal.
23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : la Tour infernale.
Film américain de J. Guillermin et I. Allen (1974), avec S. McQueen, P. Newman, W. Holden, F. Dunaway, F. Astaire, R. Chamberlain (rediffusion).
Un incendie d'une extrême gravité se déclare dans une gigantesque tour de verre de San Francisco, le jour de son inauguration. Panique et héroïsme, des vedettes partout. Le type, inégalé depuis, du « film-catastrophe » en superproduction des années 70.

23 h 15 Journal.
23 h 40 Prélude à la nuit.
Ouverture du Barbier de Séville, *de Rossini, par les Cambridge Buskers.*

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h, Première séance : **Naples au baiser de feu,** film d'A. Génina ; **17 h 50,** La mémoire aux images (le rail) ; **18 h,** Magazine des sports ; **18 h 55,** La Panthère rose ; **19 h 5,** Atout pic ; **19 h 15,** Informations ; **19 h 35,** Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Vous habitez chez vos parents ?, film de M. Fermaud ; **22 h 15,** Etoiles et buts ; **22 h 30,** Les drives de Canal Plus ; **23 h 20,** Football américain ; **1 h 20, Tendres souvenirs,** film de M. Anthony.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Ballade à Marie-Madeleine, par N. Sergo-Rainer, avec Danièle Lebrun.
21 h 30 Latitudes, spécial Mohamed Abdel Wahab.
22 h 30 La nuit sur un plateau, en direct du Théâtre de la Bastille.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 13 juillet au Festival de Ludwigsburg) : *L'art de la fugue,* de J.-S. Bach, par l'Ensemble Hesperion XX.
22 h 30 Les soirées de France-Musique.

Mardi 19 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

9 h 25 ANTIOPE 1.
9 h 30 Canal FIT / TF1.
10 h 55 Le chemin des écoliers (CNDP).
11 h 15 La Une chez vous.
11 h 30 Les jours heureux.
12 h 2 Tournez... manège.
13 h Journal.
13 h 50 Série : Le Temps des as.
14 h 45 Transcontinental.
15 h 55 Reprise : L'enjeu (diff. le 14 nov.).
17 h 10 La maison de TF1.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Salut les petits loups.
18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 45 Feuilleton : Santa-Barbara.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 40 Expression directe.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Série : Arsène Lupin.
D'après Maurice Leblanc. Réal. J.-P. Decourt. Avec M. Keller, G. Descrières, R. Carel... (Rediff.)
A la suite d'un nouveau vol d'une audace inouïe du gentleman-cambrioleur Arsène Lupin, la police fait appel à un policier en poste en Afrique, Victor, de la brigade mondaine.
21 h 35 Multifoot.
23 h 25 Journal.
23 h 40 C'est à lire.
23 h 55 Tify.

DEUXIÈME CHAINE : A2

6 h 45 Télématin.
11 h 30 Les rendez-vous d'Antenne 2.
11 h 35 Les carnets de l'aventure.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Rancune tenace.
14 h Aujourd'hui la vie.
15 h Série : Hôtel.
15 h 50 C'est encore mieux l'après-midi.
17 h 30 Récré A 2.
18 h 25 Derby (pronostics).
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : La trappe.
20 h Journal.
20 h 30 Loto sportif.

20 h 35 Cinéma : les Nouveaux Monstres.
Film italien de M. Monicelli, D. Risi, E. Scola (1977), avec V. Gassman, U. Tognazzi, A. Sordi, O. Muti, O. Berti (rediffusion).
Une douzaine de sketches sur les comportements égoïstes et cyniques de petits bourgeois italiens. En 1963, les Monstres, *du seul Dino Risi, était bien meilleur dans l'humour, la férocité caricaturale. Ici, la « comédie italienne » est fatiguée.*

22 h 30 Magazine : Cinéma cinémas.
De A. Andreu, M. Boujut et C. Ventura.
Entretiens avec Nastassia Kinski, Michael Cimino ; le cinéma des permissionnaires ; qu'est devenue Jane Russel ? ; qu'est-ce qui fait tourner Jean-Pierre Marielle ? ; tournage, mode d'emploi. Le magazine de luxe du cinéma. Plaisir rare.

23 h 35 Journal.
0 h Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h où l'on verra, sur tout le réseau : « la Révolte des Haïdouks » ; à 17 h 15, « Dynastie » ; à 18 h 55, « La Panthère rose » ; à 19 h 15, « Un journaliste un peu trop voyant ».

19 h 55 Dessin animé : Les entrechats.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
20 h 35 La dernière séance : soirée Frank Sinatra.
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
A 20 h 40, actualités de 1949 à 1959 ; Eddy Mitchell présente le premier film ; à 22 h 50, publicité des années 50 ; à 22 h 55, Tom et Jerry ; à 23 h 5, Tex Avery ; à 23 h 10, attractions.

20 h 45 Premier film : la Proie des vautours.
Film américain de J. Sturges (1959), avec F. Sinatra, G. Lollobrigida, P. Lawford, S. McQueen.
En Birmanie, pendant la seconde guerre mondiale, un officier américain séduit une belle émigrée et fait une incursion en territoire chinois contre des pillards. Un film d'aventures exaltant le patriotisme et un certain esprit militaire individuel.

23 h 15 Journal.
23 h 40 Deuxième film : Un jour à New-York.
Film américain de G. Kelly et S. Donen (1949), avec G. Kelly, F. Sinatra, B. Garrett, A. Miller.
Trois marines, en permission de vingt-quatre heures à New-York, s'éprennent de trois jolies filles. Variations étourdissantes de la mise en scène et de la chorégraphie sur un thème archiconnu. Moins célèbre que Chantons sous la pluie, *cette comédie musicale est pourtant un chef-d'œuvre.*

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; **7 h 15,** Cabou Cadin ; **7 h 40,** Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; **8 h 30,** Rue Carnot ; **8 h 55, Meurtres en direct,** *film de R. Brooks* ; **10 h 55,** *Pavillons lointains* ; **12 h,** Dessin animé ; **12 h 30,** Magazine : Direct ; **14 h, Tueurs de flics,** film de H. Becker ; **15 h 55, la Chambre de l'évêque,** *film de Dino Risi* ; **17 h 45,** 4 C + ; **18 h 25,** *Les affaires sont les affaires* ; **19 h,** Maxitête (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; **19 h 5,** Zénith ; **19 h 40,** Tout s'achète ; **20 h 15,** Coluche ; **20 h 35, Flic ou voyou,** *film de G. Lautner* ; **22 h 25, le Maître d'école,** film de C. Berri ; **23 h 55, Une ravissante idiote,** film d'E. Molinaro ; **1 h 40,** Pavillons lointains.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; **7 h,** Culture matin ; **8 h 15,** Les enjeux internationaux ; **8 h 30, Les chemins de la connaissance** : vers une société hors d'âge (et à 10 h 50 : autour de Michel Bernanos) ; **9 h 5, La matinée des autres** : le Salon de musique du Musée de l'homme ; **10 h 30, Musique** : miroirs (et à 17 h) ; **11 h 10, L'école des parents et des éducateurs** : faire aimer la lecture aux enfants ; **11 h 30, Feuilleton** : Champavert, contes immoraux ; **12 h,** Panorama ; **13 h 40,** Instantané ; **14 h, Un livre, des voix** : « l'Arrachement », de Georges-Paul Cuny ; **14 h 30, La radio belge présente** : « le Larech », de Jean Muno (la nouvelle et son adaptation) ; **15 h 30, Mardis du théâtre** : Mégaphonie... Thomas Bernhard, écrivain ; **17 h,** Nous tous chacun ; **18 h,** Subjectif ; **19 h 30, Perspectives scientifiques** : M. Tompkins s'explore lui-même ; **20 h, Musique, mode d'emploi** : Hans Eisler, musique et politique.
20 h 30 Le journal du corps.
21 h 30 Diagonales : rencontre avec Sapho et avec Ysabel Sayah.
22 h 30 Nuits magnétiques ; la nuit et le moment ; profession : témoin.
0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; **7 h 10,** L'imprévu ; **9 h 5, Le matin des musiciens** : Josquin Des Prez, la création musicale ; **12 h 10, Le temps du jazz** : Le blues urbain ; **12 h 30, Les Provinciales** : l'Orchestre de Radio-France Côte d'Azur ; **14 h 2, Repères contemporains** : Ernest Bour ; **14 h 30, Les enfants d'Orphée** : Métiers de l'eau ; **15 h, Les après-midi de France-Musique** : Florilège de la RAI, œuvres de Liszt, Bartok, Debussy, Stravinski, Busoni, Milhaud ; **18 h 2, Acousmathèque** : Télépanophonie ou l'art de tous les sons à distance ; **18 h 30, Jazz d'aujourd'hui** : Lecture au laser ; **19 h 10 à 0 h : 17 MARDIS POUR FRANCE-MUSIQUE ; 19 h 10, Musique à découvrir** (en direct de l'Auditorium 106), atelier de musique de Ville-d'Avray ; **20 h, Les Sonates de Scarlatti,** par Scott Ross.
20 h 30 Musique Ensembles (en direct du grand auditorium) : *Zones,* de J. Fontyn ; *Quatuor pour la naissance,* de Z. Krauze ; *Cuaderno,* de L. de Pablo ; *Reflets II,* de R. François ; *Prince Igor Stravinski,* de M. Kagel, par l'Ensemble 2E 2M, dir. P. Mefano, sol. B. Carmeli, *basse,* J. *Mefano, piano.*
22 h 25 L'univers non tempéré. Récital Esther Lamandier, chant.
0 h Les soirées de France-Musique : Le chant de Brahms.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 18 NOVEMBRE

– *Mme Marie-France Garaud* est l'invité de l'émission « Face au public », de France-Inter, à 19 h 15.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

JEANNE D'ARC ET SES COPINES : Comédie de Paris (42-81-00-11), 22 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), 20 h : le Siège de Corinthe.

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : Dansomanie/Napoli.

COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : l'Imprésario de Smyrne.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer : 20 h 30 : Récitations conversations : Mélodie (Caroline Gauthier).

BEAUBOURG (42-77-12-33) : *Débats/Rencontres* : 19 h, Franck Venaille « La tentation de la sainteté » ; *Cinéma-Vidéo* : 17 h 30, Marguerite Yourcenar, de N. Robowski ; 16 h, Le Chili vous souhaite la bienvenue, de R. Hop ; 19 h, les Muses sataniques, de J. Zeno. *Vidéodisques Opéra* : 19 h : Il Trittico/Puccini ; Falstaff/Verdi ; Idomeneo/Mozart. *Le cinéma indien à travers ses stars* : se reporter à la rubrique Festival de cinéma. *Concerts/Spectacles* : 20 h 30 : Allemagne/Etats-Unis. Concert par l'ensemble Intercontemporain ; *Forum de la danse* : 21 h 30 : ; dim. à 19 h : Tanztheater Neger (RFA) ; 18 h 30 : Ballet Opera Paulista (Brésil) ; 20 h : Nina Wiener and Dancers Etats-Unis.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83) : Black season : *Concert* : 18 h 30 : Ch. Ludwig ; Ph. Cassard (Schumann, Debussy, Mendelssohn, etc.).

Les autres salles

☞ A. DÉJAZET (48-87-97-34), 20 h 30 : les Folies du samedi soir.

CLA (46-72-63-38), 21 h 15 : la Nuit suspendue.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

☞ COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11) 20 h 30 : le Confort intellectuel ; 22 h : Jeanne d'Arc et ses copines.

DAUNOU (42-61-69-14) 21 h : Au secours, elle me veut.

☞ DIX HEURES (46-06-07-48) 20 h 30 : Femmes.

☞ ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 22 h 15 : le Kabbaliste d'East Broadway.

☞ ESSAION (42-78-46-42), 20 h 30 : Marie ; 22 h : la Florisane.

☞ FONTAINE (48-74-74-40), 18 h 30 : Rififoin dans les labours.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (48-03-22-00), à partir de 14 h 15 toutes les 1/2 heures jusqu'à 17 h : Troupe Pepac ; 18 h 45 : Parade du fit.

☞ HUCHETTE (43-26-33-99) 19 h 30 : la Leçon : 21 h 30 : le Jardin des supplices.

☞ LUCERNAIRE (45-44-57-34) : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943, 20 h : les Marraines de Dieu ; 21 h 45 : Diabolo's 1929-1939. – II. 18 h : Pardon M'sieur Prévert ; 20 h : la Fête noire ; 22 h 15 : Shame.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Gigi.

☞ PALAIS DES GLACES (46-07-49-93) 16 h, 20 h 30 : le Grand Meaulnes, dern. le 17.

QUAI DE LA GARE (45-85-88-88), 18 h 30 : Phèdre.

☞ TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79). I. 20 h 30 : l'Ecume des jours. II. 20 h 30 : Huis clos ; 22 h 30 : Il est niais le divin enfant.

☞ THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02) 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ? ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉÂTRE DU TEMPS (43-55-10-88) 20 h 30 : Lysistrata - Salomé.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : le Bel Indifférent – le Menteur ; 21 h 45 : Chant d'elles ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. *II. 20 h 15* : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CAFÉ DE LA GARE (45-49-27-78), 22 h : la Mort, le Moi, le Nœud.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Non, je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), *20 h 15* : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Courteline et Labiche en vacances ; 22 h 30 : Nos désirs font désordre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

DEUX-ANES (46-06-10-26), *21 h* : la France au clair de l'urne.

La danse

CENTRE MANDAPA, (45-89-01-60), 20 h 30 : Vidya.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.

ESPACE GAITE (43-27-95-94), 20 h 30 : Embrasse-moi idiot.

LUCERNAIRE, (45-44-57-34), 20 h : A. Delille.

LA TANIÈRE (43-37-74-39), 20 h 30 : N. Vassal ; à 22 h 30 : M. Ilianeck.

Les concerts

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : V. Perlemuter (Fauré, Ravel).

Salle Pleyel, 20 h 30 : A. Segovia.

Salle Gaveau, 20 h 30 : English Chamber Orchestra (Bach, Mozart, Holst...).

Comédie des Champs-Elysées, 19 h 30 : Le Divin concert (Debussy, Ravel, Bartok...).

Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : Ensemble intercontemporain, dir. G. Schwarz (Rands, Stockhausen, Thorne...).

Théâtre de Paris, 20 h 30 : R. Aussel (Campana, Murail, Rolin...).

Crypte de l'église de la Madeleine, 20 h 30 : Ensemble instrumental Carmina Alterna, dir. J. Royer (Vivaldi).

Athénée, 20 h 30 : E. Obrazisova.

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 45 : Orchestre de chambre Monteclair, dir. Ph. Hui (Haydn, Vivaldi, Debussy...).

Salle Cortot, 20 h 30 : B. Drandarova (Bach).

En région parisienne

BAGNEUX, CC (46-64-52-11), Th. V.-Hugo, 20 h 30 : Blanc-seing.

CLAMART, CC J. Arp (46-45-11-87), 20 h 30 : Les marionnettes de Salzbourg.

COLOMBES, MJC (47-82-42-70), 20 h 30 : l'Intervention.

IVRY, Th. R.-Rolland (46-70-15-71), 20 h 30 : le Général et l'Horloger.

VINCENNES, Th. D.-Sorano (43-74-81-16), 21 h : les Précieuses.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

20 h 30, en avant-première et en présence de Istvan Szabo : Colonel Redl (v.o., s.-t. fr.).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

17 h, Hommage à Istvan Szabo : Confiance (v.o., s.-t. fr.) ; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : la Bourgeoise et le Loubard, de J.L. Daniel.

Les exclusivités

ALAMO BAY (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94) ; v.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

AMADEUS (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LES BONS DÉBARRAS (Can.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

BRAS DE FER (Fr.) : Richelieu, 2e (42-33-56-70).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

LA CHAIR ET LE SANG (A., v.o.) (*) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Gaîté Boulevard, 2e (42-33-67-06) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Gaîté Boulevard, 2e (42-33-67-06) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

DUST (Fr.-Belg.) (*) : Quintette, 5e (46-33-79-38).

ELSA, ELSA (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

EMMANUELLE IV (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).

EMPTY QUARTER, UNE FEMME EN AFRIQUE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LES ENVAHISSEURS SONT PARMI NOUS (A., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : République, 11e (48-05-51-33).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; République, 11e (48-05-51-33). – V.f. : Capri, 2e Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

LEGEND (A., v.f.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

LE MARIAGE DU SIÈCLE (Fr.) : Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

MUSCLOR ET SHE-RA LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).

LE MYSTÈRE ALEXINA (Fr.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 18 novembre

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) h. sp. ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

NO MAN'S LAND (Fr.-suis.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) h. sp.

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; Nation, 12e (43-43-00-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-32-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Images, 18e (45-22-47-94).

OUTRAGES AUX MŒURS (Fr.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-50-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).

OZ, UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A., v.o.) : UGC Ermitage, (v.o.-v.f.), 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; PLM St-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LA PARENTÈLE, (Sov., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (46-33-25-97) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-95-95).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

POLICE (Fr.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bergère, 9e (47-70-77-58).

PORC ROYAL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

PORTÉS DISPARUS N° 2 (A.) (*) : Forum Orient Express, 1er (43-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; UCG Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Paramount Gobelins, 13e (47-07-12-28) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

PROFS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE 4e POUVOIR (Fr.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

QUEEN KELLY (A.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

QUE LA VÉRITÉ EST AMÈRE (Fr.) : Action Christine bis, 6e (43-29-11-30).

RAMBO II (A. v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RAN (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Athéna, 12e (43-43-00-65) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; Parnassiens (v.o. – v.f.), 14e (43-35-21-21). – V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27). – V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.) : Forum, 1er, (42-97-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

LES RIPOUX (Fr.) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) (h. sp.).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

SUBWAY (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37).

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Franco-Argentin, v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; St-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-22) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA TENTATION D'ISABELLE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Athéna, 12e (43-43-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UNE FEMME OU DEUX (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

VERTIGES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Bonaparte, 6e (43-26-12-12) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

WITNESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AFFAIRE DES DIVISIONS MORITURI, film français de F.J. Ossang : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

L'ANNÉE DU DRAGON, film américain de Michael Cimino (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Wépler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE CHATIMENT DE LA PIERRE MAGIQUE, film australien de Tim Burstall (v.o.) : Forum, 1er, (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Paramount City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

L'HOMME AUX YEUX D'ARGENT, film français de Pierre Granier-Deferre : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE TEMPS DETRUIT, film français de Pierre Beuchot : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE TRANSFUGE, film français de Philippe Lefebvre : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (42-25-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

Les grandes reprises

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CARMEN (SAURA) (v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) Hauteville, 6e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LE CHEVALIER DES SABLES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

DANS LA VILLE BLANCHE (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DERSOU OUZALA (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES DEUX ANGLAISES ET LE CONTINENT (Fr.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

ÉQUATEUR (Fr.) (Int. – 13 ans) : Bergère, 9e (47-70-77-58) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

LE FLIC DE BEVERLEY HILLS (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

GERTRUD (Dan. v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

GUERRE ET PAIX (A., v.o.) : Action Lafayette, 9e (43-29-79-89).

LE GARÇON AUX CHEVEUX VERTS (Brit., v.o.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

HOTEL DU NORD (Fr.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

INDISCRET (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES JEUX DE LA COMTESSE DOLINGEN DE GRATZ (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Boîte à Films, 17e (46-22-44-21).

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MI-FIGUE MI-RAISIN (You., v.o.) : Olympic Marylin, 14e (45-43-99-41).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande Hsp, 5e (43-54-72-71).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PAIN ET CHOCOLAT (Fr.) : St-Michel, 5e (43-26-79-17).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

PHASE-IV (A.) (*) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

QUI CHANTE LA-BAS (You., v.o.) : Olympic Marylin, 14e (45-43-99-41).

REFLETS DANS UN ŒIL D'OR (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-25-21-21).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

S.O.S. FANTOMES (All., v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

STORMY WEATHER, (A., v.o.) UGC Champs-Élysées, 8e (45-62-20-40).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

STALKER (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

TO BE OR NOT TO BE (Mel Brooks, v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI, A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Action Écoles, 5e (43-25-72-07) ; 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Action Lafayette, 9e (43-29-79-89) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). (v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

TONNERRE DE FEU (A., v.o.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

UNDERFIRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Marignan, 8e (45-62-41-46).

VÉRITÉS ET MENSONGES, Panthéon, 5e (43-54-15-04).

VISAGES DE FEMMES (v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.f.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

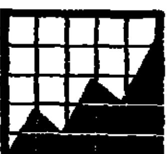


ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,56

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur des systèmes d'information

Banque d'affaires internationale - Cet important groupe bancaire international, dont l'*établissement principal* est *situé* à Paris, recherche son directeur des systèmes d'information. Placé sous l'autorité immédiate d'un membre du directoire, il sera responsable du développement de tous les outils concernés pour l'ensemble du réseau mondial (informatique, télécommunications, bureautique...) et participera à la définition de la stratégie générale du groupe dans le domaine de l'automation. La culture de ce groupe bancaire *étant tout à fait internationale*, la nationalité des candidats potentiels est indifférente ; mais il devront justifier de leur parfaite aptitude à travailler en anglais et en français, être prêts à effectuer de nombreux voyages en Europe et dans le monde, et accepter d'évoluer dans des environnements informatiques très divers. Une expérience très confirmée en ce domaine est indispensable, tant au niveau hardware qu'en ce qui concerne les systèmes utilisés, expérience obligatoirement acquise au sein d'une banque d'investissements ou d'une banque d'affaires internationale, ou encore dans une *société de services informatiques* ou de consulting *spécialisée dans le* secteur bancaire. Agé d'au moins 35 ans, le candidat idéal occupe actuellement des fonctions similaires au sein d'une banque internationale d'investissements ou d'une banque d'affaires de taille moyenne, ou encore se situe en numéro deux (voire chef de projet confirmé), au sein de la direction des systèmes d'information d'une banque commerciale importante. *Merci d'écrire (impérativement en anglais) en* précisant la référence B/5854M

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur financier

400/500.000 F

Région Nord - La filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans la production et la commercialisation de pièces diverses destinées à l'industrie, recherche son nouveau directeur financier. Placé sous l'autorité immédiate du président-directeur général, il entretiendra des relations fonctionnelles avec la direction financière du groupe et aura la responsabilité globale de la gestion administrative, financière, comptable et informatique de la société française. Ce poste de haut niveau au sein d'une entreprise en voie de redressement ne peut convenir qu'à un cadre confirmé, possédant une formation supérieure britannique de type «chartered accountant» *ou française de type* ESC + DECS, *habitué à travailler* indifféremment en français et en anglais, connaissant bien les problèmes de reporting et pouvant justifier d'une expérience réussie de direction administrative et financière au sein de la filiale française d'un groupe industriel anglo-saxon. La rémunération annuelle brute, fonction de l'expérience offerte, sera de l'ordre de 400.000 à 500.000 francs et sera assortie d'une voiture de fonction. D'intéressantes perspectives de carrière peuvent être envisagées. Ecrire à J.P ROUGIER en précisant *la référence A/R 9121M*

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le GROUPE HERISSEY
Imprimeur à EVREUX

recherche le

DIRECTEUR COMMERCIAL

de l'une de ses filiales, MECANIC BROCHAGE, leader en France en brochage et routage de catalogues, périodiques, livres, annuaires.

Rattaché au président-directeur général, il participera à l'élaboration de la politique *commerciale et sera responsable de sa* mise en œuvre : plans, budgets, *prospections, négociation à haut niveau,* recherche de produits nouveaux. Il *assurera le suivi de la gestion* commerciale : devis, prix de revient, facturation. Formation ESCP, ESSEC, HEC ou équivalent. Une expérience de quelques années en négociation industrielle, marketing direct, VPC, arts graphiques, dans un poste de responsabilité sera appréciée. Résidence à Evreux.

Adresser C.V., photo et prétentions à
Marc HEDAN, A.S.I.E.
B.P. 581 - 27005 EVREUX CEDEX

Réponse et discrétion assurées.

ASIE

Jeune directeur technique

Aménagement de véhicules - La vocation de cette PME est l'assemblage et le montage d'aménagements intérieurs pour véhicules utilitaires. L'équipe de direction, jeune et dynamique, afin de préparer l'expansion à l'export et la diversification, veut augmenter la productivité de l'entreprise. Elle recherche le directeur technique qui saura impulser un rythme nouveau. Intégré à l'équipe de direction, il animera le bureau d'études, les achats, l'ordonnancement et l'atelier (environ une vingtaine de personnes), supervisera techniquement les entreprises sous-traitantes et participera à *l'informatisation de la gestion de production. Il devra* également définir les produits nouveaux et mettre en œuvre une politique de standardisation de la gamme existante. Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant acquis une expérience d'organisation de production, si possible chez un carrossier ou chez un constructeur automobile. La rémunération annuelle sera fonction des compétences du candidat. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/2718M

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur général

300.000 F

Imprimerie professionnelle et matériel d'application d'étiquettes - Cette petite imprimerie basée à la Rochelle a été récemment acquise par l'un des leaders mondiaux de la production d'étiquettes auto-adhésives et du matériel d'application correspondant. Elle bénéficiera, à court terme, des travaux destinés au marché français et actuellement effectués en Grande Bretagne et, à *moyen* terme, d'*un programme d'investissement*, de *développement et* d'expansion sur le territoire français. Afin de remplacer l'actuel propriétaire partant prochainement à la retraite, nous recherchons un directeur général qui, rapportant à la direction du groupe, sera entièrement responsable de la marche générale de l'affaire et de son expansion telle que définie par la politique du groupe. Les candidats devront avoir une solide aptitude au *management et être fortement motivés par la direction* d'*une affaire de taille moyenne* appliquant les techniques modernes de contrôle des coûts et très soucieuse de sa profitabilité. Une expérience dans l'imprimerie serait très appréciée mais n'est pas indispensable : les candidats devront avoir la capacité d'assimiler les données techniques et d'apprécier les éléments-clefs des processus de production. La pratique courante de la langue anglaise est obligatoire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 300.000 francs, sera assortie d'une voiture de fonction et de divers avantages conformes au challenge offert. Ecrire impérativement en anglais à J. JENNINGS en précisant la référence GM43/9604M



PA Personnel Services

Hyde Park House - 60a Knightsbridge
LONDON SW1X 7LE - ENGLAND

Entreprise du secteur tertiaire,
Nº 1 sur le marché national,
recherche pour son siége à LYON

DIRECTEUR FINANCIER

La fonction, rattachée au P.D.G., comprend :

- la définition de la politique financière de l'entreprise,
- la direction de l'ensamble comptabilité-gestion,
- l'animation d'un groupe de projet préparant la mise en place d'une exploitation analytique informatisée (horizon 87).
- la supervision des services administratifs.

L'entreprise compte 500 salariés et réalise un C.A. de 130 000 KF.

Ce poste requiert une formation supérieure et une expérience de Direction (comptable financière ou de contrôle de gestion).

Perspectives d'évolution au sein d'un Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 639 M à Alain SARTON



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

L'Agence de l'informatique
établissement public industriel et commercial
RECHERCHE SON

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION DES APPLICATIONS EN MILIEU PROFESSIONNEL

chargé de la diffusion de l'informatique
dans les secteurs primaires, industriels et tertiaires

Sous l'autorité directe du président, il sera responsable :

- De la définition et du suivi de la politique d'intervention ;
- De l'animation d'une équipe de haut niveau (20 personnes);
- De la gestion d'un budget de 80 MF environ ;
- De négociations avec des partenaires variés.

De formation supérieure, il aura exercé des responsabilités importantes auprès d'une direction générale dans le secteur privé (SSII, constructeur, distributeur...).

Envoyer c.v. à : AGENCE DE L'INFORMATIQUE
DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE
CEDEX 16, 92084 PARIS-LA DÉFENSE.

DIRECTEUR DES OPERATIONS DE LEASING

BANQUE AMERICAINE

PARIS

Excellent Salaire + avantages liés à la banque

Une des plus importantes banques américaines implantées en France recherche le Directeur de ses opérations de leasing en France.

Ses responsabilités comprendront:

- Le contrôle financier et comptable des deux filiales françaises spécialisées dans les activités de leasing
- Budgeting, forecasting et analyse des performances
- Optimisation des bénéfices commerciaux en liaison avec le département marketing
- Mise en place, développement, suivi et amélioration des procédures manuelles et informatisées
- Optimisation de la politique fiscale

Les candidats (DECS, grandes écoles, MBA) devront:

- Justifier d'une expérience dans un des grands cabinets d'audit anglo-saxon ou dans une banque ou bien une multinationale US
- Maitriser parfaitement les techniques financières, fiscales et comptables (notamment US reporting)
- posséder *une excellente capacité d'analyse*, un *esprit ouvert et* commercial
- avoir 28 ans minimum
- parler couramment l'anglais

Les candidats intéressés sont priés de contacter Charles-Henri Dumon au 19 44 1 831 0431 ou d'envoyer un CV complet en indiquant la référence 1134/LM à Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2 5LH, Angleterre.



Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London Brussels New York Sydney

Jeune Directeur Général

Le Président d'une société d'application en intelligence artificielle créée dans le Sud de la France, *recherche son Directeur Général.*

Il assurera le management de la société, notamment :

- le développement des affaires et des hommes,
- l'expansion internationale,
- la gestion financière.

Sur le plan technique, il sera assisté d'un Directeur Scientifique.

Ce poste sera confié à un(e) diplômé(e) d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs qui pourra justifier d'une première expérience réussie de direction et de gestion dans le domaine du service aux entreprises.

Il (elle) aura des qualités d'organisateur et des capacités de décision et d'autonomie pour assurer l'expansion de la société et en valoriser les ressources humaines (25 ingénieurs en 1988).

L'évolution de la rémunération tiendra fortement compte des performances du candidat.

La maîtrise de l'anglais est indispensable et une deuxième langue souhaitable.



Conexhom
Conseil en Recrutement

Adresser lettre manuscrite et CV, sous réf. M 8184, à Conexhom 212 Avenue Paul Doumer, 92508 Rueil Malmaison Cédex.

هكذا من الأصل



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

L'AFRIQUE. Vous connaissez ?

Vous êtes apte à jouer un rôle positif auprès de notre filiale implantée dans une grande métropole francophone.

De formation supérieure, vous êtes:

SPECIALISTE IBM 34/36

• Avec 5 ans minimum d'expérience dans des responsabilités de direction d'un service.

Vous assurerez, chez l'un de nos clients, la responsabilité de l'informatique au niveau de la conception et de l'encadrement, essentiellement dans les domaines comptable et financier de l'entreprise.

JEUNE INFORMATICIEN CREATIF

connaissant SGBD, matériels HP, IBM et Micro, l'opportunité vous est donnée d'accéder rapidement à la Direction Technique de notre filiale.

Projets intéressants. Avantages liés au poste.

Adresser dossier de candidature à G.F.N. DEVELOPPEMENT - 14, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

CONTESSE

GRACE

Votre carrière professionnelle dans la recherche...

W.R. Grace & Co. est une société multinationale figurant parmi les dix plus grands de la chimie mondiale. Son chiffre d'affaires dans les spécialités chimiques atteind 2 milliards de dollars, dont un tiers est réalisé en Europe, où 8000 personnes réparties dans 19 usines, points de vente et centres de recherche contribuent à ce résultat.

La clé de notre succès réside dans l'apport de solutions hautement technologiques qui répondent aux besoins spécifiques de nos clients, et c'est à nos centres techniques européens qu'incombe cette tâche.

L'un de nos centres, situé à Cambridge, en Grande-Bretagne, dirige les activités liées à la recherche et au développement de la technologie d'une spécialité chimique produite par six de nos usines en Europe. Le développement ambitieux de nos affaires nous conduit à rechercher plusieurs professionnels désirant mettre à profit leurs connaissances et leur expérience dans la recherche de solutions commerciales aux problèmes de nos clients.

Les candidats seront de

jeunes diplômés universitaires, docteurs en chimie ou ingénieurs-chimistes

Certains des postes intéressent cependant des professionnels pouvant justifier d'une plus grande expérience dans l'industrie chimique.

Si, tout en utilisant vos connaissances scientifiques, vous souhaitez orienter votre carrière professionnelle vers les domaines de la vente, du marketing, du service technique ou de la production dans un environnement international, veuillez adresser votre candidature détaillée, en anglais, à:

R.G. Jeffrey, Directeur-European Employee Relations
Grace Industrial Chemicals, Inc.
P.O. Box 1053
CH-1001 Lausanne



SESA

Wollen Sie an unserem Erfolg teilhaben ?

SESA-Deustchland ist das deutsche System - und Softwarehaus der internationalen SESA-Gruppe mit Hauptsitz in Paris. Die Gruppe zählt mit mehr als 1100 Mitarbeitern und 240 Mio DM Umsatz zu den führenden europäischen Systemhäusern.

Seit 1970 ist SESA erfolgreich auf dem deutschen Markt auf folgenden Gebieten tätig :
- INDUSTRIELLE AUTOMATION : Prozeßautomatisierung, Produktionssteuerung, Qualitätssicherung
- KOMMUNIKATION : Rechnernetze, Bürokommunikation, Informationssysteme, Datenpaket-Vermittlungsnetze
- RAUMFAHRT : Satellitenkontrolle, Bilddatenverarbeitung, technische Software
- *KOMMERZIELLE SYSTEME* für Banken.

Das SESA-Leistungsspektrum umfaßt :
- Beratung
- Durchführung von Studien
- Sotware-Entwicklung
- Systemunterstützung und schulung
- Lieferung schlüsselfertiger Systeme.

Wir suchen weitere Mitarbeiter mit Dienstsitz in Frankfurt, München, Nürnberg, Köln...

Projektleiter für Software-Entwicklungs-Team

Mehrjährige Erfahrung in Systemanalyse, Software-Entwicklung und Projektleitung ist erforderlich.

Software-Ingenieure

mit mehrjähriger Erfahrung in Systemanalyse und Software-Entwicklung

Wir bieten Ihnen
- die Leistungen, die Möglichkeiten und die Atmosphäre eines internationalen Software-Hauses
- attraktives Gehalt
- zusätzliche Sozialleistungen
- *gute Aufstiegsmöglichkeiten*
- verantwortliche Mitarbeit an anspruchsvollen und abwechslungsreichen Projekten in internationalen Teams.

Bitte senden Sie uns Ihre Bewerbung oder nehmen Sie telefonischen Kontakt auf.

SESA - DEUTSCHLAND GMBH
Bockenheimer Landstrasse 24
D 6000 Frankfurt (Main) 1
Telefon. 49.69.71.00.50.

SOURCES

Dans le cadre de ses activités à l'export en LYBIE, un *important groupe industriel français recherche son*

Responsable d'agence

implantée à Tripoli
parfaitement bilingue arabe

Ce gestionnaire polyvalent, véritable lien de coordination entre le Siège à Paris et l'Agence à Tripoli, assure :
- le suivi financier des contrats (relations avec les banques et les divers organismes d'Etat),
- la gestion administrative du personnel de chantier et de l'Agence,
- la tenue de la comptabilité générale,
- les comptes-rendus d'activité de façon régulière à sa Direction de Division.

Une première expérience de ce type réussie à l'étranger, et de préférence au Moyen-Orient, constitue un atout.

Nombreux avantages sociaux. Salaire motivant. Facilités d'installation pour le candidat et sa famille.

Si ce type de fonctions vous intéresse, merci d'adresser C.V. + rémunération, sous la référence 314, à



DICA SELECTION
69, rue Lecourbe
75015 PARIS

MEDIA 84

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Jeune cadre
SECTEUR INTERNATIONAL

Importante banque française de premier plan, nous recherchons pour notre Direction Internationale un Assistant du Responsable de la zone Asie ou Moyen Orient

Chargé de la mise en œuvre de nos objectifs dans la zone concernée, il assurera les relations commerciales, à l'étranger avec les institutions bancaires et financières et les grands emprunteurs de la zone, en France avec le réseau des agences et les clients

Il saura par ailleurs faire preuve d'un réel esprit de synthèse au travers des analyses socio-économiques qu'il effectuera et des conclusions qu'il en tirera.

30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une expérience bancaire de 2 à 5 ans dans une Direction Internationale, ou bien encore vous avez exercé des responsabilités financières internationales dans une grande entreprise.

Ce poste, qui demande de réelles qualités commerciales vous ouvrira de nombreuses possibilités d'évolution au sein de notre banque. Basé à Paris, il nécessitera des déplacements dans les zones concernées

Anglais indispensable - 2ème langue souhaitée

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 92592 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX
qui transmettra - Discrétion totale assurée.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
affiliée à un Cabinet d'Audit
recherche pour **POLYNÉSIE FRANÇAISE**

UN RÉVISEUR COMPTABLE

DECS minimum

Diplôme école commerciale souhaité.
Expérience de 2 ans en cabinet.

Tél. pour rendez-vous à M. J.-M. NAVARRO
expert comptable (1) 47-66-04-09.

DAKAR

Important cabinet de commissariat aux comptes

recherche
pour maîtriser son expansion

UN AUDITEUR

ayant expér. cabinet d'audit

DEUX EXPERTS COMPTABLES STAG.

situation évolutive
pour éléments dynamiques.
Ecrire AP, B.P. 459 DAKAR.



emplois régionaux

emplois régionaux

SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE
travaillant dans le secteur des
« LOISIRS ET DE L'AMÉNAGEMENT »
RÉGION SUD-EST
recherche

UN(E) RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

IL (ELLE) aura pour tâche :
- L'établissement des différents documents comptables et fiscaux en coordonnant une équipe de 4 personnes ;
- Le suivi de la gestion administrative.

La rémunération sera fonction de l'expérience professionnelle et des capacités du candidat.

Envoyer c.v. + lettre manuscrite sous nº 314 191 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7ᵉ.

La commune de Vitrolles (26 000 hab.)
dans les Bouches-du-Rhône
envisage de recruter :

1 ATTACHÉ OPTION ANIMATION

mutation ou inscription
sur liste d'aptitude C.F.P.C.

1 ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ

Remplir les conditions statutaires de recrutement dans la fonction publique territoriale et être titulaire du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé.

Les candidatures et c.v. sont à faire parvenir à :
MAIRIE DE VITROLLES
service du Personnel
B.P. 102, 13743 VITROLLES CEDEX
avant le 20 décembre 1985,
le cachet de la poste faisant foi.

Contact-téléphone
(1) 42 61 82 81

DES GESTIONNAIRES IMAGINATIFS...

Les gestionnaires timides et un peu "poussiéreux", ce n'est pas notre style ! Nous recherchons des collaborateurs hyper-compétents, mobiles et imaginatifs. Des battants prêts à s'investir dans nos perpétuels défis.

ESC ou Maîtrise de gestion + DECS

Dans le créneau AGRO-ALIMENTAIRE, notre Groupe (parmi les 100 premiers) gagne. Nos méthodes : des projets ambitieux, le goût de l'action et une grande ouverture d'esprit.

audit consolidation

3 à 5 ans d'expérience en cabinet. Une excellente pratique de la fiscalité et de la consolidation (aux normes européennes).

trésorerie de groupe

5 ans d'expérience à un poste d'adjoint du responsable Trésorerie Groupe. Une maîtrise parfaite des méthodes bancaires et de la gestion des flux financiers multi-devises.

contrôle de gestion

4 ans d'expérience en milieu industriel. Une parfaite maîtrise des techniques budgétaires et analytiques modernes et performantes.

AVANTAGES : • *une vie professionnelle intense au Siège d'un Groupe à l'expansion agressive,* • la qualité de vie d'une ville universitaire au cœur d'une région très attirante, l'Ouest, • une rémunération à la hauteur de notre exigence, • la possibilité de développer et d'affirmer sa personnalité.

L'une de ces trois fonctions vous convient ? Vous partagez notre conception de la gestion ? Alors appelez "Contact-téléphone" au (1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, 10 h à 13 h le samedi) pour des informations complémentaires ou adressez lettre man., C.V. en précisant le poste choisi à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Le Groupe LILLY, avec 30 000 personnes, occupe une position de premier plan au niveau mondial dans le secteur pharmaceutique.
La filiale française (1 000 personnes, 1,5 milliard de F de C.A.) recherche pour son unité de production de Strasbourg un

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

HEC, ESSEC, SUP. DE CO

débutant ou pouvant justifier d'une courte expérience.

Sa mission est double :
- *il participera à l'élaboration des plans financiers et en réalisera le suivi et la coordination par rapport à l'activité réelle ;*
- *il réalisera des études financières ponctuelles (investissements, nouveaux produits...).*

Aptitude à la communication et au conseil, autonomie, sens des priorités sont des qualités que nous attendons de lui. Son goût et ses connaissances pour l'outil informatique lui permettront de parfaire les systèmes de gestion. De nombreux contacts internationaux supposent une pratique courante de l'anglais.

Les perspectives d'évolution de carrière, de mobilité au sein du Groupe, la rémunération ainsi que les avantages sociaux constituent des attraits complémentaires.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet à J.-L. AUGUSTIN - Département des Ressources Humaines - **Société LILLY FRANCE** - Z.I. - 67640 FEGERSHEIM.

Spécialiste contrats internationaux

Financier - juridique

Le Froid Industriel YORK

Nantes - Cette entreprise d'ingénierie de 300 personnes traite, en France et à l'étranger, les problèmes du froid et du conditionnement d'air dans tous les secteurs : chimie, pétrole, nucléaire, agro-alimentaire, marine, tourisme (neige artificielle). Pour accompagner et intensifier le développement de son activité en France et à l'étranger - Europe, Amérique du Nord, *Pays de l'Est, Afrique, Moyen-Orient - elle crée* au sein de sa direction administrative et financière le poste de spécialiste des contrats. En liaison permanente avec les ingénieurs, il participera aux négociations pour tous les marchés importants et assurera l'élaboration et le suivi des contrats - financements, assurances et garanties, réglementations locales... .Ces fonctions requièrent de grandes compétences financières et juridiques, acquises dans un contexte international, au sein d'une entreprise industrielle - ingénierie, travaux publics ....-, d'organismes spécialisés - COFACE, BFCE, Banques département international -, ou d'un cabinet d'affaires. Le succès dans les missions confiées suppose un tempérament de négociateur, soucieux d'aboutir avec rapidité et sûreté. Une très bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la *référence A/1384M*

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune cadre financier



La SOREFI Nord-Pas-de-Calais, nouvel organisme financier des Caisses d'Epargne de la région, crée le poste de responsable *études et prévisions* et recrute un spécialiste de la gestion financière. Au sein de la direction financière et de l'exploitation, il aura pour mission d'élaborer et de fournir l'ensemble des éléments nécessaires à la gestion financière de l'organisme (bilans, tableaux emplois et ressources, enveloppes de financement, outils d'analyse des risques, sortie des comptes de *résultats, suivi et analyse des* réalisations) et permettant de définir une politique d'équilibre des ressources-emplois. Il aura également un rôle de conseil et d'assistance auprès des caisses. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (EDHEC, ESCAE ou universitaire) âgé d'au moins 28 ans, ayant acquis en milieu bancaire ou parabancaire une solide pratique des outils d'analyse et de prévision financières, et familier de la micro-informatique. Ecrire à J.P FRAY en précisant la référence A/4780M

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

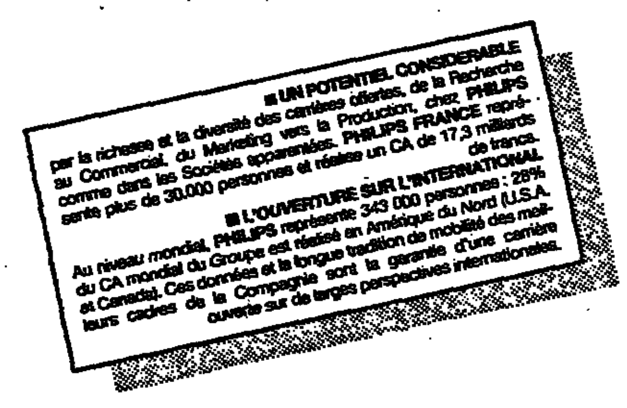
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS ECLAIRAGE

Leader dans le domaine de la fabrication de sources lumineuses.



Jeune ingénieur développement produits

pour son Centre Industriel de CHARTRES, hautement mécanisé et à vocation internationale.
Le candidat retenu commencera son activité professionnelle par une période de 9 mois à l'étranger (6 mois en Allemagne Fédérale et 3 mois aux Pays-Bas).
Une bonne maîtrise de l'Allemand et de l'Anglais est indispensable *et une première expérience dans le domaine industriel* sera un atout supplémentaire pour un jeune ingénieur généraliste de bon niveau souhaitant pouvoir évoluer dans une grande entreprise internationale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) à
PHILIPS ECLAIRAGE - Direction des Affaires Sociales
120, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly s/Seine cedex.

PHILIPS



CONTESSE

Jeune contrôleur de gestion

La société HEULIN est la filiale régionale Pays-de-Loire du groupe CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION. Elle base son développement sur la mise en œuvre de moyens de gestion sophistiqués et ses objectifs sont ambitieux. C'est dans ce cadre qu'elle recherche un jeune contrôleur de gestion. Rapportant à la *direction générale, et après formation*, il sera associé à la gestion des chantiers, il participera à l'élaboration de documents périodiques (prévisions, situations intermédiaires, résultats et analyses) dans un esprit d'animation et de contrôle des ingénieurs travaux. Cette réelle opportunité s'adresse à un jeune ingénieur de formation bâtiment - génie civil, débutant ou première expérience, ayant complété sa formation par un troisième cycle de gestion, ou à un diplômé de l'enseignement commercial supérieur ayant déjà eu par un stage un premier contact avec le BTP. Les perspectives d'évolution sont très larges à l'intérieur de la société comme au sein du groupe en France et à l'étranger. Le poste est basé au Mans. Ecrire à Bruno COULANGE en précisant la référence A/2720M



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Electrochimie un ingénieur de développement

Un groupe industriel leader dans le secteur de l'électrochimie recherche pour améliorer les performances de l'une de ses usines située à proximité de Rouen un ingénieur de développement.

A la tête d'une équipe de 6 à 8 physico-chimistes et pour la ligne de produits principale de cette usine, il assurera l'assistance technique à la fabrication, l'ensemble des études contribuant à son amélioration. Il conduira par son action le Groupe au niveau technique des meilleurs mondiaux de la profession.

Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école (Supélec, EEG, ...) formé à l'électrochimie et ayant 3 à 5 ans *d'expérience dans un domaine similaire.*

L'anglais est nécessaire et des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Ecrivez, sous référence 3.83 LM, aux consultants du Département Ressources Humaines de SIASS, *qui nous assiste dans cette recherche.*

SIASS

25, rue de Berri 75008 PARIS

200 000 F/an +
NORMANDIE

Responsable des comptabilités

- un animateur et un organisateur -

Groupe AGRO-ALIMENTAIRE performant - CA 2 Mld500 - recherche pour une de ses filiales en fort développement - 700 pers., CA 1 Mld, taux de croissance 30% an - un CADRE COMPTABLE confirmé.

Relevant du Directeur Administratif/Financier, il est le responsable et l'animateur d'un service comptable - fortement informatisé - de 7 personnes ; il assure la fonction comptable classique de la filiale et de ses points de vente : contrôle des comptes, trésorerie, fiscalité, facturation, établissement du bilan...; il informe la Direction Financière de l'évolution *des résultats des sociétés.*
En outre, il contrôlera les procédures de nos différents établissements et les fera évoluer ; par la suite, il prendra en charge les financements à l'export.
Cette fonction convient à un cadre comptable, diplômé de l'enseignement supérieur, titulaire du DECS, ayant une pratique de 8 à 10 ans et la maîtrise de la gestion comptable informatisée ; la connaissance de la comp*tabilité analytique est appréciée. Elle offre diverses possibilités de pro*motion dans nos sociétés et dans le Groupe.

Adresser lettre man., *CV détaillé et photo*, sous réf. 71702/M à R. VERDET, *Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux*, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Publival

Membre de Syntec

ALSTHOM **LYON**

La Direction Générale de la **DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE**, *7500 personnes, plusieurs filiales à l'étranger, C.A. 4 milliards,* recherche

auditeur interne

Il contrôle la bonne application des normes comptables.
Il assure des missions d'audit comptable au sein des différents établissements et *filiales françaises et étrangères.*
Il étudie le bon fonctionnement des systèmes comptables et de gestion et participe à l'élaboration du plan d'audit interne.

Agé d'au moins 26 ans, de formation **GRANDE ECOLE DE GESTION + DECS**, il est souhaitable qu'il ait une première expérience dans un Cabinet d'Audit et un bon potentiel.

Connaissance de l'Allemand appréciée mais non indispensable.

Intéressantes possibilités d'évolution à moyen terme.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous réf. 3925-M à MAMREGIES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

INGENIEURS, MIAGE, DUT, EXPERIENCE

AMIENS

UN NOUVEAU PLAN INFORMATIQUE HOSPITALIER

Au CENTRE REGIONAL d'INFORMATIQUE HOSPITALIERE de PICARDIE, notre mission est double :
- traiter pour chaque hôpital de la région l'ensemble de ses applications : paye, stocks, facturation sur l'informatique centrale (BULL DPS 7).
- leur assurer la mise en place, le suivi et la maintenance de leurs propres systèmes (BULL 61 DPS/DPS 6/DPS 7).

Dans le cadre du développement d'une FILIERE NATIONALE de gestion du personnel, nous nous renforçons et recrutons des :

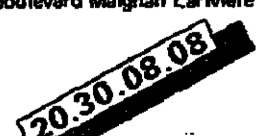
●CHEF DE PROJET (BULL DPS 7)
Expérimenté dans la fonction, il encadre une équipe travaillant sur la paye et la gestion du personnel en temps réel (réf. 01/A).

●ANALYSTE GROS SYSTEMES (BULL DPS 7)
Pour l'évolution et la maintenance d'applications de paye et de gestion du personnel sur DPS 7 environnement BATCH et temps réel (réf. 01/B).

●ANALYSTES BULL DPS 6 sous DTF
Pour étudier, réaliser et mettre en place, dans la région, un système pilote de gestion décentralisée du personnel (réf. 01/C).

●ANALYSTES MINI SYSTEMES (BULL 61 DPS - DPS 6)
Pour lancer, mettre en place, assurer le suivi et la maintenance de systèmes autonomes complets dans les hôpitaux de la région *(réf. 01/D).*

Pour tous ces postes, rémunération selon expérience + primes. Avantages liés à la fonction publique.
Pour obtenir un complément d'information, appelez ALLO-CARRIERES du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, au 20.30.08.08., en précisant la réf. 354.
En cas d'impossibilité, écrivez sous la référence choisie au :
C.R.I.H. de Picardie - Monsieur LEGER -
5, boulevard Maignan Larivière - 80000 AMIENS.





MEDIA PA



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Imprimerie Transformation Emballage (52 Haute-Marne)



Et si vous conceviez avec nous, votre "costume" de futur directeur commercial... France - Export

30 ans environ, de formation Supérieure Commerciale, vous avez depuis 5 ans au moins une expérience de la Direction des Ventes en France et à l'Export, de conditionnement et d'emballages souples et complexes pour produits frais destinés à l'Alimentation ou l'Industrie Agro-Alimentaire. Une ouverture sur d'autres marchés serait appréciée. Anglais parfait et Allemand ou Espagnol souhaité.

Filiale (60 Personnes - 60 M CA), Imprimerie de transformation d'emballages, disposant d'un outil de production moderne ayant des assises financières solides, appartenant à un Groupe de presse et d'édition notoirement implanté, offre d'intégrer près de sa Direction un **CADRE COMMERCIAL.**

Vendeur complet et capable de faire passer son savoir-faire, il aura dans un premier temps la charge directe de la diversification et du développement des Ventes à partir des produits existants et à venir sur l'ensemble des marchés alimentaires et non alimentaires utilisant les techniques d'emballages. Dans un deuxième temps et à partir de cette première étape, il prendra la Direction Commerciale de la Société.

C'est un challenge ouvert et gratifiant qui s'offre à vous. Il vous faudra habiter en Province Haute-Marne, impérativement à JOINVILLE entre Chaumont et St-Dizier.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et salaire actuel) sous référence 6985 IJM à MORENO, 17 rue Courmeaux - 51054 Reims.

SOURCES

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS REIMS - PARIS - LYON



CHEF DU SERVICE EXPLOITATION

Pays de Loire
Distribution
Conseil

Un groupe français, leader mondial en matière de production et de commercialisation de graines et semences potagères et horticoles, recherche LE CHEF DU SERVICE EXPLOITATION de l'une de ses filiales, spécialisée en distribution grand public par le biais d'un réseau de centres de jardinage. Dans le cadre d'objectifs définis par la Direction Générale, il mettra en place les moyens permettant d'accroître les parts de marché des centres de jardinage dans leur zone géographique. Il contrôlera leur fonctionnement, animera et conseillera les managers pour les aider à améliorer leurs marges et leur permettre d'obtenir une rentabilité maximum. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure, option gestion de préférence, possédera une expérience de la grande distribution de biens de consommation acquise soit en GMS soit en réseau de concessionnaires ou de franchisés. Une évolution rapide est prévue pour un candidat à fort potentiel. Ce poste, à pourvoir en Pays de Loire, implique de fréquents déplacements. Ecrire sous référence 804/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

VAL-DE-LOIRE

Nous sommes un Groupe International de premier plan, et nous proposons à plusieurs Ingénieurs confirmés de venir renforcer notre potentiel humain et technique et de devenir **Chefs de file** dans leur spécialité.

Pour l'une de ses usines spécialisée dans la mécanique, l'électronique et la pyrotechnie, située dans un site exceptionnel, près d'ORLÉANS:

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Intégré au Service **Fabrication**, vous animez une équipe pour développer les techniques électroniques dans la production, former les équipes, faire les bons choix d'investissement en coordonnant vos actions avec les autres services de l'entreprise.

Ingénieur Électronicien de formation **(SUPELEC, INSA, ENSERB)**, vous avez une première expérience de 2-3 ans, soit en fabrication, soit aux méthodes, et impérativement dans un secteur électronique.

RÉFÉRENCE 85490.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Au sein du Service **Méthodes**, et en relation avec les commerciaux, vous êtes le spécialiste des devis, dont vous améliorez les méthodes de calcul, qualitativement et quantitativement. Par ailleurs, vous synchronisez le démarrage du plan informatique au niveau des gammes et nomenclatures

Ingénieur Mécanicien **(CENTRALE, A.M.)**, vous avez une expérience mécanique de 3 à 5 ans dans l'archivage technique ou aux méthodes.

RÉFÉRENCE 85493.

INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

Intégré au service **Contrôle-Qualité** en pleine évolution, vous organisez et managez une équipe pour réaliser des contrôles en zone pyrotechnique et développer des moyens de mesures et d'essais.

Ingénieur Électromécanicien **(CENTRALE, A.M.)**, vous avez 3 ans d'expérience minimum en fabrication ou contrôle (moyennes séries) dans la pyrotechnique ou l'électronique.

RÉFÉRENCE 85491.

3 INGÉNIEURS CHEFS DE PROJETS

Au sein du Service **Méthodes**, votre mission sera similaire, dans des spécialités différentes:
- prévoir les investissements les plus rentables,
- établir les gammes de fabrication,
- aider la production en cas de modifications,
- piloter l'équipe projet.

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs Grandes Écoles, Électroniciens et Mécaniciens, confirmés par 3 à 5 ans d'expérience dans les méthodes et connaissant les moyennes séries.

RÉFÉRENCE 85494.

INGÉNIEUR AUTOMATICIEN DÉBUTANT

Intégré au Service **Contrôle-Qualité**, et en collaboration avec le service des **méthodes**, vous faites évoluer les méthodes de contrôle pour détecter les investissements en automatisme et les réaliser, et améliorer la productivité.

Ingénieur Électronicien ou Informaticien **(SUPELEC, IDN, INSA, ENSERB)**, tourné vers la micro-informatique, vous avez des connaissances solides en automatisme.

RÉFÉRENCE 85492.

AUVERGNE

Pour l'une de ses unités spécialisée dans la fabrication mécanique ou micromécanique, près de LIMOGES:

INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

Dans le cadre d'une diversification, vous participez à la réorganisation du service **Méthodes**, en développant l'automatisation, la robotique, les techniques nouvelles, en vue d'une meilleure productivité.

Ingénieur Électronicien de préférence, vous avez de solides connaissances en automatisme. Une expérience de 2 ans aux méthodes serait vivement appréciée.

RÉFÉRENCE 85495.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Au sein du service **Contrôle**, vous êtes le spécialiste de la prestation qualité (depuis les appels d'offres jusqu'à la sortie des produits) et vous mettez en place des moyens de contrôle automatisés, dans le cadre de nouvelles productions.

Ingénieur Mécanicien **(CENTRALE, A.M.)**, vous avez acquis une première expérience de 2-3 ans au sein d'un service qualité.

RÉFÉRENCE 85496.

Tous ces postes d'INGÉNIEURS ont tous un caractère évolutif, à condition d'être *CURIEUX, MOBILES, et prêts à MANAGER DES HOMMES... dans un souci de rentabilité et de qualité.*

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en précisant votre référence de poste, à **SELECOM**, 226, rue du fg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Selecom CONSEIL EN RECRUTEMENT

Génie Chimique et Génie Alimentaire

LILLE

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Nous sommes une importante société réalisant des usines et ateliers « clé en mains » mondialement connue.
Nous recherchons pour notre CENTRE DE RECHERCHES un Ingénieur - 35/40 ans - pour animer et contrôler une équipe de développement composée d'ingénieurs et techniciens dans le domaine du Génie alimentaire et en particulier de la sucrerie.
Vous aurez pour mission d'étudier et de mettre au point des matériels et des procédés entrant dans le cadre des activités actuelles et futures dans le but d'obtenir les meilleures performances tant en coût matériel qu'en coût d'exploitation (en particulier rendement et consommation spécifique).
Une expérience industrielle en génie alimentaire est indispensable.
Ce poste nécessite des qualités de synthèse, une aptitude à traiter les problèmes théoriques et une ouverture intellectuelle sur toutes les techniques applicables en génie alimentaire.

Merci d'envoyer votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 61518 à CONTESSE PUBLICITÉ
16, place du Général de Gaulle, 59800 LILLE, q.tr.

CONTESSE

DISTRIBUTEUR DE PRODUITS POUR L'INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE
LEADER DANS SON DOMAINE
recherche
SON RESPONSABLE RÉGIONAL RHONE-ALPES

INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL

Basé à LYON dans une agence autonome (liaison transpac), dépendant directement du siège à Paris, il assurera auprès de la clientèle électronique Rhône-Alpes et Sud-Est la commercialisation des produits des fabricants représentés en exclusivité (U.S.A., Allemagne, G.B., France ...).

Son sens commercial et ses aptitudes techniques (mécanique, chimie, électronique) lui permettront de développer le chiffre d'affaires déjà important de ce secteur.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé grande école ou universitaire (5 ans d'expérience minimum) désireux d'évoluer au sein d'une société en pleine expansion.

Anglais et/ou allemand nécessaire.

Déplacements fréquents.
Salaire fixe + intéressement.
Voiture de fonction.

Envoyer C.V. à Nº 41834 COFAP 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

cofap

SAFT GROUPE CGE

Nous sommes un important groupe français, leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs de technologies avancées et les piles à usage industriel.
Nous recherchons pour **BORDEAUX** un

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE DE PRODUCTION

Vous serez responsable de la mise en place de la gestion de production informatisée sur HP 3000 de nos établissements industriels français.

Pour un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, maîtrisant l'informatique appliquée à la gestion et expert en traitement de l'information, c'est l'opportunité de mener un projet ambitieux au sein d'une équipe jeune et motivée.

Une expérience de MM / PM est souhaitée sur le plan technique. De nombreux déplacements dans nos établissements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature sous référence A.23.42 M à SAFT
Direction des Ressources Humaines - 57, rue de Villiers
92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

CONTESSE

IMPORTANTE Société implantée en **Haute-Savoie** recherche pour son Département INFORMATIQUE (40 personnes) équipé d'un important matériel IBM (4381 et 4341) et de mini et micro-ordinateurs

INGENIEURS DE CONCEPTION

chargés de projets d'organisation informatisée dans les domaines commercial, administratif et industriel.

Formation : grande école scientifique ou commerciale.

La Société offre à des candidats DEBUTANTS ou possédant quelques années d'expérience dans une entreprise industrielle une expérience formatrice et la possibilité d'évoluer à terme vers des secteurs très variés.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à
Pierre **LICHAU S.A.** s/réf. 4211,
12, rue Président Carnot 69002 Lyon
qui transmettra.

Bull, établissement d'Angers (3000 personnes), recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Vous êtes débutant(e) ou possédez une toute première expérience en applications électroniques aux ordinateurs.
Nous vous proposons, au sein de notre Direction Production Ordinateur, de participer à la mise au point d'un nouvel ordinateur pour ensuite assurer son introduction en fabrication dans le respect du dossier fonctionnel et des normes Qualité.
Après une année de formation en région parisienne, vous deviendrez un(e) spécialiste pointu(e) de ces systèmes, dans l'unité de production et pour nos clients.
Vous serez amené(e) à travailler en deux équipes.
Au terme de cette mission, de larges perspectives d'évolution vous sont offertes au sein du Groupe Bull.

Merci d'adresser votre candidature à :

Cii Honeywell Bull
Service Emploi
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



REMY MARTIN

CONSOLIDATION FINANCIÈRE ET COMPTABLE

REMY MARTIN, Groupe international de production et de distribution de vins et spiritueux, réalise en France et dans le monde entier, un chiffre d'affaires de près de quatre milliards de francs.
REMY MARTIN INTERNATIONAL, opérant en tant que holding vis-à-vis d'une soixantaine de Sociétés filiales, renforce ses structures en intégrant un technicien de la Consolidation. Participant, au sein de la cellule Consolidation, à l'élaboration des résultats mensuels et à la mise au point des procédures et outils de consolidation, il élargira progressivement ses responsabilités jusqu'à la prise en charge complète de la cellule.
Cette création de poste intéresse un candidat(e) de formation école de Commerce + D.E.C.S., ayant acquis, à côté d'une solide pratique comptable, l'expérience de la consolidation dans un environnement international de préférence, en entreprise ou en cabinet. L'anglais écrit et parlé est indispensable.
Le fort développement de la cellule comme du Groupe est de nature à motiver un candidat(e) de valeur. Le poste est basé à COGNAC.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet et rémunération actuelle, sous réf. M 8.1001 F, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS



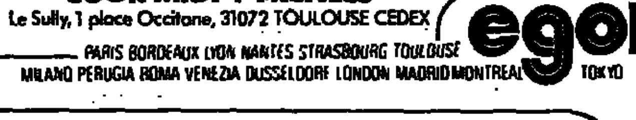
Sud-Ouest

CHEF DES FABRICATIONS

- Réorganiser en intégrant les facteurs humain, technique et économique un ensemble d'ateliers orientés principalement vers la mécanique et la micro-mécanique.
- Animer différentes équipes (350 personnes) pour qu'elles soient plus performantes.
- Participer à l'évolution technologique liée à un secteur d'activité largement exportateur.
- Intégrer une des unités industrielles (600 personnes) de l'un des premiers groupes français largement diversifié.

Telle est l'opportunité qui est proposée à un jeune ingénieur mécanicien (AM, INSA, ENI...) dont la première expérience professionnelle (5 ans minimum) lui a permis non seulement de résoudre des problèmes organisationnels et techniques mais aussi d'animer des équipes de production. Il désire maintenant exercer des responsabilités plus larges et intégrer un Groupe à l'intérieur duquel les possibilités d'évolution de carrière sont multiples et variées. Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4/1270 H à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri, 75008 PARIS
ou
EGOR MIDI-PYRÉNÉES
Le Sully, 1 place Occitane, 31072 TOULOUSE CEDEX





DIPLOMES GRANDES ECOLES

Débutez votre carrière dans le domaine des relations humaines

Telle est l'opportunité qui vous est offerte par ESSO CHIMIE (1 200 personnes dont plus de 300 cadres), filiale française du Groupe EXXON CHEMICAL.
Au sein d'une petite équipe performante et polyvalente, il vous sera confié des missions spécifiques dans le domaine de la gestion du personnel et des relations de travail mais vous aborderez rapidement l'ensemble des aspects de la fonction relations et ressources humaines. A moyen terme, vous pourrez poursuivre une carrière dans le Groupe en France ou à l'étranger.
Nous souhaitons rencontrer des diplômés de Grandes Ecoles Commerciales et de Gestion (HEC, ESCP, ESSEC, IEP...) possédant déjà une première expérience (relations humaines) ou des débutants ayant de réelles motivations pour la fonction Relations Sociales.
La pratique de la langue anglaise est indispensable pour le présent et pour votre avenir dans le Groupe.
Le poste est basé à Notre-Dame de Gravenchon, entre ROUEN et LE HAVRE.
Merci d'adresser dossier de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 11/507 BC à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

SIEMENS

Notre Division médicale recrute pour son service **Technique Radiologie** à **BORDEAUX**

un Ingénieur de Maintenance

De formation électronique ou électrotechnique, il sera chargé de l'assistance technique en clientèle ainsi que du montage et dépannage du matériel de radiologie.

La connaissance de l'anglais est indispensable celle de l'allemand serait souhaitée.

Poste à pourvoir immédiatement.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier complet sous la référence 1341/M à :

Departement du Personnel
BP 122 - 93204 Saint-Denis cedex 01

Siemens S.A.

CAISSE D'EPARGNE DE VOIRON-CHARTREUSE

jeune financier, futur responsable de notre département financier

Sup de Co + DECS, vous avez une première expérience dans la direction financière d'une banque. Venez prendre en main progressivement la gestion financière, la trésorerie, la comptabilité analytique et notre service comptable (5 p.). Bientôt membre du Comité de direction, vous aurez un poids réel dans notre établissement en croissance.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (sous réf. 1121 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieurs électroniciens de haut niveau

Nous sommes une société spécialisée dans l'étude et le développement de matériels de pointe faisant appel aux techniques d'hyperfréquence et de traitement du signal destinés aux télécommunications et à l'aéronautique. Face à notre développement nous souhaitons intégrer plusieurs *INGÉNIEURS ELECTRONICIENS* de haut niveau. (X, ESE, Télécom...).

INGENIEUR ETUDE : Ayant à votre disposition des moyens techniques performants, vous serez chargé de participer à la conception et à la réalisation de sous-ensembles et ensembles complexes faisant appel aux techniques précédemment citées. Possédant une expérience précisément dans ce domaine, votre âge (30 ans) et votre dynamisme vous motivent pour évoluer vers un poste créatif à responsabilités. (Réf. A)

INGENIEUR PROJET : Chargé de concevoir les produits de demain, vous aurez pour mission, sous les ordres de la Direction, d'élaborer les propositions techniques et commerciales. Agé de 35 ans, passionné de technologies nouvelles dans notre domaine et possédant des capacités d'innovation, vous aurez un excellent relationnel et saurez vous montrer rigoureux et motivé. (Réf. B)

RESPONSABLE du SERVICE MICRO-ELECTRONIQUE HYPERFREQUENCE : Capable d'assurer l'évolution technique et technologique nécessaire aux besoins de notre société, vous maîtriserez parfaitement, de par votre expérience, la micro-électronique appliquée à l'hyperfréquence. Agé de 30 ans et responsable de l'établissement des procédés, vous dirigerez et animerez une équipe de 10 personnes. (Réf. C)

Pour tous ces postes basés à proximité d'une grande ville universitaire en Normandie, la rémunération sera liée à l'expérience et saura attirer des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo (en précisant la référence RG/LM/851118 A, B, C) à CAPFOR Normandie - *Péricentre 4 - 149, rue de la Délivrande - 14000 CAEN.*

CAPFOR
PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

MEDIA PA

Association d'action socio-éducative, recherche à compter du 1er janvier 86 :

UN(E) ATTACHÉ(E) DE DIRECTION

Convention collective enfance inadaptée. Cette personne sera chargée de la coordination et du bon fonctionnement des services administratifs et comptables. Niveau DECS ou équivalent. Pratique *professionnelle* et connaissance informatique. Candidature + c.v. à adresser : Monsieur le Président du Co.D.A.S.E., 2, chemin des Marronniers, 38100 GRENOBLE. Tél. : 76-21-68-90.

Ville de VILLEFRANCHE (Rhône)
recrute par voie de concours sur titres un secrétaire général adjoint, titulaire d'une licence, ou d'un diplôme équivalent. Recrutement au 1er janvier 1986, salaire mensuel net de début de carrière 7 400 F.

Envoyer candidatures avec c.v. et copie des diplômes à Monsieur le Maire de Villefranche, Service du Personnel, B.P. 419, 69653 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE CEDEX, avant le 12 décembre 1985.

Commune de 67.000 habitants SAINT-QUENTIN (Aisne) recherche

1 JOURNALISTE

Ce spécialiste de l'information et des relations publiques *prendra en charge* :
la circulation de l'information et la promotion de la ville tant à l'intérieur qu'à l'extér.

Rémunération brute annuelle : 138.841 F.

Les candidatures accomp. d'un C.V. + photo doivent être adress. à M. le Sénateur Maire, B.P. 46, 02108 St-Quentin Cedex.

Le Studio GRAME (Centre de recherche musicale) offre emploi d'informaticien. Bonnes connaissances UNIX, C, 68000, IA, traitement du signal... Poste à pourvoir début décembre. Env. c.v. à Studio GRAME, 6, *quai Jean-Moulin*, 69001 LYON, 78-39-32-02.

OFFRES D'EMPLOIS

GRAND GROUPE DE COMMUNICATION, implanté en France et dans la C.E.E... dont le Siège Social est à NEUILLY, recherche dès aujourd'hui :

UN HOMME OU UNE FEMME DE MARKETING
DE HAUT NIVEAU (28-40 ANS)

LE PROFIL :

- Formation ETUDES SUPERIEURES (Sciences Po, Sup de Co...)
- Expérience de 8 à 10 ans en Grandes Agences (budgets d'intérêt public ou de grande consommation). - Véritable homme-orchestre, méthodique, rigoureux, persuasif, intéressé par les études quantitatives/qualitatives, capable d'animer une équipe et de participer à la création.

AYANT ENVIE DE FRANCHIR UNE NOUVELLE ETAPE DE SA VIE PROFESSIONNELLE

LE POSTE :

- Directement rattaché au Directeur de l'Agence sa mission est passionnante : ANALYSER, COMPRENDRE et DEFINIR une STRATEGIE DE COMMUNICATION DES VILLES OU DES COLLECTIVITES TERRITORIALES dont il aura la charge.
La cible à atteindre étant double : «vendre» leur action auprès des habitants, séduire les décideurs économiques, les investisseurs potentiels extérieurs susceptibles de participer au développement économique.
La rémunération sera fonction de l'expérience et du profil du candidat.
Envoyer Curriculum Vitae + prétentions personnelles + photo sous réf. : M 8079 à Média-System, 2, rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

ISOROY

Leader en France de la fabrication des panneaux dérivés du bois (*fibre, particules et contreplaqué*), *Isoroy* recherche pour sa division bâtiment négoce :

UN CHEF DE PRODUIT

Vous avez 30 ans, environ, une formation d'ingénieur et une expérience de 2 à 3 ans dans des produits similaires ou dans la fonction.

Vous aurez pour mission majeure :
- Développement de produits sur des marchés existants ou nouveaux ;
- Préparation et suivi des plans marketing ;
- Assistance technique et animation des équipes commerciales.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v. et prétentions) à Société Isoroy, B.P. 90, 14102 Lisieux Cedex.
A l'attention de Monsieur Tonnette.

RÉGION ORLÉANAISE

LITA FILIALE INTERNATIONALE du Groupe Eclairage **PHILIPS**

recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

De formation supérieure
(BTS ou école supérieure de comptabilité de gestion)

- Vous devez avoir un minimum de 3 ans d'expérience en milieu industriel.
- Une bonne connaissance de la COMPTABILITÉ GÉNÉRALE est nécessaire même si votre avenir chez nous se situe dans les domaines de la COMPTABILITÉ ANALYTIQUE et du CONTROLE DE GESTION.
- Un bon niveau en anglais est un atout supplémentaire.

Si vous avez envie de vous joindre à une équipe qui « gagne », adressez c.v. détaillé, photo et prétentions à Françoise Requier, LITA, B.P. 14, 41600 LAMOTTE-BEUVRON.

CRÉDIT MUTUEL DE NORMANDIE

Nos résultats, nos *investissements*, nos effectifs sont en progression constante.
Notre groupe s'est fixé des objectifs ambitieux.
Confirmant sa structure, il recrute pour CAEN :

UN COMPTABLE QUALIFIÉ

- Niveau D.E.C.S.
- Ayant 4 à 5 ans d'expérience
- Connaissant le plan comptable bancaire
- Apte à évoluer vers le contrôle de gestion et à assurer l'animation d'une équipe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo + prétentions à :
CRÉDIT MUTUEL DE NORMANDIE
Direction des Relations Humaines (P. VILLENEUVE)
27, rue de la Miséricorde, B.P. 44 - 14010 Caen Cedex
DISCRÉTION ASSURÉE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Ministère de la Culture

recrute pour

le Musée d'Orsay à Paris

UN RESPONSABLE DE LA MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU DE CORRESPONDANTS DE MUSÉE
Relations avec associations, comités d'entreprise, organisation du dispositif d'information.
Qualifications titres universitaires niveau maîtrise ou expérience confirmée organisme culturel.

CINQ CHEFS CENTRALE SURVEILLANCE
Direction par roulement de pupitreurs, établissement consignes contrôle fonctionnement système vol, incendie, GTC.
Qualifications techniciens supérieurs micro-informatique ayant expérience.

Adresser candidatures et C.V. avant le 30 novembre 1985 à :
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE D'ORSAY
62, rue de Lille, 75007 PARIS.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

TELIC-ALCATEL
Les communicants des nouveaux mondes

LE GROUPE TELIC ALCATEL, filiale C.G.E. est présent dans 40 pays. Avec un C.A supérieur à 2 milliards de francs, 500.000 lignes, 1.000.000 de postes et terminaux installés, nous sommes l'un des premiers dans le monde sur ce marché en forte expansion : la communication d'entreprise.
En France, notre effectif est de 3 000 personnes, réparties essentiellement en Alsace et en région parisienne.
Notre croissance (+ 35 % en 1985) et notre développement *international nous amènent à* renforcer en permanence nos équipes par de jeunes talents mobilisés par nos impératifs : innovation et goût d'entreprendre. A 25 km des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, **STRASBOURG** vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre au carrefour de l'Europe.

DIRECTION TECHNIQUE Les 250 ingénieurs et techniciens de notre unité de **STRASBOURG** peuvent se prévaloir d'avoir réalisé la première gamme de PABX électroniques en Europe, le premier Intercom électronique, le terminal télématique Minitel, le premier poste électronique nouvelle génération homologué par les PTT... Ils développent actuellement des systèmes de communication et un ensemble de terminaux associés. A cette fin, ils mettent en œuvre des techniques avancées telles que : commutation et transmission numériques, traitement de la parole, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel ... Pour cela, ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants tels un centre de CAO, des stations CAE, plus de 80 machines de développement, un centre de calcul puissant (VAX, UNIX).
L'entreprise s'est dotée de sa propre équipe de conception de VLSI et intégrera dans ses produits, en 1985, plus d'un million de microprocesseurs 4, 8, 16 et 32 bits. *Si vous êtes intéressé par le développement de nos projets (autocommutateurs multiservices, applications télématiques et bureautiques), venez renforcer nos équipes actuelles et construire, avec elles,* l'avenir de TELIC ALCATEL.



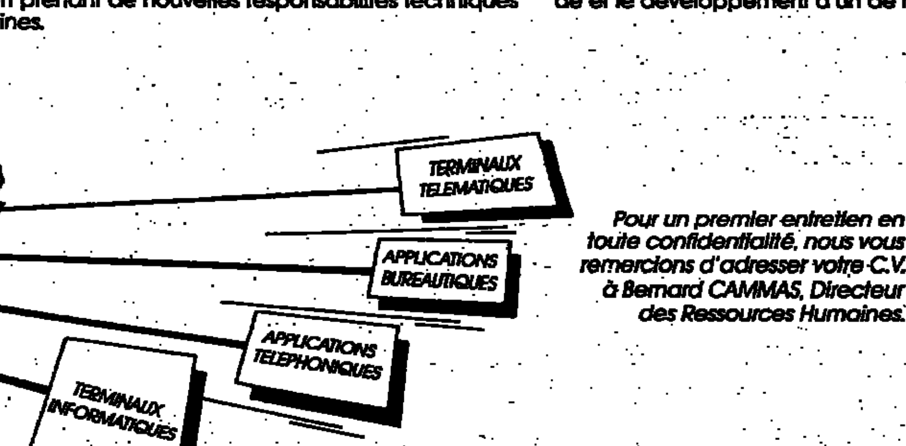
DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS CONFIRMÉS

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole et vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes électroniques. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant de nouvelles responsabilités techniques et humaines.

DES RESPONSABLES DE PROJET

Vous avez une bonne expérience dans la conception matériel et/ou logiciel de systèmes électroniques et vous avez déjà animé une équipe d'ingénieurs et de techniciens. Nous vous proposons de devenir l'un de nos responsables de projet. A la tête d'une équipe pluridisciplinaire (matériel/logiciel), vous aurez pour mission d'animer l'étude et le développement d'un de nos futurs produits.

RESEAUX PUBLICS
RESEAUX LOCAUX
ORDINATEURS



Pour un premier entretien en toute confidentialité, nous vous remercions d'adresser votre C.V. à Bernard CAMMAS, Directeur des Ressources Humaines.

TELIC Alcatel

TELIC-ALCATEL 206, ROUTE DE COLMAR - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX

GRANDES ECOLES D'INGENIEURS ET DE GESTION
Nos futurs dirigeants commencent par l'informatique

CREDIPAR *Important GROUPE FINANCIER privé, filiale à parité des groupes SOVAC et PEUGEOT, est spécialisé dans le financement aux particuliers et occupe l'un des tout premiers rangs dans son secteur d'activité. Nos importants investissements dans les technologies de pointe (MONETIQUE, TELEPAIEMENT, VIDEOTEX...) nous amènent à développer, à l'échelon national, des projets informatiques de grande envergure.*
Nous pensons que nos futurs cadres dirigeants, quelles que soient leurs fonctions ultérieures, devront avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique. Nous proposons donc à de jeunes diplômés

CENTRALE, MINES, HEC, ESSEC, SC. PO...

***débutants** ou ayant une **expérience de 2, 3 ans** en informatique de gestion, de commencer ou poursuivre leur carrière dans notre département Informatique.*
Dans une première étape vous apprendrez à connaître notre environnement, nos stratégies de développement, nos outils informatiques (IBM), les besoins de nos utilisateurs. Progressivement vous serez amenés à prendre des responsabilités croissantes dans l'Organisation, la Conception et la Conduite de projets importants. A l'issue de cette première étape vous aurez la possibilité d'accéder à d'autres responsabilités dans la filière Organisation-Informatique ou dans une Direction Opérationnelle.
Ces postes sont destinés à des candidats ayant de réelles qualités d'organisateur et d'animateur, davantage attirés par le management que par la technique.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 5111 à notre Conseil CINOREN - 69 rue La Fayette - 75009 Paris.

cinoren





MINISTÈRE DES P.T.T.
DIRECTION GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Dans le cadre de sa mission interministérielle et internationale La Direction des Affaires Industrielles et Internationales : DAII

recherche

UN INGÉNIEUR
RESPONSABLE DE LA RÉGLEMENTATION EN RADIOCOMMUNICATION.

Profil recherché :
- Connaissances techniques en radiocommunication ;
- Pratique de la langue anglaise indispensable ;.
- Aptitude à la négociation et aux contacts.

Envoyer lettre et c.v. à :
DGT/DAII/SAI/CR
7, BOULEVARD ROMAIN-ROLLAND, 92128 MONTROUGE CEDEX.

Conseil en management : techniques et stratégies

Notre activité de conseil en management connaît un fort développement tant par le nombre que par la nature des missions qui nous sont confiées, la taille et le secteur d'activité de nos clients.

Nous recherchons de jeunes consultants pour compléter nos équipes composées de professionnels dont la diversité de formation et d'expérience crée la richesse.

A 28 ans minimum, vous avez acquis une expérience opérationnelle d'au moins trois ans, soit dans un Cabinet Conseil, soit dans une Banque, soit dans une entreprise industrielle dans un poste comptable et financier ou de contrôle de gestion. Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce ou d'ingénieur) avec une bonne connaissance des systèmes.

Le métier de conseil vous intéresse. Vous souhaitez enrichir vos connaissances au contact de spécialistes de haut niveau tout en gardant une autonomie dans la conduite de vos missions.

Nous vous proposons de valoriser votre acquis en vous confiant des missions d'organisation, de conception et en assurant la conduite de projets à un très haut niveau d'intervention.



Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions d'écrire à Marc SIBOLD sous la référence 930/37-M en nous indiquant votre niveau de rémunération à PEAT, MARWICK, MITCHELL & Co - Tour Fiat, Cedex 16, 92084 PARIS LA DEFENSE

Une fonction «tremplin» dans l'entreprise



Filiale de l'un des plus importants groupes chimiques mondiaux, nous sommes présents dans différents secteurs d'activité : produits pharmaceutiques, produits pour l'agriculture, matières colorantes, matières plastiques, pigments et additifs.
Nous employons plus de 2.200 personnes et nous avons plusieurs unités de production.
Nous recherchons pour notre département Organisation et Informatique un Jeune Organisateur.

Au sein d'une équipe de spécialistes, il participera à différentes missions d'étude et de conseil accompagnant la mise en place de systèmes d'information en relation avec les utilisateurs du secteur commercial-marketing en particulier.
Nous rencontrerons des candidats de formation supérieure, commerciale de préférence, possédant une première expérience (2 ans environ) de la fonction d'organisateur.

La dimension de notre Groupe, la diversité de nos activités, notre volonté de développer la mobilité interne permettent d'envisager de réelles perspectives de développement professionnel.

Merci d'adresser votre candidature (c.v., lettre manus., photo et prétentions) à Madame Monteil - CIBA GEIGY - Département du Personnel 2 et 4, rue Lionel Terray - 92506 Rueil Malmaison.

CIBA-GEIGY

BANQUE INTERNATIONALE

recherche

CADRE DE BANQUE

(classe V)

Au sein du service TITRES, il sera chargé de l'administration des transactions sur le marché français.

La connaissance approfondie des mécanismes boursiers, de Sicovam, des obligations réglementaires et fiscales est exigée.

Anglais indispensable.

Envoyer c.v. et prétentions à :
B.A.I.I., 12, place Vendôme,
75001 PARIS.

Le Centre de Perfectionnement aux Affaires, qui entraîne à la direction générale d'entreprise

recherche

UN ADJOINT

pour le directeur de son centre de Jouy-en-Josas.

- 35 ans minimum.
- Diplôme enseignement supérieur.
- Expérience de l'entreprise.
- Pratique des méthodes pédagogiques de pointe et de l'élaboration de programmes de perfectionnement.
- Connaissances informatiques.
- Goût des contacts, de l'innovation, des initiatives.
- Sens de l'organisation.
- Anglais indispensable, allemand très souhaité.



Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. + photo à Georges de Sainte-Marie, CPA, 1, rue de la Libération, 78350 JOUY-EN-JOSAS.

Important groupe industriel
secteur public

recherche

COMPTABLE CONFIRMÉ

(H./F.), 35 ans environ.

Autonome, niveau BTS

Chargé de la comptabilité générale du secteur exportation.

Adresser c.v. manuscrit, photo et prétentions sous nº 314 241 M LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

De la banque d'affaires à l'animation d'un centre de profit

Mines, ECP... + MBA

Une division en forte expansion d'un grand groupe du secteur tertiaire, ayant une activité de conseil dans les domaines : économie, finances, organisation industrielle, auprès de grandes entreprises françaises et étrangères, étoffe ses structures et recherche son

Chef de service
études économiques et financières

Ce poste qui implique autonomie, initiative et prise en charge complète d'un service fonctionnant en centre de profit, conviendrait à un ingénieur grande école (Mines, ECP...) + formation complémentaire en gestion (MBA, ISA, ou INSEAD...) et disposant d'une expérience d'environ 5 ans acquise de préférence dans une banque d'affaires ou cabinet spécialisé. La réussite dans ce poste implique une réelle compétence ainsi qu'un dynamisme commercial marqué et des qualités d'animation et d'innovation.
Anglais indispensable.

Poste à Paris. **Rémunération : 300.000 F. +**

Ecrire sous réf. DY 251 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

HEC, ESSEC, ESCP

Nous recrutons les meilleurs et nous savons les garder



La lyonnaise des eaux est le chef de file d'un groupe de sociétés de service de 30.000 personnes. Son implantation est internationale et ses unités opérationnelles sont à taille humaine.

Au sein de ce groupe, une mobilité intelligente favorise des carrières dynamiques pour des cadres motivés, animateurs, ayant un fort potentiel de développement. *Si vous avez une première expérience de deux ans, de préférence dans la mise en place de systèmes informatiques de gestion, nous vous proposons de commencer chez nous dans des fonctions dont la polyvalence vous donnera une solide formation.*
Vous assumerez des responsabilités concrètes dans des domaines variés : organisation administrative, informatisation, comptabilité, gestion, personnel.

Deux postes sont actuellement à pourvoir :

- **Bordeaux** — **référence KU 247 CM**
- **Paris** — **référence LV 248 CM**

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

AGRO-ALIMENTAIRE

Représentant permanent
à BRUXELLES

UN CLUB D'ENTREPRISES FRANÇAISES, de divers secteurs *agricoles et agro-alimentaires,* *recherche son* **Représentant permanent à Bruxelles :** cadre expérimenté, plus de 40 ans, apte à travailler seul, *faisant ou voulant faire sa carrière à Bruxelles.*

Il aura une bonne connaissance du secteur agricole et du fonctionnement de la Communauté, des facilités de contact, ainsi que le souci du détail, de la précision, de la rapidité du compte rendu.
Connaissance de l'anglais indispensable et de l'allemand souhaitable.

Voyages hebdomadaires à Paris.

Ecrire sous réf. JT 246 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

ORGANISME DE FORMATION

Responsable d'un département

UN TRÈS IMPORTANT CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET PERMANENTE, ***plan national,*** *agissant dans le* secteur tertiaire et plus particulièrement auprès des banques et des établissements *de crédit... recherche un* ***Responsable de Département.***

Son profil :
Le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure et avoir eu l'opportunité au cours de sa carrière professionnelle de formateur (3 à 5 ans d'expérience) de connaître le milieu bancaire.

Sa mission :
Il sera responsable d'un département déjà bien implanté et reconnu auquel il *continuera à donner un fort développement. Ce département est géré comme un* centre de profit et implique de la part du responsable de réelles qualités et une certaine polyvalence : pédagogique, commerciale, gestion et animation d'une équipe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. MW 249 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

HAUTE TECHNOLOGIE LOGICIELS

Ingénieurs commerciaux
Seniors & Juniors

L4G, SIAD, INFOCENTRE, SERVICE, SOFTWARE

Si vous êtes passionné de nouvelles technologies logiciels comme nous le sommes nous-mêmes, venez évaluer vos possibilités d'évolution de carrière au sein de la filiale française du Groupe international COMSHARE (1000 personnes, C.A. 800 MF).

Vous aurez pour mission de développer votre secteur d'activité et vous serez en rapport au plus haut niveau avec les utilisateurs (Direction Financière, Marketing, Personnel, ...) et bien entendu avec les Directions Informatiques.

De formation Grande Ecole d'Ingénieurs ou Commerciale, les candidats devront avoir une expérience de 2 à 5 ans de l'Industrie informatique, de préférence dans le Service ou le Logiciel, mais pas obligatoirement dans la fonction commerciale.

Les qualités indispensables à la réussite dans ce poste sont l'enthousiasme, la capacité à convaincre et à apprendre, le désir du succès.

Nos ambitions créeront pour vous de nombreuses et passionnantes opportunités.

Venez nous rencontrer, nous saurons vous convaincre. COMSHARE est le leader mondial des systèmes d'aide à la décision.

Pour une première prise de contact adressez confidentiellement votre C.V. sous référence IC à COMSHARE, 73, Boulevard Haussmann, 75008 Paris ou téléphonez à Nicole Laforgue au 42.68.04.11 qui garantit la plus totale discrétion.

System W de Comshare l'aide à la décision

COMSHARE

Chef de service comptabilité générale

SOCIETE DE MECANIQUE, leader sur son marché (1600 personnes - *chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard), filiale d'un puissant groupe interna*tional, recherche un **Cadre Comptable de fort potentiel.**

Il sera responsable de la totalité de la comptabilité générale y compris la trésorerie et les problèmes fiscaux. L'équipe en place est composée de 15 personnes et bénéficie de moyens informatiques performants.
Le candidat possédera une formation DECS ou équivalent et une expérience si possible dans une société anglo-saxonne. Gestionnaire rigoureux, il possédera des qualités certaines pour animer efficacement son équipe. Anglais souhaité. Rémunération élevée.

Poste : région parisienne ouest.

Ecrire sous réf. PZ 252 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Chef comptable : diriger nos services et évoluer dans notre groupe

A 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (DECS, ESC, gestion), vous avez acquis une *expérience de 4 à 5 ans si possible dans un établissement* financier ou dans un poste de Chef de Groupe au sein d'une entreprise importante. Vous avez une bonne pratique de l'informatique et vous parlez l'anglais.

Vous souhaitez aujourd'hui exercer la responsabilité complète de la fonction comptable dans une structure qui vous permette de travailler en équipe et en liaison avec les autres services.

Nous sommes un établissement financier, filiale d'un groupe international important. *Le Chef Comptable que nous recherchons est rattaché au* Directeur Général. Il est responsable de l'ensemble des services comptables (comptabilité générale et auxiliaire, facturation, gestion des immobilisations). Il en assure le fonctionnement opérationnel et anime son équipe. Il définit et met en place les systèmes d'information internes, les méthodes, les procédures et l'organisation de ses services.

Le développement de nos activités et la taille de notre groupe vous offrent de réelles possibilités d'évolution.

COFROR, notre Conseil en Recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser sous référence 417/32 B-M en indiquant votre rémunération actuelle.

COFROR
Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris la Défense



au premier rang des producteurs nationaux et mondiaux, recherche pour le Département Finance de sa Direction Administrative et Financière

CADRE FINANCIER

Diplômé d'une grande école de gestion : HEC, ESCP, ESSEC, *il devra* posséder déjà quelques années d'expérience dans le secteur bancaire ou industriel.

Dans le cadre du Service Etudes et Plans Financiers, il sera chargé :
- *de la réalisation d'études diverses,*
- de la conception et de la mise en œuvre de modèles d'aide à la *décision en matière d'investissement et de financement,*
- de missions d'assistance auprès de la Division Internationale et des filiales du Groupe,
- de la préparation du rapport annuel.

Des connaissances en informatique et un niveau DECS sont vivement souhaités. Anglais indispensable.
Lieu de travail : Paris-La Défense.

Merci d'adresser CV complet avec lettre de candidature s/réf. 1811M.



BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

















هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Jeune Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Ponts, T.P. ...)

Intervenez dès l'Origine dans nos Projets en France comme à l'étranger.

Le métro de Lille, c'est fait. Celui de Toulouse, c'est parti. Chicago, Jacksonville, Orlando, c'est pour demain. Pour après-demain vous réaliserez, dès aujourd'hui, les pré-études de faisabilité, essentielles pour nous et que vous présenterez aux Collectivités locales. URBANISME, ECONOMIE DES TRANSPORTS, INTERFACE AVEC LES SYSTEMES seront vos domaines d'intervention. Pour cela, il faut à la fois rigueur et imagination, goût des contacts et sens esthétique, en français ... comme en anglais. Vous voulez associer variété des missions et perspectives d'avenir ?

Faites le savoir sous référence 5111 à Daniel DESJARDINS — 11 bis, rue du Colisée — 75008 PARIS

PARFRANCE ANNONCES

MATRA TRANSPORT



Leader de la communication professionnelle, notre société propose des produits novateurs et de qualité regroupés autour de 6 activités : TERMINAUX TELEMATIQUES. POSTES TELEPHONIQUES. SYSTEMES EN TELEPHONIE/BUREAUTIQUE, MOBILES ET SYSTEMES RADIO, SYSTEMES ET RESEAUX, TELEVISION PROFESSIONNELLE.

Notre C.A. plus d'1 Milliard de Francs est réalisé par 2300 personnes réparties en 5 établissements.

Afin de renforcer nos équipes D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT basées à BOIS D'ARCY (78) nous créons un poste : H/F

Responsable de Développement Logiciel Unix

Leader technique il dirigera une équipe d'ingénieurs chargée de réaliser des projets dans le domaine des serveurs et produits spéciaux sur UNIX. Nous recherchons pour ce poste un candidat ayant plusieurs années d'expérience effectives sur UNIX, avec une parfaite maîtrise de ces mécanismes internes. L'anglais est fortement souhaité.

Merci de bien vouloir adresser votre C.V., en précisant la référence JD 197 à la Direction du Personnel de BOIS D'ARCY rue J.P. Timbaud — B.P. 26 — 78390 BOIS D'ARCY

PARFRANCE ANNONCES

MATRA COMMUNICATION

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Sur un marché fortement concurrentiel, nous bénéficions d'un développement rapide, soutenu par une croissance annuelle élevée. La poursuite de cette évolution passe, entre autres, par la progression des investissements en Recherche et Développement et par une étroite collaboration avec les grandes administrations. A ce titre, nous recherchons un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Intégré à la Direction des Études et Programmes (équipe de 10 personnes environ), vous serez le négociateur des contrats relatifs aux études et aux nouveaux projets de composants destinés principalement au marché des télécommunications. Parce que vous serez notre représentant face à nos clients, vous devrez nécessairement allier compétences humaines et techniques : homme de dialogue et de rigueur, de formation ingénieur télécommunications de préférence, vous avez une expérience confirmée (8 à 10 ans) des semiconducteurs acquise dans des fonctions études, marketing, vente. Les matériels et systèmes de télécommunications des principaux constructeurs et utilisateurs vous sont familiers. Ce poste de haut niveau est un tremplin pour une évolution rapide.

Merci d'adresser votre candidature, C.V., photo et prétentions, sous réf. 79262/LM, à notre DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.



HAVAS CONTACT

CHARGEURS S.A.

UTA

UTA est une société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports, groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Chargeurs Réunis, Paquet, Spontex, Waton.

TRANSPORTS AERIENS INTERNATIONAUX
TELECOMMUNICATIONS
INFORMATIQUE

Existe-t-il une meilleure opportunité d'évoluer dans un tel contexte ?
(gros matériel IBM, + de 600 terminaux, infocentre, bureautique, micro...)

Vous vous intéressez au développement des réseaux mondiaux de communication et à l'évolution des systèmes d'information.

INGENIEURS OU TITULAIRES D'UNE MAÎTRISE

Que vous soyez un **professionnel** confirmé de l'informatique, soucieux d'étendre vos responsabilités,
ou un **débutant** désireux de trouver dans une grande entreprise une carrière très diversifiée,

Nous vous proposons de vous intégrer dans nos équipes centrales ou réparties qui ont pour mission de développer un plan informatique ambitieux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo, sous la référence 85/I, à **UTA** - Service Recrutement - 50, rue Arago - 92806 PUTEAUX.

MEDIA BA

L'ESPRIT PATRON, L'ESPRIT MAISON

FUTURS DIRECTEURS DE FILIALE

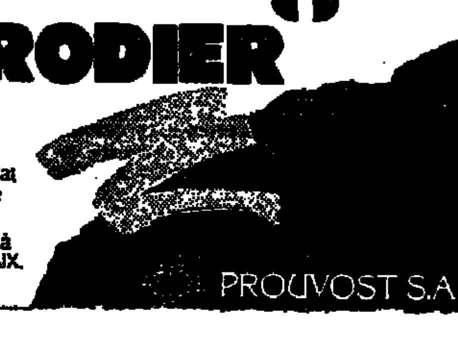
La dimension et la vocation internationale (Europe, Amérique du Nord) de notre Groupe nous amènent à recruter pour les filiales de distribution de la LAINIERE DE ROUBAIX des cadres de haut niveau (Grandes Ecoles de Gestion, BAC + 5 minimum), à fort potentiel avec 3 à 5 ans d'expérience du commerce international dans des produits de grande consommation, textile de préférence.

Assurer la gestion d'une filiale sur l'ensemble du territoire et prendre la responsabilité d'une marque. Voilà la mission exaltante qui requiert certes une grande autonomie d'action, mais surtout une capacité à animer, diriger et gérer un circuit de distribution.

L'importance de la mission confiée aux Directeurs de filiale pourra nécessiter une période d'adaptation où vous exercerez vos responsabilités en double commande et en liaison avec le Directeur Export.

Le statut préférentiel de nos Directeurs de filiale, la puissance et l'envergure de notre Groupe constituent une évolution de carrière déterminante pour un candidat âgé d'au moins 30 ans maîtrisant parfaitement la pratique de l'allemand et/ou de l'anglais.

Si tel est votre cas, merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. DF/M, à Mme Nadine FOURNIER LAINIERE DE ROUBAIX 149, rue d'Oran - 59100 ROUBAIX.



MEDIA BA

électronique médicale : travailler pour l'an 2000...

Un des leaders mondiaux de l'électronique médicale, intégrant dans ses projets les technologies à évolution très rapide de l'industrie aéronautique et spatiale, cherche

2 ingénieurs automaticiens chefs de projets

A la tête d'une équipe de projet de deux à trois ingénieurs, l'un conçoit et réalise le système de commande électronique du SCANNER (Réf. 431/1), l'autre le système de commande électronique d'ensembles de radiologie vasculaire et numérique (Réf. 431/2).

Agés de 30 ans minimum, électroniciens diplômés, ils ont 4 à 5 ans d'expérience dans la conduite de projet en automatismes et asservissements acquise dans la robotique, la commande numérique des moteurs, etc., et une pratique de la micro-informatique.

2 chefs de projet systèmes électroniques

L'un anime une équipe de projet qui conçoit et réalise les systèmes de contrôle des équipements utilisés dans les salles de radiologie numérique (Réf. 432/1).

L'autre est responsable de l'intégration, de la mise au point et de l'évaluation d'une salle complète de radiologie numérique à base d'informatique répartie (Réf. 432/2).

Agés de 30 ans minimum, diplômés de Supelec, de l'ENST ou d'une grande école d'électronique, ils ont l'expérience de la conduite de projet très proche du système, acquise chez un équipementier.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence correspondante, à Jeanne Faivre d'Arcier - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA BA

MICROSOFT® EN 2 ANS, **MICROSOFT-FRANCE** S'EST IMPOSE COMME LA PLUS IMPORTANTE FILIALE DE MICROSOFT DANS LE MONDE ET LA PREMIERE SOCIETE DE LOGICIELS MICRO DE FRANCE.

Présent dans tous les domaines de l'industrie : systèmes d'exploitation, langages outils de productivité et matériel, **MICROSOFT**, grâce à l'accent mis sur le service, la facilité d'utilisation et les performances a su imposer tous ses produits.

INGENIEUR COMMERCIAL OEM

Pour renforcer notre présence auprès des différents constructeurs de micro, nous souhaitons intégrer un Ingénieur Commercial de classe et de talent, qui aurait déjà une expérience significative de la vente et des négociations à haut niveau. Vos qualités relationnelles, votre compétence technique, votre sens commercial, doivent vous permettre de tisser un réseau de contacts et motiver de nouvelles collaborations avec les constructeurs qui souhaitent avoir les produits **Microsoft** à leur catalogue.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 112/M à notre Conseil **ALPHA CDI** 181, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.



Membre de Syntec

Crédit National

recherche pour son Département des Etudes et du Conseil aux Entreprises, à Paris

INFORMATICIEN

Diplômé d'Etudes Supérieures (Ingénieur ou Universitaire).
Le candidat devra posséder impérativement une expérience de 3 à 5 ans en informatique.
Il lui est demandé une bonne connaissance **avec pratique de la micro informatique** et si possible du télétraitement et des bases de données.
Une formation financière et économique est souhaitée.
Il participera au sein d'une équipe **spécialisée dans le conseil** aux entreprises, au développement et à la mise en œuvre de logiciels orientés vers l'analyse financière ainsi qu'à la réalisation d'une base de données.
Il lui est offert :
- un travail motivant
- une rémunération selon qualification
- une perspective de carrière attrayante.

Merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV, salaire souhaité et photo (retournée) au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue St Dominique, 75700 PARIS.

CONTESSE



Nous sommes une Société française de services en pleine expansion. Nos prestations complètes d'assistance médicale et technique sont étudiées pour répondre aux besoins de tous clients.

POUR DÉVELOPPER NOTRE PÉNÉTRATION DANS LE SECTEUR DES ENTREPRISES, nous recrutons à **PARIS**.

JEUNE DIPLÔMÉ

ESCAE, MAÎTRISE

Relevant du Directeur Commercial, vous bénéficierez d'une **large autonomie** après avoir été formé à nos méthodes et produits. Vous aurez la **responsabilité totale des opérations sur le terrain** : analyse des besoins, préparation des propositions, négociation des contrats avec les dirigeants d'entreprise.

Fixe + intéressement + voiture de fonction.

Vous pouvez écrire, sous référence FSI 59 M, à notre Conseil Richard BÉNATOUIL -**GROUPE BBC**- 1 bis, place de Valois, 75001 Paris.

Réponse rapide et discrétion absolue assurées.



Nous sommes la filiale française d'un groupe international (C.A. 400 millions de Dollars) spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de capsules couronnes et recherchons notre

Responsable comptable et financier

VOTRE MISSION : Membre du comité de direction et rattaché au Directeur Général vous devrez :
- superviser la comptabilité générale, analytique, budgétaire et le reporting
- poursuivre notre informatisation déjà en cours
- définir la politique financière et assurer les relations avec les banques
- administrer le service du personnel.

VOTRE PROFIL :
- de formation supérieure : DECS, école de commerce ou équivalent, vous avez déjà exercé ce type de responsabilité
- de bonnes connaissances en langue anglaise
- homme de relation, vous savez créer un esprit d'équipe.

Le poste est basé à VERNON, 80 km Ouest de Paris.

Envoyer CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL 14 bis, rue Daru, 75008 Paris, sous la réf. 49 1053 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

Patron "action communication" de notre marketing

230 000 +

Nous sommes parmi les leaders d'un secteur très porteur de la distribution Grand Public. Nos armes sur ce marché concurrentiel sont une organisation hyper opérationnelle et un marketing pointu.

Catalogues, promotions, remises, concours... sont parmi les moyens que vous concevez pour attaquer les cibles que notre département Etudes aura identifiées. Pour ce faire, vous gérez un budget de l'ordre de 120 MF. Bien entendu, vous savez préparer vos actions et établir des prévisions réalistes en terme de CA. A l'appui des plans de ventes qui chez nous sont hebdomadaires, vous mesurez l'impact de votre communication, analysez les résultats, réagissez vite aux écarts. Membre du comité marketing, vous réfléchissez à plus long terme et travaillez à la conception de nouvelles techniques de promotion. Pour mener à bien cette mission, 12 personnes apportent leurs compétences à l'animateur que vous êtes.

La trentaine au moins, diplômé de l'enseignement supérieur, vous conjuguez à vos qualités de manager une grande *mobilité intellectuelle et une imagination réaliste. Une expérience et des résultats prouvés dans le marketing et la* promotion des ventes sont impératifs. Le poste est basé à Orléans.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7273 M.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

SOURCES

Membre de Syntec

SODETEG

DROIT COMMERCIAL
DROIT DES SOCIÉTÉS

Groupe d'envergure internationale, nous sommes un des leaders français de l'ingénierie. Nous recherchons un

JEUNE JURISTE (H/F)

Intégré à une petite équipe, vous prendrez plus particulièrement en charge la gestion des dossiers contentieux ainsi que la préparation et le suivi des Conseils et Assemblées de notre Groupe.

Par la suite vous pourrez évoluer vers des domaines encore plus larges au sein de notre Direction juridique.

Débutant ou possédant déjà une première expérience (1 à 2 ans), vous justifiez d'une solide formation (maîtrise de droit privé minimum, avec éventuellement une spécialisation en droit des Sociétés, droit des affaires ou fiscalité). L'anglais et/ou l'espagnol sont vivement souhaités compte tenu du *caractère international de nos activités.*

Vos perspectives d'évolution professionnelles seront garanties par notre appartenance à un grand Groupe.

Merci d'écrire à Ch. SANCHEZ – sous réf. 1012/LM –
SODETEG – 9, avenue Réaumur – 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.



HAVAS CONTACT

Ingénieurs en organisation

1 CHEF DE PROJET + 1 ORGANISATEUR CONFIRME

DANS LE CADRE de la modernisation de ses structures et d'un important projet informatique, la principale filiale (C.A. : 2 milliards de francs - 5 usines - 7 dépôts régionaux) d'un groupe agro-alimentaire français A DECIDE D'OUVRIR un nouveau département au sein de sa Direction « Organisation et Traitement de l'Information ».

CES POSTES en CREATION, véritables opportunités de carrière, S'ADRESSENT à des hommes de communication et de dialogue, dotés d'un solide sens didactique, riches d'une expérience en études d'Organisation acquise soit en Cabinet, soit au sein d'une grande entreprise industrielle, capables d'intervenir dans tous les secteurs d'activité de notre Société.

En étroite collaboration avec notre groupe d'études informatiques, ILS CONÇOIVENT - DÉFINISSENT - METTENT EN PLACE les systèmes d'information informatiques ou manuels. ILS ASSURENT l'interface avec les utilisateurs, auxquels ils dispensent conseils et assistance.

Si vous vous sentez motivé pour assumer ce type de responsabilités, alors merci d'adresser votre C.V. + rémunération actuelle, sous la référence 315, à

DICA SELECTION
69, rue Lecourbe
75015 PARIS

MEDIA BA

SOURIAU

3600 personnes, 11 filiales France et étranger, leader européen dans le domaine de la Connectique intensifie sa diversification vers de nouveaux créneaux. Cette politique amène la division Equipements Industriels à enrichir son bureau d'études et développements en créant plusieurs postes d'

INGENIEURS ELECTRONICIENS
DEBUTANTS ET CONFIRMES

Ils travailleront sur des projets électroniques très divers allant du diagnostic automobile à des micro-terminaux et sous-ensembles destinés à la monétique et à l'industrie des Télécommunications.

- Les ingénieurs confirmés (5 ans d'expérience industrielle) piloteront des études de l'élaboration du cahier des charges à la livraison client.
- Les ingénieurs débutants participeront à des degrés divers à ces différents projets.

Nous recherchons des candidats motivés, doués d'un bon esprit d'entreprise ayant la volonté de s'intégrer à une jeune équipe.

Ces postes sont basés à PARAY VIEILLE POSTE proximité Orly.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite – prétentions ou salaire actuel à la Société SOURIAU, 9-13 rue du Général Galliéni, 92100 BOULOGNE.

DESSEIN

Société de Services et de Commerce haut de gamme en forte expansion (C.A. : + 300 MF), nous recherchons pour notre Siège (*Paris 17e*) un Responsable :

marketing et communication

Auprès du Président Directeur Général et en relation avec les Directions fonctionnelles et opérationnelles, il élabore la politique de marketing, met en place et suit la Communication interne et externe et plus spécialement la stratégie publi-promotionnelle. Vous avez une formation supérieure, de 8 à 10 ans d'expérience (dans un Service marketing de grande Société ou chargé du lancement de produits nouveaux), une personnalité forte, autonome, aussi *créative qu'organisée* et s'impliquant dans sa fonction. Votre aisance dans les contacts, vos compétences rédactionnelles et votre *sens des initiatives vous permettront de promouvoir l'image de marque de* notre société. Anglais requis.

Adressez votre dossier (C.V., lettre manuscrite, salaire actuel, téléphone personnel) *en précisant la référence 50TM à :*



Hervé Le Baut - Consultants
11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39

AFCOREM

LA COMPTABILITÉ, L'INFORMATIQUE... ET VOUS

Notre Société, leader mondial de la mesure et de la régulation recherche pour sa DIVISION ÉLECTRICITÉ CONTRÔLE, un :

CHEF DE PROJET SYSTÈMES DE GESTION

Après l'anayse de la situation existante, vous serez chargé de la conception et de la réalisation d'un
nouveau système de comptabilité analytique informatisé

Dépendant du Contrôleur de Gestion de la Division, vous travaillerez en liaison étroite avec les Services Production et Comptabilité des différents centres d'activité, ainsi qu'avec notre Service Informatique.

De formation supérieure type DECS, Sup de Co..., vous avez une première expérience des systèmes informatisés.

Les perspectives d'évolution au sein du Groupe *SCHLUMBERGER doivent intéresser des candidats* à fort potentiel, pratiquant l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à ENERTEC, Service du Personnel B.P.-620 92542 Montrouge Cedex.

ENERTEC
Schlumberger

Une BANQUE INTERNATIONALE

basée à Paris

recherche

UN CADRE

pour être responsable de la **GESTION D'UN PORTEFEUILLE D'EURONOTES** *et autres instruments financiers à court terme en devises.*

Il devra apporter un soutien efficace à la Direction du Département dans le domaine de l'acquisition et du placement du papier.

Le candidat idéal possédera un M.B.A. ou diplôme équivalent et de solides connaissances en analyse et mathématiques financières. Une première expérience, même limitée, est indispensable, soit dans le secteur "trésorerie", "obligations internationales" ou "placement de titres" d'une banque ou d'une institution financière, soit dans le département Trésorerie d'une société multinationale.

L'anglais parfaitement maîtrisé est exigé.

Adresser curriculum vitae détaillé avec prétentions à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, réf. 79195, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

ETABLISSEMENT FINANCIER D'IMPORTANCE NATIONALE

recherche

chargé(e) d'études financières et comptables

Au sein d'une équipe responsable des études et analyses de résultats destinés à la Direction *Générale* et aux *services gestionnaires*, il (elle) sera chargé(e) de celles concernant certains types de produits bancaires.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole Commerciale ou de l'Université (Sciences Eco-Gestion), ce jeune cadre, de 25 ans minimum, disposera d'une *première* expérience significative, acquise de préférence dans une banque, un établissement financier, ou dans le contrôle *de gestion d'une grande* entreprise.

Poste évolutif et très enrichissant. Nombreux avantages de groupe.

Merci d'écrire avec CV, photo et prétentions sous réf. P 173 à
PAJ Conseil, 8 avenue de Camoëns 75016 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Lion Publicité

CSL.CB

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE Val-d'Oise/Yvelines recherche pour son service Aménagement – Équipement

RESPONSABLE DÉPARTEMENTAL

PROFIL :
- Diplôme d'enseignement supérieur (géographie, aménagement ou urbanisme);
- Complément droit et gestion souhaité ;
- Expérience 3 ans minimum dans poste similaire.

MISSION :
- Entretenir des relations avec les administrations locales et départementales ;
- Assister et conseiller les ressortissants en matière d'urbanisme et d'implantation ;
- Participer à la collecte du 0,90 % construction ;
- Mener des opérations immobilières.

Env. let. man. c.v., photo et prét. au Service du Personnel, 21, avenue de Paris, 78011 Versailles.

Comptes consolidés

Première compagnie française de l'énergie, nous consolidons les comptes de plus de 200 filiales dont 60 % sont implantées à l'étranger.

Notre service des comptes consolidés, au sein de la direction financière (GROUPE), traite l'ensemble *des dossiers transmis par nos filiales auxquelles il apporte son assistance tant en France qu'à* l'étranger.

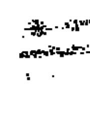
Deux nouveaux postes sont créés ; nous recherchons des cadres jeunes, âgés d'au moins 28 ans et pouvant justifier de 3 à 5 années d'expérience dans le domaine des comptes consolidés.

Si le développement de ce service vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + *photo, en précisant* la référence 5MO/66, à **TOTAL C.F.P.** - Service Recrutement - 5, rue Michel-Ange - 75781 PARIS Cedex 16.

MEDIA PA



COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

La technique d'accord, mais la qualité d'abord

RESPONSABLE TECHNIQUE

Paris

KLIX SYSTEME

Filiale du Groupe Mars, la Société KLIX est en pleine expansion sur la marché de la distribution de boissons. Déjà leader dans le créneau du "gobelet pré-dosé", elle vient de lancer une nouvelle technique : le "sachet-filtre".

Elle recherche son Responsable Technique et Qualité.

A ce titre, il est l'interface de l'entreprise auprès :
- de l'usine et du laboratoire de développement situés en Grande-Bretagne ;
- *des sous-traitants : projets techniques spécifiques, gestion des pièces détachées,* d'où la définition de cahiers des charges et la négociation de contrats...

Il a en charge la gestion du Service Technique Après-Vente.
Il est aussi l'homme de la qualité, chargé d'optimiser la fiabilité et la productivité de notre parc de machines (plusieurs milliers).

Nous souhaitons recruter un ingénieur généraliste ayant quelques années d'expérience, maîtrisant réellement l'anglais, capable de créativité mais aussi de rigueur de gestion, et possédant le sens de l'animation d'une équipe.

L'entreprise lui propose une structure légère, jeune, et très dynamique, un système de communication particulièrement ouvert, un style de management participatif. *La rémunération dépendra de l'expérience du candidat et ne sera pas inférieure à 200.000 F. Le poste est basé en Région Parisienne Nord.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 30/1460 B, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor — PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

aum•

Optimiser la gestion administrative d'une société de services

ADJOINT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Cette jeune société de 250 personnes, leader dans son domaine d'intervention (expertises), *connaît une forte expansion (+70% en volume ces trois dernières années).* Son secrétaire général prend des responsabilités supplémentaires, ce qui le conduit à créer le poste d'adjoint.
Celui-ci aura une mission très polyvalente puisqu'il devra l'assister dans la gestion administrative, les relations fournisseurs, l'exploitation de l'outil informatique, en dirigeant trois services. Il sera particulièrement responsable de la recherche et de la mise en place de nouvelles procédures administratives et du développement de nouvelles applications du système informatique.
Nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé de l'enseignement supérieur *(école de commerce ou de gestion) justifiant d'une première expérience* de généraliste et d'une bonne connaissance de l'outil informatique. Bon technicien, *il réussira par ses qualités personnelles et son sens relationnel. Le poste* est basé en proche banlieue Est.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M14/1584 A, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

egor — PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

aum•

Électrochimie

Compagnie Européenne d'Accumulateurs

JEUNE INGÉNIEUR RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS NOUVEAUX

Cette importante *société (filiale du groupe CGE) spécialisée dans l'étude, la fabrication* et la commercialisation des batteries **FULMEN**, souhaite recruter pour le service Developpement de sa division Batteries Automobiles, un jeune ingénieur formation Chimie ou Physique/Chimie. Rattaché au responsable du service, le titulaire du poste a pour principales missions, l'étude des conceptions de produits nouveaux, l'élaboration et le suivi de l'exécution des plans d'essais labo et l'exploitation des résultats. *Pour ce* poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur diplômé (ESPCI...). *Il peut justifier d'une première expérience* acquise dans un laboratoire ou un atelier pilote et souhaite accroître son autonomie. Les conditions offertes et les perspectives d'évolution au sein de la société sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence *M 14/431 S, à :*

EGOR TECHNOLOGIES
Département Industrie - 19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor — PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

aum•

INGENIEUR SYSTEME VMS

HF

BIP, banque d'arbitrage entre marchés financiers, recherche son INGENIEUR SYSTEME VMS.

Notre Société :
12 milliards de bilan et 43 millions de francs de bénéfices consolidés en 1984. Effectif : 110 personnes et son matériel (en évolution rapide) :
• 3 VAX (CLUSTER) • 140 terminaux • O.S. : Unix et VMS
• Réseau DECNET (à installer) • S.G.B.D. INGRES.

Votre profil :
Formation Ingénieur ou Universitaire. Anglais souhaité. Autonome et responsable, vous saurez vous intégrer dans notre équipe dynamique *(10 personnes).*

Votre fonction :
Vous créerez ce poste d'INGENIEUR SYSTEME VMS. Dans un objectif d'harmonisation, votre responsabilité s'étendra à la mise en place de l'exploitation et au support du S.G.B.D.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. et prétentions à Mlle CALMON - B.I.P. - 108, bd Haussmann - 75008 PARIS.
Pour tout renseignement, nous contacter au 42.93.14.14

MEDIA BA

bip
BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

CIC PARIS

jeunes ingénieurs rodés à IMS
devenez leader sur un projet

L'informatique de notre banque prend une nouvelle dimension tout en restant fidèle à l'image de sérieux et de qualité à laquelle est attachée notre clientèle ; aussi les projets ne manquent pas.

Nous voulons renforcer nos équipes études en accueillant (Paris-centre) des chefs de projet, jeunes mais volontaires, familiers de nos techniques, pour leur confier la conduite de sous-ensembles touchant aux valeurs mobilières, aux systèmes de compensation, aux moyens de paiements...

Ingénieur diplômé, vous avez acquis vos compétences en milieu bancaire, pratiquez une méthodologie telle qu'AXIAL ou MERISE et voulez conforter votre expérience de la conduite des hommes.

Notre consultante, Mlle Sylvie BLAIN, vous remercie de lui écrire (réf. 4661 LM). à **"Carrières de l'Informatique".**

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



Spécialiste des opérations exports (garanties, financement *court et moyen terme*), vous souhaitez, à partir de capacités personnelles et de contact évoluer vers une fonction a dominante commerciale.
Celle-ci comporte deux volets :
- assistance, conseil à la clientèle en liaison avec les exploitants et le réseau international.
- montage des opérations en liaison avec les organismes spécialisés (COFACE, BFCF, ...).

Ce poste requiert une expérience approfondie, le goût des contacts, une excellente présentation et la *pratique courante de l'anglais.*
Merci d'adresser votre dossier de candidature au service du recrutement Crédit Agricole Ile-de-France 26, quai de la Rapée 75012 Paris.



Le bon sens près de chez vous.

média-system

Responsable division ingénieurie internationale

Nous sommes un Groupe spécialisé dans les ouvrages et équipements de traitements des eaux. Notre grande expérience à l'export, nos capacités d'innovation soutenue, nous ont placé en position forte sur les marchés étrangers. Les affaires, toujours plus nombreuses et toujours plus « personnalisées » méritent que nous renforcions cette structure.

Nous souhaitons rencontrer un INGENIEUR AM ou TP, **parlant couramment ANGLAIS**. Capable de gérer *une petite équipe d'ingénieurs et techniciens,* il devra étudier, négocier puis réaliser des ouvrages avec génie civil et équipements électro-mécaniques. Il lui faut donc de grandes qualités de gestionnaire et de négociateur avec toutes sortes d'interlocuteurs étrangers.

Responsable du budget de la division, il pourra se « créer » une rémunération très motivante à partir des profits nets qu'il dégagera.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 6123/A, à notre Conseil André PLESSY, qui vous garantit toute discrétion, à CAPFOR - B.P. 846 - 11, bd Guist'hau - 44020 NANTES Cedex.

MEDIA BA

CAPFOR
PARIS - LYON - AIX MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

Spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de pièces techniques plastiques, notre entreprise, située en RFA, est déjà bien introduite dans le secteur automobile français.

Afin de renforcer nos services techniques, nous recrutons un

INGENIEUR PROJET

Spécialisé dans la thermoplastique, vous possédez une expérience industrielle confirmée dans la conception et la production de pièces industrielles en matière plastique (par extrusion ou soufflage).

Diplômé AM ou équivalent, vous serez un véritable ingénieur d'affaires, impliqué autant dans la démarche commerciale que dans la conduite technique des projets (élaboration du cahier des charges, conception, chiffrage des processus et des moyens nécessaires à la *fabrication du produit...).*

Ce poste, basé dans un premier temps à BONN (RFA), demande la maîtrise de l'allemand ou de l'anglais.

Une grande disponibilité pour de fréquents déplacements (en France et à l'étranger) et votre capacité de piloter des projets complets vous assureront de réelles perspectives d'évolution.

Adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prét.) s/réf. K à INTERGEST S.A. - J.L. BIEBER,
7, place de la Gare 57200 SARREGUEMINES.

CONTESSE

INFORMATIQUE POUR

DEBUTANTS

ECOLE D'INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES (SCIENTIFIQUE ET ECONOMIQUE)

Cette **entreprise publique** de 1er plan, située en banlieue Est de Paris, vous offre un poste d'*informaticien* dans un environnement très avancé.
Après une formation approfondie, vous suivrez les étapes du métier *(programmation et analyse)* qui vous permettront d'accéder en quelques années au rôle de Chef de Projet. Votre évolution au-delà pourra *se réaliser sur place à* l'informatique ou dans les services utilisateurs.
Envoyez votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous réf. 530 à

UNILOG
Ethnos

9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC
Informatique

DESSEIN

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE FABRICANT DE PEINTURES ET VERNIS

recherche pour la région parisienne

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

- Expérience dans la vente de peintures industrielles souhaitée.
- Dynamisme et sens des responsabilités.

Adresser votre candidature sous réf. nº 789 à :
JEGU - 27, rue de Rome, 75008 PARIS,
qui transmettra.

Pour renforcer ses équipes
chargées de la mise en œuvre
de grands projets dans le domaine des :
• **systèmes d'informatique distribuée et télématique**
• **réseaux et micro-processeurs**
notre Division des Applications Systèmes recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES DEBUTANTS

Option : informatique

Il vous sera confié des tâches requérant la haute technicité que vous avez acquise par vos études :
- *conception et réalisation de logiciels*
- mise en œuvre de systèmes complexes
- *assistance technique en clientèle.*

Votre potentiel et votre volonté de réussir sont vos atouts.
La notoriété et la force de *notre groupe sont les nôtres.*
Postes basés en Région Parisienne.
Nous prendrons en charge vos éventuels frais de déplacement.
Merci de nous adresser une lettre de candidature sous référence 269 M à :

Nadia Cherkasky
Bull Recrutement
Tour Galliéni
78/80, avenue Galliéni
93174 BAGNOLET



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CONTROLEUR DE GESTION
Paris

Notre Société est un organisme financier ayant pour vocation essentielle de participer au financement des entreprises industrielles et commerciales.

Directement rattaché à la Direction Générale, vous aurez pour mission :
- d'assurer le contrôle de gestion,
- d'effectuer diverses études financières ponctuelles,
- d'apporter votre appui technique aux Services Comptabilité et Facturation,
- de participer à la mise en place du système informatique.

Vous avez une excellente pratique des techniques financières et de solides connaissances au niveau comptable. Vous avez une bonne connaissance informatique et une expérience réussie en la matière.

De formation supérieure (option finance) + DECS, vous êtes âgé de 35 ans environ et avez déjà une bonne expérience du contrôle de gestion acquise, de préférence, dans un organisme financier.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 652/22 M à :

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Responsable informatique
250.000 F

Paris - Bien connue du grand public, cette société de presse et d'édition (230 personnes, 300 millions de francs de chiffre d'affaires) possède une activité diversifiée comprenant la presse, la bande dessinée, l'édition de luxe, la vente de droits d'édition et l'audiovisuel. Elle recherche son responsable informatique. Chargé de réorganiser la fonction informatique et de gérer un budget de 9 millions de francs, il assurera d'abord la réception d'applications en cours de développement, puis analysera les nouveaux besoins, proposera les solutions les plus adaptées et assistera les utilisateurs. Il devra également suivre les développements et contrôler l'exploitation informatique sous-traités à l'extérieur. Enfin, il gèrera la nouvelle base de données comptable MMS et coordonnera les différents systèmes. La promotion de la bureautique relèvera aussi de ses fonctions. Ce poste riche et évolutif s'adresse à un chef de projet désireux d'accéder à des responsabilités plus larges. De formation supérieure, type MIAGE, il possède quatre à cinq ans d'expérience dans un environnement IBM 43XX DOS CICS. La rémunération, fonction des compétences, sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/2719M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Spécialiste recrutement banque
200/250.000 F

PA Conseil en Recrutement, filiale française du groupe PA (2.000 personnes dans le monde, 70 bureaux dans 22 pays) recherche un nouveau consultant pour faire face au développement de son département banque. Basé à Neuilly, il bénéficiera en permanence de l'infrastructure régionale, nationale et internationale du groupe, et notamment des actions de F.I.R.S.T. (financial institutions recruitment services team) équipe internationale de spécialistes recrutement dans le secteur bancaire. Il utilisera les techniques d'approche les plus diverses (recherche directe, annonces...), entretiendra des relations permanentes avec les banques françaises et les banques étrangères établies en France, et sera responsable d'un portefeuille-clients qu'il gèrera et développera de façon autonome. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé (classe V, VI ou VII), diplômé de l'enseignement supérieur, connaissant bien les différents métiers de la banque et motivé par une spécialisation dans le métier de consultant en recherche de cadres. La rémunération annuelle, de l'ordre de 200.000 à 250.000 francs, pourra être supérieure si l'expérience le justifie. Ecrire à J.P ROUGIER en précisant la référence A/062BAM

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Dans le cadre de son développement
BEFEC-MULQUIN ET ASSOCIÉS
recherche des

AUDITEURS CONFIRMÉS
EXPERTS-COMPTABLES STAGIAIRES

Ils travailleront au sein d'une organisation réputée pour la variété de ses interventions auprès de sociétés de dimension nationale et internationale.

Les candidats devront avoir une expérience d'au moins 2 ans en cabinet d'expertise comptable et d'audit français ou international et au minimum le D.E.C.S. complet.

Les formations de CPA ou de chartered accountant seront appréciées, de même que la maitrise de l'anglais et de l'allemand, certaines missions se déroulant dans le cadre de notre groupe international B.D.O.

De larges possibilités de carrière sont ouvertes.

Merci d'adresser C.V., photo et lettre de candidature manuscrite, en précisant la rémunération actuelle, sous référence B - 012 à :

BEFEC - MULQUIN ET ASSOCIÉS
Département du Personnel
12, rue Margueritte - 75017 PARIS

ingénieur marketing

Nous concevons, réalisons et commercialisons des Equipements et Systèmes complexes dans le domaine des Communications.

Les marchés et nos interlocuteurs se trouvent plutôt dans le secteur de la Défense.

L'ingénieur qui renforcera le Service Marketing, devra d'abord acquérir une excellente connaissance des équipements élaborés par l'Entreprise, ensuite rechercher de façon exhaustive le maximum d'informations sur le Marché en ne négligeant aucun paramètre. Il réalisera des études et établira des dossiers par créneaux et produits et contribuera efficacement à éclairer la Direction Générale dans ses orientations techniques et ses choix stratégiques.

Une base d'ingénieur électronicien complétée par une solide formation en marketing, une participation pendant 5 ans sur le plan étude ou industriel à des projets de bonne dimension, des qualités de contact, de l'imagination, de la personnalité, une bonne maîtrise de l'anglais, voilà le profil que nous recherchons.

Nationalité française.
Implantation : limite Sud-Ouest de Paris.

Adresser dossier de candidature, sous réf. 3932-M à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Chef de projet CAO

Notre société appartient à un groupe international et a une solide réputation dans le domaine des connecteurs de précision destinés principalement à l'industrie aérospatiale et militaire. La conception de nos nouveaux produits fait appel à des technologies de pointe comme les fibres optiques. Nous disposons d'un outil FAO performant auquel nous voulons adjoindre un système de CAO et nous recherchons le responsable de ce projet. A partir d'une analyse des familles de produits existantes, il définira la stratégie à employer dans l'utilisation du système. Il établiera un planning et des délais de réalisation. Il sera également, en liaison avec le constructeur, responsable de la formation des opérateurs. Il assurera la maintenance du système et participera aux développements ultérieurs. Ce poste nécessite une formation d'ingénieur mécanicien avec des connaissances en informatique, et impérativement l'expérience de la mise en place d'un système de CAO/DAO dans un bureau d'études. Le poste est basé à l'ouest de la région parisienne. Ecrire à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence S/8043M



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

UN ETABLISSEMENT FINANCIER D'IMPORTANCE NATIONALE
recherche
POUR UNE DE SES FILIALES DE GESTION FINANCIERE

cadre de gestion comptable

Agé(e) de 25 ans minimum, de formation supérieure en économie et comptabilité (niveau Maîtrise et DECS) il (elle) aura une expérience de 2 ans minimum en entreprise ou dans une banque. Il (elle) dirigera une petite équipe et sera responsable de la gestion de plusieurs SICAV (contrôle des opérations quotidiennes, arrêtés périodiques, calcul des valeurs liquidatives, etc..).

Rémunération de l'ordre de 150.000 F + nombreux avantages de groupe. Importantes possibilités d'évolution.

Merci d'écrire avec CV et photo sous réf. R 173 à
PAJ Conseil, 8, avenue de Camoëns, 75016 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Lion Publicité

DISTRIBUTEUR DE PRODUITS POUR L'INDUSTRIE ELECTONIQUE LEADER DANS SON DOMAINE recherche

2 JEUNES INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX

Diplômés grande école ou universitaire

Pour assurer le support technique auprès de la clientèle, en liaison étroite avec les fabricants représentés en exclusivité (U.S.A., Allemagne, G.B., France, ...).

Leurs aptitudes techniques en mécanique, chimie, électronique et leur goût du contact devront leur permettre de s'intégrer dans une équipe commerciale dynamique opérant dans un secteur de pointe :

L'INTERCONNEXION.

Anglais indispensable - allemand souhaité.

Ces postes conviendraient à des candidats désireux d'évoluer au sein d'une société en plein développement.

A un salaire fixe s'ajoutera un intéressement aux résultats. Voiture de fonction - Lieu : proche banlieue Sud.

Envoyer C.V. à Nº 41835 COFAP 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Compagnie Aérienne Charter
recherche pour sa Direction Technique

CHEF DU SERVICE APPROVISIONNEMENT/ MAGASIN/GESTION

LE CANDIDAT SERA :
- Soit un homme d'expérience ayant eu un poste similaire dans une compagnie aérienne ;
- Soit un jeune diplômé :
  - Ingénieur type ENSI (ENSICA, ENSMA, ENAC, ESTACA...) motivé par la fonction proposée.
  - Cadre type ESCAE/Maîtrise de gestion, désirant travailler dans l'aéronautique.

Une expérience informatique (micro/mini) serait un atout supplémentaire.
Anglais courant exigé.
2 postes sont à pourvoir rapidement à ORLY et PERPIGNAN.

Veuillez adresser c.v., lettre manuscrite, prét. et photos à :
- Poste de PERPIGNAN : EAS, direction technique aérodrome de Perpignan-Rivesaltes, 66028 Perpignan Cedex.
- Poste d'ORLY : EAS, direction technique aérodrome d'Orly, Orly-Fret 708, 94399 Orly-Fret Aérogares Cedex.

CONSEIL EN ÉVOLUTION DE CARRIÈRE
RECHERCHE

UN(E) CONSULTANT(E)

Professionnel de la GESTION DE CARRIÈRES DES CADRES, vous avez L'EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE, vous avez pratiqué le RECRUTEMENT, LA FORMATION, vous maîtrisez les Techniques d'Entretien Individuel, et vous souhaitez aujourd'hui vous orienter vers le CONSEIL EN MOBILITÉ au sein d'une petite structure performante.

Vous aurez à PROSPECTER, DÉVELOPPER, FIDÉLISER UNE CLIENTÈLE.

Vous CONDUIREZ INTÉGRALEMENT DES MISSIONS de conseil en mobilité, évolution professionnelle, et réinsertion de Cadres dirigeants.

Nous vous apporterons le SUPPORT D'UNE MÉTHODOLOGIE éprouvée après plusieurs annees de fonctionnement réussi.

Solide, équilibré et créatif, vous apporterez des SOLUTIONS POSITIVES aux problèmes de mutation professionnelle.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et C.V., sous réf. M/100, à AUM Publicité, 20, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS, qui transmettra

aum.

CENTRE DE RECHERCHES CORNING EUROPE

FONTAINEBLEAU (77)
recherche

INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE

Titulaire d'un **DOCTORAT.**

Débutant ou ayant quelques années d'expérience.
- Formation de base en CHIMIE, PHYSICO-CHIMIE DES SOLIDES, SCIENCE DES MATERIAUX.
- Intérêt réel pour la RECHERCHE APPLIQUEE.
- Pour participer à la mise au point de nouveaux matériaux (verres spéciaux, vitrocéramiques).
- Apte à travailler en groupe dans un cadre de recherche et développement.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à
CORNING EUROPE - s/réf. 102 - Service du Personnel
7 bis, avenue de Valvins, 77211 AVON Cedex.

CONTESSE

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL EN RECRUTEMENT
offre un poste d'

ASSISTANT(E) DE RECHERCHE

Pour seconder les Consultants dans leurs missions.

LE CANDIDAT(E) RETENU(E) DEVRA AVOIR 28-30 ANS ET POSSÉDERA :
- Une formation supérieure de type Sciences Po, Sciences Eco ;
- Une première expérience professionnelle similaire.
- Un bon esprit d'équipe, une grande capacité d'adaptation, un dynamisme communicatif avec la volonté de réussir.

Adresser curriculum vitae manuscrit sous référence 634 à :



EUROMEDIA
48, rue de Provence, 75009 PARIS, qui transmettra.
(Discrétion et réponse assurées.)

GROUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL
recherche pour son siège PARISIEN (H/F)

cadre responsable comptabilité clients banques

Rattaché au chef des services comptables, il assurera avec son équipe: - la comptabilité des banques - le contrôle et le suivi du chiffre d'affaires - la gestion des comptes clients (règlements, contentieux).

Nous recherchons un cadre confirmé, doté d'une bonne formation comptable, ayant acquis une expérience similaire suffisante pour maîtriser une gestion moderne informatisée. L'habitude des relations avec les clients est nécessaire. Connaître l'anglais et/ou l'italien serait souhaitable.



Ecrire avec CV et photo(sera retournée) sous Nº 9465 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne 75008 Paris - qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS | OFFRES D'EMPLOIS | OFFRES D'EMPLOIS | OFFRES D'EMPLOIS

SUPELCO, société de réputation internationale dans le domaine de la chromatographie cherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

directement rattaché à notre direction européenne.

LES MISSIONS SONT LES SUIVANTES :

- développer notre implantation en France ;
- conseils techniques de haut niveau en GC - HPLC ;
- participer à des séminaires/expositions de la branche.

Votre profil : Ingénieur-Chimiste, expérience pratique de la chromatographie. Facilité de contact avec le milieu du laboratoire. Aisance dans les publications techniques. Connaissance de l'anglais.

Lieu de travail : Paris ou environs, recherche de bureaux en cours. Formation en Suisse et U.S.A.

Les entretiens avec les candidats retenus auront lieu à Paris au début décembre.

Merci de nous adresser vos offres écrites à :

SUPELCO SA
Ch. du Lavasson 2
CH-1196 GLAND - SUISSE.
Tél. : 19-41 22 64 35 64.

Société d'ingénierie

recherche

pour ses missions de maîtrise d'œuvre en région parisienne, des jeunes ingénieurs (H. ou F.) diplômé(e)s (E.T.P., I.N.S.A....).

Ces ingénieurs auront pour taches d'assurer, pendant la phase de conception, la coordination TCE d'opérations de bâtiment et l'essentiel des contacts avec les maîtres d'ouvrages et architectes.

Suivant la taille et la complexité des opérations le poste peut convenir à un(e) ingénieur débutant(e) ou un(e) ingénieur ayant quelques années de pratique professionnelle dans le domaine de la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage.

Adresser candidature avec prétentions et c.v. au « Monde » Publicité, nº 314 336 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Notre Société (700 pers., 300 M. de C.A.), bien établie sur un marché porteur des TRAVAUX PUBLICS, est basée en banlieue OUEST de PARIS (RER).
Pour accompagner notre expansion, nous recherchons :

1 ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE

Aidé d'une dizaine de personnes, vous aurez à :
- centraliser les informations provenant de nos chantiers,
- mener les travaux comptables permettant de dresser les situations périodiques,
- établir les états fiscaux de l'entreprise. (R. DJ/LM3)

1 ADJOINT AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Vous avez une excellente formation juridique et sociale, de bonnes connaissances en comptabilité et informatique. Vous interviendrez progressivement dans les divers dossiers intéressant le service et ferez preuve de rigueur et de clairvoyance. (R. DJ/LM4)

Pour ces deux postes, préférence sera donnée à des candidats d'une trentaine d'années, ayant une bonne disponibilité et un potentiel d'évolution.
Une expérience minimum de 5 ans, si possible dans les entreprises TP présentes à l'étranger est nécessaire.
Ecrire avec C.V. – prétentions – enveloppe à votre adresse, sous la référence choisie, à

michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA BA

GROUPE INDUSTRIEL PRIVÉ FRANÇAIS

recherche

JURISTE EXPÉRIMENTÉ DROIT DES AFFAIRES

PROFIL SOUHAITÉ :

- Formation niveau doctorat droit ;
- Expérience souhaitée : 3 à 5 ans, de préférence dans la fonction juriste d'entreprise.

Adresser c.v., lettre manuscrite et photo sous le nº 23 068 à LA PUBLICITÉ FRANÇAISE, 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

TRAM Informatique

recherche pour PARIS

ANALYSTES - PROGRAMMEURS

DUT - MIAGE

- IBM/DOS/CICS/COBOL 2 à 3 ans d'expérience.
- IBM/OS/TSO/COBOL 1 à 2 ans d'expérience.

Postes à pourvoir rapidement.
Tél. au 30.58.17.25 ou envoyer dossier de candidature s/réf. 851101 à TRAM INFORMATIQUE
27 rue Michaël Faraday 78180 Montigny-le-Bretonneux.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE Val-d'Oise-Yvelines

recherche

CHEF SERVICE FINANCIER

- Niveau Bac + 4.
- Maîtrise sciences économiques, Ecole de commerce, DECS ou équivalent.
- Expérience professionnelle dans société(s) à établissements multiples.

Le candidat retenu sera responsable de la comptabilité générale, de la comptabilité analytique et de la paye : il participera à l'élaboration et au suivi de l'exécution des budgets des différents établissements.
Le poste est à pourvoir très rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. CSF, Service du Personnel, 21, avenue de Paris, 78011 VERSAILLES.

Cadre commercial

ECOLE DE COMMERCE OU INGENIEUR

Vendre des produits chimiques !

Notre Société distribue en France les produits du grand groupe chimique allemand.

Le **CADRE COMMERCIAL** que nous recherchons aura la responsabilité des ventes de produits de base et d'intermédiaires organiques auprès des industries chimiques de la région Ile-de-France et Vallée de la Seine.

Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la vente de produits chimiques aux entreprises, de formation supérieure, type **ESC** *ou* **Ingénieur** *avec au moins 3 ans d'expérience et ayant de préférence une bonne connaissance de l'allemand.*

Merci d'adresser votre dossier complet, sous la référence PC/285/M, à

BASF

COMPAGNIE FRANÇAISE BASF
140, rue Jules-Guesde - 92303 LEVALLOIS-PERRET

MEDIA BA

AIRGAZ

Filiale Française d'un Groupe allemand de notoriété mondiale, notre Société connaît une croissance soutenue et réalise d'importants investissements. Elle recherche pour son siège en région parisienne un

CHEF COMPTABLE

Profil : environ 30 ans, de **formation DECS** au minimum, vous avez au moins cinq ans d'expérience réussie en entreprise, de préférence **en milieu industriel**. Vous êtes familiarisé avec l'informatique. Une connaissance de l'allemand sera un atout supplémentaire.

Mission : rattaché au directeur financier, vous animerez une **équipe de 6 personnes** et participerez activement à leurs travaux de comptabilités générale et analytique dont vous assurerez la coordination. Vous serez particulièrement attentif à développer les procédures comptables existantes. Vous serez plus personnellement responsable du plan de trésorerie, de la présentation des situations mensuelles, des déclarations fiscales et naturellement de l'établissement du bilan annuel et de ses rapports annexes.

Ecrire avec C.V. + photo + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la réf. AZ/LM1, à

michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA BA

Les Nouveaux Constructeurs

recherche

1 AUDITEUR COMPTABLE

- Il apporte son assistance à la tenue décentralisée des comptabilités des sociétés civiles immobilières et des filiales du groupe. Il en assure l'audit et le contrôle et met en place des procédures internes.
- Diplômé de l'enseignement supérieur (E.S.C. + D.E.C.S.). Il est un esprit rigoureux allié à une grande faculté d'adaptation.
- Il s'implique fortement dans la micro-informatique, possède des qualités de contact et de pédagogie, fait preuve d'une disponibilité sans réserve.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo à Eric CHALON.
Les Nouveaux Constructeurs.
Tour Montparnasse.
33, avenue du Maine.
75755 Paris Cedex 15.

Pierre Lichau S.A

SNPE

recrute pour son Centre de Recherches du BOUCHET

2 ingénieurs chimistes

POSTE 1 : ingénieur spécialisé en formulation et mise en œuvre des polymères.
Référence à rappeler : I/RH.

POSTE 2 : ingénieur spécialisé dans le domaine des matériaux composites, possédant une thèse sur les polymères.
Référence à rappeler : I/FH.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à SNPE - CRB, 91710 VERT-LE-PETIT, en précisant la réf. du poste choisi.

CONTESSE

Le Secrétariat Général d'une organisation internationale situé en proche banlieue parisienne recrute sur concours pour son service d'études juridiques et techniques

UN RÉDACTEUR H/F

Formation juridique (minimum maîtrise, diplôme de troisième cycle ou équivalent souhaitable).
Bonne connaissance du droit international public et droit des organisations internationales, et/ou du droit comparé.
Maîtrise parfaite de l'anglais et bonne connaissance du français.
Possibilité de travailler dans d'autres langues (espagnol en particulier apprécié).
Selon l'expérience, salaire brut mensuel de début compris entre 12.000 et 17.000 F français, somme soumise à impôt.
Un concours aura lieu lundi 6 et mardi 7 janvier 1986.
L'organisation ne prendra aucun frais à sa charge à cette occasion.

Lettre et C.V. détaillé devront parvenir avant le 8 décembre 1985 sous référence 3.067 à INTER PA, 10, rue de Louvois, 75002 PARIS, qui transmettra.

Société de services, spécialisée dans la maintenance technique de bâtiments, solidement implantée en Région Parisienne, **recherche**

cadre commercial (m/f)

Mission: gestion et développement d'un Portefeuille "Clients" comportant contacts commerciaux réguliers, pour la gestion de contrats existants.

Age: de 25 à 30 ans environ.

Formation: école de Commerce - bonne culture générale.

Expérience: commerciale, si possible dans la gestion immobilière.

Qualités: sens des relations humaines et de l'organisation.

Appointements: fixes et avenir...

Ecrire: à C.S.A. Conseil, Monsieur Ch. DOAT., rue Théodore-de-Banville 5, 75017 PARIS.

ETABLISSEMENT D'HOSPITALISATION PRIVEE REGION PARISIENNE (C.A. 670 millions - 2 500 personnes) recherche

Cadre administratif et financier

pour ses services comptables et financiers.
Formation Supérieure de Gestion demandée (HEC - ESSEC - SUP de Co., etc.) option finance - comptabilité.
Début 150/200.000 Frs. selon expérience.

Téléphonez au 83.35.42.63 ou écrire sous référence P 868 M. Claude Blique
Conseil en Orientation et Recrutement

Cabinet Claude Blique
BP 3097-54013 NANCY CEDEX

Jonction

SCIENTIFIQUE DEBUTANT,

VOTRE PREMIER EMPLOI, DANS L'INFORMATIQUE ?

Diplômé d'une ENSI, dont vous avez choisi l'option informatique, vous êtes attiré par le **système**, mais vous vous sentez encore inexpérimenté.

Cette **entreprise publique** de tout 1er plan propose de vous intégrer dans son équipe Système, de vous donner une solide formation au départ, et d'assurer votre progression par une adaptation permanente de vos connaissances aux *évolutions techniques les plus avancées.*

Ce poste est situé en banlieue Est de Paris.
Adressez votre candidature (lettre + CV + photo) sous réf. 531 à

UNILOG Ethnos

9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC Informatique

DESSEIN

S.S.C.I.

recherche

COMMERCIAUX

Environ 30 ans.
Connaissances marché vidéotex P.M.E.-P.M.I.
Salaire annuel : 150.000 F + commissions motivantes.
Région Paris et proche banlieue ouest.

Ecrire sous nº 8.027
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

BANQUE ETRANGERE
RECHERCHE UN

CADRE COMPTABLE

CHAMPS ELYSEES

Le candidat que nous recherchons sera titulaire d'un DECS et d'un diplôme de gestion ou équivalent et/ou ESC. Il sera chargé de la comptabilité générale et de diverses opérations bancaires au sein de notre succursale.

Une bonne connaissance de l'anglais ainsi qu'une première expérience bancaire sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous réf. 4904 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

DESSEIN

CONSEIL EN BREVETS
SAINT-AUGUSTIN

recherche

INGÉNIEUR

CHIMISTE

Grande école, une bonne expérience dans la même fonction, le diplôme du CEIPI, le titre de mandataire européen ou de conseil sont les atouts déterminants pour le poste.
Anglais, allemand indispensables.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous nº 8.011, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

GRANDE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION recherche

SPÉCIALISTE DE LA MODE FÉMININE

Ayant une grande expérience de la vente et capable d'assurer des contacts personnalisés avec une clientèle de haut niveau.
Les responsabilités à prendre en charge demandent une personnalité dynamique, créative, enthousiaste, ayant également le sens de l'organisation pour tenir un poste nouveau dans le cadre de la mise en place et du lancement d'un service à la clientèle.

Période d'essai prévue.
La rémunération sera fonction des résultats obtenus.
Lieu de travail :
Paris et région parisienne.

Ecrire avec C.V., photo et rémunération s/réf. 615 à SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.

Ecole privée centre Paris recherche urgent

PROFESSEUR

Action commerciale expér.
42-61-58-51 - 45-63-35-86.

RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES ET HUMAINES

HOPITAL PARIS

Important hôpital privé Sud parisien (participant au Service public) recherche

CADRE SUPÉRIEUR

formé à la gestion moderne du personnel (2.500 salariés).

- 35 ans minimum et 5 ans au moins d'expérience d'une telle fonction.
- Début : 230.000 + ou –20 %.
- Possibilité carrière intéressante.

Tél. au 83-35-42-63 ou écr. à M. Claude BLIQUE, Réf. P873,

CABINET BLIQUE
B.P. 3097,
54013 NANCY Cedex.

ASSOCIATION GESTIONNAIRE de Foyers d'hébergement pour travailleurs immigrés recherche pour ses foyers des

GESTIONNAIRES

ayant le sens du contact.

Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable.

Envoyer C.V. dét., lettre manuscr. et photo ainsi que prét. s/référence 3918 M à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 PARIS, qui transmettra.

INFORMATIS

INGÉNIERIE INFORMATIQUE TECHNIQUE DE POINTE CAO - ROBOTIQUE - MONÉTIQUE - RÉSEAUX - PROCESSUS - VIDÉOTEX - MESSAGERIE - ÉLECTRONIQUE - TEMPS RÉEL

INGÉNIEURS MINI 6

PROJETS MONÉTIQUES

INGÉNIEURS SYSTÈME

TPS RÉEL MOTOROLA 6800

INGÉNIEURS RÉSEAUX

PROTOCOLES et TRANSPAC

INGÉNIEURS BULL DPS8

PROJETS RÉSX / VIDÉOTEX

INGÉNIEURS VAX 780

PROJETS CAO
PROJETS TECHNIQUES
TRÈS VALORISANTS
26, r. Daubenton-5e. 43-37-99-22.

Sté de publicité extérieure recherche pour 75 et limitrophes COMMERCIAL exper. grande distribution, bon sal. et promo. si valeur. T. 46-22-38-64 M. Astorga.

Conseil juridique et fiscal (droit des sociétés), 8e arrdt recherche COLLABORATEUR (H/F) très qualifié(e).
Assoc. ultérieure envisagée.
Ecrire sous le nº 314.190 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Organisme de formation en pleine expansion *recherche*

FORMATEURS VACATAIRES EN :

- gestion des entreprises ;
- gestion financière ;
- comptabilité générale et analytique ;
- exp. en entrepr. souhaitée ;
- gestion des hôpitaux ,
- exp. hôpitaux souhaitée.

Ecrire sous le nº 314.234 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

BOUTIQUE DE GESTION recherche

CONSEILLERS EN GESTION

petites entreprises compta-finances (formation sup. de co. finance compta ou DECS).
Salaire brut mensuel : 8.000 F.
Env. C.V. + lettre à : ADIL, 77, r. de l'Ouest, 75014 Paris.

SOCIÉTÉ DE CAUTION MUTUELLE DES CRÉDITS IMMOBILIERS

RECHERCHE UN

CONSEILLER TECHNIQUE

- Ce poste conviendrait à un (ou une) candidat(e) âgé(e) de 30 ans minimum, de formation supérieure économique ou commerciale.
- Ayant une EXPÉRIENCE dans le secteur LOGEMENT notamment dans les domaines suivants :
Faisabilité des opérations
Commercialisation des logements.

Une expérience de responsable d'une petite équipe commerciale serait appréciée.

Adress. C.V. + lettre man. à :
S.C.M.C.I.F.
120, rue Cardinet,
75017 PARIS.

RECHERCHONS AGENT

Voyagiste britannique

recherche

AGENT-REPRÉSENTANT pour promouvoir des cours de langue anglaise et voyages en Grande-Bretagne.

La préférence sera donnée à des professeurs d'anglais, et une bonne connaissance de cette langue est de toute façon essentielle.

Pour de plus amples détails, prière d'écrire à :
Olivia Gould
Anglo-European Study Tours Ltd
17 Glen House
Stag Place
Palace Street
LONDON SW1E 5AG
(Angleterre).

VILLE DE SEVRAN (93270) *recherche pour son secteur* JEUNESSE :
UN(E) ANIMATEUR(TRICE)
(Rédacteur option animation)
UN(E) ANIMATEUR(TRICE)
(Commis option animation)
Expérience professionnelle souhaitée.
Recrutement selon conditions statutaires des Agents Communaux.

Adresser candidature à :
M. le Maire, 93270 SEVRAN.

formation professionnelle formation professionnelle

DEMANDES D'EMPLOIS

JOURNALISTE CONFIRMÉ

ayant bonne expérience dans la presse quotidienne et magazine comme rédacteur-photographe, puis rédacteur en chef et directeur de société d'édition (presse et audiovisuel).

Formé à l'animation des équipes (rédaction, fabrication, publicité, administration) et à la gestion d'une publication à fort tirage.

CHERCHE POSTE A RESPONSABILITÉ DANS LE DOMAINE DE LA COMMUNICATION

Ecrire sous n° 3 231 *le Monde* pub., 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

De la promotion des ventes à la notoriété une seule solution :

Une politique de communication volontaire.

HOMME DE COMMUNICATION

de marketing, commercial, je veux m'investir.

Pour un premier contact, écrire s/n° 313 800 M.
LE MONDE Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

CHARGÉ DE MISSION EXCEPTIONNELLE
INTÉRIM DIRECTION GÉNÉRALE

courte durée

AFRIQUE FRANCOPHONE – FRANCE
- Consultant, restructuration, management.
- Optimaliser les ressources humaines.
- Longue expérience de la gestion des hommes.
- Etude, lancement franchise de votre marque.
- Négociation haut niveau.
- Mise en place bureau, succursale.

Ecrire sous le n° 8 015 *le Monde* Pub., 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 32 ans, formation commerciale supérieure, 6 ans expér. commerce international, marchés financiers internationaux et micro-informatique recherche situation correspondante à MEXICO. Ecrire sous le n° 8 080 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Jeune femme, 26 ans, excellente présentation, maîtrise histoire de l'art, DEA sciences de l'information et communication, expérience iconographique, documentation, rédaction, interviews, recherche EMPLOI TEMPS PLEIN OU PARTIEL DANS ARTS ET (OU) COMMUNICATION, 43-42-26-22.

Diplômée ESC 3 a. expér. profes. dans Sté services ch. poste à responsabilités. Etudie ttes proposit., 42-87-74-35.

Diplômée ESC trilingue ch. poste assistante chef produit ou publicité, 43-29-93-90.

Fme expérimentée, polyvalente ch. poste responsable administrative et ociale, gestion commandes, suivi réel, fournisseurs et clients dynamique, sens des contacts, bonne notion comptabilité-gestion Téléphone : 43-61-65-51.

43 ans, ing. forestier, form. tchèque, ch. emploi stable avec responsabilités. 55-32-95-57.

Fiscaliste HEC, DECS, 47 ans, ch. stage expert comptable ttes régions, 47-88-05-24 matin.

Homme, Malgache, 36 ans, maîtrise sociologie, expér. professionnelles, urbanisme, cherche poste. Tél. 60-46-73-17.

Hme 40 ans, Form. Univ. Sup. Droit - Finances - Marketing. Expér. 15 ans, 6 comme Manager recherche Paris, banl., prov. DIRECTION GÉNÉRALE ou intégration équipe directe Téléphone : 60-20-05-39.

J.F. 37 ans, excel. présent. recherche poste assistante direction / mil. artistique ou journalist. apprec. 42-29-71-43.

Secrétaire, 47 ans, expérimentée recherche poste stable, libre immédiatement. Téléphone : 45-32-78-97.

AGRÉGÉE DE LETTRES
sachant lire et écrire cherche à exercer. Tél. : 42-62-22-29.

MAQUETTISTE DE PRESSE
7 ANS D'EXPÉRIENCE cherche emploi dans hebdomadaire ou mensuel Téléphone : 39-64-50-46.

Secrétaire tril. 43 a., BAC A, bilingue français, allemand (20 a. RFA), très bonne connaissance anglais, cherche emploi secrétaire tilingue Paris-Ouest. Ecrire sous le n° 3 233 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

H. 39 a., doctorat 3e cycle (lettres), parfaite connaissance anglais, 10 ans expérience très récente Angleterre incluant : recherches relations internationales, enseignement direction institut psychologie, cherche poste. Ecrire n° 2 621 Havas, 37047 Tours Cedex.

J. Femme expérience audiovisuel cherche poste attachée de presse ou documentaliste. Ecrire sous le n° 8 021 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Étudiants cherchent travaux divers : ménage, garde, leçons, etc. Association protestante interuniversitaire, 33, place Maubert. Tél. : 43-26-77-51.

J.F. garderait enfants le soir, après 18 h et week-end. Tél. 45-82-31-11. Pascale.

J.F. 36 ans, célib. dipl. I.S.I.T. ch. poste traductrice Anglais en entreprise Téléphone : 45-67-68-42.

Jeune sup de Co. passionnée par le marketing rech. emploi. Mme Garaude 7, rue Falguière, 75015 Paris Téléphone : 45-67-33-68.

capitaux propositions commerciales

PERSONAL COMPUTER IBM-Compatible we offer the general agency for ou high quality, low cost personal computers Dr. Messner Vertriebs-Gmbh Albert-Schweitzer-Ring 20 D - 2000 Hamburg 70 Tél. : (19-49) 40-665538 Telex : 2166523 DRME-D.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291.09, PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée. FRANCE CARRIÈRES (C 16). B.P. 402-09 PARIS.

L'immobilier

appartements ventes

5e arrdt

RUE LHOMOND
Beau 2 pièces, cuisine, bains, bel immeuble, asc., 590 000 F. GARBO — 45-67-22-88.

6e arrdt

VIEUX-COLOMBIER
150 m², caract. 47-03-32-31.

7e arrdt

SAINT-DOMINIQUE 75 m². Tél. : 47-03-32-44
MAISONNETTE, JARDIN

11e arrdt

BASTILLE Duplex, 190 m² liv., 4 chbres, 2 bains, bel aménagement. 42-72-40-19.

13e arrdt

M° TOLBIAC, réc., balc. 165 m², récept., 4 chbres, possibilité faire 2 appts. 46-33-29-17 - 45-77-38-38.

14e arrdt

COUP DE FOUDRE
5 P., 110 m² entièrement décoré, liv., + 3 chbres, 2 bns. 1.680.000 F. ◆ 45-66-89-55.

15e arrdt

EN CONSTRUCTION !
158 bis, R. CROIX-NIVERT STUDIOS, à partir 497.000 F 2 PIÈCES, à partir 720.000 F 3 PIÈCES à partir 1.256.000 F 16, RUE D'ALLERAY (Près VAUGIRARD) 2 PIÈCES à partir 724.000 F 4 PIÈCES à partir 1.315.000 F (Prestations de qualité) CECOGI S.A. 45-75-62-78.

16e arrdt

ODÉON 2 p., entrée, cuis., bains, bel imm., soleil, 590 000 F. T. 42-67-37-37.

VICTOR-HUGO
Ét. élevé, balc., imm. stand. BELLE RÉCEPTION + 1 CHBRE absolument impeccable, park. 2.400.000 F. VERNEL 45-26-01-50.

17e arrdt

MONCEAU, p. de t., calme, agréable, liv., 3 ch., 2 bains asc. 2.200.000. 45-77-96-85.

18e arrdt

STUDIOS CONFORT
Rue des Poissonniers. 108.000 Rue du Mont-Cenis. 109.000 Près rue Stephenson. 118.000. IMMO MARCADET 42-52-01-82.

3 PIÈCES. 287.000 F.
Bd Ornano, imm. p. de taille 1er étage, plein soleil IMMO MARCADET 42-52-01-82.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE
BILLANCOURT MAISON AVEC JARDIN Gde récept. + 4 chbres, 190 m² + terrasse. 1.900.000 à débattre. EMBASSY. 45-62-16-40.

appartements achats

IMMO MARCADET RECH.
en permanence pour clientèles sérieuses, appts, ttes surfaces, même à rénover. Paris ou portes. Tél. : 42-52-01-82.

URGENT rech. GRAND APPT ou HOTEL PARTIC. Bon stand. Bon quartier pour client sérieux. Tél. : 47-06-46-55.

Recherche 1 à 3 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

ORPI
1re force de vente à PARIS rech. tous appartements RÉALISATION RAPIDE
ORPI - 45-39-75-50.

propriétés

15 KM AIX-EN-PROVENCE MAS mitoyen XVIIIe, entièr. restauré, 180 m², terrain 6 000 m² arboré, 950 000 F. Tél. : 16) 42-50-23-19.

locations non meublées offres

Paris

Informations sur différents logements à louer du studio au 6 p., de 2 000 F à 10 000 F, également échanges possibles. Nous ne sommes ni agence ni marchand de listes, mais une association sans but lucratif. Tél. A.P.P.E.L. 75. 42-60-22-30.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE Corps Diplomatique et cadres de stés multinationales
Tél. : 45-62-78-99.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 48-89-89-66, 42-83-57-02.

Pour employés et dirigeants déplacés de province, importante banque française recherche à louer appartements toutes catégories, studios ou villas, Paris, banl., 45-04-04-45.

locations meublées offres

Paris

SÈVRES-BABYLONE studio, parkg. 4 000 F mens. Tél. : 47-34-36-17.

locations meublées demandes

Paris

MBV
Rech. pour cadres multinationales, STUDIOS et APPTS stand. toutes durées, loyers garantis 45-83-65-43.

STUDIO, CUIS. ÉQUIPÉE
2-3 personnes, 1.200 F semaine. Appt 2 pces. 2.000 F semaine. park. au mois. 10 Paris par Mme Résidence Gendolf. 48-83-23-42.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction, beaux appts de standing. 4 poes et plus. 45-26-18-95.

viagers

3/4 p., 80 m², imm. p., 17e arrdt, 130 000 + 2 000, occ. fme 75 a. Cruz 42-66-19-00.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
TÉLEX, SECRÉTARIAT DÉMARCHES CONSTITUTIONS
AGECO 42-94-95-28.
STATIONNEMENT AISÉ.

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., télex Location burx. Ttes démarches pour constitution de société.
ACTE - 43-59-77-55.

ÉTOILE BUREAUX
MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU
SALLE DE RÉUNIONS DOMICILIATIONS SECRÉTARIAT-TÉLEX TÉL. (1) 47-27-15-59.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs démarche R.C. et R.M. SODEC SERVICE Champs-Elysées : 47-23-55-47. Nation : 43-41-81-81.

BUSINESS BURO
LE CENTRE DES AFFAIRES pour entreprendre à Paris DOMICILIATIONS avec secrétariat partagé
(1) 43-46-00-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

LE CARNET DU Monde

Naissances

— **Pierre, Béatrice et Paul CAYROL**

ont la joie d'annoncer la naissance de

Julie,

le 12 novembre 1985, à Madrid.

— **Christine et Frédéric**

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils,

Stanislas VILLIERS-MORIAMÉ,

le 18 novembre 1985.

9, rue Campagne-Première,
75014 Paris.

Mariages

— **Martine OLFF**
et
Jean SOMMER

font part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le vendredi 8 novembre 1985.

8, rue de Stockholm,
67000 Strasbourg.

Décès

— Hélène Sol
a la douleur de faire part de la disparition de

Emile BOUTHIER,

décédé soudainement à Montpellier, le 4 novembre 1985, à l'âge de soixante-quatre ans.

26, rue Auguste-Comte,
92170 Vanves.

— Mme Olivier Carol,
M. et Mme Louis Carol
et leur fils,
M. Jacques Carol,
M. et Mme Louis Delpla,
M. et Mme Claude Delpla
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Olivier CAROL,
maire de Foix,
vice-président
du conseil général de l'Ariège,
conseiller régional de Midi-Pyrénées,

survenu le 11 novembre 1985, dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu au cimetière de Foix (Ariège), le 13 novembre.

55 *bis*, boulevard Alsace-Lorraine,
09000 Foix.
1, rond-point des Condamines,
78000 Versailles.
16, rue de l'Université,
75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 15 novembre 1985, de

Hélène CASSIN,
née Caroli.

De la part de
Pierre Cassin,
son époux,
Nelly Cassin-Jamet,
Jacques et Camille Cassin,
Barbara Cassin-Legendre
et Etienne Legendre,
ses enfants,
Capucine, David et Eugénie,
Cécile, Laurent et Olivier,
Victor et Samuel,
ses petits-enfans,
Augustin et Louis,
ses arrière-petits-enfants,
Toute sa famille,
Et tous ceux qui l'aimaient,

La levée du corps aura lieu le mardi 19 novembre, à 13 h 30, à l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Albert Didon,
son époux,
Marie-Cécile et Jacques Lefebvre,
François et Sylvie Didon-Briamtais,
Brigitte Didon,
Marc Didon,
ses enfants,
Gaelle Lefebvre et Emilie Didon-Briamtais,
ses petites-filles,
Henri et Raymonde Cherreau,
ses frère et belle-sœur,
Pascal, Evelyne et Guillaume Cherreau,
ses neveu, nièce et petit-neveu,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme Albert DIDON,
née Jeanne Cherreau,

décédée, le vendredi 8 novembre 1985, dans sa soixante-sixième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le 12 novembre, en l'église Saint-Etienne de Coullons (Loiret).

Priez Dieu pour elle !

23, rue Ferter-et-Siegfried,
94190 Villeneuve-Saint-Georges.

— Mme Pierre Gaillard,
son épouse,
M. et Mme Henri Tharreau,
M. et Mme Georges Gaillard,
M. Pierre-André Gaillard,
Mme Nicole Merlet,
Mlle Sylvie Gaillard,
ses enfants,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GAILLARD,
expert-conseil en organisation
pêches-maritimes et continentales,

survenu le 13 novembre 1985, dans sa soixante-seizième année.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité en Charente-Maritime, à Bernay-Parençay, le mardi 19 novembre, à 15 heures.

Un service religieux de souvenir et de recueillement sera célébré pour ses amis, ses proches et tous ceux qui l'ont connu, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 18 *bis*, rue de Châteaudun, à Paris-9e, le lundi 25 novembre, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Milton,
75009 Paris.

— Le conseil d'administration,
Les salariés et les membres actifs de Terre des hommes,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

René MARTY,
président de TDH de 1977 à 1979
et en 1984-1985.

Tous les membres de l'Association expriment leur soutien à sa famille dans ces pénibles circonstances.

— Iliane Pelta-Krebs,
entourée de ses parents,
de ses enfants,
et de toute sa famille,

a la douleur de faire part du décès, survenu le 14 septembre 1985, de son mari

Robert PELTA,

et demande à ses nombreux amis de garder présente, avec elle, sa mémoire.
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

8, rue Albert-Bayet,
75013 Paris.

— Mme Simon Savry,
son épouse,
M. et Mme Jacques Proux
et leur fils,
Mme veuve Jean Proux
et sa fille,
ses beau-frère, belles-sœurs, neveu et nièce,
Mme Jacqueline Proux,
M. et Mme François Pelletier
et leurs fils,
M. Jean Pelletier,
ses cousins, cousines et petits-cousins.
Et toute la famille.
ont la douleur de faire part du décès de

M. Simon SAVRY,
retraité de la Ville de Paris.

survenu le 16 novembre 1985, à Paris-15e, dans sa soixante-quinzième année.

Le service religieux en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, 52, boulevard Lefebvre, à Paris-15e, sera célébré le mercredi 20 novembre 1985, à 8 h 30. (Métro ligne 12 ; station Porte de Versailles.)

L'inhumation au cimetière ouest du Mans (Sarthe), dans le caveau de famille, aura lieu le même jour, vers 14 heures.

4, square Albert-Bartholomé,
75015 Paris.

— Mme R. Weil,
son épouse,
Le docteur D. Weil,
sa fille,

ont la grande tristesse de faire part du décès du

chef d'escadrons (H)
Charles WEIL,
officier de la Légion d'honneur,
rosette de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945,
croix de la Valeur militaire.

L'incinération a eu lieu le 15 novembre 1985, dans la plus stricte intimité.

Résidence Patio-Atlantique,
28, rue du Président-Allende,
17000 La Rochelle.

Remerciements

— Mme Jacques Martin d'Aigueperse,
et toute la famille,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jacques Martin d'AIGUEPERSE,

remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

26, rue Parmentier,
92200 Neuilly-sur-Marne.

— Les collaborateurs de l'agence MEDIA PA, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Patrick FORET,

remercient très sincèrement les personnes qui se sont associées à leur peine.

— Guy, Nane et Florence JACOB associent dans leur amitié tous ceux qui, présents, jeudi 14 novembre, au Havre, ou ne pouvant l'être, ont partagé avec eux le deuil

d'Alain.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le vendredi 22 novembre 1985, à 18 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 17, rue Ampère, à Paris-17e, à l'intention de

M. Jacques BUFFET,

rappelé à Dieu le 15 octobre 1985 à Nancy.

On y associera le souvenir de son fils,

M. Noël BUFFET,

rappelé à Dieu le 29 avril 1967.

Communications diverses

— Une rencontre sur le thème : « Le rôle de la presse en démocratie » sera organisée le jeudi 21 novembre, à 18 h 30, à la salle d'actualité de la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou. Parmi les participants : Ivan Levaï, d'Europe 1 ; Noël Mamère, d'Antenne 2 : Henri Pigeat, PDG de l'AFP ; Olivier Todd ; Pierre Albert, de l'Institut français de presse, et Daniel Vernet, rédacteur en chef du *Monde*. Le débat sera animé par Antoine Spire.

— Une conférence sur le thème : « L'Europe à l'heure de l'Hexagone » sera donnée le mercredi 20 novembre, à 18 h 30, à la Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris, par M. André Fontaine, directeur du *Monde*.

— L'association Promo-Vacances informe ses adhérents que l'assemblée générale statutaire aura lieu le 30 novembre 1985, à 16 heures, au 2 *bis*, rue Fleurie, 37340 Ambillou.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-II, lundi 25 novembre, à 15 heures, salle des Conseils, M. Albert Biaouila : « Les arts et les lettres en République populaire du Congo. »

— Université Paris-IV, jeudi 28 novembre, à 10 heures, Mme Dora Tibi, née Perez : « L'œuvre décoratif de Raoul Dufy. »

— Université Paris-II, vendredi 29 novembre, à 14 h 30, salle des Conseils, M. Serge Seyrat : « Le bon père de famille. »

— Université Paris-X-Nanterre, vendredi 29 novembre, à 14 h 30, salle C 26, Mme Ravoux, née Elisabeth Rallo : « Figures de l'adolescent dans quelques récits du début du vingtième siècle. »

— Université Paris-Val-de-Marne, samedi 30 novembre, à 14 heures, salle des Thèses, M. Michel Simonin : « François de Belleforest et l'histoire tragique en France au quinzième siècle. »

— Université Paris-IV, samedi 14 décembre, à 14 heures, amphithéâtre Cauchy, M. Serge Lemoine : « Recherches sur l'abstraction géométrique au vingtième siècle. »

sports

FOOTBALL

La France qualifiée pour le Mundial

En battant la Yougoslavie par 2 à 0 (Platini, aux 3e et 71e minutes), le samedi 16 novembre au Parc des Princes, l'équipe de France s'est qualifiée pour la phase finale de la Coupe du monde qui se déroulera du 31 mai au 29 juin 1986 au Mexique. La France termine en tête de son groupe de qualification avec le même nombre de points mais une meilleure différence de buts que la Bulgarie, battue 2 à 1 par la RDA à Leipzig.

C'est la troisième fois consécutive que la France se qualifie pour le Mundial. Au total, elle a participé neuf fois à la phase finale sur treize Coupes du monde : Uruguay (1930), Italie (1934), France (1938), Suisse (1954), Suède (1958), Angleterre (1966), Argentine (1978), Espagne (1982) et Mexique (1986).

Ses meilleurs classements furent une troisième place en Suède en 1958 et une quatrième place en Espagne en 1982.

Victoire à l'italienne

Coup franc pour la France. A 18 mètres dans l'axe du but. Du côté de la tribune d'Auteuil. Ranko Stojic connaît ses classiques. Le gardien yougoslave choisit donc le coin gauche de sa cage, là où Goranov, son homologue bulgare de 1977, le Néerlandais Van Breukelen en 1981 et l'Espagnol Arconada en finale de l'Euro 84 avaient mordu le gazon du Parc des Princes sur des frappes de Michel Platini. Précaution inutile. Le Français loge le ballon dans la lucarne droite d'un tir somptueusement vrillé par-dessus le mur yougoslave. Une « feuille morte » de saison. Beaucoup pensent alors que Stojic risque d'en ramasser d'autres à la pelle au fond des filets. Mais en donnant naissance, dès la troisième minute de jeu, à l'espoir, Michel Platini tuait la fête. Crime non prémédité, mais avoué par l'ensemble des joueurs : *« Au lieu de nous libérer, ce but nous a tendus. »*

Partagés entre le désir de doubler la mise pour se mettre à l'abri d'une mauvaise surprise et celui de protéger leur avantage, les Français n'ont jamais vraiment choisi. En abandonnant l'entre-jeu aux Yougoslaves, ils ont peu à peu perdu leur emprise sur le match. Isolé à la pointe de l'attaque, Dominique Rocheteau ne parvenait pas à conserver la balle. La défense, à l'image de Patrick Battiston et Manuel Amoros, manquait de clairvoyance dans la relance. Blaz Sliskovic, le moustachu meneur de jeu de Hajduk Split, pouvait alors, en la personne de Vujovic ou Skoro, enfoncer des coins au centre du dispositif défensif tricolore. Lui-même glaçait le stade avec les trajectoires 'atiniennes » de ses tirs sur coup franc. L'insoutenable n'aurait dû durer que trois minutes. Il s'est prolongé jusqu'à un nouvel exploit de Maestro Platini (71e). Une balle futée, fusée, au ras du poteau de Stojic.

De 1977 à 1985, Michel Platini est resté l'homme providentiel de l'équipe de France. C'est toujours lui qui a signé les billets pour le Mundial. Mais sa griffe a changé, son influence aussi. Naguère, il distillait du génie à la brésilienne, aujourd'hui de la rigueur à l'italienne. Cette transformation semble gagner, consciemment ou non, une bonne partie de ses coéquipiers. Malheureusement, les oripeaux de la Squadra Azzurra ne siéent guère à certains. José Touré, dans un match qui fut l'antithèse du Nantes-Partizan de Coupe d'Europe une huitaine auparavant (alors que les données de départ étaient similaires), n'a jamais trouvé ses marques. Même le milieu de terrain, joyau de l'équipe, a balbutié. Geler, confisquer la balle, implique aussi le mouvement, or le porteur du ballon se trouvait souvent sans solution. Le jeu à la française semblait figé, comme une sauce oubliée au moment du festin.

Real-politik

Quand Michel Platini estime : *« Nous n'avons pas été très bons. Il reste beaucoup de choses à améliorer dans cette équipe, notamment sur le plan tactique, si nous voulons aller loin dans la Coupe du monde »*, il ne songe pas à un retour au style flamboyant de ces dernières années, mais à l'adaptation des Bleus au jeu réaliste qu'il a découvert à la Juventus. Après tout, les Italiens sont champions du monde en titre. « *On nous a souvent reproché de pratiquer un football plaisant et euphorique mais manquant de réalisme. Cette fois nous avons été réalistes*, insiste Henri Michel. *L'équipe a montré une facette de son talent qu'on connaissait moins bien. Pas toujours très brillants, c'est vrai, les joueurs ont conquis la qualification avec leurs tripes. Seul le résultat comptait.* »

Pour sa part, le public aurait préféré que cette « real-politik » ait été mise en œuvre à Leipzig ou à Sofia. En tout cas pas au Parc des Princes. Dans ce sanctuaire inviolé depuis plus de dix ans, le football français se doit d'écrire les pages de son histoire avec des pleins et des déliés ! Aux yeux des privilégiés, triés sur le volet parmi les 247 000 demandes de places reçues par la Fédération française de football, ce France-Yougoslavie ressemblait à un pâté. Alors, ils ont sifflé. Souvent, copieusement. Et pas seulement l'arbitre, Alexix Ponnet, prompt à sortir des cartons jaunes et rouges pour les deux camps. Les lazzis du Parc ont « *déçu* » Henri Michel. A-t-on le droit de conspuer une équipe qui se qualifie pour la troisième fois consécutive en Coupe du monde ? La banalisation de l'exploit vaut aussi pour les joueurs, qui n'ont pas éprouvé le besoin d'un tour d'honneur comme le 16 novembre 1977. Des larmes, encore moins. Tout juste quelques soupirs de soulagement pour certains, une joie pudique pour d'autres. « *La Coupe du monde, j'avais très envie d'y goûter,* avoue Luis Fernandez. *Il paraît que c'est un plaisir inoubliable pour un joueur.* » De très, très « vieux » footballeurs comme Rocheteau, Giresse, Tigana, Platini, Bossis – dont ce sera la « der des der » – ont dû lui raconter leurs précédentes campagnes...

Une non-qualification aurait été un camouflet pour le champion d'Europe. Il lui reste à faire mieux qu'en 1982 en Espagne. « *Désormais, mon esprit est entièrement tourné vers Mexico* », proclame Henri Michel, fatigué « *de pinailler sur la manière dont a été acquise la qualification* ». Dès dimanche matin 17 novembre, il était penché en compagnie de M. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football, sur le calendrier des prochains mois. Un éphéméride compte à rebours. Du 23 décembre au 4 janvier, premier stage à Font-Romeu. Du 1er au 15 mai, retour à Font-Romeu. Seconde quinzaine de mai, stage sur place au Mexique. Le 26 février, match de préparation à Paris, contre l'Irlande du Nord si les deux équipes *ne tombent pas dans le même* groupe au Mundial. Le 22 mars, match contre l'Argentine. Entre-temps, plusieurs va-et-vient entre Paris et Mexico pour les dirigeants.

Le premier voyage est prévu à l'occasion du tirage au sort des six groupes de quatre, le 15 décembre prochain. « *La France devrait être tête de série si, comme en Europe, les seuls critères sportifs entrent en ligne de compte* », déclare M. Fournet-Fayard, pas trop rassuré sur les intentions des organisateurs malgré les assurances de MM. Jacques Georges (UEFA) et Joao Havelange (FIFA). Tandis que le président se fera diplomate, Henri Michel veillera à l'intendance. Il procédera à l'état des lieux de l'hôtel choisi par les Français. Situé à Tlax-Cala, près de Puebla, il servira de « camp de base, quelle que soit la ville où la France devra disputer le tour préliminaire.

Mexico, Guadalajara, Leon, Puebla, *Irapuato*, *Monterrey*, Netzahualcoyotl, Toluca. La France est au Mexique : rangez vos mouchoirs, sortez vos atlas.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

VINGT ET UN QUALIFIÉS

Vingt et un pays sont d'ores et déjà *qualifiés pour le Mundial 86*, sur vingt-quatre participants :

– Europe (sur 13 ou 14 possibles) : Italie (qualifiée d'office), Pologne, RFA, Portugal, Angleterre, Bulgarie, Hongrie, URSS, Espagne, Danemark, Irlande du Nord, France ;

– Amérique du Sud (sur quatre) : Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay ;

– Afrique (sur deux) : Algérie, Maroc ;

– Asie (sur deux) : Corée du Sud ;

– Amériques du Nord et Centrale (sur deux) : Mexique (qualifié d'office), Canada.

Les trois derniers qualifiés seront : Belgique ou Pays-Bas, Ecosse ou Australie, Syrie ou Irak.

Les six têtes de série probables pour le tirage au sort des poules du Mundial devraient être l'Italie, la République fédérale d'Allemagne, la Pologne, la France (demi-finalistes de la précédente édition), le Brésil (trois fois vainqueur) et le Mexique (pays organisateur). Toutefois, une autre thèse tenant compte de critères géographiques et économiques pourrait prévaloir. Seuls les anciens vainqueurs de l'épreuve et le pays organisateur seraient alors tête de série.

L'effet Platini

« Je ne peux pas vous raconter comment j'ai marqué le premier but... c'était un coup franc. » Michel Platini s'amuse de l'étonnement suscité à maintes reprises par sa maîtrise et sa réussite dans cet exercice. Où serait le secret dans ce geste répété des milliers de fois à l'entraînement depuis son enfance ? Le public, pourtant, ne se rassasiera jamais de ces morceaux de choix qui ont jalonné la carrière du capitaine de l'équipe de France.

Lorsque l'arbitre belge, M. Alexis Ponnet, a sanctionné une faute sur Luis Fernandez à 20 mètres face aux buts yougoslaves, une rumeur de complicité s'est élevée des tribunes. C'est presque du même endroit – un peu plus à gauche face à ce but de la tribune d'Auteuil – que Michel Platini avait déjà réussi quelques-uns de ses coups francs les plus mémorables : son premier but, le 27 mars 1976, le jour de sa première sélection contre la Tchécoslovaquie. Celui contre les Pays-Bas, le 18 novembre 1981, qui avait qualifié l'équipe de France pour la Coupe du monde 1982. Celui encore de la finale du championnat d'Europe des nations 1984 gagnée contre l'Espagne.

Cette fois encore l'enjeu était d'importance puisqu'il s'agissait de la qualification pour la Coupe du monde 1986 au Mexique. Techniquement, Michel Platini pouvait être sûr de lui. Il avait déjà marqué dix de ses trente-sept buts en équipe nationale sur coup franc. *« Je le revois encore lorsqu'à Nancy il travaillait des heures durant devant ses mannequins,* raconte son père. *La cheville assez rigide, la jambe presque tendue et le buste légèrement penché en arrière il tirait à volonté en force ou en finesse. Maintenant, la malice et l'expérience aidant, il cherche à placer sa balle là où le gardien ne l'attend pas. L'accumulation des matches l'a rendu encore plus confiant dans ses tirs. »*

Cette confiance est d'ailleurs confortée par tout un rituel. Le coup franc à peine sifflé, il s'empare du ballon, l'essuie contre son maillot avant de l'embrasser. Il choisit ensuite un morceau de pelouse un peu surélevé pour le déposer afin de bien pouvoir « brosser » la partie inférieure du ballon avec l'intérieur du pied droit. Une seule fois contre la Bulgarie, le 9 octobre 1976, à Sofia, il a réussi son coup franc en frappant violemment avec l'extérieur du pied droit. *« Il m'a fallu beaucoup de réussite,* reconnaît-il, *car lorsqu'on choisit la force, il suffit d'un rien pour manquer son coup. »*

Tout en reculant et en demandant à l'arbitre de faire respecter la distance des 9,15 mètres pour le mur des défenseurs adverses, Michel Platini a observé le placement du gardien yougoslave. Contre les Pays-Bas et l'Espagne, il avait tiré au ras du poteau gauche. Ranko Stojic, qui avait sans doute vu ces images à la télévision, avait choisi de se tenir plus près de ce poteau et avait placé son mur pour faire écran dans l'autre angle. Deux pas d'élan ont suffi au capitaine de l'équipe de France pour donner l'effet et la force souhaités au ballon. Parfaitement brossé, ce dernier s'est élevé au-dessus des défenseurs pour retomber en « feuille morte » au ras du poteau droit.

Ranko Stojic, comme le Néerlandais Van Breukelen, n'a même pas esquissé un geste. L'Espagnol Arconada avait cru pouvoir se coucher sur le ballon qui lui avait glissé sous le ventre. *« Je n'ai pas l'impression que ce but soit de ma faute,* avait-il dit. *Il s'agissait d'un coup franc très bien tiré, et j'ai été trompé par l'étrange effet que Platini avait donné au ballon. »*

Dans un football de plus en plus dur où les coups francs se multiplient, la capitaine de l'Equipe de France peut-il faire école ? Michel Hidalgo le pense. Les mannequins expérimentés à Nancy sont désormais commercialisés. L'une des premières actions du directeur technique national a été de lancer, voici deux ans, une opération coup franc dotée d'un challenge pour les meilleurs cadets. En lever de rideau de France-Yougoslavie, les spectateurs du Parc des Princes ont pu apprécier la virtuosité des meilleurs tireurs parisiens. La griffe Platini deviendra-t-elle bientôt un label France ?

GÉRARD ALBOUY.

OMNISPORTS

Assurances pour le Loto sportif

« *A toute chose, malheur est bon.* » M. Nelson Paillou tient ces *propos philosophiques* le 16 novembre après avoir passé une bien mauvaise semaine. La concertation avec les pouvoirs publics, fondement de la politique sportive qu'il conduit depuis son élection à la présidence du Comité national olympique (CNOSF), a *gravement été remise* en question. Par l'affaire du financement des moteurs F 1 Renault pour l'écurie de Guy Ligier.

Elle a éclaté le 7 novembre. Ce jour-là, les membres de la section haut niveau du Fonds national pour *le développement du sport (FNDS)* se réunissaient au ministère de la jeunesse et des sports. Ils devaient répartir 15 millions de francs qu'avaient rapportés au fonds les tirages du Loto sportif première version. Le ministre, M. Alain Calmat, *qui devait présenter* le lendemain à l'Assemblée nationale le budget de son département – « *le plus mauvais de ces dix dernières années* », estime M. Nelson Paillou – se faisait représenter par le directeur des sports, M. André Laurent. De retour au CNOSF, M. Nelson Paillou apprenait par un journaliste que le ministre venait de décider de prélever 10 millions de francs sur le FNDS pour permettre à l'écurie Ligier d'acheter ses moteurs. C'était la foudre dans un ciel d'orage.

« *Cela ne pouvait pas plus mal tomber* », dit le président du comité *olympique. Réglementairement,* rien ne s'opposait à ce que le ministre ait agi de la sorte. Toutefois, depuis la création du FNDS en 1979, il était établi que toutes les décisions fussent prises sur la base d'un consensus entre le mouvement sportif et les pouvoirs publics. Cette mesure unilatérale était le premier coup de canif dans ce contrat tacite. Or il a été donné à un moment où la confiance n'était plus ce qu'elle aurait dû être entre les deux partenaires.

Dans un budget, pour 1986, en régression, les recettes du FNDS, dernières bouées de sauvetage financières pour le sport, ont été évaluées à 300 millions de francs pour 1986. Compte tenu du succès de la deuxième version du Loto sportif, il est d'ores et déjà probable qu'au moins 800 millions de francs tomberont dans les caisses du Fonds. Mais quand ce chiffre a été connu, la rumeur a aussitôt circulé que les *finances limiteront* à 300 *millions* de francs l'enveloppe pour le sport, en rabaissant la part attribuée au Fonds (30 %, le plus élevé d'Europe) sur les enjeux du Loto sportif. Pour d'autres raisons, le mouvement sportif a craint aussi *que les sommes versées* au FNDS en 1985 ne soient pas distribuées avant l'année prochaine. La menace était sérieuse.

Derrière M. Nelson Paillou, qui lançait, en forme de boutade, quelques jours auparavant : « *Je suis le président du premier parti de France* », par référence aux onze millions de licenciés, le mouvement sportif a fait bloc. Il a été reçu le 15 novembre par le ministre des sports et le secrétaire d'Etat au budget. M. Alain Calmat a expliqué que seule l'urgence avait motivé la procédure exceptionnelle d'attribution de crédits à Ligier : sans cela, Elf n'aurait pas donné également *10 millions de francs nécessaires* au constructeur de formule 1. M. Henri Emmanuelli a assuré que la révision du pourcentage prélevé sur le Loto sportif n'était pas à l'ordre du jour et que la répartition des crédits sur les tirages 1985 (20 millions de francs) serait faite fin novembre.

« *Sans cet accrochage à propos de Ligier, aurait-on eu ces assurances ?* », demande M. Nelson Paillou. « *Mais il faut beaucoup de vigilance et rester sur le qui-vive. Cette affaire n'a peut-être été qu'un accident. Toutefois, les politiques peuvent toujours avoir la tentation de considérer le mouvement sportif comme une simple courroie de transmission de leurs décisions.* »

ALAIN GIRAUDO.

CYCLISME

Reines des Six Jours

Après un démarrage laborieux, les Six Jours de Paris-Bercy ont pris leur vitesse de croisière, et, sans atteindre les plus hauts sommets de la qualité ni provoquer des débordements d'enthousiasme du public, ils ont donné lieu à des séquences d'un bon niveau, qu'il faut naturellement situer dans les limites du sport-spectacle.

*Juste derrière les Suisses Muller-*Gisiger, qui se sont hissés au commandement, dimanche 17 novembre, à la veille de l'arrivée, Franck-Vallet, Roche-Doyle, Motet-Wiggins et les Belges Tourne-De Wilde figurent dans le haut du tableau, conformément à la logique, puisque ces hommes constituent les meilleures équipes en piste. Ce sont, pour la plupart, des habitués de ce genre d'épreuve. La fréquentation assidue des vélodromes européens durant l'hiver leur a permis d'acquérir le métier indispensable et de cultiver les vertus propres au pistard : souplesse, vélocité, adresse ou, mieux encore, virtuosité, c'est-à-dire précision du geste.

Indépendamment du spectacle, qui peut être brillant, l'intérêt sportif des Six Jours vaut surtout par le caractère éducatif de la piste, qui fournit aux coureurs les moyens d'enrichir leur bagage technique et de diffuser leur punch. Un garçon comme Charlie Motet, que l'on tient pour l'un des grands espoirs du cyclisme français, a accompli des progrès décisifs en participant, depuis l'an dernier, aux Six Jours, et les efforts auxquels il s'astreint sur l'anneau de Bercy l'aideront à mieux préparer la saison routière.

Il manquait des vedettes à l'affiche, ainsi qu'une équipe reine 100 % française ; Vallet et Motet, respectivement associés au Danois Franck et à l'Australien Wiggins, deux spécialistes talentueux, pourraient former à l'avenir ce tandem tricolore que le public réclame.

L'absence d'un Moser ou d'un Fignon (toujours indisponible) a manifestement limité l'audience des Six Jours de Paris-Bercy. En revanche, l'épreuve a été valorisée par les tentatives victorieuses de Jeannie Longo et d'Isabelle Nicoloso contre trois records du monde (1) : 5 kilomètres pour la première ; 500 mètres et 1 kilomètre départ lancé pour la seconde. Leurs exploits confirment la rapide évolution du cyclisme féminin, qui constitue l'un des événements de l'année.

JACQUES AUGENDRE.

(1) Les nouveaux records du monde féminins : 5 kilomètres par Jeannie Longo (France) en 6 min 29 s 606 millièmes (ancien record : 66 min 39 s 565 millièmes par la soviétique Erika Saloumai) ; 500 mètres départ lancé par Isabelle Nicoloso (France) en 30 s 580 millièmes (ancien record : 31 s 112 millièmes par la soviétique Krouchelni Stkaya) ; kilomètre départ lancé par Isabelle Nicoloso (France) en 1 min 7 s 189 millièmes (ancien record : 1 min 8 s 247 millièmes par Erika Salkoumaï).

LES RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

NATIONALE I A

(Premier tour retour)

*Villeurbanne b. Caen	112-94
*Antibes b. Stade Français	84-73
Challans b. *RCF Paris	88-78
Monaco b. *Orthez	77-63
Limoges b. *Avignon	89-84
*Le Mans b. Vichy	82-79

Classement. – 1. Villeurbanne, 23 pts ; 2. Monaco, 21 ; 3. Antibes, 20.

Football

CHAMPIONNAT D'EUROPE ESPOIRS

(Groupe de qualification pour les quarts de finale)

En battant la Yougoslavie (7-0), les espoirs français se sont qualifiés, le 16 novembre, pour les quarts de finale du championnat d'Europe espoirs.

Judo

CHAMPIONNAT D'EUROPE JUNIORS

Trois Français de moins de vingt et un ans sont montés sur la plus haute marche du podium aux championnats d'Europe juniors à Delemont (Suisse) : Le Sonn (–60 kg), Cabaretta (–65 kg) et Tayot (–78 kg).

COUPE D'EUROPE DES CLUBS

L'US Orléans s'est qualifiée pour la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, en battant les Italiens de Fiamme Galle à Rome par 4 à 2.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Douzième journée)

*Briançon b. Français Volants	9-8
*Amiens b. Tours	8-4
*Megève b. Grenoble	6-3
*Viry-Châtillon b. Gap	8-7
*Saint-Gervais b. Villard-de-Lans	9-4

Classement. – 1. Saint-Gervais, 22 pts ; 2. Français Volants, 20 ; 3. Megève, 16.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

GROUPE A

(Huitième journée)

Poule 1

*Graulhet b. Romans	22-10
*Narbonne b. Bagnères	39-10
*Mont-de-Marsan b. Lombez-Samatan	28- 6
*Boucau b. Brive	13- 9
*Toulouse b. Béziers	13- 7

Classement. – 1. Beziers, 21 pts ; 2. Toulouse, 20 ; 3. Narbonne, 18.

Poule 2

*La Voulte b. Lavelanet	12-10
*Toulon b. Bayonne	60- 0
*Oloron b. Pau	13- 0
*Biarritz b. Castres	38-19
*Valence b. Hyères	12-11

Classement. – 1. Biarritz, 20 pts ; 2. Valence, 19 ; 3. Toulon et Oloron, 18.

Poule 3

*Tulle b. Montauban	18-13
Agen b. *Tyrosse	21- 6
*Le Creusot b. Hagetmau	15- 0
*Aurillac b. Lourdes	30- 9
*Nîmes b. Dax	9- 6

Classement. – 1. Agen, 24 pts ; 2. Nîmes, 20 ; 3. Aurillac, 18.

Poule 4

*Grenoble b. Bègles-Bordeaux	22- 9
*Nice b. Racing-CF	13- 9
*Tarbes b. Bourgoin	18- 4
*Marmande et Perpignan	9- 9
*Montferrand b. Carcassonne	38-10

Classement. – Perpignan, 21 pts ; 2. Montferrand et Tarbes, 20.

Tennis

TOURNOI DE WEMBLEY

(315 000 dollars)

SIMPLE MESSIEURS

Demi-finales. – Becker (RFA) b. Jarryd (Suè.), 7-6 (11-9), 7-6 (7-4) ; Lendl (Tch.) b. Pate (E-U), 6-4, 6-7 (5-7), 6-3.

Finale. – Lendl (Tch.) b. Becker (RFA), 6-7 (6-8), 6-3, 4-6, 6-4, 6-4.

DOUBLE MESSIEURS

Forget (Fr.) - Jarryd (Suè.) b. Becker (RFA) - Zivojinovic (You.), 7-5, 4-6, 6-4.

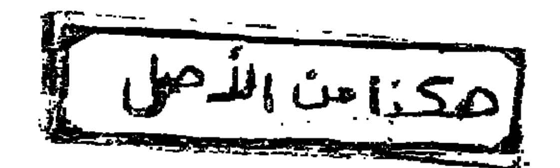
VOLLEY-BALL

Les Français de podium en podium

Après leur troisième place aux championnats d'Europe, organisés début octobre aux Pays-Bas, les volleyeurs français ont franchi une nouvelle étape en s'inclinant face aux champions du monde soviétiques par 3 sets à 1, dimanche 17 novembre à Séoul, en finale du Top 10 qui réunissait dix des meilleures équipes mondiales. Pour parvenir en finale, les Français avaient battu dans leur groupe l'Argentine, vice-championne du monde, l'URSS et la Corée du Sud, et concédé une défaite contre le Japon. En demi-finale, ils avaient éliminé la Bulgarie, tandis que les Soviétiques écartaient les Américains, champions olympiques.

Le programme de préparation des Français, réunis en stage au Centre national du volley-ball, à Montpellier, depuis le mois de mars, prévoit encore une centaine de matches internationaux de préparation avant les championnats du monde organisés en France en septembre 1986, où ils viseront une place sur le podium.

هكذا من الأصل



Le Monde

ECONOMIE

CGT : un recul des effectifs qui s'accentue

La participation des communistes au gouvernement n'a pas bénéficié à la CGT. La centrale a perdu un quart de ses effectifs en trois ans.

TAUX DE PERTE DES EFFECTIFS DE LA CGT ENTRE 1980 ET 1983 (par région)

Perte supérieure à 29,3 %
entre 19,3 % et 29,3 %
inférieure à 19,3 %

TAUX DE CHÔMAGE PAR RÉGION (décembre 1983)

Supérieur à 10,4 %
entre 8,5 et 10,4 %
Inférieur à 8,5 %

LES débats du 42e congrès de la CGT, du 24 au 29 novembre, porteront très certainement, pour ce qui concerne la pratique syndicale, sur l'attitude prise par la Confédération depuis la sortie des ministres communistes du gouvernement. Mais les diverses données chiffrées que l'on peut recueillir aujourd'hui, avec l'habituel décalage des années, fournissent des indicateurs pour la période précédente, celle qui va de 1981 à 1983. Ces trois années sont celles où des ministres communistes participaient au gouvernement, et où la CGT, par la voix d'Henri Krasucki, estimait que les mesures gouvernementales *« vont dans la bonne direction »*.

Une telle position a-t-elle permis à la CGT de se développer ? Il ne semble pas. Les chiffres officiels que publie la Confédération reconnaissent, en effet, une nouvelle diminution du nombre de syndiqués : 1 918 583 adhérents pour 1980, et 1 622 075 pour 1983, soit un recul de 15,4 %.

Une analyse des informations régulièrement fournies par le *Courrier confédéral* permet une évaluation plus précise. Le décompte présente un certain nombre de différences avec les chiffres officiels publiés sur plusieurs années. Les chiffres ainsi obtenus sont, bien entendu, nettement inférieurs à ceux publiés par la Confédération. Surtout, la baisse des effectifs entre 1981 et 1983 apparaît sensiblement plus importante : avec 1 174 156 adhérents en 1980 et 888 101 en 1983, elle est alors de 24,3 %.

Au-delà de cette différence globale, le décompte année par année fournit une courbe dont l'allure est assez largement comparable, qu'il s'agisse des données du *Courrier confédéral* ou des chiffres officiels. Sans doute la légère progression (+ 0,35 %) que donnent les chiffres officiels pour 1981 n'apparaît-elle pas dans les données du *Courrier confédéral* : mais la perte d'effectifs que ces dernières font apparaître reste faible (– 4,23 %). Et, dans les deux cas, c'est en 1982 que se situent les pertes les plus sensibles : – 1,59 % selon les chiffres officiels, – 12,75 % selon les données du *Courrier confédéral*.

Globalement, la presse confédérée traduit la même évolution. La diffusion de *la Vie ouvrière* représente aujourd'hui la moitié de ce qu'elle était en 1979, soit environ 80 000 exemplaires. *Le Peuple* est revenu d'une diffusion de 37 800 exemplaires en 1980 à 29 573 en 1985, parmi lesquels ne figurent d'ailleurs que 10 469 abonnements, le reste représentant les envois « statutaires ».

La chute des effectifs n'est évidemment pas sans conséquences financières : selon le rapport financier, la part des cotisations dans les recettes est aussi revenue, entre 1981 et 1983, de 77 % à 65 %, évolution que les responsables confédéraux estiment *« préoccupante »*.

Des pertes « tous azimuts »

Il semble bien que ces pertes d'effectifs affectent tous les secteurs de la CGT. Le cas de la métallurgie est connu. Selon *Actualité fédérale*, organe de liaison de la FTM-CGT, les effectifs sont ainsi revenus de 264 224 en 1978 à 132 627 en 1983, et à 103 196 en 1984 (octobre). En six ans, c'est donc au minimum 50 % de ses effectifs en métallurgistes qu'a perdus la CGT. Toutefois, il n'y a pas que l'ouvrier métallurgiste à se faire rare : c'est aussi le cas des « ingénieurs, cadres et techniciens ». Selon M. Obadia, secrétaire général de l'UGICT, entre 1980 et 1984, le nombre de cadres adhérents à la CGT est revenu de 305 000 à 200 000, soit une chute de 34,4 %.

La situation de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires (UGFF) – un secteur où le chômage n'a évidemment guère sévi – confirme que la baisse des effectifs n'est pas réservée aux secteurs industriels : de 1980 à 1983, l'UGFF est revenue, en chiffres officiels, de 128 386 adhérents à 98 924, soit 22,95 % de perte, un pourcentage très supérieur aux 15,4 % que donne la direction confédérale pour la CGT dans son ensemble.

Il n'y a donc pas que les « bastions » traditionnels qui voient aujourd'hui baisser leurs effectifs. Un tel constat est utile, car il permet de relativiser l'explication de la baisse des effectifs par la « casse » d'une série de secteurs industriels et par le développement du chômage. Comme le montrent les cartes, la baisse des effectifs de la CGT, calculée par régions, ne recoupe guère le taux de chômage.

Quant à la baisse des effectifs salariés liés à la restructuration d'un certain nombre de secteurs industriels, elle a certes joué, et des zones de recoupement existent. C'est le cas, par exemple, de la région parisienne, qui, en chiffres réels, perd entre 1980 et 1984 29,71 % de ses effectifs, et où la situation est encore plus nette département par département : 48,4 % de pertes dans les Hauts-de-Seine, 60,70 % de pertes dans les Yvelines. Mais ces quelques recoupements ne peuvent fournir une explication générale. La Lorraine, par exemple, pourtant durement éprouvée par les restructurations, a un taux de perte d'effectifs nettement inférieur à la moyenne (- 16,87 %). Et l'Alsace, par contre, est à la fois la région où le taux d'augmentation des métallurgistes CGT est le plus sensible (+ 46,1 % en un an) et celle qui accuse la plus forte perte globale en effectifs (- 46,5 %).

Au-delà des effectifs, il y a l'audience. Les élections aux comités d'entreprise indiquent que l'ampleur des pertes de voix est allée en augmentant. Pour les années paires, le taux de progression des pertes est ainsi de 8,76 % en 1982 et de 12,01 % en 1984 (contre 5,19 % en 1980 et 7,12 % en 1978). Pour les années impaires, il est de 10,93 % en 1983 (contre 6,97 % en 1981, 8,02 % en 1979 et 1,83 % en 1977).

Apparemment, c'est l'impasse. Quand la CGT adopte une attitude de division ouverte, comme c'est le cas entre 1979 et 1981, elle perd des électeurs. Mais quand elle cautionne la présence au gouvernement de ministres communistes et adopte une attitude extrêmement modérée à l'égard des revendications, comme c'est le cas entre 1981 et 1983, elle en perd encore plus.

D'où viennent ses pertes ? Globalement, elles sont moins importantes dans le premier collège (ouvriers et employés) que dans les deuxième et troisième collèges (agents de maîtrise, techniciens et cadres). Mais, dans le premier et le deuxième collège, les pertes sont plus importantes dans la période 1981-1983 que dans les années précédant l'arrivée de la gauche au pouvoir.

JACQUES KERGOAT.

(Lire la suite page 36.)

Les «vertus» de l'assurance-chômage

Les chômeurs sont plus nombreux à percevoir une indemnité au titre de la convention d'avril 1984, mais le montant des allocations a été proportionnellement moindre.

QUELLES sont les conséquences, pour les chômeurs, de la signature d'une convention réglementant le système d'assurance-chômage ? La question était au centre des négociations qui se sont achevées le 29 octobre par l'adoption – par le CNPF, la CGPME, la CFDT, la CFTC, la CGC et FO – d'un nouveau dispositif, applicable à compter du 1er avril 1986. Grâce à plusieurs études, dont *le Bilan de l'emploi 1984*, publié par le ministère du travail, il est possible de connaître l'effet de la précédente convention, mise en place le 1er avril 1984 pour une durée de deux ans.

Un dispositif tarde toujours à s'appliquer à l'ensemble de la population concernée et la convention d'assurance-chômage de 1984 ne manque pas à cette règle. Un an après son entrée en vigueur, c'est-à-dire au 1er avril 1985, 20 % des allocataires de l'UNEDIC relevaient encore de l'ancienne réglementation, définie par le décret de novembre 1982.

Soupçonnée d'être à l'origine de l'émergence du phénomène des « nouveaux pauvres » l'hiver dernier, la convention d'avril 1984 n'est sans doute pas coupable de tous ces maux, à défaut de pouvoir être innocentée pour d'autres. Entre le 31 mars 1984 et le 31 mars 1985, la proportion de chômeurs indemnisés, toutes allocations confondues, est passée de 61 à 65 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi), pourtant en augmentation durant la même période. Une fois encore, c'est l'application du décret de 1982 qui a produit le plus de dégâts, puisque, au plus fort de son effet, en novembre 1983, on comptait 46,4 % de chômeurs non indemnisés. Un record.

Plus nombreux à être indemnisés au titre de la convention d'avril 1984, les chômeurs l'ont été proportionnellement moins par le montant des allocations versées.

Supprimée du régime d'assurance, l'ancienne allocation spéciale pour les licenciés économiques a disparu rapidement des décomptes. Son intégration dans l'allocation de base, désormais servie à tous les demandeurs d'emploi pouvant justifier d'une ancienneté suffisante, n'a pas empêché la part de celle-ci de diminuer significativement ; 36,04 % des chômeurs la touchaient en décembre 1984 contre 47,38 % en décembre 1982.

A l'inverse, l'évolution s'est faite à la hausse pour les allocations de fin de droits, les durées d'attribution de l'allocation de base ayant été réduites ; 305 655 personnes étaient indemnisées à ce titre en décembre 1984, soit 11,12 % alors qu'ils étaient 8,56 % en décembre 1982.

Au total, le coup d'accordéon opéré – et le partage réalisé en deux régimes distincts – a profité à l'assurance-chômage financée par les cotisations salariales, même si cela n'a pas empêché par la suite le retour de difficultés financières. En décembre 1982, on évaluait à 55,94 % le nombre de ses allocataires, devenus 47,8 % en décembre 1984.

ÉVOLUTION DE L'INDEMNISATION DU CHÔMAGE

CHÔMEURS NON INDEMNISÉS
ALLOCATION D'INSERTION
ALLOCATION DE SOLIDARITÉ
ALLOCATION DE FIN DE DROITS
A.S.P. (LICENCIÉS ÉCONOMIQUES)
1982
1983
1984
1985

L'Etat-tampon

Tout logiquement, l'Etat a servi de tampon dans ce type d'affaire, récupérant sur son compte les chômeurs dont le régime d'assurance ne voulait plus. Les bénéficiaires de l'allocation d'insertion ou forfaitaire, payée aux jeunes à la recherche d'un premier emploi, ou aux femmes qui souhaitent en reprendre un, étaient 263 800 en avril 1985, soit 13 % de plus qu'un an auparavant. 8,08 % des chômeurs indemnisés l'étaient à ce titre dès décembre 1984, alors même que l'instauration d'un délai de carence de six mois aurait pu en ralentir la progression (91 000 jeunes l'attendaient, à cette époque).

ALAIN LEBAUBE.

(Lire la suite page 34.)

هكذا من الأصل

Les « vertus » de l'assurance-chômage

(Suite de la page 33.)

Cependant, la grande différence apportée par cette convention d'avril 1984 tient essentiellement dans l'explosion (+ 86,9 % en un an) du nombre de bénéficiaires — une expression trompeuse — de l'allocation de solidarité, versée à 139 400 personnes ne pouvant plus prétendre à une indemnisation de la part du régime d'assurance et répondant en outre à des conditions de ressources. En conséquence, la situation financière des chômeurs indemnisés a, elle aussi, régressé, si l'on tient compte de l'évolution du coût de la vie.

Le licencié économique touchait en moyenne 135 F par jour au 31 mars 1984 et le chômeur « normal » en recevait 104. Au 31 mars 1985, réunis dans la même catégorie, l'un et l'autre percevaient 113,20 F. Pendant le même *temps*, l'allocataire en fin de droits passait de 38 F par jour à 42,50 F, tandis que, au 31 mars 1985, le jeune ou la jeune femme en allocation d'insertion recevait 48,60 F par jour et le chômeur de longue durée, en allocation de solidarité, 49,50 F par jour en moyenne. Cette tendance s'est poursuivie les mois suivants.

A l'évidence, il est bien fini le temps où l'on pouvait gloser sur le niveau d'indemnisation des chômeurs, regardés comme des privilégiés. Non seulement les rémunérations de substitution se sont affaiblies ; mais l'on observe aussi que le fossé s'est creusé entre deux catégories de demandeurs d'emploi, qui ne sont plus traités selon la même logique, instituant un chômage à deux vitesses.

Au 30 septembre 1984, selon le « bilan de l'emploi 1984 », plus d'un chômeur non indemnisé sur deux était une *femme* (57 %), contre un sur trois pour les hommes. Un chômeur non indemnisé sur deux, encore, était un jeune de moins de vingt-cinq ans (54,2 %). Plus d'un chômeur non indemnisé sur quatre (26 %) était inscrit à l'ANPE depuis moins de trente jours pour les jeunes en délai de carence, et plus d'un sur dix (13 %) depuis plus de deux ans, c'est-à-dire que la moitié des chômeurs de longue durée ont épuisé tous leurs droits.

Les femmes handicapées

Le cas des femmes est particulièrement dramatique. Six cent quarante mille d'entre elles n'étaient pas indemnisées, mais 56 % n'ont pas et n'auront pas d'indemnisation parce qu'elles sont plus jeunes que les chômeurs masculins (46 % ont moins de vingt ans) et qu'elles justifient des durées d'affiliation ou de travail les plus courtes (49 % cotisent aux ASSEDIC depuis moins d'un an). Si l'on ajoute que les femmes sont massivement présentes dans les catégories de motifs d'inscription à l'ANPE les moins favorables à une indemnisation, comme le chômage à la suite d'une démission, pour cause de reprise d'activité ou de « première entrée » sur le marché du travail, force est de conclure que le système mis en place écarte du bénéfice des allocations les populations les plus vulnérables.

Autre catégorie en situation difficile, les chômeurs de longue durée. On comptait 289 000 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE depuis plus de deux ans (11 % des chômeurs), dont 12 600 depuis plus de trois ans. Parmi eux, 50 % avaient plus de cinquante ans, 56 % étaient des femmes. La moitié d'entre eux n'étaient pas indemnisés, dont 66 000 chômeurs de plus de trois ans (17 000 de plus cinq ans).

La suppression de toute indemnité, les droits à une allocation ayant été épuisés, concernaient 210 000 personnes au total, dont 97 000 femmes de moins de vingt-cinq ans et pour près d'un tiers (30 %), les chômeurs « primo demandeurs d'emploi » sans aucune référence de travail. Quand ils ont été salariés, ces chômeurs privés de ressources proviennent des secteurs d'activité sinistrés, comme le textile, l'habillement, la chaussure, les métaux, l'automobile, les produits alimentaires et la conserverie. Ils y exerçaient des professions peu qualifiées (on observe notamment que 23,7 % des OS ou des manœuvres sont des chômeurs non indemnisés). Après six mois sans allocation, près de la moitié de ces demandeurs (44 %) avaient quitté l'ANPE pour absence au pointage (dans 46 % des cas), mais également à la suite d'une reprise de travail (dans 30 % des cas).

Faisant l'objet d'une plus grande sollicitude attestée de toutes parts, les chômeurs âgés de plus de cinquante ans (évalués à 418 600) connaissaient cependant des fortunes diverses. En fait, 12 000 de cinquante à cinquante-quatre ans, 9 000 de cinquante-cinq à cinquante-neuf ans et 6 000 âgés de plus de soixante ans ne touchaient aucune aide. Ce qui est à la fois peu statistiquement et grave humainement, à supposer que ces quelques milliers de personnes aient à subsister sans ressources.

Au bout du compte, la situation des chômeurs les plus âgés caractérise assez bien un régime d'assurance-chômage et de solidarité structuré à l'extrême par des réglementations successives. Paradoxalement, le chômage, en fin de compte, apparaît masqué par la variété des traitements dont il est l'objet, au point de faire oublier la condition d'hommes et de femmes d'abord privés d'un emploi, puis d'une reconnaissance sociale et, enfin, d'une aide. L'exclusion définitive.

ALAIN LEBAUBE.

Comment on « sort » de l'ANPE

EN 1984, l'augmentation du chômage pouvait s'expliquer, en partie, par le ralentissement des sorties de l'ANPE (— 1,8 % en un an). Phénomène lié à la disparition, notamment, des offres provoquées par le remplacement systématique des départs en préretraite au titre des contrats de solidarité.

En 1985, la relative stabilité enregistrée par les statistiques mensuelles semble avoir pour origine la brusque progression du nombre des sorties de l'ANPE et, parmi celles-ci, des reprises d'activité.

Au total, 2 367 335 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE ont disparu des listes du chômage au cours des huit premiers mois de 1985, soit 519 709 de plus qu'en 1984 (+ 22 %). Ce flux, important, comprend diverses catégories de chômeurs et plusieurs types de motifs.

Dans ses statistiques, l'UNEDIC retient en effet onze raisons différentes d'annulation qui ne recouvrent pas les mêmes réalités et n'ont pas des conséquences identiques.

Stages de formation

Certaines de ces raisons n'ont guère de signification, comme le changement d'affectation à une agence locale, suivie un mois plus tard d'une admission dans une autre. D'autres raisons évoluent peu, quantitativement. Ainsi en est-il des radiations pour cause de service national, de mise à la retraite (moins sensible depuis 1982 et 1983) ou de prise en charge par la Sécurité sociale. D'autres raisons fournissent des indications plus précises sur l'évolution en cours.

Il se confirme, par exemple, que les chômeurs tentent de se redonner une chance, et sûrement une qualification, avec des stages de formation. Favorisées par l'ANPE, ou décidées par les chômeurs eux-mêmes, les entrées en stage ont connu une forte croissance (+ 176,3 % d'une année sur l'autre), au point que 119 664 personnes supplémentaires y ont eu recours pendant les huit premiers mois de 1985.

En sens inverse, on assiste à l'amplification d'un mouvement d'abandon de l'inscription à l'ANPE, signe d'un découragement évident qui doit frapper les chômeurs de longue durée n'ayant plus rien à attendre de l'UNEDIC. Répertoriés comme ayant arrêté la recherche d'un emploi, ceux-ci étaient 56 787, en cumul, à la fin août 1985, soit 35 742 de plus qu'à la fin août 1984 (+ 169,8 %).

Parmi les causes de radiation de l'ANPE à la suite de la reprise d'un emploi, il y a d'abord des placements réussis par l'Agence, et surtout les reprises d'activité déclarées par les demandeurs d'emploi qui ont obtenu un poste de travail grâce à des démarches individuelles. Additionnées, ces deux catégories enregistrent une progression de 14 % entre 1984 et 1985. La reprise d'activité connue a concerné 146 937 personnes supplémentaires, permettant ainsi à 1 197 948 demandeurs d'emploi de quitter l'ANPE, soit plus encore que pendant la période où celle-ci pouvait proposer les offres déposées à la suite des départs en préretraite.

Vient ensuite la catégorie, très composite, des radiés après *« absence à contrôle ou non-réponse à convocation »*, qui doit nécessairement comprendre des demandeurs ayant retrouvé un emploi et dont, tout naturellement, le premier geste n'est pas d'en avertir l'ANPE, sachant que celle-ci régularisera la situation administrative. Combien sont-ils dans ce cas ? Difficile de le dire avec certitude. Toujours est-il que cette cause de radiation a été appliquée à 1 019 644 chômeurs, soit 178 573 de plus que pendant les huit premiers mois de 1984 (+ 21,2 %), et que sa croissance doit sûrement quelque chose aux frémissements du marché du travail.

Reprise d'activité

D'après une étude menée pour la dernière fois en 1979 sur cette question, il avait été établi que la ventilation des radiations pour *« absence au contrôle »* selon les motifs de sortie était, rappelle le bilan de l'emploi 1984, *« semblable à celles dont le motif était connu de l'ANPE »*. En appliquant ce raisonnement, des observateurs aboutissent à une évaluation du total des reprises d'activité, connues ou supposées. Ce total serait de l'ordre de 1 854 617 au cours des huit premiers mois de 1985, c'est-à-dire en progression de 221 676 sur l'année précédente (+ 13,6 %). Les retours à l'emploi, de ce fait, représenteraient 64,4 % des sorties du chômage, ce qui tiendrait à accréditer l'idée d'un nouveau dynamisme du marché et, à tout le moins, d'une certaine mobilité.

Toutefois, ces estimations rassurantes ne disent rien sur le type d'emploi obtenu ni sur le statut proposé. Selon des indications concordantes, la sortie du chômage pourrait également signifier l'entrée dans la précarité.

A. Le.

Les non-indemnisés

EN septembre 1984, on comptait 1 184 200 chômeurs *n'étant plus indemnisés*, selon le bilan de l'emploi 1984 indiqué par une étude de l'UNEDIC, quand les demandeurs d'emploi à temps complet, à temps partiel ou saisonniers étaient 2 635 900. Les statisticiens de l'UNEDIC ont relevé six explications qui esquissent un portrait-robot du chômeur non indemnisé.

D'abord, 21 % d'entre eux, soit 223 400, n'étaient pas *demandeurs d'une allocation* parce qu'ils n'ont pas songé à la réclamer, sachant qu'ils n'y ont pas droit ou, encore, pensant réserver leurs droits pour une indemnisation plus intéressante, comme le feraient certains jeunes. Dans ce groupe, un chômeur non indemnisé sur deux est une femme (55,5 %) et un sur deux, encore, un jeune de moins de vingt-cinq ans (50,4 %).

Le deuxième groupe est constitué pour 31 % par les chômeurs non indemnisés (328 800 demandeurs d'emploi) dont le dossier a été rejeté, essentiellement parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions de durée d'affiliation au régime d'assurance-chômage — en fait, l'ancienneté dans un emploi — ou parce qu'ils ne possédaient pas les références scolaires suffisantes s'ils étaient à la recherche d'un premier emploi. Une fois de plus, les femmes (63,2 %) sont majoritaires dans ce groupe, tout comme les jeunes de moins de vingt-cinq ans (52,4 %).

Tandis que la troisième catégorie est modeste, avec 3 % des chômeurs non indemnisés (28 700 personnes), la quatrième rassemble 247 900 demandeurs d'emploi, jeunes pour la plupart, qui ne peuvent prétendre dans l'immédiat à une indemnité et doivent subir un délai de carence de six mois entre leur sortie du système scolaire et leur première allocation. Parmi ces 23 % de chômeurs non indemnisés, on retrouve une femme sur deux (55,2 %) et près de trois jeunes de moins de vingt-cinq ans sur quatre (71,8 %).

Avec les deux dernières explications du chômage non indemnisé, on voit apparaître les chômeurs de longue durée et les plus âgés. 20 % des non-indemnisés, soit 210 700 personnes, le sont parce qu'ils ont épuisé leurs droits à une allocation. Le régime de solidarité, qui pourrait verser une allocation, ne leur accorde rien, soit que leurs revenus de famille dépassent un certain plancher, soit qu'ils ne puissent justifier d'une période d'activité salariée suffisante.

Pour plus de la moitié (59,4 %), il s'agit de femmes, qui ont des durées d'indemnisation plus courtes que les hommes. Les moins de vingt-cinq ans représentent 43,1 % de ces cas, contre 12,8 % pour les plus de cinquante ans. Enfin, 2 % des chômeurs indemnisés — 24 500 personnes — font l'objet d'une interruption *momentanée des versements*, le plus souvent à la suite de la reprise d'un travail occasionnel, ce qui serait plus facile pour les hommes (52,3 %) à condition qu'ils soient âgés de plus de vingt-cinq ans.

Ces indications sont confirmées par l'activité des commissions des ASSEDIC, qui ont à se prononcer sur les cessations d'indemnisation ou ont à décider de rejets. L'arrêt des versements se produit surtout à la fin des durées maximales d'indemnisation pour les allocations forfaitaires ou d'insertion que touchent les femmes et les jeunes à la recherche d'un premier emploi. En décembre 1984, ces « sorties définitives » ont été de 21 125 sur les 21 593 effectivement approuvées, les chômeurs en fin de droit ou en allocation de base pouvant espérer, à terme, leur passage en régime de solidarité.

Les refus en allocation d'insertion (10 %) étaient dus, pour moitié, à l'absence d'attestation de fin de cycle scolaire ou de diplôme. Les rejets en allocation de base (10 %) étaient dus à des durées d'affiliation insuffisantes (39,75 %), à des activités autres que celle des salariés du secteur privé (15,56 %), et même à des délais de forclusion (5,18 %). Quant aux rejets en allocation de solidarité, les plus nombreux (38,4 % des décisions), ils s'expliquent par des conditions de durée de travail non remplies (81 %) ou de ressources (7,4 %).

Au bout du compte, on pourrait également se demander si l'absence d'une indemnité ou la perspective de ne plus jamais en recevoir n'a pas un effet sur l'inscription à l'ANPE et, par conséquent, sur les chiffres du chômage. Là encore, la réponse n'est pas claire. L'UNEDIC constate que 51 % des chômeurs non indemnisés ont été radiés des listes de l'ANPE dans les six mois. Mais si, pour 39,3 %, ceux-ci l'ont été après une absence au pointage, toujours ambiguë, 35,8 % l'ont été à la suite d'une reprise d'activité déclarée et 8,7 % pour cause de stage de formation. **A. Le.**

هكذا من الأصل

A travers les revues étrangères

Le double marché du travail

Il y a deux grandes catégories d'emplois : ceux qui sont bien rémunérés... et les autres, avec une barrière entre les deux.

par DANIEL VITRY (*)

AU début des années 70 s'est développée la théorie du double marché du travail. L'idée est que les emplois se divisent en deux grands groupes. D'un côté, on trouve des emplois plutôt bien rémunérés, offrant de bonnes conditions de travail et des possibilités d'améliorer encore les salaires ; ces emplois sont en nombre limité et il existe une barrière à l'entrée. De l'autre, on trouve des emplois peu rémunérés, instables, n'offrant que de mauvaises conditions de travail et peu ou pas du tout de perspective de carrière. L'analyse porte donc sur les emplois plutôt que sur leurs titulaires.

A la même époque, la théorie du capital humain, plus vieille de quelques années, explique les différences de revenu par les différences entre les individus : les salaires évolueraient en fonction de l'éducation reçue. Cette théorie conclut que, pour éliminer la pauvreté, il faut renforcer l'instruction et la qualification des individus, alors que la théorie du double marché dit que ces mesures ne servent à rien puisque ce sont les emplois qui sont de deux types et non les personnes.

La théorie du capital humain n'est cependant pas incompatible avec l'idée d'un dualisme dans la formation des salaires. Il suffit en effet de supposer que la technique de production présente une nette discontinuité. En revanche, cette théorie ne peut pas rendre compte ou intégrer des limitations au nombre d'emplois de la meilleure catégorie. Dans la dernière livraison de *l'American Economic Review* (septembre 1985), William T. Dickens et Kewin Lang, de l'université de Californie, ont publié des « tests de la théorie du marché dualiste du travail ».

Les auteurs vont chercher à déceler l'existence des deux catégories d'emploi et d'une barrière à l'entrée, en pratiquant deux sortes de tests. Les premiers vont comparer l'analyse des salaires, d'abord lorsqu'on considère les emplois comme un ensemble homogène, puis lorsqu'on distingue les deux types d'emplois possibles. Les seconds vont tenter de mettre au jour l'existence de barrières à l'entrée du meilleur secteur. Les données utilisées portent sur des chefs de famille (hommes uniquement), non fonctionnaires, ayant travaillé à temps plein pendant l'année et pour lesquels on dispose d'un certain nombre de renseignements, dont ceux portant sur l'éducation.

Lorsqu'on ne distingue pas entre types d'emplois, le rendement de la formation est estimé à 6 %, celui de l'expérience à 1 % seulement. Les Blancs sont mieux payés que les non-Blancs – 13 % de plus, – et les hommes qui n'ont jamais été mariés sont beaucoup moins bien payés que les autres, probablement parce qu'ils sont plus jeunes.

Les personnes évincées...

Lorsqu'on distingue les deux secteurs, les résultats sont sensiblement différents. Dans le meilleur secteur, la différence entre Blancs et non-Blancs disparaît ; le rendement de l'éducation et de l'expérience augmente sensiblement. Dans l'autre secteur, aucune de ces variables ne parvient à expliquer le taux de salaire de façon statistiquement satisfaisante, ce qui signifie que ni l'éducation ni l'expérience ne servent à déterminer le salaire.

Le premier aspect de la théorie du double marché de l'emploi, l'existence de deux types d'emplois, ne peut donc pas être écarté. Qu'en est-il du second, c'est-à-dire de l'existence d'une barrière à l'entrée du meilleur secteur ? Les tests ne permettent pas d'écarter l'hypothèse de barrières à l'encontre de Noirs voulant entrer dans le meilleur secteur d'emploi.

Les analystes américains du marché du travail utilisent, depuis le début des années 80, le concept nouveau et un peu flou de « *personne évincée* » *(displaced person)*. Paul O Flain et Ellen Sehgel, du Bureau of des statistiques du travail, ont contribué à préciser cette notion dans leur article « Les travailleurs évincés entre 1979 et 1983 : comment s'en sont-ils tirés ? », paru dans la *Monthly Labor Review* de juin 1985. Il s'agit de s'interroger sur le sort des travailleurs qui ont occupé un emploi bien rémunéré pendant de nombreuses années, l'ont perdu sans que ce soit de leur fait, et n'ont à peu près aucune chance d'en trouver un analogue.

Aux Etats-Unis, entre janvier 1979 et janvier 1984, 13,9 millions d'individus de plus de vingt ans ont perdu leur emploi du fait des restrictions d'effectifs ou des fermetures d'entreprises ; mais 5,1 millions d'individus seulement, dont 3,3 millions d'hommes et 1,8 million de femmes, occupaient ces emplois depuis trois ans et plus, et 3,2 millions depuis cinq ans et plus. De façon arbitraire, le minimum de présence requis dans l'emploi, pour être qualifié de personne évincée, a été fixé à trois ans, ce qui met donc 5,1 millions de personnes en cause.

Sur cet effectif, 3,1 millions de personnes avaient retrouvé un emploi en janvier 1984 et 0,7 million ne faisait plus partie de la force de travail. Sur les 1,3 million de personnes qui étaient encore à la recherche d'un emploi, 22 % étaient au chômage depuis moins de cinq semaines et 39 % depuis plus de vingt-sept semaines. La durée moyenne du chômage est de six mois. La probabilité d'avoir retrouvé un emploi en janvier 1984 décroît avec l'âge, revenant de 70 % pour les vingt-vingt-quatre ans, à 65 % pour les vingt-cinq-cinquante-quatre ans et à 41 % pour les cinquante-cinq-soixante-quatre ans ; elle est nettement plus forte pour les hommes que pour les femmes, et pour les individus qualifiés que pour les non qualifiés.

Les auteurs précisent les raisons des licenciements. Dans la moitié des cas, il s'agit de fermeture ou de déplacement de l'entreprise ; dans deux cas sur cinq, la raison est une diminution de la production. Dans un cas sur cinq seulement, seul le poste occupé ou l'équipe à laquelle ce poste appartenait a été supprimé.

Les emplois retrouvés sont très différents des anciens ; ainsi, les secteurs dans lesquels les emplois sont retrouvés ne sont pas les secteurs d'activité d'origine dans plus d'un cas sur deux. Les diminutions de salaire acceptées pour entrer dans le nouvel emploi sont parfois très importantes : près d'un million de personnes retrouvant un emploi dans les secteurs produisant des biens durables ont perdu 20 % de leur salaire hebdomadaire ; mais un demi-million de personnes retrouvant un emploi dans les secteurs des biens non durables n'ont perdu que 4 % de leur salaire hebdomadaire.

...l'information imparfaite...

L'un des thèmes des recherches sur le fonctionnement du marché du travail est l'information imparfaite qui y règne. Joseph E. Stiglitz, l'un des plus célèbres professeurs de l'université de Princeton, vient de publier dans l'*Economic Journal*, de septembre 1985, un article, « Les distributions de salaire d'équilibre », qui porte sur ce thème.

Les imperfections de l'information sont de deux types. Les unes portent sur le montant des salaires. En effet, on connaît généralement mal le montant des salaires versés par une entreprise autre que la sienne. L'auteur va démontrer que le marché lui-même peut être responsable de ce type d'imperfections. Les autres portent sur l'environnement d'un emploi : la durée du travail et d'autres caractéristiques des postes de travail ne sont, en effet, pas bien connues avant l'embauche ; certaines particularités, comme l'ambiance, ne peuvent même être découvertes qu'après avoir accepté l'emploi. L'imperfection sur ces informations sera lente à résorber, mais trouver le meilleur titulaire de chaque poste s'avérera rentable.

...et les contrats implicites

L'auteur construit un modèle très simple dans lequel l'entreprise qui verse des salaires plus élevés augmente évidemment ses coûts directs, mais diminue la rotation de son personnel et, donc, ses coûts de formation. La hausse peut compenser la baisse, et l'opération s'avérer blanche pour l'entreprise. Les entreprises peuvent donc, à égalité de charges, verser des salaires élevés et supporter de faibles dépenses résultant d'une moindre rotation du personnel, ou l'inverse. De l'autre côté, les travailleurs sont attirés vers de plus hauts salaires, mais ils ignorent quelles entreprises les versent. Ils doivent donc se livrer à une recherche, sans être certains de son succès.

Il résulte de ce modèle que, contrairement à toute la tradition des modèles d'équilibre, le taux de salaire n'est plus unique, mais que plusieurs salaires d'équilibre peuvent coexister. L'une des conséquences de cette approche est que les entreprises peuvent répugner à baisser les salaires pour ne pas accroître la rotation de leur personnel, même si elles savent qu'elles trouveraient des candidats à l'embauche à des salaires dépréciés. Ainsi, le sous-emploi est possible, parce que aucune entreprise ne cherchera à baisser ses salaires même avec des chômeurs qui accepteraient de travailler à un taux de salaire plus faible.

Un autre thème de recherche sur le fonctionnement du marché du travail est celui des contrats implicites. Sherwin Rosen, professeur à l'université de Chicago et l'un des meilleurs spécialistes de ces questions, a publié dans le *Journal of Economic Literature*, de septembre 1985 un article qui fait le point : « Les contrats implicites : une vue générale. » La théorie des contrats implicites remonte à une dizaine d'années, lorsqu'il a fallu comprendre et expliquer le sous-emploi et trouver autre chose de mieux fondé sur le plan micro-économique que la courbe de Phillips.

En outre, sur le plan empirique, on avait constaté qu'au début des années 70 les trois quarts des mises au chômage étaient suivies par une réembauche dans la même entreprise. On avait constaté aussi qu'un individu avait d'autant plus de chance de rester dans une entreprise qu'il y était depuis longtemps. Certains ont alors soutenu que le travail était un coût fixe pour les entreprises.

La théorie des contrats implicites dispose qu'employeurs et employés décident à l'avance de ce que sera le volume de l'emploi et le taux de salaire dans les différentes situations qui peuvent se présenter. Il n'y a donc pas de remise en cause perpétuelle du salaire et du volume de l'emploi en fonction de la conjoncture. Cela signifie qu'implicitement les employés vont payer une prime d'assurance lorsque la situation est favorable et recevoir des indemnités lorsque la situation est renversée. Cette théorie des contrats implicites emprunte ainsi beaucoup aux analyses de l'assurance.

On aboutit à un résultat inattendu : les licenciements sont volontaires, car ils ont été prévus par le contrat implicite. Une entreprise qui fait de mauvaises affaires continue à payer des salaires à ceux qui restent dans l'entreprise et verse des indemnités à ceux qu'elle licencie au moins provisoirement, si bien que tous les individus attachés à une entreprise par contrat implicite ont la même satisfaction. Naturellement, celle-ci serait supérieure si l'entreprise faisait d'excellentes affaires.

(*) Professeur à l'université Paris-II.





CGT : Un recul des effectifs qui s'accentue

(Suite de la page 33.)

Ces pertes ne sont pas spécialement dues aux régions le plus touchées par les restructurations industrielles. Au contraire, la CGT redevient, en 1983, la première organisation syndicale de Lorraine, place qu'elle avait dû céder à la CFDT en 1981.

Chez les femmes surtout

Peut-on alors trouver une explication en observant le comportement des diverses catégories socioprofessionnelles ? Le sondage réalisé par l'IFOP, *« à la sortie des urnes »*, à l'occasion des élections à la Sécurité sociale en 1983 permet d'éclairer, de ce point de vue, les zones de faiblesse de l'électorat de la CGT. Globalement, celle-ci obtient des résultats supérieurs à sa moyenne nationale chez les ouvriers, les employés et les chômeurs, ainsi que, ce qui est peut-être plus inattendu, chez les moins de trente-cinq ans.

Les résultats sont, par contre, plus faibles chez les cadres, chez les plus de cinquante ans et — surtout — chez les femmes (1). Ce dernier phénomène se retrouve aussi, en ce qui concerne les effectifs, dans les nouvelles adhésions : la proportion des femmes parmi les nouveaux adhérents chute à partir de 1981, et s'établit alors à moins de 10 %. La « flexibilité » accrue du travail féminin, mais aussi la crise interne qui aboutit, au début de 1982, à la liquidation de l'équipe d'*Antoinette*, la revue féminine de la CGT, expliquent sans doute cette situation. Une légère amélioration semble perceptible en 1985, où le pourcentage était de 10,5 % à la mi-septembre.

En fait, le recul, en effectifs et en audience, de la CGT ne se laisse pas réduire aux explications unilatérales et parfois simplistes dont, ici et là, on raffole. L'explication d'un syndicalisme devenu avocat de la *« France protégée »*, et qui ne peut plus, de ce fait, être *« le défenseur efficace de la France prolétarisée »*, ne résiste pas à l'examen des faits. Mais l'explication par la « casse », le chômage, la diminution des effectifs salariés — explication à laquelle de larges secteurs de la direction confédérale s'en tiennent encore — n'apparaît pas plus pertinente.

La réalité est que la — ou les — politiques impulsées par la direction confédérale ont évidemment leur part de responsabilité dans la dégradation de l'audience et des effectifs. Et il apparaît peu vraisemblable que cette direction puisse redresser la situation sans consentir à de sérieuses rectifications d'orientation.

L'examen des pertes, en effectifs et en audience, doit cependant être restitué dans les problèmes d'ensemble du mouvement syndical en France. Les modes de calcul des effectifs, par exemple, reposent sur des variables trop différentes d'une confédération à l'autre pour que les comparaisons puissent se faire chiffre à chiffre.

La CGT reste, selon toute vraisemblance, la première confédération syndicale quant au nombre des adhérents.

La prudence patronale mérite d'ailleurs d'être signalée. C'est le patronat de la métallurgie, l'Union des industries métallurgiques et minières, qui écrit qu'*« il convient donc de ne pas préjuger trop vite un déclin irrémédiable de la CGT »*, et qui, rappelant que l'avènement de la gauche a coïncidé avec l'amplification de la crise du syndicalisme, estime qu'*« un changement de conjoncture peut redonner une vigueur nouvelle aux syndicats »*.

Sans faire de pronostics sur le lendemain des élections législatives de 1986, il reste en tout cas permis de se demander si le nouveau profil adopté par la CGT depuis le départ des ministres communistes du gouvernement lui a permis de *« se refaire une santé »*, selon l'expression en vogue dans la Confédération.

Les premiers indices disponibles ne permettent pas de répondre positivement à cette question. Les nouvelles adhésions recensées par le secteur organisation n'étaient, en effet, que de 99 351 en 1984, contre 129 877 en 1983 et, par exemple, 244 069 en 1978. Au 15 septembre 1985, elles n'étaient que de 69 364. Or la proportion de cartes non reprises était de 21,63 % en 1983 : cette proportion devrait diminuer de plus de la moitié pour que le solde, simplement, ne soit plus négatif. Lourde tâche qui, à moins d'un changement sensible de conjoncture sociale ou politique, devrait nécessiter plus que des ajustements dans la stratégie confédérale.

JACQUES KERGOAT.

(1) Alors que partout ailleurs l'écart est minime, c'est dans la seule catégorie « ouvriers » que se crée la différence : 52 % des hommes y déclarent voter CGT, contre 40 % seulement des femmes.

Officiellement et...

	Chiffres officiels*	Chiffres estimés
1972	2 318 128	1 381 358
1973	2 339 857	1 766 239
1974	2 342 811	1 719 369
1975	2 337 551	1 888 388
1976	2 350 118	1 692 404
1977	2 232 055	1 719 245
1978	2 192 862	1 491 691
1979	2 031 163	1 459 215
1980	1 918 583	1 174 156
1981	1 925 432	1 123 211
1982	1 721 463	980 090
1983	1 622 095	888 101

* Il s'agit des syndiqués actifs et retraités, ces derniers étant, selon les chiffres de la Confédération, 259 133 en 1983.

Une règle de trois

Le *Courrier confédéral* est une publication ronéotée de la Confédération, destinée aux responsables des fédérations et des unions départementales. Le « secteur organisation » y publie chaque semaine, département par département, la liste des adhésions recueillies par les unions départementales depuis le début de l'année et précise en regard le pourcentage que représentent ces adhésions par rapport aux effectifs précédemment recensés pour chaque département.

Une règle de trois permet de retrouver ces effectifs. Ernest Deiss, trésorier confédéral, a *estimé que l'évaluation ainsi obtenue « n'était pas éloignée de la réalité »* (*Liaisons sociales*, avril 1980).

POINT DE VUE

Au soleil des multinationales japonaises

par PASCAL BRANDYS (*)

Le terme de multinationale résonne diversement dans les esprits. Qu'il évoque la soumission des Etats et des individus à un ordre capitaliste supérieur — monopole, supranationalité, impérialisme — ou les bienfaits du libéralisme à l'échelle internationale — développement des échanges, division internationale du travail, intégration progressive de l'économie mondiale, — les appréciations se rapportent implicitement au modèle de la multinationale américaine. Mais la montée en puissance des sociétés japonaises s'accompagne d'un genre nouveau qui nous oblige à réviser nos positions des deux bords.

Le style de M. Nakasone, de loin le premier ministre japonais le plus populaire et le plus remarqué à l'étranger depuis 1945, consacre le rôle nouveau du Japon sur la scène économique, diplomatique et politique internationale : ouverture plus marquée vers l'extérieur, abandon progressif des inhibitions de l'après-guerre, prise de responsabilités à l'échelle mondiale, fort souci de préserver une image de marque sans tache auprès de l'opinion publique internationale. La multinationalisation des sociétés nippones a suivi les mêmes principes et les mêmes étapes, à un rythme particulièrement accéléré au cours des années 80, durant lesquelles les investissements directs du Japon à l'étranger ont dépassé ceux réalisés dans toute l'histoire précédente.

Au sein du club

C'est ainsi que le Japon est désormais bien installé dans sa fonction de financier du reste du monde, succédant à la Grande-Bretagne victorienne et aux Etats-Unis du plan Marshall. Ce mouvement est avant tout dû aux contraintes d'accès aux principaux Etats-marchés. Les mesures de sauvegarde — barrières non tarifaires, accords d'autolimitation, droits anti-dumping mis en place pour limiter les déficits commerciaux avec le Japon — ont déclenché une vague d'investissements conçus comme gages de bonne volonté et garanties d'accès. Parallèlement, l'accélération du cycle de vie des produits et leur différenciation de plus en plus poussée obligent les sociétés japonaises à recueillir l'information et à développer rapidement de nouveaux modèles adaptés à la demande locale au moyen d'implantations sur le terrain.

Les coûts relatifs des facteurs de production sont aussi en cause. La volatilité des taux de change, qui affecte particulièrement le yen par rapport aux devises américaine et européennes, et la quasi-certitude d'une appréciation sensible du yen à moyen terme poussent les entreprises à se couvrir contre le risque de change et à profiter de l'évolution des parités en augmentant la valeur ajoutée locale. Enfin, plus généralement, un grand nombre de sociétés japonaises ont aujourd'hui atteint une taille critique au niveau mondial qui les oblige à concevoir et à exécuter une stratégie globale.

Ces facteurs sont de nature assez différente de ceux à l'origine du « défi américain » des années 60. *Les investissements des multinationales américaines* étaient moins orientés vers les débouchés, peu menacés, que vers les ressources ou les facteurs de production. Les investissements japonais ne sont plus dirigés vers les matières premières ou les bas salaires des pays en développement, mais se concentrent sur *les Etats-marchés industriels. Il* s'agit donc d'une nouvelle division internationale du travail qui s'opère essentiellement au sein du club des pays industriels, parfois élargi aux nouveaux Etats industriels, et qui concerne des unités de production sophistiquées, capitalistiques, pour lesquelles l'environnement industriel et la qualité de la main-d'œuvre ont une importance capitale.

La multinationalisation de ces sociétés se réalise pour l'instant au plus grand bénéfice des pays d'accueil et selon des signes distinctifs qu'il convient manifestement d'exploiter dans le cadre de la politique économique et industrielle nationale :

● La position de change : les sociétés japonaises qui opèrent principalement entre devises flottantes cherchent à éviter toute position ouverte et équilibrent transferts de capitaux et emprunts en devises, permettant aux institutions financières et marchés financiers locaux de jouer leur rôle.

● L'attitude à l'égard des profits : le manager américain a l'œil rivé sur sa cotation en Bourse et le japonais sur sa part de marché. Réinvestissement des bénéfices et faibles dividendes sont encore les règles d'or pour les sociétés nippones comme pour leurs filiales à l'étranger. Une multinationale japonaise ne sacrifiera jamais la croissance de sa filiale aux redevances à la maison-mère.

● L'attention apportée à l'impact social et aux effets externes. La société japonaise vit en harmonie avec son environnement, c'est-à-dire qu'elle s'efforce de maintenir un niveau d'emploi stable, se plie avec bonne volonté aux habitudes et règlements locaux, se soucie des équilibres économiques du pays d'accueil.

● L'ouverture aux associations qui sont parfaitement adaptées à la phase actuelle de transition. Cela est particulièrement vrai pour les accords nippo-européens, du fait des ressources financières et humaines limitées dont disposent les sociétés pour leurs stratégies extra-américaines.

En revanche, la multinationalisation japonaise apparaît comme en retard pour le développement et la recherche, qui reste presque exclusivement localisée au Japon, et affiche un archaïsme sérieux pour le recrutement du personnel d'encadrement supérieur, presque toujours japonais. On observe toutefois une évolution dans ce domaine devant la raréfaction des candidats japonais à l'expatriation et la nécessité de céder certaines fonctions à un management local. C'est ainsi que les sociétés implantées en France confient en général la direction du personnel à un cadre français et tentent de réaliser une synthèse des principes de gestion français et japonais.

Les sociétés nippones se sont engagées sur cette voie de façon défensive, si l'on excepte quelques précurseurs, guidés par un entrepreneur génial et la prédominance des marchés exportateurs : Honda, Sony, YKK. Leur avantage compétitif était d'abord fondé sur une stratégie du moindre coût et de la guerre des prix, ce qui leur a valu leur terrible réputation des années 70 chez leurs concurrents et leur succès dans le grand public. Cet avantage dû à des économies d'échelle très importantes, une intégration industrielle poussée ou une qualité de la main-d'œuvre exceptionnelle, était extrêmement difficile à transposer dans le cadre de premières implantations à l'étranger. Les entreprises nippones devaient donc pour maintenir leur rente conserver un ratio de production au Japon élevé. Cette attitude est encore très typique de certains grands groupes japonais de l'électronique et des constructeurs automobiles, qui fixent souvent un objectif de production au Japon représentant au minimum la moitié de leur chiffre d'affaires.

La triade

Cependant, graduellement, d'autres facteurs de rente susceptibles d'être *maintenus* à l'étranger sont apparus. Les technologies du procédé, par opposition aux technologies du produit, ont eu la prédilection des firmes nippones, en particulier parce qu'elles sont beaucoup plus faciles à protéger et exigent une mobilisation à tous les niveaux de l'entreprise. Leur inventaire dans les *joint venture* franco-japonais est impressionnant : fibre de carbone, lysine, cristaux liquides, circuits imprimés, sont ou seront produits en France grâce à ces associations. De même, l'industrie française du photocopieur, du magnétoscope ou de la mémoire dynamique serait inexistante sans les apports des groupes japonais. L'image de marque de certaines sociétés, souvent associée à la qualité, l'accès au capital et parfois une authentique supériorité de gestion sont également décisifs.

Nous nous trouvons donc dans une situation où les entreprises sont prêtes à apporter aux Etats-marchés et à leurs partenaires un accès à des ressources rares : technologie, image de marque, capital, tout en adoptant un point de vue conciliant avec les objectifs des pays d'accueil et de leurs industries. Il faut tirer parti de ces bonnes dispositions, car tout indique qu'elles sont provisoires et que les évolutions en cours sont largement irréversibles.

Kenichi Ohmae a récemment introduit le concept de la triade à partir d'une constatation simple : les PNB de la CEE, des Etats-Unis, et du Japon représentaient 75 % du produit brut du monde libre en 1960 et 72 % en 1984. C'est une stabilité remarquable sur un quart de siècle. C'est aussi la preuve que les entreprises doivent prêter une attention simultanée à ces trois pôles, surtout pour les industries faisant l'objet de grandes manœuvres à l'échelle planétaire : télécommunications, informatique, électronique, nouveaux matériaux, aéronautique, spatial. Or le maillon le plus faible de cette triade est incontestablement celui unissant les Etats européens au Japon.

Les flux commerciaux entre le Japon et la Communauté représentent le tiers de ceux reliant le Japon et les Etats-Unis et le quart de ceux traversant l'Atlantique. Les investissements directs cumulés entre les Etats-Unis et le Japon sont deux fois plus élevés qu'entre la CEE et le Japon. Cette situation est extrêmement dommageable pour les industries européennes, qui doivent faire face à des consortiums nippo-américains très puissants.

Le Japon bénéficiant du privilège du marché d'accès le plus difficile est bien souvent au cœur de la triade. Un accord avec une société japonaise permet d'ouvrir les portes des trois principaux marchés simultanément, alors qu'un accord avec une société américaine déclenche souvent une contre-attaque formidable du concurrent japonais, qui n'est pas inquiété sur ses bases.

C'est ainsi que, en quelques années, le groupe Orsan s'est assuré 90 % du marché européen de la lysine en s'associant avec Ajinomoto et achève la construction d'une usine aux Etats-Unis avec ce même partenaire en vue d'une offensive similaire outre-Atlantique. Cette fenêtre de coopération se refermera sans doute progressivement lorsque les sociétés japonaises auront choisi leurs principaux partenaires, et surtout parce qu'elles évolueront du statut de multinationales à celui de transnationales, qui, comme IBM, présentent un rapport de forces très différent avec les Etats et industries de taille nationales réalisent des arbitrages mondiaux pour l'emploi et les ressources financières et sont beaucoup plus réservées sur la coopération industrielle.

Il serait regrettable en particulier d'opposer coopération industrielle et technique européenne et coopération avec les Etats-Unis et le Japon. Celles-ci sont en fait complémentaires et doivent être menées simultanément. Les industriels français doivent pouvoir participer au programme Eurêka et aussi valoriser leurs technologies avec des groupes japonais ou américains si nécessaire. Ils doivent aussi veiller à ne pas négliger le grand large du Pacifique au profit du pré-carré européen ou du terrain familier américain, sous peine de perdre des atouts fondamentaux dans la bataille industrielle de demain.

(*) Responsable de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) à Tokyo.



La chronique de Paul Fabra

Le calcul incomplet des autorités monétaires

COMME chaque année à pareille époque, le *ministre de l'économie* et des finances annonce quel est, pour *l'exercice à venir, son* objectif de croissance de la masse monétaire. Il *n'hésite pas à* l'occasion à en remettre sur sa détermination à combattre l'*inflation*, même si, *comme* c'est le cas actuellement grâce aux bons *résultats déjà obtenus sur ce* chapitre, le public est disposé à le croire sur parole. *C'est ainsi* que *Pierre* Bérégovoy vient de proclamer son intention *de voir pour 1986 la progression de* la masse monétaire se situer entre 4 % *et* 6 %.

Afin de prouver le caractère contraignant de cet objectif, dont les conséquences chiffrées seront, d'ici à quelques semaines, notifiées aux établissements financiers (auxquels ne sera laissée qu'une faible marge de *manœuvre pour* augmenter le volume des crédits consentis à leur clientèle), la Rue de Rivoli et la Banque de France insistent à l'envi sur une comparaison.

Comme l'avait fait naguère Raymond Barre, qui voyait dans cette disposition une pièce maîtresse de son dispositif anti-inflation, nos autorités monétaires ont choisi d'enfermer l'augmentation de la masse des moyens de paiement dans une fourchette qui se situera au-*dessous du taux attendu de la production* intérieure brute (PIB). Ce taux est *estimé pour* 1986 à 6,1 %, *résultant* de la combinaison d'un accroissement *espéré de la production* en volume d'environ 2,1 % et d'une hausse moyenne des prix de 4 % pour l'ensemble de cette production (+3,4 % pour les seuls produits entrant dans la consommation des ménages).

Il y a de bonnes raisons de penser *que, si d'aventure la réalité se conformait* aux injonctions du Trésor et de *l'institut d'émission réunis, l'économie* française risquerait sérieusement *l'asphyxie. Si le risque n'existe pratiquement* pas, c'est pour un motif dont *ni l'un ni l'autre n'ont pas plus à se* vanter : parce que la politique consis*tant à déterminer par avance* la progression de la masse monétaire est une *construction artificielle dont personne* ne peut dire, une fois qu'on en connaît *les résultats (en terme de hausse des* prix annuels), si ceux-ci n'auraient pas *été les mêmes en l'absence de cette* politique.

Cela tient à plusieurs causes, dont la plus simple est qu'on est incapable de savoir quelle composition de la masse monétaire il convient de retenir et de « surveiller ». Les autorités monétaires françaises s'apprêtent à changer de définition sans pouvoir donner la *démonstration que leur nouveau choix* est meilleur que le précédent. La *nouvelle masse sera plus large que* l'ancienne, elle englobera notamment *les livrets de caisse d'épargne (qui présentent* actuellement l'« avantage » *d'avoir une progression très ralentie !),* alors qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne on serait plutôt enclin à en revenir à une définition plus stricte.

LA *doctrine « monétariste », qui* reste si controversée et qu'on reproche au Fonds monétaire tout en s'en inspirant chez nous, consiste à penser qu'il existe une relation de cause à effet entre d'une part la quantité de monnaie mise en circulation et d'autre part l'inflation. Cette proposition soulève d'énormes problèmes tant *théoriques que pratiques, à commencer* par celui-ci : les autorités monétaires *ont-elles vraiment le pouvoir de régler à* leur guise la quantité de monnaie *émise ? Si l'existence de ce pouvoir* n'est pas établi, il est vain de rechercher *à agir directement* sur l'évolution de la masse monétaire.

N'entrons pas ici dans un débat qui continue à faire couler beaucoup d'encre. Je me bornerai à rappeler que la discussion porte sur le point de savoir si le lien de causalité auquel on a fait allusion existe ou non. Beaucoup d'économistes qui n'admettent pas cette relation acceptent toutefois comme une vérité d'évidence – une simple tautologie, disent certains – le fait que la quantité de monnaie varie, à vitesse de circulation égale, en proportion du nombre des transactions effectuées multiplié par les prix auxquels elles sont conclues. Dans cette perspective, on pourrait considérer l'évolution de la masse monétaire comme un « indicateur » significatif, sans adhérer pour autant aux conclusions hâtives du « monétarisme » moderne (inspiré par Milton Friedman et son « école de Chicago ».

Acceptons cette interprétation des choses non sans remarquer que parler de la masse monétaire indépendamment du solde, positif ou négatif, de la balance des paiements n'a guère de sens.

Examinons de plus près le raisonnement du gouvernement et de la Banque de France. Il s'analyse en deux propositions. La première consiste à affirmer qu'au vu d'une croissance projetée de 6,1 % de la PIB il sera en tout état de *cause raisonnable de veiller* à ce que la *masse monétaire n'augmente pas à un* rythme supérieur. La deuxième est une *sorte de surenchère vertueuse. Il s'agit* d'exercer une pression continuelle sur *les tendances persistantes à la hausse* des prix en donnant un coup de frein *supplémentaire à la progression du* nombre de francs mis en circulation.

Cependant, dans leur calcul, le Trésor et la Banque de France, suivant en cela un exemple universel, oublient de tenir compte d'un autre facteur qui devrait pourtant, en stricte logique, jouer un rôle dans cette affaire. Il s'agit des progrès de la productivité, en vertu desquels, chaque année, la quantité de travail nécessaire pour produire la même quantité de marchandises diminue. Le pourcentage de cette diminution est actuellement, d'après les statistiques officielles, estimé à un peu plus de 3 % (3,2 % pour 1985 et pour 1986). Même si l'on peut, là encore, discuter sur la signification de ces chiffres, on ne peut pas douter de la réalité d'un phé*nomène qui tient à l'amélioration* des modes de production, due aux progrès *conjugués de l'organisation et de* la technique.

QUE se passe-t-il lorsque ces progrès sont particulièrement rapides dans la production de tel ou tel article déterminé ? Le prix de *vente de cet article finira immanquablement* par baisser soit relativement (en *augmentant moins que la moyenne*), soit même en valeur absolue. C'est *ainsi que, au cours des dernières* années, on a vu diminuer le prix de certains produits industriels comme les calculatrices de poche. La question qui se pose est de savoir ce qu'il advient, ou *plutôt ce qu'il devrait advenir, au niveau* général des prix si c'est un grand nom*bre de biens et même un certain nom*bre de services, peut-être la majorité *de ceux qui composent les différents* indices de prix (de gros et de détail) qui *bénéficient de conditions de production* améliorées. La réponse ne souffre guère *de doute en pure théorie* : si la valeur de la monnaie restait invariable, on verrait le niveau général des prix baisser. Cette conséquence ne se produit pas parce que les effets de la productivité accrue sont plus que compensés par l'inflation monétaire.

Cette façon de voir conduit à constater qu'il ne suffit pas, pour déterminer *un taux de croissance réaliste de la* masse monétaire, de prévoir que cette croissance doit aller plus ou moins de pair avec celle de la production en volume augmentée de la hausse attendue des prix. A ces deux facteurs, il faut en ajouter un troisième : 2 % à 3 % de croissance supplémentaire par an pour centraliser l'influence déprimante de l'amélioration de la productivité sur les prix.

Le paradoxe est qu'une petite inflation serait probablement nécessaire pour assurer le maintien de la... stabilité des prix. La raison en est que la tendance « naturelle » de ces derniers serait d'être orientés non pas, comme le croit le préjugé ambiant (explicable *historiquement*), à la hausse mais à la baisse. Le fait que, dans tous les pays, *on constate le plus souvent une croissance* de la masse monétaire supérieure *de quelques points à la hausse des prix* va dans le sens de cette explication.

Horaires à la carte : une précision de Sprague-France

A la suite de notre article sur les horaires de travail à l'entreprise Sprague-France, à Tours, publié dans « le Monde de l'économie » du 5 novembre, M. Jean Levasseur, cogérant, nous demande d'apporter la « *rectification* » suivante sur le travail en 6x6 (36 h) et 6x5 (30 h) : « *Le travail en quatre équipes de six heures ne peut être effectué par des équipes d'hommes et de femmes que pendant deux équipes, étant donné l'interdiction du travail des femmes la nuit, pendant sept heures consécutives, ce qui limite, dans ce système, l'emploi féminin à douze heures par jour, par exemple 5 h-11 h et 11 h-17 h* ».

« *Il serait souhaitable*, ajoute M. Levasseur, *que cette réglementation soit assouplie pour que les femmes puissent travailler pendant trois équipes successives de six heures, le travail véritablement de nuit (23 h-5 h) restant réservé aux équipes masculines. En effet, le travail, basé sur trente heures par semaine, représente une solution qui, si elle était favorisée et étendue, pourrait contribuer de façon importante à réduire le nombre de chômeurs.* »





économie

REPÈRES

Dollar : Légère remontée à 7,99 F

Sur des marchés des changes très calmes, les cours du dollar se sont légèrement raffermis lundi 18 novembre, passant, à Paris, de 7,97 F à 7,99 F, à Francfort, de 2,6140 DM à 2,6220 DM, et, à Tokyo, de 202,50 yens à 204 Yens. Ce raffermissement est attribué à une tension des taux aux Etats-Unis. Les milieux financiers attendent la publication des chiffres révisés de la croissance du PNB américain pour le troisième trimestre 1985, qui pourraient être inférieurs aux 3,3 % annoncés antérieurement à titre provisoire.

Etats-Unis : Croissance soutenue en 1986 selon le patronat

L'économie américaine connaîtra l'an prochain une croissance régulière, avec une faible inflation et une légère baisse du chômage, estime le Conference Board, un des principaux instituts patronaux des Etats-Unis. Cette prévision contraste avec le pessimisme affiché par différents analystes américains au vu notamment des derniers indices connus (la production industrielle a stagné en octobre). Le Conference Board prévoit que la croissance américaine atteindra 3,2 % l'année prochaine, soit sensiblement plus que cette année (+ 2,1 % environ). L'inflation s'accélérerait un peu (+ 4,2 % contre + 3,6 % cette année). Mais le taux de chômage reviendrait à 6,8 % de la population active à la fin de l'année prochaine contre 7 % à la fin de 1985. L'investissement des entreprises progresserait de 4 % grâce, notamment, aux industries de haute technologie, et les profits augmenteraient (+ 4 %).

Vin : Forte hausse des prix aux Hospices de Beaune

Les cours ont flambé, le dimanche 17 novembre, à la cent vingt-cinquième vente aux enchères des Hospices de Beaune, essentiellement sur les vins rouges (+ 86 %), tandis que les vins blancs, dont l'augmentation avait été forte en 1984 (+ 58 %), n'ont monté « que » de 39 %. A l'origine de cette flambée, on trouve, d'abord, la très grand qualité du millésime 1985, due à quatre mois consécutifs d'ensoleillement pendant l'été et jusqu'aux vendanges. Ce millésime est considéré comme supérieur à celui de 1983, déjà très grand : on l'assimile à ceux de 1945, 1954, 1966 et même de 1929, d'illustre mémoire. Ensuite, la quantité de la récolte s'est trouvée réduite par le gel en février dernier puis par le mauvais temps de juin qui a perturbé la floraison de la vigne et la formation des fruits. Tout le monde a donc voulu acheter, en tête les Suisses, mais aussi les Américains malgré la baisse du dollar (+ 15 % par rapport à la vente de 1984).

ÉNERGIE

Faute de découvertes importantes, la production et les exportations de pétrole soviétiques pourraient baisser durablement

Voilà une dizaine d'années que les experts, notamment américains, prédisent un avenir catastrophique à la politique pétrolière soviétique. Ils vont peut-être finir par avoir raison, si on en croit l'étude que vient de publier M. Thane Gustafson, directeur au Centre d'études stratégiques de l'université de Georgetown et membre du groupe de consultants pétroliers Cambridge Energy Research Associates (1).

Après avoir été maintenue sur pied de guerre depuis 1977, ce qui lui a permis de soutenir un rythme de production élevé, *« l'industrie pétrolière soviétique a amorcé sa retraite »*, dit-il, ajoutant que ce déclin va probablement durer jusqu'à la fin de la décennie *« et peut-être au-delà »*.

Depuis près de dix ans la politique pétrolière soviétique déroute les experts. Contrairement aux pronostics de la CIA, qui, en 1977, dans un rapport devenu célèbre, avait prédit que l'URSS deviendrait dès 1985 importateur net de pétrole, Moscou est parvenu à se hisser depuis 1980 au rang de premier producteur mondial, devant les Etats-Unis et n'a cessé depuis d'accroître ses exportations. Avec plus de 3 millions de barils par jour (2) de brut et de produits vendus à l'étranger (moitié à l'Occident, moitié aux pays du COMECON), l'URSS dispute désormais mois par mois à l'Arabie saoudite le rang de premier exportateur du monde.

Mais ces succès n'ont été acquis qu'au prix d'efforts d'investissements gigantesques qui ont absorbé une part considérable des ressources nationales en hommes et en matériel. Axés sur des résultats à très court terme et localisés sur les seuls champs sibériens, ils n'ont fait, en réalité, que reculer les échéances de quelques années. Faute d'efforts suffisants de maintenance des anciens champs, la production de la Sibérie n'arrive plus depuis un an à compenser le déclin des anciens gisements pétrolifères. Pour la première fois en 1984, la production soviétique a reculé, quoique faiblement (– 0,5 %, à 12,3 millions de barils/jour), et devrait à nouveau décroître cette année de façon plus significative : – 4 % à 11,8 millions de barils/jour (2). Pis, cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochaines années car l'industrie soviétique a complètement négligé l'exploration, et elle n'est pas parvenue à découvrir de nouveaux champs importants. Ses réserves prouvées ont diminué pour atteindre environ quatorze années de production au rythme actuel de plus. De plus, la productivité stagne.

60 % des recettes en devises

Depuis l'an passé, les responsables ont pris des mesures d'urgence pour tenter de réitérer le coup de reins de 1977 et relancer la production. Le ministre du pétrole a été limogé au début de l'année et une partie des dirigeants de niveau moyen en Sibérie occidentale remplacés. Des efforts importants ont été entrepris afin d'améliorer la productivité des puits en activité. Mais les résultats, cette fois, estime M. Gustafson sont beaucoup plus incertains. Faute de spécialistes et de matériels adaptés, *« le miracle de 1977-1980 ne sera probablement pas répété »*. Au mieux, estime-t-il, l'URSS peut parvenir en y mettant le prix à stabiliser sa production autour du niveau de l'an passé, *« mais le résultat sera presque certainement d'aggraver la situation à long terme, si les efforts de développement à court terme continuent d'avoir la priorité sur l'exploration, et si les champs existants sont poussés à leurs limites »*.

Le recul prévisible de la production pétrolière constitue un énorme problème pour l'économie soviétique, qui tire 80 % de ses recettes en devises des exportations d'énergie, et 60 % des seules ventes pétrolières (14 milliards de dollars en 1984). *« La crise pétrolière est l'un des plus importants défis auxquels est confronté le nouveau secrétaire général »*, estime l'étude.

L'URSS a certes réussi l'an passé à maintenir le niveau des exportations vers l'Occident (1,55 million barils/jour). Mais elle a dû pour cela avoir recours à des moyens de fortune : réduction des livraisons de brut à ses partenaires du COMECON – exercice difficile et limité pour des raisons politiques – et réexportation vers l'Ouest de brut acquis au Proche-Orient en contrepartie de livraisons diverses (armes notamment). A moyen terme, Moscou n'a qu'une alternative si la crise pétrolière persiste : limiter sa consommation interne de brut et développer l'usage du gaz naturel, dont la production est, elle en pleine expansion. Mais le passage au gaz, comme les économies d'énergie exigent des investissements d'infrastructure élevés au moment où le soutien de la production pétrolière monopolise l'essentiel des ressources. *« La politique énergétique soviétique, jusqu'à la fin du siècle, sera un numéro d'équilibre difficile entre la nécessité de maintenir les ressources et le souci de modifier la demande »*, écrit M. Gustafson.

Concrètement, trois scénarios sont envisageables. Dans le plus favorable, la production de pétrole parvient à se maintenir, celle de gaz progresse, et l'économie réussit à se convertir partiellement du pétrole vers le gaz ; dans ce cas, les exportations de brut resteraient stables au niveau actuel, voire en légère progression. Dans le deuxième scénario, la production de pétrole décline de 400 000 barils par jour d'ici à 1990, mais le gaz, comme dans le cas précédent, remplace en partie le pétrole ; les exportations pétrolières chuteraient, mais les Soviétiques ne modifieraient pas fondamentalement leur stratégie.

Dans le troisième – le pire des cas (baisse de la production pétrolière et pénétration difficile du gaz), – l'URSS serait confrontée à une pénurie interne de pétrole et à des surplus gaziers, sa croissance économique serait étouffée et ses recettes en devises gravement amputées. Elle tenterait alors d'accroître à tout prix ses exportations de gaz naturel, d'abord vers les pays du COMECON, en exerçant des pressions politiques, et aussi vers l'Occident, en cassant les prix.

Dans tous les cas, Moscou devra, dans les prochaines années, augmenter massivement ses dépenses dans le secteur énergétique. La part des investissements totaux consacrée à ce secteur devait passer de 18-19 % entre 1981 et 1985, à 20-22 % de 1985 à l'an 2000. Seront-ils suffisants ? Rien n'est moins sûr, si on en croit l'étude.

« Les discours de M. Gorbatchev, jusqu'ici, suggèrent qu'il veut continuer à accroître le commerce extérieur, et la seule façon qu'il ait de le faire à court terme est de maintenir la croissance des exportations énergétiques, conclut M. Gustafson. *« Mais ce sera extrêmement difficile, et le nouveau secrétaire général ne sera probablement pas capable de maintenir les exportations de pétrole à leur niveau de 1984. »*

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) *L'Union soviétique et les marchés mondiaux de l'énergie : la crise énergétique de Gorbatchev*. Cambridge Energy Research Associates, 2, rue Duphot, Paris.

(2) 1 million de barils par jour équivaut à 50 millions de tonnes par an.

TRANSPORTS

7 % des actions de la compagnie Alitalia sont mises en vente

De notre correspondant

Rome. – Cent vingt millions d'actions de la compagnie publique Alitalia représentant environ 7 % du capital social sont mises en vente, ce lundi 17 novembre, pour un montant équivlant à un peu plus d'un demi-milliard de francs. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre d'un vaste plan de privatisation partielle de l'énorme secteur public italien (*le Monde* du 15 octobre), ramènera à un peu plus de 75 % la part de l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI, le puissant holding d'Etat) de la compagnie aérienne italienne contre 99,5 %, il y a une année. Des parts « privilégiées » avaient été discrètement vendues en hausse, il y a quelques mois.

Les 550 millions de francs ainsi récoltés iront dans l'escarcelle de l'IRI. C'est une goutte d'eau pour cette entreprise classée septième du monde par la revue américaine *Fortune* ; mais c'est un élément non négligeable d'une politique beaucoup plus vaste dite *« d'élargissement de l'actionnariat »*, qui lui a déjà rapporté 14 milliards de francs depuis 1983.

L'institut dont le chiffre d'affaires en 1984 a été de 200 milliards de francs a bien besoin de cet argent frais, tant pour alléger le poids de sa dette (175 milliards de francs en 1984 représentant un service annuel de 20 milliards) que pour entreprendre des investissements longtemps retardés. Des pertes ont encore représenté 12,5 milliards de francs en 1984.

Un paquet d'actions d'Alitalia peut aujourd'hui être mis sur le marché parce que le redressement de la compagnie aérienne est en cours. C'est en 1983 que cette société, naguère réputée davantage pour ses retards que pour son dynamisme, a commencé de remonter la pente.

Elle affiche, à la fin de cette année 1985, des résultats flatteurs : 400 millions de francs de bénéfices (contre 120 millions de pertes en 1984) ; plus de 8 millions de passagers transportés (+ 5,9 %) avec un coefficient de remplissage de 64 %, en hausse sensible par rapport à l'année précédente ; une dette en diminution ; une augmentation nette des investissements et de l'autofinancement.

Alitalia peut faire état d'une amélioration de sa position sur l'Atlantique nord, dont témoignent quatre vols quotidiens en haute saison vers les Etats-Unis et l'ouverture, le 1er novembre, d'un véritable pont aérien entre Rome et Milan avec 20 vols quotidiens dans chaque sens. Les critiques des passagers concernent ses tarifs intérieurs prohibitifs et ses retards effectivement fréquents et rarement expliqués.

JEAN-PIERRE CLERC.

EN GRÈVE POUR QUARANTE-HUIT HEURES

Les aiguilleurs du ciel espagnols demandent 60 % d'augmentation salariale

De notre correspondant

Madrid. – Les contrôleurs aériens partent à nouveau en guerre contre le gouvernement espagnol. Pour la seconde fois depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, ils ont commencé, ce lundi 18 novembre, une grève générale de 48 heures, après l'échec des négociations salariales qu'ils menaient depuis plusieurs mois avec le ministère des transports.

Bien que les aiguilleurs du ciel évoquent, parmi leurs griefs à l'égard du gouvernement, les *« déficiences techniques »* du contrôle aérien en Espagne, leur principale préoccupation semble d'ordre financier. Ils réclament, pour 1986, une hausse salariale moyenne de 60 %, destinée, affirment-ils, à aligner leurs revenus sur ceux de leurs collègues européens. Pour justifier une telle augmentation, ils invoquent notamment les lourdes responsabilités et la *« tension émotionnelle »* inhérentes à leur tâche.

Cette revendication a toutefois été fraîchement accueillie par le gouvernement, alors que l'austérité est en ce moment plus que jamais de mise à Madrid et que la hausse salariale de base prévue dans la fonction publique est à peine de 6,5 %. Aussi le ministère des transports affirme-t-il ne pas pouvoir octroyer aux contrôleurs aériens une augmentation supérieure à 11 %. Le gouvernement a publié, le 16 novembre, un décret obligeant les aiguilleurs du ciel à assurer, durant les deux jours d'arrêt de travail, un nombre minimum de vols, qui a été jugé attentoire au droit de grève par les intéressés.

T. M.

● **La direction de la Lufthansa a gagné.** – Le syndicat OETV et la direction de la compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa sont parvenus à un accord qui met fin à la grève déclenchée pendant trois jours. La médiation de M. Georg Leber, ancien ministre social-démocrate de la défense et ancien président du syndicat du bâtiment, a permis au syndicat d'accepter que la répartition annuelle des bénéfices soit faite proportionnellement aux salaires comme le souhaitait la direction. La grève n'avait pratiquement pas gêné les vols de Lufthansa.

SOCIAL

Le gouvernement abandonne le projet de loi sur la prévoyance

Le gouvernement a renoncé pour l'instant – et peut-être pour longtemps – à étendre la réglementation de la protection sociale complémentaire – un ensemble qui a représenté sous ses différentes formes 140 milliards de francs en 1982, et peut-être 180 milliards en 1985. Le projet de loi sur la prévoyance (invalidité, décès et maladie, pour l'essentiel) préparé en septembre dernier ne sera pas déposé à l'Assemblée nationale. Officiellement pour des raisons de calendrier. En fait, on estime au gouvernement qu'une telle loi susciterait des oppositions et rencontrerait peu de soutiens, bref qu'elle ne serait guère payante à quelques mois des élections législatives...

Depuis deux ans, la préparation de la refonte du code de la mutualité et la concurrence avivée entre mutuelles et compagnies d'assurances avaient amené le gouvernement à examiner l'ensemble de la protection sociale complémentaire (y compris les retraites). Une étude menée par une mission de l'inspection générale des affaires sociales et de l'inspection des finances avait mis en évidence de sérieuses insuffisances et des pratiques pour le moins regrettables : sélection des assurés par certaines compagnies et même certaines mutuelles, absence fréquente d'information des salariés sur les garanties, comme sur les formalités en cas de contrats collectifs, risque d'interruption des prestations en cas de départ d'une entreprise ou de disparition de celle-ci.

S'y ajoute l'embrouillamini des relations entre les différents organismes, les contrats des compagnies d'assurances étant souvent proposés par des caisses de retraite ou par des associations *ad hoc*.

L'administration s'inquiétait aussi du manque de solidité financière de caisses assurant des prestations à long terme (invalidité ou décès) ou de certaines institutions de retraite par répartition non affiliées aux grands régimes AGIRC (pour les cadres) ou ARRCO (1). Enfin, elle souhaitait une égalisation des obligations des différents organismes, notamment sur le plan fiscal, et une moralisation des pratiques commerciales (*le Monde* du 29 mai). Un groupe de travail interministériel présidé par M. Pierre Gisserot, inspecteur général des finances, avait préconisé, outre des mesures améliorant la protection des assurés, un contrôle plus efficace des différents organismes (caisses de retraite et de prévoyance, mutuelles, compagnies d'assurances), notamment sur le plan financier.

Ce sont naturellement ces préoccupations qui ont inquiété. Un premier projet de loi sur l'assurance de groupe, destiné à combler les failles d'une réglementation axée sur les contrats individuels, mis au point à la fin de juin dernier, s'était heurté autant aux résistances des caisses de retraite qu'à celles des compagnies d'assurances, désireuses d'obtenir d'abord l'égalité fiscale. Les caisses avaient réussi à entraîner une partie des syndicats : s'appuyant sur un document provisoire concernant l'organisation des caisses de retraite, M. Marchelli, président de la CGC, n'hésitait pas à dénoncer *« un scandaleux projet de spoliation qui assurerait la mainmise de l'Etat sur les caisses de retraite complémentaire »* (sic !) (*le Monde* du 12 juillet).

Le second projet, limité aux opérations de prévoyance, limitait aussi les prestations de maladie au remboursement des frais réels – ce qui devait mettre fin aux systèmes forfaitaires utilisés – et condamnait les publicités incitant à des *« dépenses abusives »*. Mais ces prescriptions étaient jugées insuffisantes par la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), qui s'employait à bloquer ce texte, tandis que la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs, dont les dirigeants sont proches du PC, dénonçait déjà la mainmise des compagnies d'assurances. Compte tenu des perspectives politiques, un nouveau projet de réglementation a peu de chances de sortir avant longtemps. Tant pis pour les assurés...

GUY HERZLICH.

(1) AGIRC : Association générale des institutions de retraites des cadres ; ARCO : Association des régimes de retraites complémentaires.

M. MARCHAIS AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* »

« Nous voterons contre le projet de loi concernant l'aménagement du temps de travail »

« Nous sommes résolument contre le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail et nous voterons contre », a affirmé M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, lors de l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* », du dimanche 17 novembre. *« Ce projet constitue une attaque sans précédent (...) contre les droits et les acquis des travailleurs (...), c'est le code du travail lui-même qui risque d'être mis en cause. »* M. Marchais voit trois conséquences à ce projet de loi : *« Il obligera les travailleurs à faire des heures supplémentaires et à travailler le samedi et le dimanche sans qu'ils touchent un centime d'heures supplémentaires. (...). Le chômage partiel va s'accroître (...), enfin la vie familiale est en cause. »*

Pour sa part, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, estime que la loi sur l'aménagement du temps de travail *« non seulement légaliserait les violations nombreuses au code du travail par le patronat, mais ouvrirait, en fait, la porte à un arbitraire bien plus étendu »*. *« Ce que le CNPF n'a pu obtenir voici près d'un an (...), ce serait l'actuel gouvernement qui l'imposerait par une loi votée par sa majorité »*, souligne M. Krasucki.

Enfin, la CFTC *« est favorable à une négociation interprofessionnelle sur l'aménagement du temps de travail »*. *« La CFTC est prête à discuter dans les branches de la possibilité de faire varier dans le cadre annuel l'horaire hebdomadaire dans la limite de trente-six à quarante-deux heures mais pas au-delà. »* Autant dire que M. Fabius, qui reçoit, ce lundi, les syndicats pour leur exposer le projet gouvernemental, aura du mal à convaincre l'ensemble des partenaires sociaux.

La CGT et la CGC s'en prennent au programme du RPR

Le programme économique et social du RPR fait l'objet de critiques de la CGT et... de la CGC. Pour M. Gérard Gaumé, secrétaire de la CGT (et membre du comité directeur du PS), *« M. Chirac déclare ouvertement la guerre aux droits des travailleurs et à leurs organisations syndicales »* afin de *« répondre aux vues et au programme du CNPF »*. *« Avec lui*, assure M. Gaumé, *la protection sociale des salariés contre les licenciements arbitraires du patronat passe à la trappe, la précarité des contrats à durée déterminée constitue la règle. les délégués du personnel et les comités d'entreprise à instaurer restent pour toujours dans les tiroirs (...). Le droit social à la mode Chirac, c'est donner la liberté totale aux patrons, c'est vouloir priver les salariés de leur principal moyen de défense, leurs organisations syndicales représentatives indépendantes qu'ils se sont données eux-mêmes dans leur histoire. »* Pour M. Gaumé, *« parce que la CGT constitue le socle du syndicalisme de lutte en France, elle est la plus visée par cette offensive et cette remise en cause générale »*.

Dans la *Lettre confédérale*, M. Jean de Santis, secrétaire général de la CGC, estime, à propos des assises du RPR, que, *« en dépit des propos mesurés exprimés par les dirigeants, il est clairement apparu une volonté de substituer aux structures syndicales traditionnelles un syndicalisme d'entreprise déconnecté de l'action nationale et interprofessionnelle, permettant au patronat d'avoir des groupuscules parcellisés, plus malléables et moins fermes sur des objectifs communs. La CGC réaffirme qu'elle ne tolérera pas les manœuvres qui viseraient à contourner les interlocuteurs responsables que sont les organisations représentatives au plan national »*.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	7,9890	7,9920	+ 30	+ 45	+ 70	+ 100	+ 200	+ 300
$ can.	5,8009	5,8052	– 16	+ 3	– 17	+ 18	– 86	+ 7
Yen (100)	3,9162	3,9205	+ 19	+ 32	+ 29	+ 51	+ 152	+ 211
DM	3,0466	3,0489	+ 108	+ 120	+ 206	+ 223	+ 591	+ 643
Florin	2,7072	2,7092	+ 63	+ 71	+ 129	+ 144	+ 362	+ 407
F.B. (100)	15,0793	15,0906	+ 21	+ 85	+ 61	+ 153	+ 150	+ 466
F.S.	3,7193	3,7224	+ 164	+ 179	+ 303	+ 326	+ 828	+ 894
L (1 000)	4,5110	4,5153	– 192	– 165	– 371	– 330	– 1038	– 948
£	11,3564	11,3686	– 269	– 224	– 516	– 450	– 1422	– 1226

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/2	8 3/4	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16
DM	4 3/8	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 5/8	4 3/4	4 3/4	4 7/8
Florin	5 3/8	5 5/8	5 7/8	6	5 7/8	6	5 15/16	6 1/16
F.B. (100)	8	9	8 3/8	8 5/8	8 3/8	8 5/8	8 3/8	8 5/8
F.S.	0 1/4	1 1/4	3 3/16	3 5/16	3 15/16	4 1/16	4 1/8	4 1/4
L (1 000)	12 3/8	14 3/8	13 3/8	14	13 1/4	13 3/4	13 3/8	13 3/4
£	11 1/2	12	11 1/2	11 5/8	11 1/2	11 5/8	11 7/16	11 9/16
F. franç.	8 3/4	9	8 7/8	9 1/4	9	9 3/8	9 7/8	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



هكذا من الأصل

AFFAIRES

Peu de sociétés françaises contrôlent sérieusement leurs frais généraux

« Encore un verre? C'est sur le compte de l'entreprise. » Difficile de résister. Et voici de nouveaux frais qui s'ajoutent au total des dépenses professionnelles. De verre en chambre d'hôtel, de billets d'avion en repas d'affaires, elles s'élevaient en France à 100 milliards de francs en 1983, selon une étude récente qu'American Express a présentée au premier Forum des dirigeants d'entreprise le vendredi 15 novembre à Paris.

Un poste tout à la fois lourd et insuffisant. Lourd, car il représente plus de trois fois les investissements publicitaires des entreprises françaises, et 20 milliards de plus que le montant de l'impôt sur les sociétés. Mais insuffisant si on le considère comme baromètre du dynamisme des entreprises. Ainsi rapproche-t-on la faible importance des dépenses des entreprises françaises à l'étranger (20 % du total contre 37 % pour les firmes britanniques, et 47 % les néerlandaises) de l'insuffisance de l'effort français à l'exportation.

En tout cas, c'est un total qui fait réfléchir sinon les entreprises, du moins l'Etat. En effet, la fiscalité sur les frais généraux s'est étoffée en France depuis 1965 jusqu'à l'imposition à partir de 1982 d'une taxe de 30 % sur certains de ces frais. Une mesure qui continue d'irriter les cadres, si l'on en croit les applaudissements qui, dans la salle, ont accueilli la proposition du directeur général du groupe Expand, M. Wallaert, de la supprimer. Le gain budgétaire est faible – 2 % du total de l'impôt sur les sociétés – par rapport à la charge supplémentaire pour l'entreprise, a-t-il expliqué. Même si les frais relatifs à l'exportation ne sont pas soumis à la taxe, celle-ci n'en réduit pas moins la compétitivité des firmes qui, sur le territoire français y compris, sont soumises à la concurrence étrangère.

Rue de Rivoli, on invoque la nécessité de *« moralisation »* des frais professionnels, occasion d'abus fréquents. Les petites entreprises se trouvent particulièrement visées parce que les dirigeants confondraient trop facilement leurs ressources avec celles de la leyr société.

Nombre d'entreprises ignorent le montant exact de leurs frais professionnels. De plus, 60 % d'entre elles n'ont pas de politique précise en la matière. La France a trois ans de retard sur les Etats-Unis où, désormais, on vérifie, on économise. Selon American Express, qui étudie le marché du voyage d'affaires depuis 1982, les directions américaines ne laissent plus à leurs cadres le choix de la compagnie d'aviation, de l'hôtel ou de la société de location de voitures, et s'adressent à des professionnels du voyage. Le plus efficace reste sans doute la « responsabilisation » des salariés. Ainsi les notes de téléphone ont soudain baissé lorsque les Américains ont adopté le principe de la facture détaillée. Le moindre appel est recensé. Impossible, aujourd'hui, d'appeler une douce amie à Rome, Tokyo ou Bangkok sans attirer l'attention.

E. L. B.

Un Soviétique à Batimat

Les yeux ronds, deux curieux observèrent la voiture sombre se frayer un chemin au milieu de la foule pressée de ce dernier jour de l'exposition Batimat. Avaient-ils remarqué la plaque d'immatriculation verte « corps diplomatique » ? Du véhicule immobilisé s'est extrait un homme couronné de cheveux blancs, à la corpulence accentuée par l'épais pardessus. Déçus de ne pas reconnaître ce privilégié à qui il avait été épargné l'attente aux guichets, ils s'éloignèrent.

Ils seraient peut-être restés s'ils avaient su. L'inconnu n'était autre que le vice-président du conseil des ministres de l'Union soviétique, M. Dymchits, venu, pour la première fois en vingt-trois ans de fonctions, visiter le Salon français du bâtiment. Le premier responsable soviétique des problèmes de construction était accompagné notamment du ministre des matériaux de construction et du ministre de la construction de machines pour la construction.

Des kilomètres d'allées parcourues, des centaines de marches d'escaliers grimpées gaillardement par M. Dymchits, soixante-quinze ans, malgré les craintes de son médecin. Puis le repas – discours compris – expédié en une heure quinze, le vice-président ayant préféré survoler Paris en hélicoptère plutôt que de visiter, comme prévu, Versailles.

Toute la semaine de visite de la délégation en France s'était déroulée sur ce rythme. Invités par le ministre français de l'urbanisme, du logement et des transports, les Soviétiques avaient visité diverses réalisations, tant la zone urbaine d'Antigone à Montpellier que le quartier de la Part-Dieu à Lyon. Sans compter de nombreuses usines de préfabrication éparpillées à travers la France.

Un programme chargé, destiné à convaincre le vice-président de la solidité de l'ingénierie française. Les industriels étaient tout excités. Pensez donc : 2 millions d'appartements construits par an en moyenne, 2,5 millions prévus dans le prochain plan. *« Le ministre des matériaux de construction soviétique reçoit et expédie 2 millions de tonnes de matériaux... par jour »*, calcule M. Dutreux, directeur commercial de Céric, un producteur d'usines de matériaux. En France, le chiffre serait cent fois moindre.

« La France est capable de leur vendre pour 2 milliards de francs de travaux publics par an », poursuit M. Dutreux, dont l'entreprise est le chef de file d'un groupement de dix PME, Celipréfa, qui négocie actuellement un contrat de près de 900 millions de francs pour un premier complexe de préfabrication qui produirait 7 000 logements par an.

L'ingénierie française s'active en Union soviétique, notamment à l'occasion de l'exposition à Moscou « Construction de France », en janvier de cette année. Parmi les contrats signés, on remarque le premier contrat en ECU, portant sur la modernisation de la cimenterie de Sébriakov par la filiale franco-canadienne Lafarge Coppee Lavalin.

Mais le marché soviétique n'en reste pas moins cher à pénétrer. Les entreprises qui veulent se lancer dans l'aventure doivent avoir les reins solides, précise l'attaché commercial de France à Moscou. En effet, il se passe souvent de trois à cinq ans entre la prise de contact et la signature – éventuelle – d'un contrat. De longues années pendant lesquelles les entrepreneurs ne doivent pas reculer devant les dépenses. M. Dymchits est peut-être un bon client, mais cher à séduire.

DOMINIK BAROUCH.

AFFAIRES

ENTREPRISES

Fournier franchit l'Atlantique et s'associe avec Bristol Myers

Les laboratoires Fournier de Dijon (480 millions de chiffre d'affaires) entrent dans le club très fermé des fabricants français de médicaments opérant aux Etats-Unis. Ils viennent de signer avec le groupe pharmaceutique américain Bristol Myers-Mead Johnson, numéro dix mondial (34 milliards de francs environ), un accord en vue de commercialiser de l'autre côté de l'Atlantique du fénofibrate (marque Lipanthyl), un normolipidémiant (médicament employé pour abaisser le taux de cholestérol). Dans une première étape, Bristol Myers se voit accorder le droit exclusif de vendre ce produit issu de la recherche et du développement de Fournier. Puis une société commune à 50/50 (Bristol Myers-Fournier) sera créée, à qui la firme américaine apportera les actifs correspondant à cette activité.

Beatrice accepte l'OPA de Kohlberg Kravis Roberts

Le groupe alimentaire Beatrice a accepté, le jeudi 14 novembre, la dernière offre d'achat de la société financière Kohlberg, Kravis Roberts (KKR), à 50 dollars l'action, soit un total de 5,45 milliards. Si l'opération réussit auprès du public, cette OPA deviendra la plus grosse jamais réalisée sur un groupe non pétrolier. Cette offre est notamment substantiellement plus intéressante que les précédentes de KKR, et surtout l'a emporté sur l'enchère de dernière minute du groupe commercial Dart Group, associé à la société financière EF Hutton, à 48 dollars l'action.

Le nouveau président de Beatrice pourrait être Donald P. Kelly, l'ancien président de Esmark, une firme que Beatrice a achetée l'an dernier. KKR a, en effet, admis la participation de M. Kelly à l'OPA. Beatrice produit notamment les jus d'orange Tropicana, les bagages Samsonite, les sous-vêtements Playtex et contrôle la société de location Avis.

Réorganisation juridique de Bull

Le groupe informatique français Bull a annoncé une simplification de sa structure juridique, grâce à une fusion-absorption par CII-Honeywell-Bull (CII-HB) des trois filiales de Machines Bull : Bull Sems (mini-informatique), Bull Transac (bureautique) et Bull Micral (micro-informatique), qui deviendront des divisions industrielles de CII-HB, rebaptisé Bull SA d'ici à la fin de l'année.

Afin d'apurer une partie des pertes de CII-HB, le capital sera réduit de 1,28 à 1,15 milliard de francs pour être ensuite augmenté à 1,83 milliard. Le nouveau capital sera détenu à 98 % par la Compagnie Machines Bull (contre 97 % antérieurement) et à 2 % par le groupe américain Honeywell (contre 3 % précédemment).

Cycles : Mercier au bord de la faillite

Dernier bastion du cycle à Saint-Etienne (Loire), après la disparition de Manufrance, la société Mercier est dans une situation financière et sociale critique, qui pourrait la contraindre à déposer son bilan. Mis en chômage technique total, le personnel, soutenu par la CGT, occupe les locaux depuis un mois. La production est complètement arrêtée, les stocks sont pratiquement épuisés et les derniers vélos commercialisés sont retournés pour cause de malfaçons. La mairie avait offert de racheter les bâtiments pour 5 millions de francs. Mais, vendredi 15 novembre, au cours d'une réunion avec l'administrateur provisoire et les banques, cette proposition a été rejetée. Mercier menait depuis plus d'un an une existence cahotique. Fondée au début du siècle par Emile Mercier et spécialisée dans le vélo de compétition, la société a équipé les plus grands noms du cyclisme.

Télécommunications : réorganisation financière de G3S

La société G3S, qui regroupe les trois entreprises SAGEM, SAT et CSEE (Compagnie des signaux et d'entreprises électriques) et qui est contrôlée par les cadres de celles-ci, va modifier l'organisation de son capital. Les difficultés de la CSEE (pertes de 89,6 millions de francs en 1984 et supérieures cette année), actionnaire à 39 % de SAGEM, fleuron de l'ensemble (79 millions de francs de bénéfices) risquaient d'entraîner une perte de contrôle. Aussi, SAGEM et CSEE seront détachées. A cet effet, une société – COFICEM – sera créée, qui reprendra 29 % des actions de la SAGEM détenues par CSEE, 10 % ayant déjà été vendues en juin à G3S, holding de l'ensemble pour 100 millions de francs (G3S détient ainsi 20 % de SAGEM). COFICEM sera détenue à 65 % par les cadres des différentes entreprises du groupe, le restant devant être introduit en Bourse. La CSEE espère revenir à l'équilibre, après restructuration, en 1986 ou en 1987. De son côté, la SAT connaît également des difficultés avec des pertes de 52,8 millions de francs en 1984. L'ensemble G3S comprend 22 800 personnes.

Information financière : ADP rachète Bunker Ramo

Automatic Data Processing (ADP), puissante société de services informatiques américaine, va acquérir Bunker Ramo, filiale du groupe Allied-Signal. Ce dernier avait acheté cette société, qui contrôle environ 30 % du marché des cotations boursières sur terminal informatique, en 1980, pour 350 millions de dollars. Allied-Signal cherche, depuis, à se recentrer sur les composants automobiles, l'aéronautique et l'électronique. Cette opération s'inscrit dans la restructuration de ce marché encore mouvant des informations financières et économiques *« en ligne »*, c'est-à-dire sur terminal, aux Etats-Unis.

TROIS LIVRES

Patrons

Quand l'entreprise est à la mode, les patrons deviennent des vedettes. Depuis quelques mois défilent ainsi des livres de et sur les chefs d'entreprise, héros de la *« modernité »*. La France a découvert le 15 novembre à Apostrophes ses bâtisseurs d'usines et ses managers, autant de patrons, désormais fiers de l'être, qui se racontent, qui s'affichent.

M. Jacques Maisonrouge qui était, avant de prendre sa retraite il y a un an, à soixante ans, le *« numéro 2 ou 3 »* d'IBM, expose ainsi les trente-six ans de sa vie passés au sein de la multinationale (1). Et de détailler ses convictions pro-américaines, sa véritable dévotion à son entreprise, et sa ferveur pour les multinationales. M. Maisonrouge a dû bien souffrir au cours de toutes ces années des attitudes politiques anti-américaines de son pays – de de Gaulle aux socialistes, – de la presse, qu'il ne semble pas porter dans son cœur, et de l'opinion publique française. Devenir manager international chez IBM, n'était-ce pas, vu de France, un peu trahir ? Anecdote par anecdote, chapitre par chapitre, M. Maisonrouge s'engage en faveur d'un antinationalisme économique et contre la xénophobie, qu'il estime particulièrement forte en France. Le progrès, c'est l'ouverture des frontières, la coopération internationale, la libre circulation des ordinateurs. A condition, comme IBM, de respecter les individus, tous et partout : *« Un patron doit convaincre et non pas ordonner. Le management doit être fondé sur la compétence du chef. »* La « méritocratie » est la démocratie des affaires. M. Maisonrouge a fait sa place dans la *« technostructure »* du *big business* américain et en prend la défense. Chez IBM tout le monde peut réussir, même un Français d'origine « petite-bourgeoise ». La leçon est claire : copiez IBM, le modèle du progrès humain et, tout le livre le dit, du bonheur personnel. M. Maisonrouge, peu connu dans son pays malgré sa carrière brillante, a fait un livre engagé, mais visiblement un peu amer de ce que la foi en cette si belle Eglise qu'est IBM soit si peu partagée en France. On aurait aimé toutefois en savoir plus sur les relations entre le géant de l'informatique et les Etats.

L'Etat-patron, c'est moi (2), texte rédigé, dit-on, par le PDG d'une entreprise nationalisée, n'apporte pas non plus sur ce sujet de révélations. Si ce n'est le salaire de ces dirigeants du secteur public – 720 000 F par an pour M. Le Floch, Prigent de Rhône-Poulenc, par exemple – qui fera les choux gras de ceux qui prennent le SMIC pour seule référence et qui pourtant paraît bien modeste au regard des émoluments de certains patrons du privé dans comme hors de l'Hexagone.

Mais pour n'être pas spectaculaire – la peur sans doute de l'auteur d'être démasqué, – ce livre n'en décrit pas moins avec cynisme, humour et dérision les arcanes de l'administration, le fonctionnement des relations entre l'entreprise et sa tutelle, la vanité d'un gouvernement qui à tout vouloir contrôler ne maîtrise plus rien, qu'il soit ministère ou Cour des comptes. Sans pour autant que l'auteur, Pierre Dupont Gabriel – un pseudonyme, – en conclue qu'il faille forcément dénationaliser : *« J'ai voulu montrer dans ce livre que le PDG d'une entreprise publique pouvait jouir d'un pouvoir absolu à condition qu'il accepte de se faire « emmerder » par l'administration tous les jours sur des dossiers complètement inutiles* (...). *Ma seule crainte, c'est qu'en prenant conscience de l'inutilité de ses contrôles, l'administration ne les multiplie encore. »*

On sourira parfois enfin à la lecture du pastiche du *Prince* de Machiavel, *le Patron* (3), de Jean-Guillaume Richard, galerie de portraits d'Antoine de Biroud à Bernard (Tapie) d'Orient, en passant par François d'Allas, Jacques Calvaire ou les frères Villain. Trois parties : des différentes sortes de patrons et comment on peut le devenir ; des différents ennemis du patron et comment on peut les éliminer ; des différentes proies du patron et comment on peut les séduire ; et trente-deux chapitres d'un énarque éloigné du pouvoir non par l'arrivée des Médicis, mais par celle de la gauche, et dont la philosophie est moins claire que celle de l'écrivain de Florence. Cela explique sans doute que la méthode s'essouffle et qu'on se lasse finalement d'une transposition pas toujours convaincante.

E.-L. B.

(1) *Manager international*, par Jacques Maisonrouge. Ed. Robert Laffont.

(2) *L'Etat patron, c'est moi*, Pierre Dupont Gabriel. Ed. Flammarion.

(3) *Le Patron Machiavel, par Jean-Guillaume Richard*. Ed. Belfond.

EN BOURSE

EXPAND : l'information médicale sur le second marché

Le 19 novembre 1985 seront mis en vente sur le second marché parisien 33 % du capital d'Expand (soit 220 000 titres), un groupe spécialisé dans les services de communication et, particulièrement, la communication médicale. Cette introduction en Bourse achèvera le processus de restructuration du capital entreprise au début de 1985 avec la sortie de l'actionnaire principal, l'anglais Charterhouse.

A cette occasion, les deux dirigeants de la société Expand, MM. Philippe Poiret et Patrick Wallaert, avaient décidé de racheter l'affaire avec l'appui de Paribas et de la Société générale. MM. Poiret et Wallaert avaient pris la direction d'Expand, en 1973, alors qu'elle n'était encore qu'une petite société spécialisée dans la visite médicale (information des médecins sur les nouveaux médicaments) créée en 1963.

Douze ans plus tard, le groupe Expand, compte trente-huit sociétés, dont vingt-sept créations, et deux mille personnes. Son chiffre d'affaires a atteint 502 millions de francs en 1984 et son résultat courant consolidé 15,6 millions de francs, dont 11,1 millions pour la part du groupe. Une expansion fondée sur une idée simple : décharger les entreprises reprises ou créées dans lesquelles le groupe prend une participation, toujours majoritaire, des soucis juridiques, financiers et comptables, et laisser ainsi leurs dirigeants se consacrer totalement à leur vocation professionnelle.

Avec 33,5 % de son chiffre d'affaires réalisé en 1984 dans l'information médicale, Expand est, actuellement, le premier prestataire de services de l'industrie pharmaceutique en France. Fort de cette expérience initiale, le groupe a développé ses activités dans la publicité-santé (31,4 % de son chiffre d'affaires), puis, plus généralement, dans la publicité hors médias (conseils en promotion de ventes, promotion sur le point de vente, promotion téléphonique...).

Expand est, également, présent dans diverses sociétés de service (21,2 % de son chiffre d'affaires), qui vont du transit international au leasing de matériel informatique en passant par l'entretien des immeubles et le conseil en formation. Enfin, la société s'est lancée, l'année dernière, dans les services informatiques (qui devraient représenter 10 % du chiffre d'affaires en 1985 contre 4 % en 1984) et, cette année, dans la communication audiovisuelle en prenant 50 % de CITECA Productions, spécialisés dans les firmes publicitaires. Appuyés sur ces différents secteurs, les dirigeants d'Expand escomptent une progression des bénéfices de 30 % pour 1985.

C.B.

M. Bérégovoy déménage

Le ministère de l'économie et des finances, installé rue de Rivoli, depuis des lustres, va perdre la tête ou plutôt sa tête. Le cabinet de M. Bérégovoy et celui de M. Emmanuelli déménageront en janvier pour s'installer au 246, boulevard Saint-Germain, dans l'hôtel de Roquelaure qui abritait le ministère des transports. La direction du Trésor suivra peut-être le ministre avec ses trois cents personnes. La direction du budget, autre pilier des finances, atterrira, avec ses deux cent cinquante personnes, rue du Bac, dans les locaux du service des pensions qui s'est installé à Nantes. Les autres directions (des douanes, des impôts, de la comptabilité publique) restent rue de Rivoli. Jusqu'à nouvel ordre en tout cas.

La nouvelle a suscité quelque émoi au ministère des finances où l'on fait ici et là remarquer que la tête va être coupée du reste du corps. Chez M. Auroux, boulevard Saint-Germain, on assure que seul le cabinet déménage pour aller s'établir avenue Georges-Mandel, dans un hôtel de la SOFINCO, mais que la direction (route et transports terrestres) reste boulevard Saint-Germain. Un véritable embouteillage en perspective, quand les uns arriveront sans que les autres soient partis.

On estime généralement que M. Mitterrand presse le mouvement avant les élections pour rendre irréversible son projet de grand Louvre, car M. Chirac n'est pas très favorable au déménagement des finances...

AL. V.

LOGEMENT

EN MOSELLE

Quarante appartements HLM en « acquisition-amélioration »

Le Saint-Malo, un immeuble de quarante logements HLM appartenant à la ville de Saint-Avold (Moselle), a été vendu pour 1 franc symbolique à chacun de ses nouveaux copropriétaires. Seule obligation : l'acquéreur s'est engagé à participer financièrement aux travaux de réhabilitation. Les travaux ont coûté au total 6,5 millions de francs : façades mises en valeur par des aménagements en brique, bois et aluminium ; isolation, nouveau système de chauffage, réfection des installations électriques, revêtements de sol et peintures refaits. Cette opération d'acquisition-amélioration a été réalisée avec le concours du Crédit immobilier de la Moselle, pour le montage financier des prêts. Quinze des quarante nouveaux copropriétaires étaient déjà locataires de l'immeuble, les autres viennent du même quartier ou des immeubles voisins. Ceux qui n'ont pas voulu – ou pas pu – participer à l'opération ont été relogés ailleurs par la municipalité.

L'ensemble du projet, dont les prochaines tranches seront réalisées en 1986 et en 1987, comprend quatre immeubles (deux cent quarante-huit logements) construits dans le quartier de Wenheck entre 1950 et 1955, et qui s'étaient dégradés au fil des années, risquant de *« se transformer en zone »*, selon M. Harter, le maire de cette commune minière.

ÉTRANGER

● **Réunion anti-apartheid d'hommes d'affaires à Londres.** – Des dirigeants d'entreprises sud-africaines et américaines se sont discrètement rencontrés à Londres la semaine dernière pour établir une stratégie de lutte contre le système de l'apartheid, indique le *Financial Times* du 18 novembre. Cette réunion illustre l'inquiétude croissante des milieux d'affaires en Afrique du Sud face au retrait partiel ou total de nombreuses entreprises, dont Coca-Cola, International Harvester ou Phibro-Salomon. Pour sauvegarder des investissements américains, qui représentent plus de 2,5 milliards de dollars, les participants à la réunion de Londres ont préconisé un ensemble de décisions allant de l'éducation des Noirs au logement, en passant par des projets industriels concrets.

ERRATUM. – Le Parlement européen en conflit avec le conseil des ministres. L'article consacré au budget européen a été titré par erreur : « L'Assemblée de Strasbourg entre de nouveau en conflit avec la Commission », alors qu'il s'agit d'un conflit avec le conseil des ministres des Dix (*le Monde* du 16 novembre).

CONSOMMATION

L'ÉVOLUTION DES HABITUDES ALIMENTAIRES DES FRANÇAIS

Plus de viande, moins d'alcool

L'alimentation demeure un sujet de préoccupation pour les trois quarts des Français. En vingt ans, de 1963 à 1983, sa part dans le budget familial a baissé de 31 % à 21 %, les dépenses alimentaires s'élevant à 558 milliards de francs en 1984. Le niveau de vie augmentant, la consommation alimentaire a crû chaque année, mais deux fois moins vite que l'ensemble de la consommation. L'année 1984 fait exception, puisque la croissance en volume de la consommation alimentaire (+ 0,5 %) dépasse celle de l'ensemble (+ 0,3 %). Au cours de ces deux décennies, les Français ont accru leur consommation de viande, qui est passée de 29,9 % à 30,8 % de la consommation totale, de produits laitiers (de 8,7 % à 11,1 %) et de boissons non alcoolisées (de 1,4 % à 2,4 %). Dans le même temps, la part des produits à base de céréales (de pain, mais il n'y a pas que lui, il y a aussi les biscottes, les gâteaux secs...) diminuait de 10,9 % à 9,7 %, ainsi que celle des fruits et légumes (de 13,5 % à 10 %), celle des boissons alcoolisées (12,4 % à 9,5 %), celle des poissons (4,4 % à 3,7 %) et celle des corps gras (5,3 % à 4,5 %). Telle apparaît la réalité constatée par l'INSEE.

Une enquête menée en mars dernier par le CREDOC révèle que plus de la moitié de nos concitoyens (57 %) choisissent certains produits en raison de leur effet bénéfique sur la santé. En tête viennent les légumes (28,1 %) et les fruits (23,9 %) et encore les laitages. Quant aux maladies que l'alimentation peut entraîner, 36 % des personnes interrogées y pensent, mais de façon modérée, les conserves venant en premier (8,6 %), puis les produits chimiques (6,2 %).

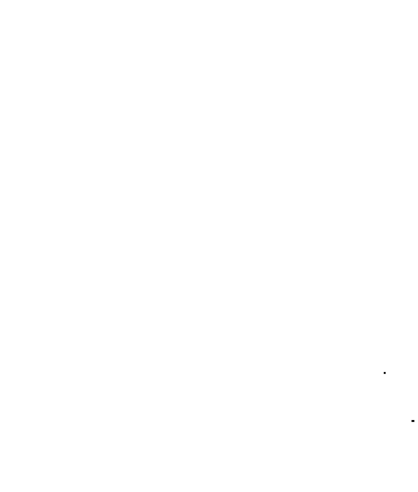
En cas de diminution des revenus, 41 % réduiraient leurs dépenses d'alimentation et 51 % renonceraient à consommer régulièrement de la viande (28,5 %), des pâtisseries (11,7 %) et de l'alcool (6,3 %). Si les revenus s'accroissaient, on irait plus souvent au restaurant (44 %) et on inviterait des amis chez soi (53 %). En moyenne, les cadres souhaitent aller plus souvent au restaurant et les ouvriers inviter plus souvent des amis. Et on augmenterait la consommation de crustacés (19,2 %) et de viandes (12,6 %). Le foie gras ne tente que 3,9 % des personnes interrogées, le caviar 2,4 %, et le champagne 1,1 %.

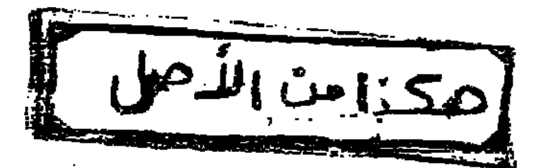
Enfin, pour s'informer sur les problèmes alimentaires, on fait d'abord confiance aux amis, à la famille (48,1 %), puis aux émissions spécialisées de télévision (21,4 %) et en dernier à la publicité (13,9 %).

Dans la presse, c'est *50 millions de consommateurs* qui rallie les suffrages (26,5 %), *Que choisir ?* n'arrivant qu'en quatrième position, après les magazines non spécialisés et les quotidiens, avec 12,1 %. A la télévision, c'est l'émission « D'accord, pas d'accord » (réalisée par l'Institut national de la consommation) qui fait le plus beau score : 56,7 %. Enfin, ce sont les organisations de consommateurs (55 %) et les médecins et chercheurs (32,8 %) qui sont les mieux placées pour informer le public sur l'alimentation, les agriculteurs (6,9 %), les pouvoirs publics (3 %) et les industriels de l'alimentation (2,3 %) rassemblant fort peu de suffrages.

J. D.

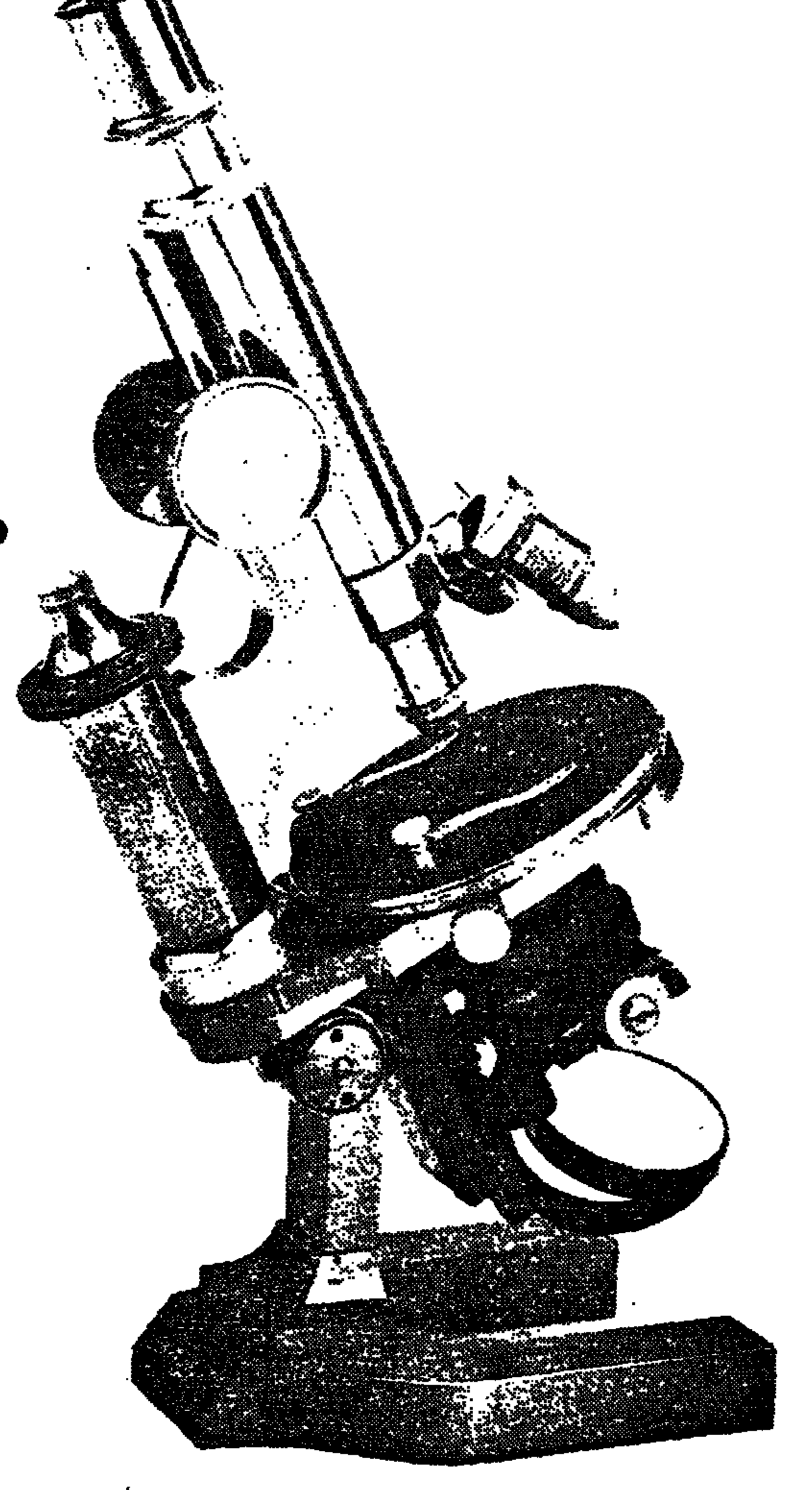
★ CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris. Tél. : (1) 45-84-14-20. *Consommation et mode de vie* n° 6, novembre 1985.





N° 1 d'une Série.

Merci Pasteur



Louis Pasteur a ouvert un nouvel âge de la chimie, de la médecine et de l'alimentation en découvrant que la fermentation était due à l'activité microbienne, processus même de la vie, capable de transformer la structure moléculaire de la matière.

La biologie, connaissance et maîtrise du vivant, était née.

On a soudain compris pourquoi l'eau, le malt et le houblon deviennent de la bière; pourquoi le jus de raisin donne le vin; pourquoi le lait se transforme en fromage. Le travail des bactéries, levures, enzymes et autres micro-organismes a pu être maîtrisé.

On connaît la suite.

Alexander Fleming découvre la pénicilline en faisant des cultures microbiennes sur du lait. Cela débouchera sur la grande famille des antibiotiques qui continuent de révolutionner la médecine.

Watson et Crick déroulent la double hélice de l'ADN pour comprendre les mécanismes de l'hérédité. Cela marque le début de la biologie moléculaire et ouvre la voie au génie génétique.

Ces découvertes ne restent pas enfermées dans les laboratoires, elles permettent à l'industrie de mieux utiliser ces processus pour améliorer le bien-être de l'homme.

Des bio-industries se bâtissent sur la chimie du vivant.

LES CLEFS DE L'AVENIR

En 1983, le gouvernement définit cinq priorités stratégiques, véritables clefs du futur industriel du pays : l'énergie, l'électronique, les nouveaux matériaux, la productique et la biotechnologie.

Les données de 1980 montrent que, dans quatre secteurs de la bio-industrie, la position des sociétés françaises était forte dans l'agro-alimentaire, significative dans la pharmacie et l'agriculture, nulle dans l'énergie.

Or, les spécialistes prévoient une progression, entre 1980 et 1990, de 72 % du marché mondial des bio-industries, soit un bond de 136 à 235 milliards de francs. Cinq filières (semences, produits amylacés, éthanol, antibiotiques, immunologie) représenteront 85 % de ce marché et doubleront, à elles seules, en volume dans cette même période.

La production de métabolites, les bioconversions, le génie enzymatique et la culture cellulaire sont les technologies-mères de toute la bio-industrie.

Les trois premières sont autant d'aspects de l'industrie de la fermentation.

Sait-on que les produits amylacés jouent un rôle majeur dans ce domaine ?

C'est une activité capitale : dans le monde, en 1990, pas moins de 78 % des activités biotechnologiques des industries agro-alimentaires reposeront sur elle.

SPÉCIALISTE DES AMIDONS

A partir du blé, du maïs et de la pomme de terre, Roquette est le spécialiste des amidons et de leurs dérivés.

Avec 3.500 employés, plus de cinq milliards de chiffre d'affaires, des unités de production en France, Espagne, Italie, Grande-Bretagne et États-Unis, Roquette est une société française au rayonnement mondial.

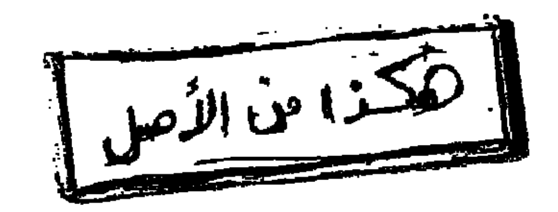
Nous sommes fiers, chez Roquette, de notre place dans la production et le développement des amylacés pour les bio-industries que le Gouvernement juge essentielles au futur de notre pays.

Cet avenir est aujourd'hui menacé.



Le bon sens d'abord

Si vous voulez en savoir plus sur les enjeux en question, vous pouvez écrire à Roquette Frères, 4 rue Patou, 59022 Lille Cedex.



CONJONCTURE

SELON L'OCDE

L'optimisme n'est pas encore de mise pour les pays industriels

Dans une atmosphère alourdie par l'endettement excessif du tiers-monde, la montée des pressions protectionnistes et des taux d'intérêt encore trop élevés, les pays industriels réunis durant trois jours dans l'enceinte discrète de l'OCDE (1) à Paris ont fait le point sur les perspectives de l'économie mondiale. Encouragés par les premiers résultats de la politique concertée de baisse du dollar mise en place par les cinq plus puissants d'entre eux, ils n'ont pu pour autant céder à un quelconque optimisme.

Les fortes différences qui existaient l'an dernier entre les rythmes de croissance aux Etats-Unis, au Japon et en Europe sont appelées à s'atténuer. La lutte contre l'inflation menée un peu partout dans le monde a marqué de nouveaux points. Un consensus est apparu sur la nécessité de mieux répartir le fardeau de la dette du tiers-monde entre les pays débiteurs, les organisations multilatérales, les gouvernements créanciers et les banques. Sur ce point, les participants sont tombés d'accord pour appeler le banquier à s'engager plus avant pour assurer un minimum de croissance aux pays endettés. Ce qu'il est désormais convenu d'appeler le « plan Baker » du nom du secrétaire américain au Trésor a ainsi trouvé un large écho. D'autant plus large que les 20 milliards de dollars de nouveaux crédits qu'il implique en trois ans représenteraient une hausse de 2,5% par an seulement des prêts bancaires.

Si les prémices d'une meilleure convergence des politiques sont en place, les obstacles à contourner restent pourtant de taille. Chef des conseillers de la Maison Blanche et tout nouveau président du comité de politique économique de l'OCDE, M. Beryl Sprinkel a reconnu, à l'issue des discussions, le 15 novembre, que la hausse du dollar ne donnerait pas de résultat « significatif » sur la balance des paiements courants américaine avant un an. Le déficit de cette dernière risque donc d'atteindre l'an prochain quelque 145 milliards de dollars comme le prévoient les experts de l'OCDE.

Volontairement optimiste sur la croissance des Etats-Unis en 1986, il table — à titre personnel — sur 4% tout en reconnaissant ne pas avoir d'éléments statistiques suffisants pour en être sûr. M. Sprinkel n'a apparemment pas convaincu ses interlocuteurs. L'annonce, le 15 novembre, de la plus forte augmentation des prix de gros, depuis avril 1981 — 0,9% en septembre, — et celle d'une stagnation de la production industrielle en octobre sont venues renforcer les craintes de ceux qui prédisent une expansion très languissante outre-Atlantique l'an prochain. Une évolution qui donne une importance accrue à la nécessité pour Washington pour lutter efficacement contre des déficits budgétaires impressionnants. Même si, de leur côté, les Européens se disent prêts à faire leur part du chemin en s'attaquant à leurs rigidités structurelles et que les Japonais promettent toujours d'ouvrir leurs frontières pour participer à la tentative commune d'assurer une base plus stable à l'économie mondiale.

F. Cr.

(1) Organisation de coopération et de développement économique.

● **Ralentissement de l'inflation en Grande-Bretagne.** — Grâce à une hausse des prix limitée à 0,2 % en octobre, l'inflation britannique a été ramenée, en rythme annuel, à 5,4 % contre 5,9 % le mois précédent. Désormais, l'objectif du gouvernement, une hausse des prix réduite à 5,5 % durant les trois derniers mois de l'année, contre 7 % au début de l'été, ne paraît plus impossible à atteindre.

CESSATION DE GARANTIE

La Banque Louis-Dreyfus, 6, rue Rabelais, 75008 Paris, fait savoir qu'à la demande de la SARL Loisirs Bleus, 24, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris, titulaire de la licence d'Etat nº 175 011, la garantie de 350 000 francs (trois cent cinquante mille francs) dont celle-ci bénéficiait depuis le 28 décembre 1984 cessera à l'expiration de trois jours suivant la date de la présente publication conformément aux dispositions de l'article 20 du décret nº 77-363 du 28 mars 1977 (loi nº 75-627 du 11 juillet 1975).

Les créances éventuelles, nées antérieurement à la cessation de garantie, sont susceptibles de demeurer couvertes par la Banque Louis-Dreyfus à condition d'être produites dans un délai de trois mois à compter de la présente publication (article 20 du décret précité).

La présente publication n'emporte aucune appréciation concernant la solvabilité et l'honorabilité de la société Loisirs Bleus, qui doit bénéficier désormais de la garantie financière de l'Association professionnelle de solidarité des agences de voyages (APSAV), 4, rue Villaret-de-Joyeuse, 75017 Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TORAY INDUSTRIES INC.

Résultats de la société mère pour le premier semestre 1985 (1er avril - 30 septembre 1985)

La société mère annonce un chiffre d'affaires net de 322 423 millions de yens (1 486 millions de dollars), un bénéfice avant impôts et éléments extraordinaires de 14 981 millions de yens (69 millions de dollars), et un bénéfice net de 7 040 millions de yens (32 millions de dollars) pour les six mois clos le 30 septembre 1985.

Le conseil d'administration a décidé de mettre en paiement, à partir du 10 décembre 1985, un dividende intérimaire de 30 yens (14 dollars) pour dix actions.

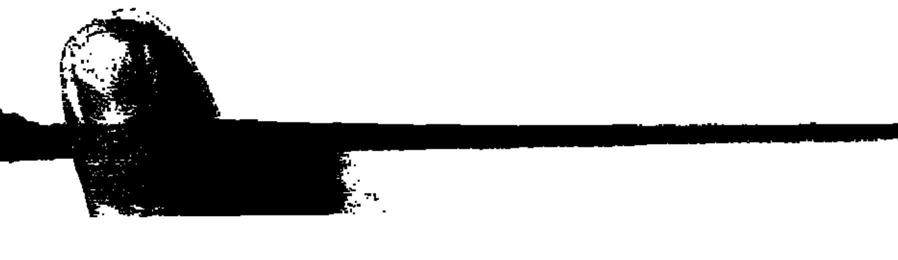
Par rapport au premier semestre 1984, le chiffre d'affaires net et le bénéfice avant impôts et éléments extraordinaires ont augmenté respectivement de 1,9 % et 20 %. Le bénéfice net est identique à celui du premier trimestre 1984.

La société mère prévoit un chiffre d'affaires net de 655 millions de yens (3 018 millions de dollars) et un bénéfice avant impôts et éléments extraordinaires de 32 milliards de yens (147 millions de dollars).

Notes : les montants en dollars ont été convertis au taux de 217 yens, ou 1 dollar, soit approximativement le taux de change au 30 septembre 1985.

Les états financiers consolidés seront disponibles en janvier 1986.





MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 7 novembre
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	420 831
dont :	
Or	246 378
Disponibilités à vue à l'étranger	89 588
ECU	66 900
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 852
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	31 197
dont :	
Concours au Trésor public	N.C.
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	170 446
dont :	
Effets escomptés	N.C.
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 614
5) DIVERS	8 534
Total	705 622

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	206 894
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 120
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	31 691
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	80 444
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	17 131
5) ECU A LIVRER AU FECOM	66 900
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 151
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	16 192
Total	705 622

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	8 nov.	15 nov.
Valeurs franç. à revenu variable	124,7	127,4
Valeurs industrielles	112,7	115,4
Valeurs étrangères	94,3	95,6
Pétroles-Énergie	90,7	92
Chimie	122,2	122,9
Métallurgie, mécanique	131,1	134,3
Electricité, électronique	133,2	137,1
Bâtiment et matériaux	138,1	143,8
Ind. de consommation non alimentaire	104,8	107,9
Agro-alimentaire	100,1	103
Distribution	127,7	135,4
Transports, loisirs, services	121,6	125,8
Assurances	196,4	204,3
Crédit banque	137	140,5
Siconi	116,8	116,7
Immobilier et foncier	128,9	130,2
Investissement et portefeuille	177,9	178,7
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	103,9	104,2
Emprunts d'État	103,2	103,5
Emprunts garantis et assimilés	104,3	104,7
Sociétés	103,5	103,7
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1 947,8	1 989,9
Valeurs étrangères	2 979,8	3 020,9
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	281	287,1
Valeurs étrangères	403	408,6
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	114,1	114,5
Emprunt d'État	113,8	113,9
Emprunts garantis et assimilés	114,3	114,7
Sociétés	114,9	115,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	227,1	232,8
Produits de base	167,7	169,4
Construction	163,7	169,9
Biens d'équipement	229,9	235,1
Biens de consom. durables	225,6	230,8
Biens de consom. non durables	278,3	285,5
Biens de consom. alimentaires	247,1	254,4
Services	203,1	210,1
Sociétés financières	342,9	346,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	223,3	224,8
Valeurs industrielles	210,7	215,4
BOURSES RÉGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	190,9	195,2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LA PROVIDENCE SA PREND *LE CONTROLE DU SECOURS SA.* – La société d'assurances Providence SA a pris le contrôle à 67 % du Secours SA, après avoir acquis auprès d'OPFI-Paribas 163 000 actions de cette compagnie. La cession s'est faite au prix unitaire de 2 374 F. Récemment suspendues, les cotations des actions Secours Sa, Providence SA et Providence IARD reprendront le 19 novembre prochain.

Du 19 novembre au 31 décembre inclus, la Providence SA s'est engagée à maintenir les cours au palier de 2 374 F (*voir* le Monde *daté 17-18 novembre 1985*).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	14 nov.	15 nov.
Valeurs françaises	123,2	124,3
Valeurs étrangères	94,6	95,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	14 nov.	15 nov.
Indice général	231	232,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 18 novembre ..... 9 1/16 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15 nov.	18 nov.
1 dollar (en yens)		

DAPTA-MALLINJOUD. – L'introduction des actions de cette société de décolletage sur le second marché de la Bourse de Lyon a dû être reportée au 20 novembre prochain en raison d'un afflux de la demande.

Au total, les ordres ont porté sur 3,6 millions de titres (entre 85 F et 180 F), alors que 28 000 titres seulement étaient offerts au prix minimum *de 85 F*.

La procédure d'offre publique de vente sera employée pour réussir l'opération et 28 593 actions seront proposées au prix unitaire de 100 F.

CRÉDIT DU NORD. – Le résultat brut d'exploitation au 30 septembre 1985 s'élève à 417 millions de francs, contre 345 millions de francs au 30 septembre 1984, soit une augmentation de 21 %. La tendance étant analogue au *quatrième trimestre*, le résultat net de l'exercice 1985 pourrait être en sensible augmentation.

ECCO. – Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1985, le chiffre d'affaires est en augmentation de 26,8 % à 2 793 millions de francs (hors taxes et consolidé).

BOURSE DE PARIS Comptant 15 NOVEMBRE

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paternelle-R.D.	2490	2490
Alain Manoukian	383	390
BAFP	650	670
B.I.P.	580	586
Bolloré Technologies	316	325
Calberson	330	332
Cardif	780	785

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cochery	55	56
Coparex	487	....
Hydro-Energie	272	....
Roranto N.V.	126 30	125 50
S.P.R.	135	135
Thann et Mulhouse	222	240
Ufinex	350	....
Union Brasseries	139 50	139 60

SICAV 15/11

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/11	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 960	7 970	7 660	8 250
ECU	6 728	6 730	....	....
Allemagne (100 DM)	304 770	304 930	294 500	309 500
Belgique (100 F)	15 090	15 090	14 450	15 300
Pays Bas (100 fl.)	270 670	270 790	262	277
Danemark (100 krd)	84 300	84 350	79	87
Norvège (100 k)	101 340	101 410	96 500	102 500
Grande-Bretagne (£ 1)	11 349	11 389	11	11 700
Grèce (100 drachmes)	5 178	5 188	3 800	5 300
Italie (1 000 lires)	4 513	4 513	4 200	4 700
Suisse (100 fr.)	371 750	371 950	3 605	3 775
Suède (100 krs)	101 410	101 570	96 500	102 500
Autriche (100 sch)	43 350	43 390	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	4 959	4 960	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 891	4 885	4 400	5 200
Canada ($ can 1)	5 786	5 792	5 600	6
Japon (100 yens)	3 916	3 910	3 710	3 860

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/11
Or fin (kilo en barre)	83500	83650
Or fin (en lingot)	83600	83700
Pièce française (20 fr)	516	511
Pièce française (10 fr)	428	.....
Pièce suisse (20 fr)	512	515
Pièce latine (20 fr)	482	490
Souverain	611	616
Pièce de 20 dollars	3405	3420
Pièce de 10 dollars	1750	1800
Pièce de 5 dollars	1300	.....
Pièce de 50 pesos	3100	3105
Pièce de 10 florins	529	526
Or Londres	325	325
Or Zurich	325 50	325
Or Hongkong	326 25	326
Argent Londres	6 14	.....

هكذا من الأصل

Le Monde

UN NOUVEAU VIRUS CHEZ DES SINGES VERTS

La piste africaine du SIDA

Un groupe de chercheurs américains dirigés par le professeur Max Essex (Harvard School of Public Health, Boston) (1), annonce avoir découvert et isolé un virus proche de celui du SIDA chez des singes verts africains vivant en liberté. Ce résultat est important à un double titre. D'abord, parce qu'il apporte de nouvelles données sur l'hypothèse de l'origine africaine de l'actuelle épidémie de SIDA. Ensuite, parce que les singes verts africains sont actuellement utilisés pour la préparation de vaccins humain, et de produits de laboratoire.

Les chercheurs américains expliquent avoir isolé sur sept singes – *Cercopithecus aethiops* – vivant à l'état sauvage un virus proche de celui responsable du SIDA (ou LAV). Aucun de ces animaux ne présentait de symptômes de la maladie.

Il y a quelques mois, l'équipe du professeur Essex avait découvert, mais cette fois-ci chez des macaques vivant en captivité, un virus voisin de celui du SIDA, baptisé STLV 3 mac, capable de déclencher une pathologie proche du SIDA, lorsqu'il est injecté chez ces animaux. Il s'agit donc aujourd'hui d'un nouveau virus baptisé STLV 3 AGM (pour *African green monkees*).

Ainsi les chercheurs disposent maintenant de deux modèles animaux d'infection virale proche du SIDA. L'un est lié à une pathologie clinique et l'autre apparemment pas.

Ces résultats éclairent d'un jour nouveau l'hypothèse de l'origine africaine du SIDA et remettent en question la valeur et la signification des enquêtes épidémiologiques, menées à partir d'un sérum humain en Afrique. Ainsi, les observations faites depuis quelques années dans de nombreux pays africains (Zaïre, Rwanda, Burundi, Kenya, etc.) correspondent-elles bien à une infection par le virus du SIDA, ou par un virus voisin ?

Les travaux de l'équipe du professeur Essex pourraient également ouvrir de nouvelles perspectives thérapeutiques.

« L'existence d'un rétrovirus étroitement lié au virus du SIDA qui infecte naturellement certains primates, écrivent notamment les chercheurs américains, *sans apparemment déclencher de maladie, pourrait fournir un modèle unique pour l'étude du SIDA humain et pour la fabrication d'un vaccin efficace contre cette maladie. »*

En outre, l'analyse des structures précises des deux virus apportera de précieux renseignements sur l'origine de l'épidémie de SIDA, ainsi que sur l'éventualité et les modalités d'une transmission singe-homme.

Certaines cellules (celles du rein) des singes verts sont actuellement utilisées en cultures dans la production ou le contrôle de certains vaccins humains, comme celui de la poliomyélite. Aussi les chercheurs américains soulignent-ils l'urgence qu'il y a, selon eux, à exclure dès maintenant les singes verts porteurs d'une infection par le STLV 3 AGM, de toute utilisation à des fins diagnostiques ou vaccinales. Et ce, même si, en théorie, les riques potentiels d'infection pour l'homme sont peu élevés.

D'ailleurs des contacts en ce sens ont déjà été pris entre l'Institut Pasteur de Paris et l'Institut Mérieux (l'un des principaux fabricants mondiaux de vaccin antipoliomyélite) nous a expliqué en substance le professeur Luc Montagnier.

JEAN-YVES NAU.

(1) Ce travail, publié dans le prochain numéro de *Science* et signé par Mme P.-J. Kanki et M. Max Essex (Harvard School of Public Health, Boston), et par M.-J. Alroy (Trust University, Boston).

A Paris

EXPLOSION DANS UN PARKING DES CHAMPS-ÉLYSÉES : DEUX MORTS

Les deux victimes auraient appartenu à des milieux d'extrême droite

Deux hommes ont été tués, dimanche soir 17 novembre, dans le parking George-V, aux Champs-Elysées à Paris, à la suite d'une explosion criminelle. Ces deux hommes, Pierre Bugny, trente et un ans, de nationalité française, et Carlos Marquez da Silva, trente et un ans, de nationalité portugaise, seraient connus comme des activistes d'extrême droite. Tous deux avaient déjà été condamnés pour infraction à la législation sur les armes, sur les stupéfiants et pour séquestration.

L'explosion, survenue vers 21 h 45 au quatrième sous-sol du parking, a été entendue dans le quartier des Champs-Elysées, comme d'habitude extrêmement fréquenté à cette heure, entre deux séances de cinéma. A l'arrivée des policiers, les corps des deux hommes étaient pratiquement déchiquetés, à environ 15 mètres d'un véhicule de tourisme en flammes appartenant à la femme de l'un d'entre eux. On ignore encore si cette voiture était piégée ou si les deux victimes ont été tuées en maniant des explosifs.

L'enquête a été confiée à la brigade criminelle, qui devait procéder, lundi matin, à des perquisitions et à des auditions dans le cadre de cette affaire.

Sur le vif

Cocotte en papier

Tous les jours à l'heure du déjeuner, je vais faire de la gym dans le quartier des Champs-Élysées. Et tous les jours, après la gym, je m'offre un ananas-fraise pressé sous mes yeux, dans la galerie Point-Show, et versé dans un gobelet en papier. Je le bois avec une paille en descendant la rue de Ponthieu. Et quand j'ai fini, mon gobelet et ma paille, il n'y a nulle part où les jeter. Pas une poubelle. Entre les roues des bagnoles en stationnement, c'est dégueulasse, c'est plein de détritus, de trucs immondes. Ça me fait honte d'y ajouter les miens, et puis, bon, tant pis, un de plus, un de moins...

Et à chaque coup je me dis : mais qu'est-ce ce qu'elle fiche toute la journée Mme Bouchardeau. Au lieu de surveiller Chirac, elle bavasse avec ses collègues du gouvernement. Elle passe sa vie au téléphone, forcément, elle se cherche un point de chute pour les élections. C'est pas possible, je peux pas la garder. Dans quel état elle me laisse mes caniveaux ! Et il n'y a pas que mes caniveaux. Mes parkings, c'est pareil. C'est pas nettoyé, ça sent le pipi, surtout à Saint-Germain-des-Prés. Ah, j'ai bonne mine devant mes amis de l'étranger. Le week-end pour aller shooter des pots de yogourt et des canettes vides en forêt, il faut se boucher le nez en passant devant les montagnes d'ordures débordant de décharges nauséabondes...

Quant à espérer dormir la nuit à Paris sans boules Quiès, pas question. Ni même avec. Entre les poids lourds redémarrant au feu vert sur les Grands Boulevards, les sonneries d'alarme des boutiques qui se réveillent pour un rien et se mettent à couiner comme des dingues, et dès potron-minet le boucan infernal des marteaux piqueurs défonçant le bitume des trottoirs... C'est plus supportable.

D'ailleurs, je ne suis pas la seule à m'en plaindre de Mme Bouchardeau, l'association SOS-Environnement vient de lui décerner son premier oscar. Vous savez ce que c'est ? Une cocotte en papier. Elle l'a bien méritée.

CLAUDE SARRAUTE.

NOUVELLES BRÈVES

● *République sud-africaine : licenciement de mille huit cents grévistes.* – Plus de huit cents infirmières et plusieurs centaines d'employés payés à la journée ont été licenciés, le samedi 16 novembre, à l'hôpital central de Soweto, en raison de la grève qu'ils poursuivaient depuis quatre jours. Des militaires et des volontaires des services de la défense civile de Johannesburg ont été mobilisés pour faire fonctionner certains services, mais la plupart des salles d'opération ont été fermées. Au total, ces mesures de licenciement concerneraient quelque mille huit cents grévistes. – *(AFP, Reuter.)*

● *Congo : réouverture des écoles de Brazzaville.* – Les écoles fondamentales et secondaires de la capitale congolaise, fermées le 12 novembre à la suite des manifestations de lycéens, ont été autorisées à rouvrir leurs portes lundi 18 novembre. Les troubles qui ont eu lieu la semaine dernière auraient fait, selon des sources informées à Paris, trois morts.

● *Botswana. – Quatre morts dans l'explosion d'une voiture piégée.* – Un véhicule a explosé près d'un hôpital de la ville de Mochudi (45 kilomètres au nord-est de Gaborone, non loin de la frontière avec l'Afrique du Sud), faisant quatre morts, dont deux enfants âgés de un et trois ans. Selon la police la bombe aurait explosé prématurément. Deux explosions de voitures piégées ont déjà eu lieu cette année au Botswana. – *(AFP.)*

● *Inde : le retour du gourou.* – Le gourou indien Bhagwan Shree Rajneesh, parti des Etats-Unis à la suite de démêlés avec la justice américaine, est arrivé, dimanche 17 novembre à New-Delhi, où il a été accueilli par plusieurs centaines de ses disciples, ainsi que par les services indiens de l'immigration. – *« Les états-Unis sont un abominable pays, – l'Inde est belle, – je me sens bien »,* a-t-il déclaré. – *(AFP.)*

● *La mort d'un gendarme blessé par des malfaiteurs.* – Patrice Merle, le gendarme qui avait été grièvement blessé, le 7 novembre dernier à Saint-Germain-du-Teil (Lozère), par deux hommes qui ont pris la fuite, est mort sans avoir repris connaissance, samedi 16 novembre à Montpellier.

Patrice Merle, trente ans, marié et père d'un enfant, avait été atteint d'une balle à la tête tirée par deux hommes dont il s'apprêtait à contrôler l'identité. Ses deux agresseurs n'ont pu être retrouvés malgré des barrages dressés aussitôt sur l'ensemble des routes de la région.

C'est le dixième membre des forces de l'ordre (six policiers et quatre gendarmes) tué en service depuis le début de l'année. M. Paul Quilès, ministre de la défense, *« a tenu immédiatement à présenter ses sincères condoléances à la famille ».*

Sur
CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à St-Nazaire-La Baule (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

LUNDI 18 NOVEMBRE
Allô « le Monde »
47-20-52-97
préparée par FRANÇOIS KOCH
Les traitements du SIDA
avec JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

MARDI 19 NOVEMBRE
« le Monde » reçoit
HUBERT LANDAIS
directeur des Musées de France
avec PHILIPPE BOUCHER

ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMBODGE

Le maréchal Lon Nol est mort

Le maréchal Lon Nol, ancien président de la République du Cambodge (1972-1975), est décédé, dimanche 17 novembre, à l'âge de soixante-douze ans, à l'hôpital Saint-Jude de Dullerton (Californie), où il avait été admis quelques heures auparavant.

Ballotté par l'histoire

Personnage sans grand relief, Lon Nol demeurera dans l'histoire pour avoir contribué, en 1970, à la destitution du prince Sihanouk et parrainé, par la suite, plutôt que présidé, une république khmère incapable de se défendre face à une coalition de Vietnamiens et de Khmers rouges. En effet, dès 1970, il tolérera le massacre des communautés civiles vietnamiennes du Cambodge – accusées de complicité avec les Vietcongs, – et couvrit l'intervention de troupes américaines et sud-vietnamiennes, à la même époque contre les « sanctuaires » vietcongs dans l'est cambodgien.

Rien pourtant ne semblait prédestiner cet ancien élève de l'Ecole royale militaire khmère, qui était né en 1913 à Kompong-Leam (sud-est du Cambodge), à jouer un rôle de premier plan. En 1952, alors lieutenant-colonel, il participe, aux côtés du prince Sihanouk, à la *« croisade royale pour l'indépendance »* et fait déjà figure d'officier effacé, soumis à la volonté du prince, qui en fera son ministre de la défense nationale avant de le promouvoir, en 1955, général et chef d'état-major des forces armées. Chef du gouvernement en 1966-1967, il redevient premier ministre en 1969, poste qu'il occupe lors de la destitution, en son absence, du prince Sihanouk, le 18 mars 1970.

Lon Nol ne disposera pas longtemps de la réalité du pouvoir à la tête d'une république dont l'armée est démoralisée et perd vite du terrain face aux Khmers rouges de Pol Pot. Promu maréchal en avril 1971, il est élu président de la République un an plus tard. Mais une attaque d'hémiplégie en fait un invalide qui s'enferme dans son palais-bunker de Chamcar-Mon, ancienne résidence officielle du prince Sihanouk, d'où il ne sort que rarement.

Privé, en 1973, de l'appui aérien américain, le régime de Phnom-Penh s'effondre rapidement. Le maréchal est évacué vers Hawaï par les Américains en 1975, deux semaines avant la prise de la capitale par les Khmers rouges. Il finira ses jours en Californie, entouré de son épouse et de ses dix enfants.

J.-C. POMONTI.

POUR RASSURER SES CRÉANCIERS

Le Mexique présente un budget d'austérité pour 1986

En présentant un budget sévère, le gouvernement mexicain espère regagner le titre de modèle des pays surendettés engagés dans une politique d'austérité que lui a longtemps attribué le Fonds monétaire international.

Regagner la confiance des créanciers risque fort d'être une longue marche. Conscients du handicap que représente la faiblesse des cours du pétrole pour un pays qui tire 70 % de ses recettes de l'exportation de l'or noir, les partenaires du Mexique ont été désagréablement impressionnés par les dérapages des prix et des déficits publics. Sans parler de la fuite constante des capitaux, 26 milliards de dollars selon la Banque mondiale entre 1979 et 1982, quelque 4 milliards durant les premiers mois de 1985.

Désormais, les sept cents banques occidentales engagées au Mexique attendent, avant de se prononcer, le verdict du FMI prévu pour décembre, les Mexicains négociant avec l'organisation la prolongation sur un an du programme d'assainissement économique 1983-1985.

Décidée à impressionner favorablement les experts du Fonds, l'équipe du président Miguel de la Madrid a établi un projet de budget qui vient d'être envoyé au parlement et dont les principaux objectifs sont susceptibles de rassurer les créanciers. Le déficit public qui devait être ramené cette année à 4 % du produit national brut selon les recommandations du FMI et qui risque fort de dépasser 9,5 %, sera réduit à 4,9 % DU PNB l'an prochain.

Cet objectif prioritaire exigera un alourdissement de la fiscalité. La hausse de l'impôt sur le revenu pour les Mexicains les plus aisés, le relèvement des taxes sur l'automobile, les produits de luxe, les services publics, devraient accroître de 1,5 % les recettes de l'Etat.

Les dépenses inscrites au budget sont en progression de 57 % en termes nominaux. Mais, compte tenu d'une inflation qui tourne autour de 60 % en rythme annuel – l'objectif 1985 était de... 35 % – compte tenu également de la reprise des exportations, elles connaîtront une baisse de 2,6 points en pourcentage du produit national brut. Cet effort de rééquilibrage se traduira l'an prochain par une stagnation. Après une expansion de 4 % cette année, cette promesse d'austérité ne sera sans doute pas du goût de tous les Mexicains. Mais le gouvernement n'avait guère le choix.

La dette extérieure du pays frôle 100 milliards de dollars. Ce n'est pas l'amélioration attendue de l'excédent commercial, qui pourrait représenter environ 8 milliards de dollars contre 7,5 milliards cette année, qui suffira pour faire face aux échéances annuelles de quelque 12 milliards de dollars. Condamné à trouver un terrain d'entente avec ses créanciers, pour bénéficier de nouveaux crédits, le gouvernement mexicain semble décidé à reprendre le cours d'une rigueur interrompue le temps de la campagne des législatives de juillet dernier.

Reste à savoir s'il parviendra à recouvrer la confiance des milieux d'affaires mexicains, toujours enclins à envoyer sous des cieux plus cléments une part de leurs avoirs. Dans cette course à l'assainissement, les dirigeants de Mexico disposent d'un très provisoire atout. Les aides d'urgence se sont multipliées au lendemain d'un tremblement de terre, dont le coût est officiellement estimé à 5 milliards de dollars.

F. Cr.

Le numéro du « Monde » daté 17-18 novembre 1985 a été tiré à 412 790 exemplaires

A B C D E F G

